



Eni *FOR*

2023

Une Transition
Juste



eni 

Notre mission

Nous sommes une société énergétique.

- 13 15** Nous soutenons concrètement une transition énergétique socialement équitable, dans le but de préserver notre planète
- 7 12** et de favoriser l'accès aux ressources énergétiques de manière efficace et durable pour tous.
- 9** Nous concentrons notre travail sur la passion et l'innovation. Sur la force et le développement de nos compétences.
- 5 10** Sur la dignité égale des personnes, en reconnaissant la diversité en tant que ressource fondamentale pour le développement de l'humanité. Sur la responsabilité, l'intégrité et la transparence de nos actions.
- 17** Nous croyons aux partenariats à long terme avec les pays et les communautés qui nous accueillent pour créer une valeur partagée à long terme.

Objectifs globaux pour le développement durable

L'Agenda 2030 pour le développement durable des Nations unies, présenté en septembre 2015, identifie les 17 Objectifs du développement durable (ODD) qui représentent des objectifs communs sur les défis sociétaux complexes d'aujourd'hui. Ces objectifs constituent une référence importante pour la communauté internationale et pour Eni dans la conduite de ses activités dans les pays où elle opère.



Eni FOR

2023

UNE TRANSITION JUSTE

Clause de non-responsabilité

Eni for 2023 est un document publié sur une base annuelle qui contient des déclarations prospectives (forward-looking statement) relatives aux différentes thématiques qui y sont abordées. Les déclarations prospectives sont fondées sur les prévisions et les convictions de la direction d'Eni, élaborées sur une base raisonnable à la lumière des informations disponibles au moment de leur formulation. Néanmoins, les déclarations prévisionnelles comportent, de par leur nature même, un élément d'incertitude, car elles dépendent de la survenance d'événements et de développements futurs qui sont, en tout ou en partie, hors du contrôle et de la prévisibilité raisonnable d'Eni. Les résultats réels peuvent différer de ceux annoncés en raison d'une série de facteurs, y compris, à titre d'exemple mais sans s'y limiter: l'impact de la pandémie Covid-19, les tendances futures de la demande, de l'offre et des prix du pétrole, du gaz naturel et des produits pétroliers, la performance opérationnelle réelle, les conditions macroéconomiques générales, les facteurs géopolitiques et les changements dans le cadre économique et réglementaire dans de nombreux Pays où Eni opère, le succès dans le développement et l'application de nouvelles technologies, le développement de la recherche scientifique, les changements dans les attentes des parties prenantes et d'autres changements dans les conditions de business. Les lecteurs du document sont donc invités à tenir compte d'une éventuelle divergence entre certaines déclarations prospectives figurant dans le texte, qui doivent être comprises comme des estimations, et les résultats qui seront obtenus si les événements ou les facteurs indiqués ci-dessus se produisent. Eni for 2023 contient également des termes tels que, par exemple, « partenariat » ou « partenariat public-privé » utilisés à titre de simple référence et sans connotation juridique technique. Eni fait référence à Eni SpA et aux entreprises incluses dans le secteur de consolidation. Le compte-rendu des émissions de GES du champ d'application 3 et des objectifs correspondants ne doit pas être interprété comme une prise de responsabilité juridique pour les impacts réels et/ou potentiels de ces émissions de GES.

Images

Toutes les photos des couvertures et des rapports Eni for 2023 proviennent des archives photographiques d'Eni.

Traductions

Le texte original d'Eni for – sauf indication contraire – est en italien. Les traductions dans d'autres langues sont tirées du texte original. En cas de divergence, le contenu de la version italienne prévaut sur celui de la traduction dans toute autre langue. Il est à noter que les interviews des pages 28, 72 et 106 ont été données en anglais et traduites ensuite en italien.



Pourquoi lire Eni for 2023 ?

Eni for 2023 raconte le parcours d'Eni vers la Juste Transition, la transition énergétique juste avec l'objectif de neutralité carbone à l'horizon 2050, dans une optique d'atténuation des coûts et de partage des avantages sociaux et économiques avec les travailleurs, les fournisseurs, les communautés et les clients, de manière inclusive et transparente. Le récit s'articule autour des trois leviers du modèle de business – la Neutralité Carbone à l'horizon 2050, l'Excellence Opérationnelle et les Alliances pour le Développement – qui définissent le champ d'action d'Eni en matière de création de valeur pour toutes les parties prenantes sur le long terme. Contrairement à la déclaration non financière, Eni for se penche sur des histoires, des cas concrets et des témoignages pour garantir l'accès à une énergie efficace et durable.

PRINCIPES ET CRITÈRES D'ÉTABLISSEMENT DES RAPPORTS

Eni for 2023 est préparé conformément aux normes « Sustainability Reporting Standard » de la Global Reporting Initiative, selon le GRI Universal (2021) et le secteur Standard Oil & Gas (2021) et conformément aux 10 principes du Global Compact. Dans ► **Eni for 2023 - Performance en matière de développement durable** l'indice de contenu ► **GRI** est publié, ainsi que des tableaux de transition sur le développement durable : ► **Groupe de travail sur les informations financières relatives au climat (TCFD)** ; ► **Action Climat 100+** ; ► **Conseil des normes comptables de durabilité (SASB)** ; ► **Forum économique mondial (WEF)** ; ► **Règlement sur la publication d'informations en matière de durabilité dans le secteur des services financiers de l'UE (SFDR)** ; et ► **Principes d'autonomisation des femmes (Women empowerment principles WEPS)**.

ASSURANCE EXTERNE

Comme pour les éditions précédentes, le rapport Eni pour 2023 a été soumis à une **assurance limitée** par une société indépendante (PwC), également commissaire aux comptes du ► **Financier Annuel**, dans lequel la Déclaration Non Financière est incluse. Les émissions de GES Scope 1 et Scope 2 exploitées (no equity) sont soumises à une ► **assurance raisonnable** et ce rapport est inclus dans le rapport interne d'Eni for Performance.

LÉGENDE

► Liens externes ■ Liens internes

■ L'approche d'Eni en matière de Transition Juste **GLOSSAIRE**

Message aux parties prenantes	4
Eni dans le monde	6
Les activités d'Eni : la chaîne de valeur	8
Modèle d'entreprise	10

Approche responsable et durable 12

Contexte : progrès et défis de la transition	12
Thèmes matériels pour Eni	14
Activités d'engagement des parties prenantes	16
Les engagements d'Eni	18
Approche d'Eni à l'égard des ODD	20
Gouvernance et principes de durabilité	21
Innovation, Numérisation et Cybersécurité	26

Neutralité carbone d'ici à 2050 30

Vers le Net Zéro d'ici 2050	32
L'évolution des entreprises	38
Impacts, risques et opportunités liés au climat	45
Méthodologie des GES et Transparence	47
La Transition Juste pour Eni	50

Excellence opérationnelle 52

Chacun d'entre nous	54
Sécurité du travail et de processus	61
Santé des personnes	65
Environnement	68
Droits de l'homme	76
Transparence, lutte contre la corruption et stratégie fiscale	82
Clients et Fournisseurs	86

Partenariats pour le développement 90

Eni en tant qu'acteur du développement local	92
Accès à l'énergie	94
Nouvelles entreprises dans les territoires	96
Projets de développement local dans le monde	98
Partenariat pour le développement	106
Contenu local	107

Glossaire	108
Rapport du Cabinet d'Audit	109
Rapports d'Eni sur le développement durable	112

► Eni for 2023 - Performance en matière de développement durable

Il comprend des tableaux de référence pour les normes/lignes directrices de référence

Message aux parties prenantes



Le contexte mondial nous confronte à des dynamiques complexes, fragmentées et en constante évolution. Les deux guerres, au Moyen-Orient et en Ukraine, entre autres, nous ramènent à une volatilité sociopolitique et énergétique qui remet en question notre sentiment de sécurité, tant personnelle que collective, en sapant les certitudes sur lesquelles nous avons l'habitude de fonder nos actions et nos opérations. En même temps, nous sommes appelés à trouver des réponses à ces défis et à apporter notre contribution. L'énergie reste un point de jonction crucial, avec ses connotations de sécurité et d'opportunités de développement : la transition énergétique est irréversible, et nous devons assurer sa réalisation sans sacrifier la compétitivité du système de production et la durabilité sociale.

Pour Eni, 2023 était l'année de son soixante-dixième anniversaire, une occasion de réfléchir aux caractéristiques distinctives du parcours de l'entreprise : la capacité d'évoluer au fil du temps et d'anticiper le changement, la volonté d'emprunter de nouvelles voies tout en restant fidèles à nos valeurs communes et, enfin, l'engagement de générer de la

valeur pour toutes les parties prenantes. En concevant et en nous engageant sur la voie d'une transition énergétique juste, nous avons été en mesure d'opérer un changement industriel et culturel radical, en nous concentrant sur la recherche scientifique et l'innovation, en commençant par les technologies que nous avons nous-mêmes développées. D'importants investissements dans la recherche et le développement ont permis à Eni d'opérer avec l'objectif de décarboniser progressivement ses activités et de transformer ses processus industriels, ses produits et ses services, générant ainsi le nouveau business de la transition énergétique, avec de nouvelles opportunités pour Eni, les personnes et les territoires concernés. Eni a fait de la décarbonisation une partie intégrante de sa stratégie commerciale visant à atteindre la neutralité carbone d'ici 2050, avec des objectifs intermédiaires clairs. En 2023, nous avons atteint une réduction de 40 % des émissions nettes des Scope 1 et 2 du secteur Upstream et une réduction de 30 % de celles d'Eni dans son ensemble par rapport à 2018. Une attention particulière est accordée à la réduction des émissions de méthane,

une question sur laquelle Eni est à l'avant-garde depuis des années. C'est pourquoi Eni s'associe à de nombreuses initiatives internationales, dont le Fonds mondial de réduction du torchage et du méthane de la Banque mondiale, qui vise à aider les gouvernements et les opérateurs des Pays en développement à éliminer le torchage systématique et à réduire les émissions de méthane à un niveau proche de zéro d'ici à 2030.

Au cours de l'année écoulée, les émissions de méthane du business Upstream ont été réduites de plus de 20 %, notamment grâce à des campagnes de mesure et de rapports dont la précision a permis à Eni d'obtenir la reconnaissance « Gold Standard » dans le cadre du programme Oil Gas Methane Partnership 2.0 promu par le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE). Mais ce n'est pas tout : nous avons conclu des accords pour soutenir le travail dans ce domaine de nos partenaires tels que Sonatrach en Algérie, EGAS en Égypte et ADNOC aux Émirats arabes unis.

Eni a également contribué activement au dialogue avec les parties prenantes et à la présidence de la COP 28 – la conférence

des Nations Unies sur le changement climatique – et a été l'une des premières entreprises à rejoindre l'initiative de la charte de décarbonisation du pétrole et du gaz (OGDC).

Conformément à l'accord conclu lors de la COP 28, Eni reconnaît la nécessité d'une réduction progressive (« transition ») des combustibles fossiles, tout en admettant que cette transition doit se faire de manière juste, ordonnée et équitable. Dans cette perspective, tant l'acquisition de Neptune Energy par Eni, société leader dans l'exploration et la production avec plus de 70 % de son portefeuille dans le secteur gazier, que le démarrage de la production du projet Congo LNG s'inscrivent dans ce processus, qui répond au besoin d'Eni d'accroître l'accès à une énergie sûre et peu émettrice comme le gaz naturel, indispensable pour accompagner la transition énergétique. En outre, nous avons démarré la production de Baleine en Côte d'Ivoire, le premier projet upstream en Afrique avec zéro émissions nettes Scope 1 et 2.

Décarboniser signifie également tirer parti des nouvelles possibilités offertes par la transformation. La COP 28 a soutenu une approche qui se concentre sur des solutions qui accélèrent la transition : elles font toutes partie de la stratégie d'Eni et nous considérons que leur application est cruciale, en fonction du contexte géographique d'application et dans une logique de coût-efficacité.

Nous intégrons des activités traditionnelles à des activités liées à la transition, en nous appuyant sur des technologies propriétaires et en développant un modèle satellitaire basé sur la création d'entités indépendantes qui peuvent accéder de manière autonome au marché des capitaux pour se développer et améliorer leurs activités. Par exemple, l'expansion dans le secteur des énergies renouvelables, où Plenitude a atteint une capacité installée de 3 GW à partir de sources renouvelables en 2023 comme prévu, et la naissance d'Enilive, une société visant à une transformation plus durable de la mobilité. Les actions mises en œuvre ont permis de réduire de 21 % l'indicateur Émissions

Nettes de GES sur le Cycle de Vie (Scope 1+2+3) par rapport à 2018. Nous nous engageons pleinement à offrir à nos clients une gamme de plus en plus complète de produits et de services progressivement décarbonés, contribuant ainsi à réduire les émissions que les produits énergétiques vendus par Eni génèrent tout au long de la chaîne d'approvisionnement.

En 2023, nous avons également réalisé des avancées majeures dans nos projets de captage et de stockage du carbone, un levier clé de la décarbonisation, notamment au Royaume-Uni, où nous avons conclu un accord de principe avec le ministère de la Sécurité Énergétique et du Net Zéro sur les éléments clés du modèle économique, normatif et de gouvernance pour le transport et le stockage du CO₂, au sein du Cluster HyNet North West.

Dans cette voie, convaincus du rôle crucial de la chimie issue de sources renouvelables, nous avons également finalisé l'acquisition de Novamont par Versalis, conformément à notre stratégie de transformation et de repositionnement de l'activité chimique selon les axes de la spécialisation du portefeuille, de la circularité et de la biochimie.

Pour faire face à la transition, Eni s'entend à ses engagements en matière de protection de la santé et de la sécurité des personnes, d'intégrité de ses actifs et de protection renforcée de l'environnement, de la biodiversité et des ressources en eau. En outre, nos activités s'appuient sur un engagement à respecter les Droits de l'homme. Elle est explicitée dans notre Code Éthique et dans la nouvelle Policy « Respect des Droits de l'homme chez Eni », et nous exigeons la même promotion et la même protection de la part de toutes les personnes avec lesquelles nous entretenons des relations.

Pour Eni, la transition juste se traduit par un engagement à gérer les impacts sociaux de la transformation, à maximiser les opportunités de conversion des activités existantes et à développer de nouvelles chaînes d'approvisionnement en tenant compte des spécificités des Pays. Nous sommes convaincus qu'une transition durable doit être inclusive et apporter

des avantages tangibles à toutes les communautés impliquées, sous le modèle du « double drapeau », en travaillant en partenariat avec les gouvernements locaux, les institutions et les organisations telles que l'OIT (Organisation internationale du travail) pour améliorer la sécurité et la santé au travail des agriculteurs des filières agroalimentaires et l'IRENA pour promouvoir le développement des compétences pour la transition. Dans les Pays où nous sommes présents, les activités des entreprises sont toujours accompagnées de plans d'action qui répondent aux besoins locaux, en améliorant les possibilités d'emploi et l'accès à l'éducation, à la santé, à l'eau et à l'énergie. Un exemple intéressant est le Centre d'excellence d'Oyo pour les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique, promu et soutenu par Eni et géré par le ministère de l'enseignement supérieur, de la recherche scientifique et de l'innovation technologique de la République du Congo, en collaboration avec l'ONUDI (Organisation des Nations unies pour le développement industriel).

La voie stratégique dans laquelle Eni s'est engagée et les progrès futurs ne peuvent ignorer les compétences, les idées et l'esprit d'équipe de tous les collègues et partenaires : en ce sens, les collaborations avec les institutions, les parties prenantes publiques et privées, les organisations internationales et de la société civile, les universités, les instituts de recherche et les centres d'innovation sont fondamentales. La conscience de la valeur de nos compétences et de ces partenariats, la volonté d'intégrer ceux qui travaillent à nos côtés et le sens des responsabilités à l'égard des communautés qui accueillent nos activités dans le monde entier sont et continueront d'être des éléments cruciaux pour l'obtention des résultats qu'Eni s'est fixés.

Claudio Descalzi

Président-Directeur Général

Eni dans le monde

Avec plus de 32 000 personnes, Eni est confrontée au triple défi d'assurer un approvisionnement énergétique abordable et fiable pour le fonctionnement de l'économie et de la société. Au delà de se concentrer sur une stratégie de décarbonisation des produits et des processus industriels du groupe, visant la Neutralité carbone d'ici 2050, Eni s'engage en faveur d'une transition énergétique socialement équitable et juste, comme le stipule la mission. Il s'agit notamment d'actions concrètes visant à promouvoir l'accès universel à une énergie efficace et plus durable en se concentrant sur des solutions technologiques innovantes et exclusives, en diversifiant les sources d'énergie et en générant en même temps une valeur partagée à long terme. Afin de poursuivre une Transition Juste, il est nécessaire de répartir les coûts équitablement, sans accabler les communautés vulnérables, en introduisant des plans concrets et en adoptant des solutions alternatives qui protègent les différentes géographies et les différents acteurs et considèrent le système dans sa complexité. La forte implication de la haute direction et l'intégration de son propre personnel sont l'indication de l'engagement permanent d'Eni à assurer la diffusion des valeurs fondamentales d'une transition énergétique éthique et socialement juste.

LES PRINCIPAUX CHIFFRES POUR 2023



70
Ans d'histoire dans le monde



61
Pays de présence



2 630
Personnes embauchées



-30 %
Empreinte carbone nette Eni par rapport à 2018 (Scope 1+2)



70 %
Des dépenses de R&D pour la décarbonisation



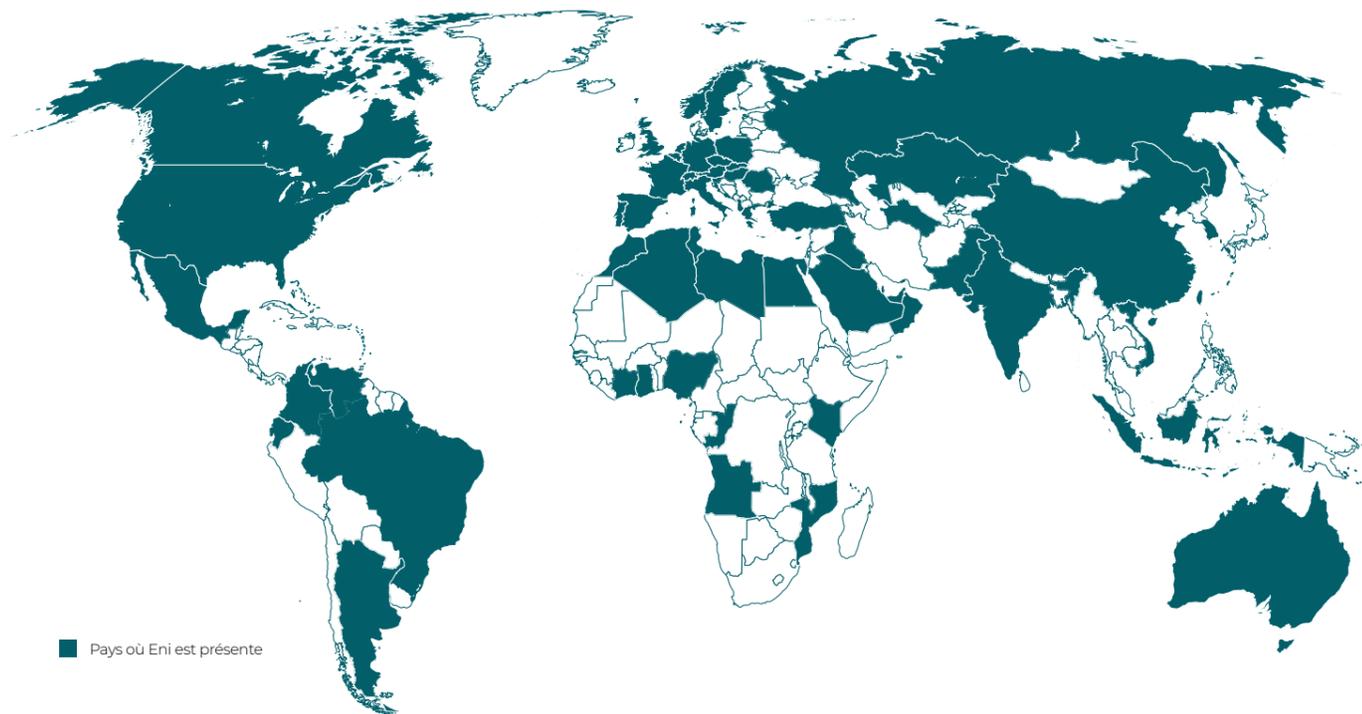
90 %
Réutilisation de l'eau douce



+23 %
Heures de formation



€95 mln
investissements pour le développement local



■ Pays où Eni est présente

AMÉRIQUES

8 PAYS



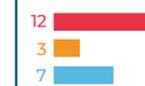
EUROPE

22 PAYS



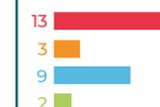
AFRIQUE

12 PAYS



ASIE ET OCÉANIE

19 PAYS



■ Enilive, Refining et Chimie

■ Exploration et production

■ Plenitude & Power

■ Portefeuille mondial gaz et GNL

PRINCIPAUX FAITS MARQUANTS DE 2023

MOBILITÉ DURABLE

Naissance d'**Enilive** // JV avec PBF Energy pour la bioraffinerie de **St. Bernard** aux États-Unis // Etude de faisabilité avec LgChem pour une **nouvelle bioraffinerie** en Corée du Sud // Lancement de **HVolution**, le premier diesel 100 % à base de matières premières renouvelables (Directive UE) // **Kenya Airways** effectue son premier vol depuis le continent africain avec SAF (Sustainable Aviation Fuel) fourni par Eni

RENOUVELABLES ET BIO CHIMIE

Inauguration d'installations photovoltaïques au **Texas** et au **Kazakhstan** // Mise en production du **Dogger Bank** pour la production d'énergie éolienne offshore au Royaume-Uni // Accord (conclu en 2024) avec Energy Infrastructure Partners (EIP) pour l'entrée au capital social de **Plenitude** // Versalis finalise l'acquisition de **Novamont**

DÉCARBONISATION

Obtention du **Gold Standard** dans le domaine du programme OCMP 2.0 du PNUE (Programme des Nations unies pour l'environnement) // Accords de réduction des émissions avec **Sonatrach**, **ECAS** et **ADNOC** // Adhésion à la charte de décarbonisation du gaz pétrolier de la **COP 28** et au **fonds GFRM de la Banque mondiale** pour réduire les émissions de méthane et de gaz brûlé à la torche

CAPACITY BUILDING

Lancement du premier network international sur la transition énergétique en Afrique, né de la collaboration entre Eni et l'Université **Luiss** // Inauguration du **Centre d'excellence Oyo** pour les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique avec ONUDI en République du Congo // Formation et insertion professionnelle au Centre d'excellence pour l'accès au travail de Port Saïd en Égypte

EXPLORATION ET UPSTREAM

Rôle croissant dans le domaine du gaz avec la découverte de **Geng North** en **Indonésie** et de **Nargis en Égypte** // Nouvelle découverte dans l'**offshore mexicain** // Démarrage de la production à Baleine en **Côte d'Ivoire** // Lancement du projet **Congo LNG** avec l'introduction du gaz dans l'usine de liquéfaction **Tango FLNG** // Acquisition de **Neptune** et des actifs de Chevron en **Indonésie** // Signature d'un contrat de fourniture de GNL à long terme au **Qatar**

PERSONNES

Partenariat avec l'**Organisation internationale du travail** (OIT) pour améliorer la sécurité et la santé au travail des agriculteurs impliqués dans les chaînes d'approvisionnement en matières premières agricoles // Lettre d'intention avec **Dompé** pour la recherche sur la santé des personnes et des communautés // Adoption d'un **plan d'interventions extraordinaires** pour soutenir 20 000 employés, non-cadres

CAPTAGE ET STOCKAGE DU CARBONE

Renforcement du rôle d'Eni au **Royaume-Uni** pour le développement de la première entreprise réglementée dans le domaine du CSC, avec HyNet North West et la licence de stockage pour **Bacton** // En Italie, le projet **Ravenna CSC** dans la liste européenne des Projets d'Intérêt Commun

INNOVATION

Accord avec **CFS** (Commonwealth Fusion Systems) pour accélérer l'industrialisation de l'énergie de fusion // Lancement de **ROAD** (Rome Advanced District), un pôle dédié à la recherche technologique // Création d'**Enivibes**, une entreprise qui valorise la technologie propriétaire pour la supervision des conduites

Les activités d'Eni : la chaîne de valeur



Eni est une société de technologie énergétique, présente tout au long de la chaîne de valeur : de l'exploration, du développement et de l'extraction du pétrole et du gaz naturel, à la production d'électricité à partir de la cogénération et des sources renouvelables, au raffinage et à la chimie traditionnels et biologiques, jusqu'au développement de processus d'économie circulaire. Eni étend son rayon d'action jusqu'aux marchés finaux, en commercialisant du gaz, de l'électricité et des produits aux marchés locaux et aux clients particuliers et professionnels, auxquels elle offre également des services d'efficacité énergétique et de mobilité durable. **Compétences consolidées, technologies, diversification géographique et des sources, alliances pour le développement et modèles d'entreprise et financiers innovants** sont les leviers d'Eni pour continuer à générer de la valeur, en répondant efficacement aux défis du trilemme énergétique (durabilité environnementale, sécurité énergétique et accessibilité). En particulier, Eni s'est engagée à devenir une entreprise leader dans la production et la vente de produits et

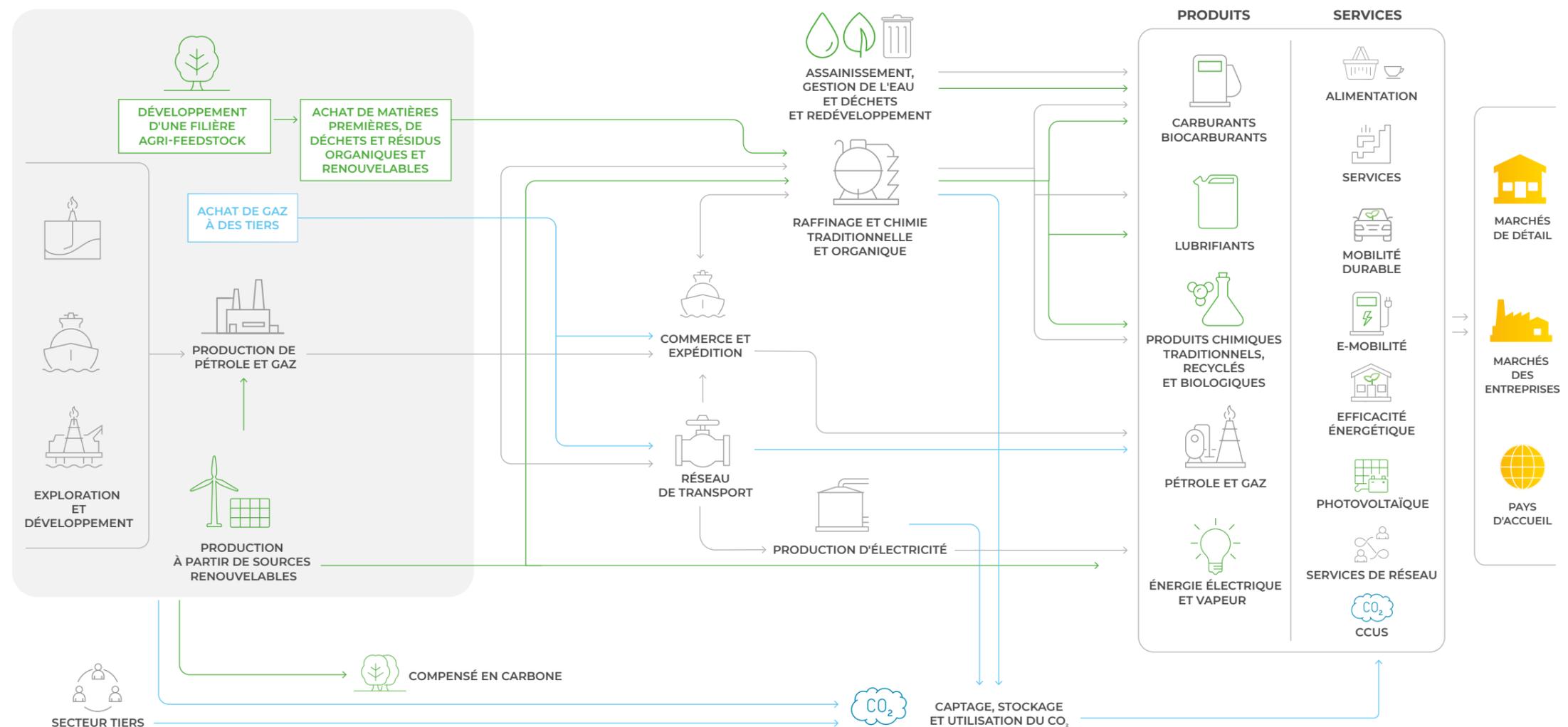
de services énergétiques décarbonés, de plus en plus orientés vers le client. La stratégie de Neutralité carbone d'Eni à l'horizon 2050 repose sur un plan de transformation industrielle qui prévoit l'utilisation de solutions technologiques déjà disponibles et économiquement durables, telles que :

- Croissance progressive de la **composante gaz en tant que source d'énergie** – passerelle dans la transition, accompagnée d'investissements pour la réduction des émissions ;
- **Bioénergie** à travers le développement du **biométhane** et des biocarburants, avec un apport croissant de matières premières provenant des déchets et de la ferraille et une chaîne de production intégrée de matières premières agricoles ;
- **Énergies renouvelables** à travers l'augmentation de la capacité et l'intégration avec le business retail ;

- **Utilisation et/ou Stockage du Captage de Carbone (CCUS)** grâce au développement de hubs dédiés au stockage du CO₂ pour les émissions hard-to-abate provenant de sites industriels Eni et de tiers ;
- Augmentation progressive de la **production de nouveaux vecteurs énergétiques**, y compris l'hydrogène.

L'utilisation de ces solutions à grande échelle s'accompagne de la recherche de technologies de pointe, telles que la fusion par confinement magnétique, qui peuvent contribuer à révolutionner le secteur de l'énergie. Les émissions résiduelles, c'est-à-dire celles qui ne peuvent être réduites en raison de contraintes techniques et économiques, seront compensées en carbone de haute qualité, principalement provenant de Natural Climate Solutions.

CHAÎNE DE VALEUR



Modèle d'entreprise

Eni est une société intégrée du secteur de l'énergie engagée dans la transition énergétique socialement juste qui, avec des solutions concrètes et économiquement durables, vise à relever les défis cruciaux actuels : lutter contre le changement climatique et accéder à l'énergie de manière efficace et durable pour tous

Eni est une société intégrée du secteur de l'énergie engagée dans la transition énergétique socialement juste qui, avec des solutions concrètes et économiquement durables, vise à relever les défis cruciaux actuels : lutter contre le changement climatique et accéder à l'énergie de manière efficace et durable pour tous.

Le **modèle de business** vise à créer de la valeur à long terme pour toutes les parties prenantes grâce à une présence consolidée tout au long de la chaîne de valeur de l'énergie. La **mission de l'entreprise** intègre les **Objectifs de Développement Durable (ODD)** de l'Agenda 2030 des Nations unies, et l'**approche distinctive** imprègne toutes nos activités. Eni poursuit son engagement en faveur de la sécurité énergétique, en continuant à assurer la création de valeur tout en faisant progresser sa stratégie de transition avec une approche technologiquement neutre et pragmatique, visant à maintenir la compétitivité du système de production et la durabilité sociale. Ces objectifs reposent sur une présence géographique diversifiée et un portefeuille de solutions technologiques qui permettront de créer un bouquet énergétique de plus en plus décarboné. Les **partenariats et les alliances avec les parties prenantes** sont essentiels pour atteindre ces objectifs et garantir une participation active à l'élaboration des activités d'Eni et à la transformation du système énergétique.

Le modèle combine l'utilisation de **technologies propriétaires** avec le développement d'un **modèle satellitaire innovant**, qui prévoit la création de sociétés dédiées capables d'accéder de manière autonome au marché des capitaux pour financer leur croissance et en même temps faire ressortir la valeur réelle de chaque entreprise. À l'appui de ce modèle intégré s'insèrent le **système de Gouvernance d'Entreprise**, basé sur les principes de transparence et d'intégrité, le processus de **Gestion Intégrée des Risques** fonctionnel pour assurer, à travers l'évaluation et l'analyse des risques et des opportunités du contexte de référence, des décisions conscientes et stratégiques et **l'analyse de matérialité** qui approfondit les impacts les plus significatifs générés par Eni sur l'économie, l'environnement et les personnes, y compris sur les Droits de l'homme.

Le fonctionnement du modèle de business repose sur la meilleure utilisation possible de toutes les ressources (intrants) dont dispose l'organisation et sur leur transformation en extrants, grâce à la mise en œuvre de sa **stratégie**. Eni associe également son plan industriel aux principes de durabilité environnementale et sociale, en articulant ses actions **autour de trois leviers** :

NEUTRALITÉ CARBONE D'ICI À 2050



Eni s'est engagé sur la voie de la décarbonisation nette des processus et des produits d'ici à 2050, en tenant compte des émissions générées tout au long du cycle de vie des produits énergétiques. Cette voie, réalisée grâce aux technologies existantes et en évolution, permettra à Eni de réduire son empreinte carbone, à la fois en termes d'émissions nettes et d'intensité nette de carbone. Dans ce contexte, Eni considère le gaz naturel comme une source d'énergie de transition en raison de son accessibilité, de sa polyvalence et de sa faible teneur en carbone par rapport aux autres combustibles fossiles.

EXCELLENCE OPÉRATIONNELLE



Les activités d'Eni visent l'excellence opérationnelle grâce à un engagement continu en faveur de la valeur, de la santé et de la sécurité des personnes, de l'intégrité des actifs, de la protection de l'environnement, du respect des Droits de l'homme, de la résilience et de la diversification des activités, ainsi que de la solidité financière. Ces éléments permettent à Eni de saisir les opportunités liées aux évolutions possibles du marché de l'énergie et de poursuivre son chemin de transformation.

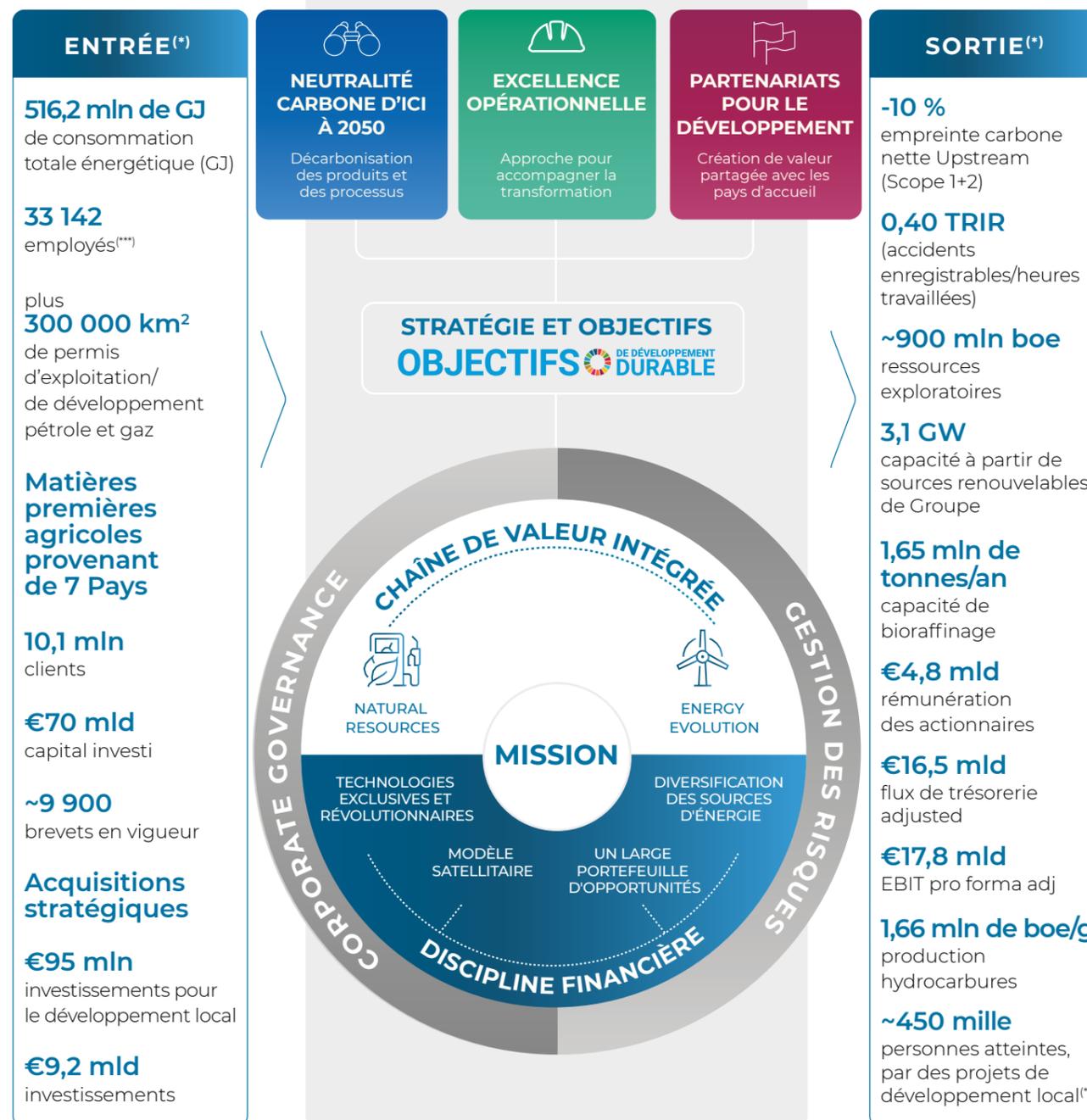
PARTENARIATS POUR LE DÉVELOPPEMENT



Eni vise à réduire la pauvreté énergétique dans les pays où elle opère en développant des infrastructures liées aux activités traditionnelles, mais aussi aux nouvelles frontières des énergies renouvelables, dans le but de générer une valeur à long terme en transférant son savoir-faire et ses compétences à des partenaires locaux (approche dite « Dual Flag »). Dans ces pays, Eni promeut des initiatives en faveur des communautés locales pour favoriser, outre l'accès à l'énergie, la diversification économique, la formation, la santé des communautés, l'accès à l'eau et à l'assainissement et la protection du territoire, en collaboration avec des acteurs internationaux et conformément aux plans de développement nationaux et à l'Agenda 2030.

CRÉATION DE VALEUR POUR TOUTES LES PARTIES PRENANTES

Grâce à la présence intégrée dans toute la chaîne de valeur de l'énergie



(*) Au 31 décembre 2023 et/ou en 2023, sauf indication contraire.

(**) Les personnes atteintes peuvent avoir bénéficié de plus d'une initiative dans différents domaines.

(***) Le chiffre diffère de celui publié dans la déclaration non financière consolidée (DNF)/dans Eni for, car il n'inclut pas uniquement les sociétés consolidées par intégration globale.

Contexte : progrès et défis de la transition

~760 mln de personnes n'ont pas accès à l'électricité

Plus de 2 milliards de personnes utilisent la biomasse pour cuisiner

DÉFIS MONDIAUX

Les défis à relever par le système énergétique mondial, tant dans l'immédiat que dans les années à venir, apparaissent de plus en plus complexes, dictés par l'évolution du contexte mondial et les crises multiples qui font de la transition énergétique et de la sécurité économique une priorité et sont interconnectés. Assurer la transition vers un système énergétique décarboné qui soit à la fois sûr et abordable pour tous ne sera pas possible sans la sécurité de l'approvisionnement, qui est fondamentale pour assurer la croissance économique, et sans un accès universel et durable à l'énergie. La transition énergétique doit être équilibrée, économiquement viable et, dans l'immédiat, construite avec les technologies disponibles capables d'assurer l'approvisionnement adéquat d'un système énergétique fondamental pour le système industriel et toutes les activités essentielles, ainsi qu'un moteur de la transformation future. La consommation d'énergie est liée à l'évolution démographique, au développement économique et à l'amélioration des condi-

tions de vie de la population mondiale. Cependant, aujourd'hui, environ 80 % de la population mondiale est concentrée dans les Pays émergents où la consommation d'énergie par habitant est bien inférieure à celle des Pays développés. Le développement économique et démographique de ces Pays, l'urbanisation croissante et la transition vers des niveaux de vie plus élevés nécessiteront de plus en plus d'énergie et une transition équitable, ce qui requiert des solutions durables à moyen et long terme ; en Afrique subsaharienne, par exemple, l'augmentation de la population au fil des ans ne s'est pas accompagnée d'une augmentation proportionnelle de l'accès à l'énergie. Le véritable défi de la transition énergétique est d'assurer un accès universel à l'énergie tout en réduisant les émissions de carbone. La consommation d'énergie primaire à l'échelle mondiale est encore étroitement liée à l'utilisation de sources fossiles pour environ 80 %, parmi lesquelles le charbon, la source fossile la plus polluante, représente encore 27 % du total, avec des pourcentages particulièrement élevés dans les économies

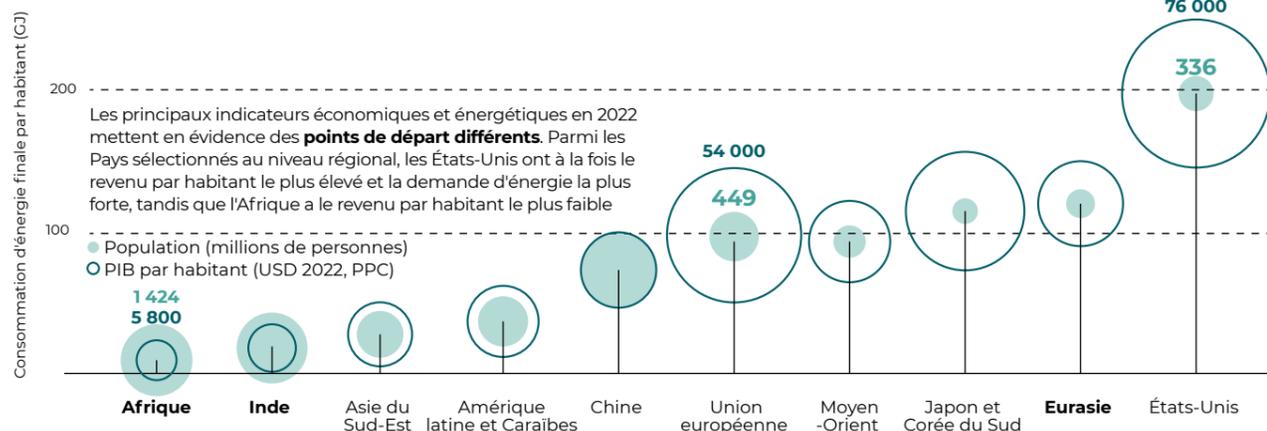
asiatiques (45 % en Inde, 61 % en Chine) et résiduels dans les Pays développés (13 % dans l'UE et 11 % aux États-Unis). La croissance économique et démographique des prochaines décennies laisse présager une augmentation de la demande d'énergie, tirée par les besoins des économies émergentes, tandis que les pays industrialisés connaîtront un ralentissement progressif de la consommation, principalement dû à l'efficacité énergétique et aux processus d'économie d'énergie. Les sources fossiles continueront à jouer un rôle important dans le bouquet énergétique, notamment grâce à la CCUS qui permet de réduire le profil d'émission, même si celui-ci devrait diminuer par rapport à aujourd'hui, principalement en raison du remplacement d'une partie du charbon par des sources ayant un impact environnemental plus faible, telles que le gaz et les énergies renouvelables. Des technologies révolutionnaires telles que la fusion par confinement magnétique entreront en jeu et, avec de nouvelles sources/vecteurs, contribueront à réduire l'empreinte carbone du système énergétique mondial.

ÉMISSIONS MONDIALES DE CO2 DUES À LA COMBUSTION DE CARBURANTS, PAR RÉGION, EN 2022



Source : Agence internationale de l'énergie, « World Energy Outlook 2023 ».

L'ÉVOLUTION DE LA DEMANDE ÉNERGÉTIQUE MONDIALE



Source : Agence internationale de l'énergie, « World Energy Outlook 2023 ».

PROGRÈS ET DÉFIS DE LA TRANSITION

L'International Panel Climate Change (IPCC) soutient la nécessité d'atteindre le Net Zéro pour les émissions de CO₂ vers 2050 afin de limiter l'augmentation de la température à 1,5°C par rapport à l'époque préindustrielle d'ici la fin du siècle. À cet égard, les derniers rapports de l'IPCC (AR6) identifient plusieurs scénarios compatibles, qui envisagent la décarbonisation du système énergétique par l'application combinée d'un certain nombre de leviers. Les principaux messages de l'IPCC ont été au cœur de la COP 28, qui s'est achevée par l'accord unanime sur le bilan mondial, faisant le point sur les progrès accomplis dans la réalisation des objectifs de l'Accord de Paris et identifiant les mesures, les meilleures pratiques et les possibilités de renforcer l'action climatique. Cette avancée majeure dans les négociations comprend de nouveaux éléments tels que : des objectifs pour 2030 visant à tripler les sources d'énergie renouvelables et à doubler le taux d'augmentation de l'effica-

rité énergétique ; la définition d'un cadre mondial sur l'adaptation ; un fonds pour compenser les pertes et les dommages causés par le changement climatique dans les Pays en développement les plus vulnérables (Fonds pour les pertes et les dommages) ; un engagement, pour la première fois dans un texte de négociation, en faveur d'une transition juste, ordonnée et équitable vers l'abandon des combustibles fossiles (« transitioning away ») ; la reconnaissance de la nécessité, dans le cadre d'une approche technologiquement neutre, d'accroître le déploiement de toutes les technologies à émissions faibles ou nulles, telles que les énergies renouvelables, le nucléaire, CSC et le rôle des carburants de transition (par exemple les biocarburants). Le grand nombre de scénarios illustrés par l'IPCC et la multiplicité des leviers suggérés également dans le domaine COP montrent la difficulté de tracer des trajectoires de transition énergétique univoques en raison de l'action simultanée de plusieurs variables : évolutions géopolitiques, politiques de décarbonisation (très inégales géographique-

ment), vitesses d'ajustement entre l'offre et la demande d'énergie différentes selon les Pays. L'Agence internationale de l'énergie (AIE) publie également chaque année une série de scénarios dans le World Energy Outlook (WEO), basés sur des prévisions détaillées de la demande d'énergie par secteur, fondées sur des variables démographiques et économiques spécifiques pour les décennies à venir :

- Les prévisions, qui produisent des trajectoires d'évolution des consommations énergétiques en utilisant des données d'entrée de nature démographique/économique et des politiques existantes ou de probable future réalisation/ambitions déclarées (scénario STEPS - Scénario des Politiques Déclarées et scénario APS - Scénario des Engagements Annoncés) ;
- Les Backcasting, qui identifient à rebours des trajectoires compatibles avec un ou plusieurs objectifs imposés en ayant recours à des technologies, y compris celles en phase de démonstration, l'hypothèse d'un changement soudain des habitudes des consommateurs et une accélération de l'efficacité des consommations finales (scénario NZE - Émissions Nettes Zéro).

PRINCIPAUX INDICATEURS DES SCÉNARIOS DE L'AGENCE INTERNATIONALE DE L'ÉNERGIE (AIE)

NZE (Émissions nettes zéro)	APS (Scénario des promesses annoncées)	ÉTAPES (Scénario des Policy Déclarées)	SCÉNARIO
Scénario backcasting. Il identifie à rebours une voie possible compatible avec la réalisation d'émissions nettes zéro d'ici à 2050, avec une vitesse différente entre les économies avancées et les économies en développement.	Prévision de scénarios. Analyser les implications en termes d'émissions et de demande énergétique si tous les objectifs Net Zéro annoncés par les gouvernements sont effectivement atteints et dans les délais prévus.	Prévision de scénarios. Elle identifie une trajectoire de développement dérivée des données économiques et démographiques et comprend toutes les politiques mises en œuvre et planifiées par les gouvernements.	
environ 1,4°C	environ 1,7°C	environ 2,4°C	AUGMENTATION DE LA TEMPÉRATURE D'ICI 2100
5,2 % d'ici 2030	2,3 % d'ici 2030 3,9 % d'ici 2050	0,6 % d'ici 2030 0,8 % d'ici 2050	MOYENNE ANNUELLE % DE RÉDUCTION DES ÉMISSIONS DE CO ₂ (*)
<ul style="list-style-type: none"> • réduction de 14 % de la demande énergétique mondiale d'ici 2022, malgré la croissance de l'économie mondiale et l'augmentation de la population d'environ 1,7 milliard d'habitants • des investissements immédiats sont nécessaires pour adapter et innover les systèmes énergétiques existants 	<ul style="list-style-type: none"> • à peu près en ligne avec les niveaux actuels, avec un rôle accru des sources à faible émission de carbone • bien qu'en diminution, maintien d'un rôle prépondérant du pétrole et du gaz dans le bouquet énergétique (30 % en 2050 contre 52 % aujourd'hui), croissance des énergies renouvelables intermittentes (28 % du bouquet en 2050 contre 2 % aujourd'hui) et du nucléaire (9 % du bouquet contre 5 % aujourd'hui) 	<ul style="list-style-type: none"> • croissance de 15 %, atténuée par les efforts en faveur de l'efficacité énergétique • maintien du rôle central du pétrole et du gaz dans le bouquet énergétique (45 % à l'horizon 2050 contre 52 % aujourd'hui) et la croissance des énergies renouvelables intermittentes (16 % du bouquet à l'horizon 2050 contre 2 % aujourd'hui) 	DEMANDE MONDIALE D'ÉNERGIE D'ICI 2050

(*) Comprend les émissions provenant des processus industriels et du torchage.

Thèmes matériels pour Eni

L'analyse de matérialité vise à identifier les thèmes de durabilité les plus pertinents pour Eni et ses parties prenantes. Les thèmes matériels jouent un rôle déterminant dans l'élaboration du plan stratégique, dont découle le processus de gestion par objectifs (MbO) de la durabilité pour tous les responsables, et orientent l'établissement des rapports. Par ailleurs, les analyses des contextes socio-économiques, environnementaux et culturels des pays dans lesquels Eni opère permettent de décliner localement les priorités du Plan stratégique et de définir les activités de promotion du développement qui s'y

rappellent. L'analyse de matérialité, mise à jour au cours de l'année 2023, a permis d'identifier les thèmes pertinents en fonction de la pertinence de l'impact, comme prévu par les normes GRI. Cette perspective prend en compte les thèmes liés aux impacts les plus significatifs – positifs et négatifs, réels et potentiels – générés par l'organisation sur l'économie, l'environnement et les personnes, y compris les impacts sur les Droits de l'homme. En outre, comme en 2022, l'analyse a également pris en compte la perspective d'identifier les thèmes pertinents en analysant les risques du modèle de ges-

tion intégrée des risques (matérialité financière)¹. Cette analyse a confirmé l'identification des thèmes « basés sur l'impact ». L'analyse des deux perspectives représente un exercice préliminaire réalisé également en relation avec les futures prévisions du CSRD sur l'analyse de la double matérialité², pour laquelle Eni effectue les analyses approfondies requises en tenant compte de l'évolution normative en cours. Le processus de matérialité d'Eni prévoit les étapes suivantes :

- **L'identification des questions pertinentes et de leurs impacts**, en combinant les résultats de l'ana-

lyse de matérialité de 2022 avec les questions les plus significatives pour le contexte de référence de 2023 et le secteur d'activité, également sur la base du GRI Sector Standard pour le Pétrole et le Gaz ;

- **Évaluation des thèmes** : (i) perspective de Matérialité d'Impact, selon la norme GRI, en soumettant un questionnaire aux parties prenantes³ internes et externes pour évaluer l'importance des thèmes en fonction de la significativité des impacts et de leur probabilité d'occurrence (Activité d'engagement des parties prenantes) ; et (ii) perspective de Matérialité Financière, en tenant compte des résultats

du processus d'évaluation des risques de la Gestion Intégrée des Risques ;

- **Hiérarchisation** des thèmes en fonction de l'impact et de l'analyse financière, effectuée séparément. Les thèmes soumis à l'évaluation, qui ont tous été jugés importants, ont été répartis en 3 niveaux de signification différents ;
- **Le partage des résultats** de l'analyse de matérialité avec le Comité contrôle et risques, le Comité de durabilité et scénarios et le Conseil d'administration. Le document final Eni for 2023 a été présenté au Comité de Durabilité et Scénarios, au Comité

de Direction et a ensuite été approuvé par le CdA. En raison du contexte changeant, les résultats de l'analyse montrent un certain dynamisme au fil du temps, tant en termes d'importance qu'en termes de fusion ou d'introduction⁴ de certains thèmes. Le tableau suivant met en évidence les résultats de la matérialité ; il indique également certains impacts positifs et négatifs actuels/potentiels à titre d'exemple et de manière non exhaustive, et la tendance par rapport à l'exercice de l'année dernière, ainsi que le secteur d'activité, Upstream ou Mid-downstream, dans lequel ces impacts pourraient se matérialiser.

THÈME	MATÉRIALITÉ D'IMPACT					MATÉRIALITÉ FINANCIÈRE ¹	
	Impacts positifs	Impacts négatifs	Pertinence	Où se produit l'impact	Évolution par rapport à 2022	Importance	Évolution par rapport à 2022
CHANGEMENT CLIMATIQUE ODD: 7 9 12 13 15 17	Investissements dans les technologies à faible émission en carbone	Émissions de gaz à effet de serre dans le cadre de leurs activités ou tout au long de la chaîne de valeur	■ ■ ■ ■	●	=	■ ■ ■ ■	=
CAPITAL HUMAIN ODD: 4 5 8 10	Développement des compétences des employés et amélioration des opportunités de carrière à travers des activités de formation	Non-développement des compétences des employés, non-respect des règles contractuelles, de la liberté d'association et de la négociation collective, insécurité de l'emploi	■ ■ ■ ■	●	↓	■ ■ ■ ■	↑
ÉGALITÉ DE TRAITEMENT ET DE CHANCES POUR TOUS ODD: 3 4 5 8 10	Amélioration du bien-être des employés grâce à des programmes adéquats de bien-être et d'égalité des chances	Impacts négatifs sur le bien-être des travailleurs et cas de discrimination	■ ■ ■ ■	●	↑	■ ■ ■ ■	-
SANTÉ ET SÉCURITÉ DU TRAVAIL ET DE PROCESSUS ODD: 2 3 6 8 9 11 14	Sensibilisation accrue des employés à la santé et à la sécurité grâce à la formation et fiabilité des services grâce à un entretien adéquat et à une supervision constante de l'intégrité des infrastructures et des actifs	Accidents et/ou atteintes à la santé des employés en raison de dangers potentiels et de l'exposition à des substances dangereuses, perturbations des services et impacts sur l'environnement et les personnes en raison d'incidents et de défaillances des infrastructures	■ ■ ■ ■	●	=	■ ■ ■ ■	=
POLLUTION ODD: 3 6 9 12 14		Émissions de polluants atmosphériques (NOX, SOX, NMVOC, PM) dans le cadre de leurs activités ou tout au long de la chaîne de valeur. Pollution de l'eau et/ou du sol causée par des déversements de pétrole provenant d'infrastructures appartenant à Eni	■ ■ ■ ■	●	=	■ ■ ■ ■	↓
RESSOURCES EN EAU ODD: 6		Pénurie d'eau et détérioration de la qualité des ressources en eau sur les sites d'Eni	■ ■ ■ ■	●	↓	■ ■ ■ ■	↓
BIODIVERSITÉ ET ÉCOSYSTÈMES ODD: 14 15	Création de nouveaux habitats naturels grâce à l'utilisation de structures désaffectées, de projets de protection des territoires, de restauration/assainissement des terrains et de conservation des forêts	Perte de biodiversité sur les sites d'Eni	■ ■ ■ ■	●	↓	■ ■ ■ ■	↓
ÉCONOMIE CIRCULAIRE ET GESTION DES DÉCHETS ODD: 6 12 14 15	Réduction de l'utilisation des ressources naturelles grâce à l'utilisation de pratiques et de processus ayant pour objectif le recyclage et la récupération	Impacts environnementaux dus à une mauvaise gestion des déchets	■ ■ ■ ■	●	↑	■ ■ ■ ■	↓
DROITS DE L'HOMME ODD: 1 2 3 8 10 16	Protection et respect des droits de l'homme grâce au contrôle de due diligence des activités des entreprises et de celles des fournisseurs et des partenaires commerciaux	Violation des droits de l'homme des travailleurs, des communautés locales et des populations autochtones	■ ■ ■ ■	●	=	■ ■ ■ ■	↑
GESTION RESPONSABLE DE LA CHAÎNE D'APPROVISIONNEMENT ODD: 3 5 7 8 9 10 12 13 16 17	Diffusion des principes de durabilité environnementale et sociale par le biais de la participation des fournisseurs et des partenaires de la chaîne d'approvisionnement	Violation des droits des travailleurs et incidences négatives sur l'environnement des fournisseurs	■ ■ ■ ■	●	↓	■ ■ ■ ■	↑
RELATIONS AVEC LES CLIENTS ODD: 7 12 16	Promotion de solides relations avec les clients par l'engagement, l'écoute et l'attention portée à la clientèle	Interruption du service offert (par exemple, fourniture d'énergie) aux clients pour des raisons imputables à Eni	■ ■ ■ ■	●	↓	■ ■ ■ ■	↓
CONDUITE DES ENTREPRISES ODD: 16 17	Création de valeur économique sur les territoires de présence grâce à des investissements, au paiement d'impôts et de redevances	Incidents de corruption et de conduite illégale pouvant avoir des répercussions économiques sur les marchés et les entreprises, également causés par l'évasion fiscale, les pratiques monopolistiques et de lobbying	■ ■ ■ ■	●	↓	■ ■ ■ ■	=
FERMETURE ET RESTAURATION ODD: 4 8 11 14 15	Réutilisation d'installations, de matériaux et d'usines désaffectés au profit des communautés locales	Perte d'emplois et incapacité à développer les compétences des employés en raison de la fermeture d'usines ou de sites	■ ■ ■ ■	●	↑	■ ■ ■ ■	↑
DÉVELOPPEMENT LOCAL ET ACCÈS À L'ÉNERGIE ODD: 1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 13 15 17	Développement des communautés et du tissu entrepreneurial local grâce à des initiatives dans divers domaines d'intervention, à des partenariats et des accords commerciaux avec des fournisseurs locaux, et à la mise en place d'infrastructures et à l'amélioration de la qualité du service dans les zones reculées	Violations des droits et du bien-être des communautés, réinstallations involontaires, compensations inégales et exploitation des ressources naturelles au détriment des communautés locales et inefficacité du réseau de distribution affectant les communautés et l'environnement	■ ■ ■ ■	●	↓	■ ■ ■ ■	↑
INNOVATION, NUMÉRISATION ET CYBERSÉCURITÉ ODD: 7 9 12 13 16	Initiatives d'innovation pour le développement de processus d'entreprise, le soutien aux partenaires et l'amélioration de la sécurité informatique dans les pays de présence par le biais de collaborations avec des institutions et des entreprises.	Perte de données et d'informations sensibles d'employés, de clients, de partenaires, etc.	■ ■ ■ ■	●	↓	■ ■ ■ ■	↑

■ Neutralité carbone d'ici à 2050 ■ Excellence opérationnelle ■ Alliances pour le développement ■ Thèmes transversaux

● Upstream ● Mid-downstream

1 L'examen limité effectué par la Société de révision comptable (PwC SpA) sur Eni pour se référer à la norme GRI et ses conclusions ne s'étendent pas à toute information dérivant de l'exercice préliminaire effectué également en relation avec les prévisions futures du CSRD sur l'analyse de la double matérialité.
 2 Il est à noter que les lignes directrices interprétatives sur l'analyse de la double pertinence préparées par l'EFRAG (appelées Materiality Assessment Implementation Guidance) seront publiées dans le courant de l'année 2024.
 3 En 2023, quelque 7 500 parties prenantes ont participé à l'analyse de matérialité.
 4 Par rapport à l'analyse précédente, en 2023, certains thèmes ont subi des variations : (i) dans le thème « Santé et sécurité du travail et au processus », le thème « Intégrité des actifs » a convergé ; (ii) ils ont été regroupés : « Développement local » et « Accès à l'énergie » ; « Innovation » et « Numérisation et cybersécurité » ; (iii) La subdivision du thème « Réduction des impacts environnementaux » dans les thèmes : « Pollution », « Biodiversité et écosystèmes », « Ressources en eau » ; (iv) « Transparence, lutte anti-corruption et stratégie fiscale » a été modifiée en « Conduite des entreprises ».
 (*) L'examen limité effectué par la Société de révision comptable (PwC SpA) sur le DNF se réfère au Décret législatif italien n° 254/16 et à la norme GRI, et ses conclusions ne s'étendent pas à toute information dérivant de l'exercice préliminaire effectué également en relation avec les futures prévisions du CSRD sur l'analyse de la double matérialité.

Les engagements d'Eni

La Mission exprime clairement l'engagement d'Eni à soutenir une transition énergétique socialement juste, dans le but de préserver la planète et de promouvoir l'accès aux ressources énergétiques de manière efficace et durable pour tous, en contribuant à la réalisation des Objectifs de Développement Durable (ODD). L'engagement d'Eni est de parvenir à zéro

émission nette d'ici 2050 en vue de partager les bénéfices sociaux et économiques avec les travailleurs, la chaîne de valeur, les communautés et les clients d'une manière inclusive, transparente et socialement équitable. En outre, afin de contribuer à la réalisation des ODD et à la croissance des Pays dans lesquels elle opère, Eni s'engage à mettre en

œuvre des projets de développement local également par le biais d'alliances avec des acteurs nationaux et internationaux de la coopération au développement.

Les engagements, déclinés pour chaque thème, sont alignés sur le plan quadriennal et peuvent être mis à jour et/ou redéfinis, présentant ainsi

des variations d'une édition à l'autre. Le CdA, en particulier, examine et approuve, sur proposition du PDG, le plan stratégique (plan quadriennal et plan à moyen-long terme), qui comprend les objectifs industriels de business, les résultats économiques financiers et les objectifs de durabilité, y compris les objectifs des émissions.

ENGAGEMENTS

ENGAGEMENTS	PRINCIPAUX RÉSULTATS 2023	PRINCIPAUX OBJECTIFS
<p>LUTTE CONTRE LE CHANGEMENT CLIMATIQUE ODD 7 9 12 13 15 17</p> <p>Eni a défini un plan à moyen et long terme visant à saisir les opportunités offertes par la transition énergétique et à réduire progressivement l'empreinte carbone de ses activités, en s'engageant à atteindre zéro émission nette de GES provenant de ses produits et processus d'ici 2050.</p>	<ul style="list-style-type: none"> -40 % Empreinte Carbone Nette UPS et -30% Empreinte Carbone Nette Eni par rapport à 2018 -21 % émissions nettes de GES sur le cycle de vie par rapport à 2018 -4 % intensité en carbone nette par rapport à 2018 	<ul style="list-style-type: none"> Empreinte carbone zéro émission nette UPS en 2030 et Eni en 2035 Émissions de GES nettes zéro sur le cycle de vie et intensité carbone en 2050
<p>PERSONNES ODD 3 4 5 8 10</p> <p>Eni s'engage à soutenir la voie de la « Transition Juste » par la consolidation et l'évolution des compétences, en valorisant toutes les dimensions (professionnelles et non professionnelles) de son personnel et en reconnaissant les valeurs de la diversité et l'inclusion de toutes les diversités.</p>	<ul style="list-style-type: none"> +0,5 p.p. population féminine par rapport à 2022 Taux de remplacement des femmes plus élevé que celui des hommes +0,7 p.p. personnel féminin à des postes de responsabilité par rapport à 2022 +1,2 p.p. population de moins de 30 ans par rapport à 2022 +23 % d'heures de formation par rapport à 2022 57,9 millions d'euros pour les activités de santé, y compris les dépenses pour les initiatives de santé communautaire 70 % des employés ont accès à un service de soutien psychologique 49 capteurs testés sur des sites italiens à terre pour des initiatives numériques de supervision de la salubrité des milieux de travail en intérieur Taux d'accidents enregistrables = 0,40 5 applications du modèle THEME in situ Numérisation des processus HSE >2 000 ressources formées sur le cours « La Sécurité des Processus chez Eni » 	<ul style="list-style-type: none"> +4 p.p. population féminine par rapport à 2020 d'ici à 2030 +3,8 p.p. personnel féminin à des postes de responsabilité par rapport à 2020 +6,5 p.p. population de moins de 30 ans d'ici 2030 par rapport à 2020 +2 p.p. d'ici 2030 présence d'employés non italiens à des postes de responsabilité vs. 2020 +20 % d'heures de formation d'ici 2027 par rapport à 2023 ~279 millions d'euros pour les activités de santé 2024-27 85 % des employés auront accès à des services de soutien psychologique d'ici 2027 100 capteurs d'ici 2027 testés, y compris des sites délocalisés en Italie et à l'étranger pour des initiatives de supervision numérique de la santé en intérieur Maintien du TRIR ≤0,40 pour la période quadriennale 2024-27 Prolongation de l'initiative Smart Safety à 60 entreprises sous contrat Mise en œuvre d'initiatives de coaching en sécurité technique et comportementale
<p>SANTÉ ODD 2 3 6 8</p> <p>Eni considère la protection de la santé de son personnel, de ses travailleurs, de ses familles et de ses communautés, dans les pays où elle opère, comme un droit humain fondamental et une exigence, et promeut leur bien-être psychophysique et social en le plaçant au centre de ses modèles d'exploitation.</p>	<ul style="list-style-type: none"> 90 % de réutilisation de l'eau douce +25 % de déchets générés par des activités productives par rapport à 2022 60 % de réinjection d'eau de production du secteur Exploration & Production 	<ul style="list-style-type: none"> Engagement à minimiser les prélèvements d'eau douce dans les zones en situation de stress hydrique Réutilisation de l'eau douce conforme à la tendance des cinq dernières années Eau de production réinjectée en ligne avec la tendance des 5 dernières années, à secteur de consolidation égal Développement de nouvelles technologies de valorisation des déchets et mise en œuvre à l'échelle industrielle Engagement, dans les travaux d'assainissement, à mettre en œuvre des solutions technologiques durables inspirées des principes de circularité 100 % des nouveaux projets évalués à risque DH font l'objet d'analyses spécifiques 100 % achèvement dans les délais prévus des actions planifiées par les Plans d'Action. Maintien du positionnement dans le 10 e décile du Corporate Human Rights Benchmark Mise à jour des points saillants d'Eni Maintenir 100 % des nouveaux fournisseurs évalués selon des critères sociaux 100 % des fournisseurs stratégiques mondiaux évalués sur la voie du développement durable d'ici 2025 Procédures avec évaluation ESG pour plus de 90 % des contrats procurés en Italie et 50 % à l'étranger d'ici 2024 65 % de la valeur totale des contrats actifs attribués aux fournisseurs enregistrés sur Open-es d'ici 2025 2 000 fournisseurs locaux étrangers impliqués dans Open-es d'ici 2024
<p>SÉCURITÉ ODD 3 8 9 11 14</p> <p>Eni estime que la sécurité du travail est un droit fondamental et une valeur essentielle partagée par les employés, les entrepreneurs et les parties prenantes locales pour prévenir les incidents et de protéger l'intégrité des biens.</p>	<ul style="list-style-type: none"> 100 % des nouveaux projets évalués à risque DH font l'objet d'analyses spécifiques 170 participants appartenant aux Forces de Sécurité à l'atelier Security & Human Rights en Irak 	<ul style="list-style-type: none"> Engagement, dans les travaux d'assainissement, à mettre en œuvre des solutions technologiques durables inspirées des principes de circularité 100 % des nouveaux projets évalués à risque DH font l'objet d'analyses spécifiques 100 % achèvement dans les délais prévus des actions planifiées par les Plans d'Action. Maintien du positionnement dans le 10 e décile du Corporate Human Rights Benchmark Mise à jour des points saillants d'Eni Maintenir 100 % des nouveaux fournisseurs évalués selon des critères sociaux 100 % des fournisseurs stratégiques mondiaux évalués sur la voie du développement durable d'ici 2025 Procédures avec évaluation ESG pour plus de 90 % des contrats procurés en Italie et 50 % à l'étranger d'ici 2024 65 % de la valeur totale des contrats actifs attribués aux fournisseurs enregistrés sur Open-es d'ici 2025 2 000 fournisseurs locaux étrangers impliqués dans Open-es d'ici 2024
<p>RESPECT DE L'ENVIRONNEMENT ODD 3 6 9 11 12 14 15</p> <p>Eni promeut la protection de l'environnement et de la biodiversité par l'identification, la prévention et l'atténuation des impacts potentiels et par la gestion efficace des ressources grâce à des actions visant à améliorer l'efficacité énergétique et l'adoption des principes de circularité.</p>	<ul style="list-style-type: none"> Maintenir 100 % des nouveaux fournisseurs évalués selon des critères sociaux 100 % des fournisseurs stratégiques du siège évalués sur la voie du développement durable Procédures avec évaluation ESG pour 85 % des contrats procurés en Italie et environ 20 % à l'étranger 1 600 fournisseurs locaux étrangers impliqués dans Open-es 	<ul style="list-style-type: none"> Dispensation du cours sur le Programme de Conformité Anti-corruption à l'ensemble de la population à risque moyen et élevé. Maintien des certifications ISO 37001:2016 et ISO 37301:2021
<p>DROITS DE L'HOMME ODD 1 2 3 8 10 16</p> <p>Eni s'engage à respecter les Droits de l'homme (DH) dans de domaine de ses activités et à promouvoir le respect des DH auprès de ses partenaires et parties prenantes. Cet engagement est fondé sur la dignité de chaque être humain et sur la responsabilité des entreprises de contribuer au bien-être des individus et des communautés locales.</p>	<ul style="list-style-type: none"> Réussir l'audit de surveillance ISO 37001:2016 Obtention de la certification ISO 37301:2021 du Système de Gestion pour la Conformité d'Eni SpA Lancement d'un nouveau cours d'apprentissage en ligne sur le programme de conformité anti-corruption pour les employés à risque moyen et élevé 	<ul style="list-style-type: none"> Bénéficiaires d'ici 2030 par secteur : 103 000 accès à l'éducation ; 15,9 millions accès à la clean cooking^(a); 86 000 accès à l'électricité^(c); 21 000 développement économique ; 590 000 accès à l'eau potable ; 1 million accès aux services de santé ; 85 000 activités de protection de l'environnement et de la biodiversité
<p>FOURNISSEURS ODD 3 5 7 8 9 10 12 13 16 17</p> <p>Eni s'engage à développer sa chaîne d'approvisionnement de manière durable, en impliquant et en soutenant les entreprises avec des outils concrets pour faciliter le chemin de la croissance et de l'amélioration des dimensions ESG.</p>	<ul style="list-style-type: none"> 35 500 nouveaux étudiants soutenus pour l'accès à l'éducation ; 19 000 personnes soutenues pour l'accès à la formation professionnelle et à l'autonomisation économique^(a); 62 000 personnes soutenues pour l'accès à l'eau potable ; 330 000 personnes soutenues pour l'accès aux services de santé 	<ul style="list-style-type: none"> Maintien de 70 % des dépenses R&D consacrées aux questions de décarbonisation chaque année pendant la période quadriennale 2024-27
<p>TRANSPARENCE, LUTTE CONTRE LA CORRUPTION ET STRATÉGIE FISCALE ODD 16 17</p> <p>Eni mène ses activités des entreprises avec loyauté, équité, transparence, honnêteté, intégrité et dans le respect de la loi.</p>	<ul style="list-style-type: none"> 70 % des dépenses R&D consacrées aux activités de décarbonisation 	<ul style="list-style-type: none"> Maintien de 70 % des dépenses R&D consacrées aux questions de décarbonisation chaque année pendant la période quadriennale 2024-27
<p>PARTENARIATS POUR LE DÉVELOPPEMENT ODD 1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 13 15 17</p> <p>Les partenariats de développement représentent l'engagement d'Eni en faveur d'une transition équitable avec un large portefeuille d'initiatives en faveur des communautés.</p>	<ul style="list-style-type: none"> 70 % des dépenses R&D consacrées aux activités de décarbonisation 	<ul style="list-style-type: none"> Maintien de 70 % des dépenses R&D consacrées aux questions de décarbonisation chaque année pendant la période quadriennale 2024-27
<p>INNOVATION TECHNOLOGIQUE ODD 7 9 12 13 16</p> <p>Pour Eni, la recherche, le développement et la mise en oeuvre rapide de nouvelles technologies représentent un levier stratégique important pour la transformation de l'entreprise.</p>	<ul style="list-style-type: none"> 70 % des dépenses R&D consacrées aux activités de décarbonisation 	<ul style="list-style-type: none"> Maintien de 70 % des dépenses R&D consacrées aux questions de décarbonisation chaque année pendant la période quadriennale 2024-27

(a) Les bénéficiaires comprennent uniquement les personnes formées et/ou soutenues pour le démarrage ou le renforcement d'activités économiques spécifiques, et non les bénéficiaires pour la construction d'infrastructures (routes, bâtiments civils, etc.) ou pour de nouvelles activités agro-industrielles en phase de démarrage. Dans certains cas, les bénéficiaires ne sont pas formés, mais reçoivent des intrants, des fonds ou autres pour démarrer les activités économiques.

(b) Les initiatives de Clean Cooking prévoient le remplacement des techniques de cuisson inefficaces existantes par des cuisinières plus efficaces qui permettent de réduire l'empreinte carbone des activités de cuisson en atténuant l'impact sur les ressources naturelles, tout en améliorant la santé et la qualité de vie des utilisateurs et en permettant des économies de temps et d'argent.
(c) L'accès à l'électricité fourni par des initiatives de développement local est pris en compte, et non par la fourniture d'énergie par Eni au marché local.

L'approche d'Eni à l'égard des ODD

Dans la voie de la transformation dans laquelle Eni s'est engagée, les ODD constituent une référence importante pour ses activités dans les pays où elle opère. Eni s'inspire des 17 objectifs de développement durable dans ses principes et va-

leurs, en intégrant les ODD dans sa gouvernance, ses activités des entreprises et ses projets de développement local, ses instruments financiers et ses activités de formation afin de diffuser et de promouvoir la sensibilisation aux ODD. En

outre, Eni participe à des initiatives internationales en matière de développement durable et a conclu des partenariats, tant au niveau local qu'avec des organismes internationaux, afin de favoriser la réalisation des ODD.

L'ENGAGEMENT D'ENI EN FAVEUR DES ODD

- La **mission** s'inspire de l'Agenda 2030 des Nations unies et représente la voie suivie pour répondre aux défis mondiaux, en contribuant à la réalisation des ODD.
- Les valeurs qui inspirent Eni se reflètent dans le **modèle de business**, qui repose sur trois piliers : Neutralité carbone à l'horizon 2050, Excellence opérationnelle et Alliance pour le développement.
- Le **système de Corporate Governance** repose sur des principes d'intégrité et de transparence et reflète la volonté d'intégrer la durabilité dans l'ensemble des activités Eni.
- Le **Code Éthique** renforce les engagements et promeut un comportement vertueux parmi les personnes d'Eni et toutes les parties prenantes. Chaque chapitre correspond à un principe, en cohérence avec l'ODD qui l'a inspiré.
- Eni implique sa chaîne d'approvisionnement dans sa démarche vers une transition énergétique à faible émission de carbone et socialement juste en partageant le **Code de Conduite des fournisseurs**.

OUTILS D'INTÉGRATION DES ODD DANS LES ACTIVITÉS DES ENTREPRISES

- Eni s'engage à garantir l'accès à l'énergie grâce à un certain nombre de projets industriels et de développement local conformes aux objectifs de durabilité et aux ODD, dans toutes ses activités et tous ses Pays d'exploitation.
- Depuis 2020, Eni utilise une méthodologie d'évaluation des projets industriels au regard des ODD afin de maximiser leur contribution dans les Pays de présence et d'orienter ses choix de projets. L'objectif est de consolider cette évaluation, actuellement appliquée à quelques études de cas, et de l'étendre à différents types de business.
- Les initiatives territoriales et les projets de développement local d'Eni avec des partenaires locaux suivent les ODD, en utilisant des indicateurs standard et des évaluations internes et externes pour mesurer l'efficacité et la contribution aux ODD.
- À partir de 2019, Eni propose des contenus de formation sur les ODD pour tous les employés, tandis qu'à partir de 2022, en Italie, un cours avec certification internationale « Utilisateur ODD » est disponible sur la **plateforme Open-es** pour les employés et les partenaires Eni.

PARTICIPATION À DES INITIATIVES EXTERNES EN MATIÈRE D'ODD

- Eni participe à des initiatives internationales telles que le Pacte mondial des Nations unies, le WBCSD, l'IIPIECA et d'autres initiatives volontaires visant à atteindre les ODD :
- ODD 5 - adhésion à **Women Empowerment Principles** et participation à la campagne « Oranger le Monde » promue par ONU Femmes ;
 - ODD 6 - approbation de **CEO Water Mandate** ;
 - ODD 7 - lancement de **Energy Compact** ;
 - ODD 8 - participation volontaire à la **Workforce Disclosure Initiative** ;
 - ODD 16 - Adhésion aux **Voluntary Principles on Security and Human Rights**.

PARTENARIAT POUR LES ODD

Grâce aux **partenariats et collaborations** avec diverses organisations de coopération dans le monde, Eni contribue à la réalisation des ODD, en multipliant les impacts des initiatives entreprises dans les pays où elle est présente.

RENDRE COMPTE DES ODD

L'intégration des ODD fait également partie intégrante du rapport sur la durabilité depuis 2017 par l'intermédiaire de : la corrélation de chaque thème matériel aux ODD auxquels l'entreprise contribue à travers ses activités et l'identification des principaux **indicateurs de performance** des cibles de référence des ODD.



Gouvernance et principes de durabilité

GOVERNANCE DE DURABILITÉ

Conseil d'administration et comités

Le système de Gouvernance d'Entreprise d'Eni, fondé sur les principes d'intégrité et de transparence, soutient l'intégration de la durabilité dans son modèle de business et sa stratégie d'entreprise. Cette approche est confirmée par l'adhésion au Code de Gouvernance d'Entreprise (Code), qui identifie dans le « succès durable » l'objectif qui doit guider l'action de l'organe d'administration et qui repose sur la création de valeur à long terme au profit des actionnaires, en tenant compte des intérêts des autres parties prenantes pertinentes pour la Société (**Rapport sur le Gouvernement Sociétaire et les Structures du Capital**). Cela est mis en œuvre dans les pouvoirs que le Conseil

d'Administration (CdA) a décidé de se réserver, dans le but de les consolider davantage, conformément aux meilleures pratiques nationales et internationales et au chemin de transition entrepris. En particulier, le CdA joue un rôle central dans la définition, sur proposition du Président Directeur Général (PDG), des lignes stratégiques et des objectifs de la Société et du Groupe, dans la recherche de leur succès durable et dans le contrôle de leur mise en œuvre. Le CdA, en particulier, examine et approuve, sur proposition de l'IPDG, le plan stratégique (plan quadriennal et plan à moyen-long terme), qui comprend les objectifs industriels de business, les résultats économiques financiers et les **objectifs de durabilité**, y compris les objectifs d'émission. Un thème central par rapport auquel le CdA joue un rôle clé est le processus de transition énergétique

vers un avenir à faible intensité de carbone, en examinant l'exposition économique et financière d'Eni au risque de tarification du carbone tant dans la phase préliminaire d'autorisation des investissements individuels que dans la phase ultérieure de supervision semestrielle de l'ensemble du portefeuille de projets et en recevant des informations sur l'impairment test effectué sur les principales Cash Generating Unit. Le CdA supervise également le respect des **Droits de l'homme**, pour lequel il a approuvé la nouvelle Policy « Respect des Droits de l'homme chez Eni » en septembre 2023. Dans l'accomplissement de ses tâches en matière de durabilité, le conseil d'administration est soutenu par les comités du conseil, chacun dans le cadre de ses compétences, en vertu des fonctions d'investigation, de proposition et de conseil qui leur sont assignées.

Depuis 2021, Eni applique le Code de Gouvernance d'Entreprise introduisant le concept de succès durable

RÔLES ET RESPONSABILITÉS DU CDA, DU PDG, DU PRÉSIDENT DU CDA ET DES COMITÉS EN MATIÈRE DE DURABILITÉ

CONSEIL D'ADMINISTRATION



Il définit :

- Le système de gouvernance d'entreprise ;
- les grandes lignes de la structure organisationnelle, administrative et comptable et les lignes directrices du système de contrôle interne et de gestion des risques ;
- les lignes et objectifs stratégiques, la poursuite de leur succès durable et le contrôle de leur mise en œuvre, sur proposition du PDG.

Il examine ou approuve :

- Les bases du système normatif interne et les principaux instruments normatifs de l'entreprise ;
- les principaux risques, y compris ceux de nature socio-environnementale ;
- la politique de Rémunération des Directeurs et des dirigeants avec responsabilités stratégiques ;
- l'information financière et non financière.

PRÉSIDENT-DIRECTEUR GÉNÉRAL



- Principal responsable de la gestion de la Société, sans préjudice des tâches réservées au Conseil ;
- il met en œuvre les résolutions du CdA, informe et soumet des propositions à ce dernier et aux comités ;
- chargé de l'institution et du maintien du Système de Contrôle Interne et de Gestion des Risques.

PRÉSIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION



- Rôle central dans le système des contrôles internes ;
- il guide les activités du CdA et s'occupe de la formation des membres du CdA également sur les questions de durabilité.

COMITÉS



Comité de durabilité et scénarios

Il exerce des fonctions d'enquête, de consultation et de proposition auprès du CdA en matière de scénarios et de durabilité, c'est-à-dire des processus, des initiatives et des activités visant à surveiller l'engagement de la Société pour le développement durable tout au long de la chaîne de valeur, en particulier sur les thèmes de la transition climatique et de l'innovation technologique, de l'environnement, du développement local, des Droits de l'homme, de l'intégrité et de la transparence, ainsi que de la D&I.

Comité contrôle et risques

Il soutient le CdA dans les évaluations et les décisions relatives au Système de Contrôle Interne et de Gestion des Risques, et en particulier dans l'examen trimestriel des principaux risques, y compris les risques ESG, et l'approbation des rapports périodiques financiers et non financiers.

Comité rémunération

Il exerce des fonctions préliminaires, de proposition et de conseil auprès du CdA sur les questions de rémunération et, dans ce domaine, il propose les systèmes d'incitation annuels et à long terme, en définissant leurs objectifs, également à l'appui des orientations adoptées sur les questions de durabilité.

Comité pour les nominations

Il soutient le CdA dans les nominations, dans l'évaluation périodique des exigences des administrateurs et dans le processus d'auto-évaluation en fournissant des avis au CdA sur sa composition et celle de ses comités, y compris sur les compétences nécessaires.

PRINCIPAUX THÈMES RELATIFS À LA DURABILITÉ ABORDÉS PAR LE CONSEIL D'ADMINISTRATION ET/OU LE COMITÉ DE DURABILITÉ ET DES SCÉNARIOS EN 2023

STRATÉGIE ET TRANSITION ÉNERGÉTIQUE

- Système énergétique et scénarios énergétiques de référence
- Plan quadriennal et à long terme, y compris les objectifs/cibles de durabilité
- Définition des objectifs des Plans d'Intéressement à court et à long terme pour soutenir les orientations stratégiques en matière de durabilité environnementale
- Plan de transition avec méthodologie de calcul des émissions et leviers stratégiques connexes pour la réduction des émissions
- Présentation de l'étude « Zero Carbon Technology Roadmap » et mises à jour sur les activités de Recherche et développement pour la transition énergétique, en mettant l'accent sur les technologies
- Aperçu du positionnement d'Eni par rapport aux objectifs climatiques et aux stratégies de ses pairs, aux résolutions sur le climat et aux informations communiquées lors des assemblées générales d'actionnaires, ainsi qu'aux marchés financiers (finance durable et notations ESG)
- Analyse des actions et des leviers de l'industrie pétrolière pour soutenir la transition, les aspects de la mobilité durable (réglementation, marché et stratégie) et les actions et stratégies de la société environnementale Eni

DROITS DE L'HOMME ET QUESTIONS SOCIALES

- Approbation, dans le domaine de l'évolution du système normatif d'Eni, de lignes directrices fondamentales des politiques en matière de : droits de l'homme, diversité et inclusion, tolérance zéro à l'égard de la violence et du harcèlement au travail, protection des consommateurs et revendications écologiques
- Approbation de la déclaration au titre de la loi sur l'esclavage moderne (Modern Slavery Act)
- Plan d'investissement pour le développement local et budget des organisations à but non lucratif

RAPPORTS ET SURVEILLANCE

- Examen du modèle de durabilité et de rapports d'Eni et approbation de la Déclaration Non Financière et d'Eni for
- Approfondissement des résultats HSE
- Approfondissement de l'évolution normative européenne en matière de rapports

Compétences et connaissances du Conseil d'Administration

En ce qui concerne la composition du CdA, sur la base de l'autoévaluation menée au cours de la première année de son mandat, une opinion positive a été exprimée sur les professionnalismes au sein du Conseil, jugés généralement conforme aux indications figurant dans le document d'Orientations des actionnaires sur la composition optimale approuvée en 2023, qui prend en compte les connaissances, les expériences, les compétences représentées, la contribution individuelle (préparation, motivation et sentiment d'appartenance) que

les Conseillers estiment être en mesure d'apporter. Ces compétences sont également soutenues par le programme de formation « Board induction » pour les directeurs et les commissaires aux comptes, lancé après la nomination du Conseil et du Collège des Commissaires aux Comptes, et qui a concerné, entre autres : (i) la Mission et le modèle de business Eni, avec une référence particulière aux activités des Directions Générales Natural Resources et Energy Evolution, respectivement dédiées à la valorisation, de manière plus durable, des entreprises traditionnelles et à la promotion des sources renouvelables, afin de fournir un portefeuille toujours plus large

de produits et services à faible émission de carbone ; (ii) les orientations du Plan stratégique, qui consiste en un plan quadriennal et à moyen et long terme, y compris les engagements d'Eni en matière de décarbonisation ; (iii) les thèmes liés à la décarbonisation, à la transition énergétique et aux objectifs de durabilité environnementale et sociale des activités d'Eni ; (iv) l'évolution des rapports sur la durabilité. Les activités d'induction et d'ongoing training constituent un outil bien établi pour garantir la connaissance des politiques et objectifs stratégiques d'Eni, ainsi que pour approfondir des questions spécifiques liées à la mission.

COMPÉTENCES, CONNAISSANCES ET EXPÉRIENCES GÉNÉRALES DU CDA SUR LA BASE DE L'AUTOÉVALUATION



Rôle de la direction dans les questions de durabilité

Toutes les structures d'entreprise d'Eni participent à la définition et à la mise en œuvre de la stratégie de neutralité carbone, qui se reflète dans les Directions Générales des Ressources Naturelles et de l'Energy Evolution (Modèle de business). À partir de 2019, les thèmes relatifs à la stratégie climatique, qui font partie intégrante de la planification, sont gérés par le Chief Financial Officer par le biais de structures dédiées, qui supervisent le processus de définition et d'identification du portefeuille d'initiatives, conformément aux accords internationaux, en coordina-

tion avec tous les secteurs d'activité et les fonctions transversales, y compris celui de la Durabilité. Ce dernier coordonne et surveille la supervision du contexte de durabilité, l'approche du développement durable et local, l'analyse de l'impact des activités des entreprises, les Droits de l'homme, les partenariats, en collaboration avec diverses fonctions d'équipe et de business. La fonction de Durabilité soutient les hautes directions et les fonctions de Durabilité des sociétés locales, dans la définition des plans d'initiatives de développement, sur la base des besoins spécifiques des communautés et des territoires. À la lumière de la récente évo-

lution normative en matière de rapports sur la durabilité, Eni a redéfini son organisation interne, avec un transfert de responsabilité de rédaction et d'approbation des informations sur la durabilité sous la direction du Dirigeant Préposé, fonction qui supervise les processus de rédactions des rapports financiers. Il s'en est suivi une adaptation nécessaire de la réglementation interne, qui a vu la redéfinition des rôles, des responsabilités, des processus et des délais, en valorisant la plus grande intégration entre les composantes financière et non financière à travers une surveillance unitaire, également dans l'optique du système de contrôle interne.

LA RÉMUNÉRATION LIÉE AUX OBJECTIFS DE DURABILITÉ

PLAN D'INCITATION À LONG TERME

Le plan comprend, dans la continuité des années précédentes, des objectifs de durabilité environnementale et de capital humain relatifs à la réduction des émissions nettes GES Upstream Scope 1+2 equity (poids 12,5 %) et à la sécurité du personnel (poids 12,5 %) à travers l'index Severity Incident Rate (SIR) qui concentre l'engagement de la direction sur la réduction des incidents les plus graves, ainsi qu'un objectif relatif à la capacité installée incrémentale des sources renouvelables (poids 12,5 %).

PLAN D'INCITATION À COURT TERME

Le Plan soutient également la mise en œuvre de la stratégie par le biais d'un objectif spécifique sur les thèmes de durabilité environnementale, et de transition énergétique, articulé autour d'objectifs liés aux processus de décarbonisation et d'économie circulaire, avec un poids global de 35 %, à la fois pour l'AD et pour l'ensemble de l'équipe de direction d'Eni visée par le Plan.

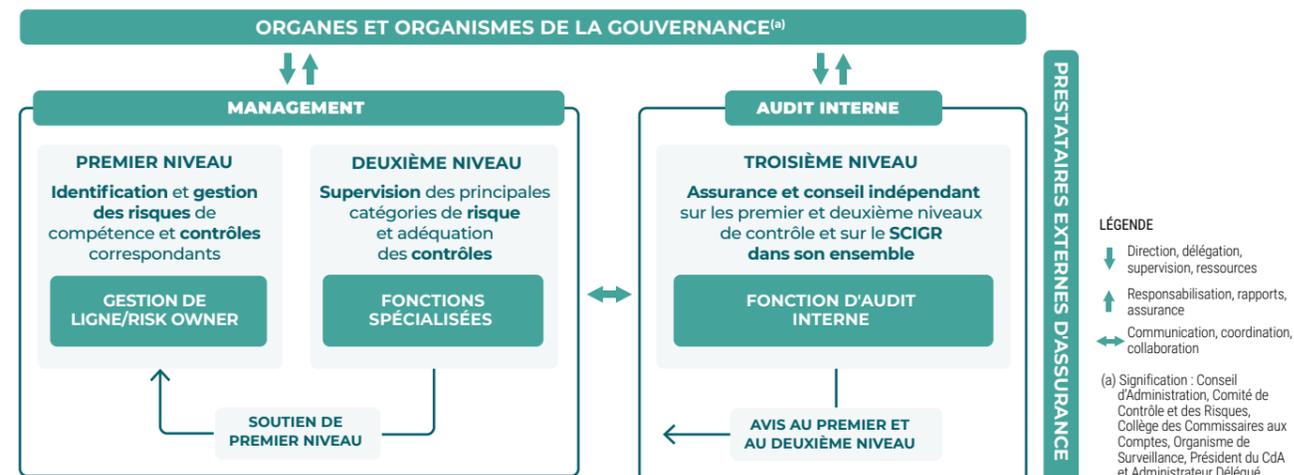
SYSTÈME DE CONTRÔLE INTERNE

Le Système de Contrôle Interne et de Gestion des Risques d'Eni (SCIGR) comprend l'ensemble des instruments, des structures organisationnelles, des normes et des règles d'entreprise visant à permettre une

gestion saine, correcte et cohérente de l'entreprise, telle que définie par le CdA. Dans un contexte de complexité et de variabilité croissantes des scénarios, le SCIGR fait partie de la stratégie de transformation d'Eni. Le SCIGR est intégré dans les opérations de l'entreprise, selon une approche

basée sur le risque et la synergie entre les différents acteurs du système, et est appelé à soutenir, comme les autres facteurs de production, le processus d'évolution d'Eni dans une clé moderne et dynamique. Dans cette optique, une série d'initiatives de nature innovante ont été lancées dans

ARCHITECTURE DU SYSTÈME DE CONTRÔLE INTERNE ET DE GESTION DES RISQUES D'ENI



Focus on

Évolution de l'Audit Interne pour accompagner le changement chez Eni

CONTEXTE : afin de soutenir le nouveau modèle d'entreprise d'Eni, le rôle de l'Audit Interne évolue au fil du temps, à la fois en tant que garant des processus et en tant que conseiller et agent de changement dans le processus de renforcement du profil de durabilité, tout en garantissant la centralité des activités d'assurance traditionnelles.

ACTIVITÉS : au cours des dernières années, les pratiques opérationnelles ont été mises à jour grâce à l'introduction de nouveaux types d'audits de bout en bout le long de la chaîne de valeur d'Eni et des entités fonctionnelles/transversales, afin d'identifier d'éventuelles discontinuités et de surmonter l'approche « par silos ». En particulier, au cours des deux dernières années, les activités d'Audit Interne se sont notamment concentrées sur : (i) des interventions d'audit sur des projets de durabilité (développement local pour l'accès à l'eau et à l'énergie, etc.) et des activités de rapports ;(ii) la réalisation d'analyses d'audit sur les états financiers et de durabilité, de plus en plus intégrées et répondant aux mêmes logiques d'assurance ; (iii) le conseil interne dans la définition d'un système de contrôle pour les informations concernant la durabilité. En outre, un processus a été lancé pour systématiser les résultats des activités, à la fois pour faciliter l'analyse des criticités récurrentes dans les processus d'entreprise et, en perspective, pour intercepter les domaines d'amélioration dans une logique prédictive. Enfin, de nouvelles mesures ont été adoptées pour rendre plus efficace la communication des résultats des activités d'audit à la direction et aux organes de gouvernance.

le but de mettre en place un système de contrôle de plus en plus avancé, vecteur de confiance et de transparence, capable d'améliorer les pratiques opérationnelles tout en affectant positivement l'écosystème social dans lequel Eni opère et avec lequel elle partage des ressources, des objectifs, des risques et des opportunités. Les initiatives de 2023 comprennent : (i) l'émission de la nouvelle Policy Eni sur le Cadre Holistique de Gestion des Risques et de Contrôle Interne qui, à partir de 2024, introduira une nouvelle définition du Système de Contrôle et de Gestion des Risques ; (ii) la maximisation des synergies entre les acteurs SCIGR à travers une démarche de Combined Assurance entre les 2e et 3e niveaux de contrôle pour minimiser les

doubles emplois et augmenter la couverture des principaux risques d'entreprise ; (iii) des initiatives de sensibilisation sur le ratio de contrôle qui va au-delà de la logique purement exécutoire ; (iv) l'utilisation des technologies dans une optique axée sur les données pour promouvoir une automatisation croissante des processus et des contrôles ; (v) une interprétation plus moderne du rôle de l'Audit Interne. La voie tracée par Eni marque un changement dans l'interprétation et la mise en œuvre du contrôle, qui se confirme comme un bien dans lequel investir. Un élément totalement intégré dans le modèle de business, capable de soutenir Eni dans la gestion correcte, efficace et équitable des ressources. L'environnement externe représente la pro-

chaine frontière de développement pour le SCIGR, en effet, l'exigence des entreprises de faire face aux risques « exogènes » qui résident en dehors de leur activité (par exemple cyber, chaîne d'approvisionnement, HSE, réputation) est de plus en plus concrète. C'est pourquoi le Système de Contrôle et de Gestion des Risques doit progresser à une échelle qui dépasse les frontières de l'entreprise, en agissant tout au long de la chaîne de production et de valeur, pour la définition de modèles de collaboration, de soutien et plurilatéraux afin de soutenir la croissance homogène et durable de tous les acteurs du marché, en améliorant les pratiques opérationnelles et la capacité à gérer efficacement les risques et les opportunités.

été réalisés en 2023 ; les résultats ont été présentés aux Organes d'Administration et de Contrôle. Le portefeuille Top Risk d'Eni comprend des risques externes, stratégiques et opérationnels. En particulier, le risque de Changement Climatique se confirme parmi les principaux risques, qui se reflète également dans d'autres risques du portefeuille en raison de l'importance croissante des aspects juridiques et normatifs et de l'examen minutieux du secteur par les parties prenantes (par exemple Risque d'implication dans des enquêtes et des contentieux HSE). La mise en œuvre du plan de transition se poursuit en tant que principale mesure de réduction des risques liés au changement climatique. Le « risque biologique », lié à la

MODÈLE DE GESTION INTÉGRÉE DES RISQUES

Eni a développé et adopté un Modèle de gestion intégrée des risques (RMI - Modello di Risk Management Integrato) visant à garantir que la direction prenne des décisions éclairées (en fonction des risques), grâce à l'évaluation et à l'analyse des risques mises en œuvre avec une vision intégrée, globale et prospective. Le processus RMI part de la contribution spécialisée à l'élaboration du Plan Stratégique quadriennal (sous-processus Risk Strategy) avec lequel il soutient l'évaluation par le CdA de la compatibilité du profil de risque avec les objectifs stratégiques de la Société, à travers l'analyse du profil de risque de l'entreprise sous-jacente à

Le Modèle de gestion intégrée des risques garantit que la direction prend des décisions éclairées dans le domaine d'une vision organique et globale

propagation de pandémies et d'épidémies, continue d'être réduit grâce à la disparition de l'urgence sanitaire mondiale liée au Covid-19, et le niveau de vigilance dans le domaine cybernétique reste élevé, avec une surveillance active des événements, y compris en dehors du périmètre d'Eni, afin d'intercepter les menaces éventuelles et d'assurer une réactivité immédiate.

Risque du Pays

Le processus RMI soutient le processus décisionnel pour l'autorisation des projets d'investissement et des transactions de portefeuille connexes. À cette fin, il utilise également les résultats du Risque du Pays Intégré, un modèle qui permet d'obtenir une analyse intégrée du profil de risque du Pays, mis à jour tous les six mois. Le modèle est

élaboré à partir de contributions externes, par le biais d'informations recueillies auprès de fournisseurs spécifiques, et de contributions internes, grâce à la valorisation des connaissances acquises dans le pays. Le tableau présente un résumé des principaux risques ESG identifiés et évalués. Pour chaque événement à risque, il est indiqué s'il s'agit d'un Risque Majeur.

MODÈLE DE GESTION INTÉGRÉE DES RISQUES

RISQUES TRANSVERSAUX



- Risques liés aux activités de recherche et de développement et à l'écosystème de l'innovation
- Cybersécurité
- Relations avec les parties prenantes locales
- Risques pour la sécurité mondiale et l'instabilité politique et sociale
- Risques liés à la gouvernance d'entreprise

NEUTRALITÉ CARBONE D'ICI À 2050



CHANGEMENT CLIMATIQUE

- **Risque lié au Changement Climatique** :
 - Risques liés à la transition énergétique
 - Risques physiques

EXCELLENCE OPÉRATIONNELLE



PERSONNES

- **Risque Biologique**, ou propagation de pandémies et d'épidémies avec des impacts potentiels sur les personnes et les systèmes de santé ainsi que sur l'entreprise
- Risques sur la **santé et la sécurité** des personnes :
 - Accidents des travailleurs et des agents sous contrat
 - Incidents liés à la sécurité des processus et à l'intégrité des actifs
- Risques liés au **portefeuille de compétences**

RESPECT DE L'ENVIRONNEMENT

- **Blowout**
- **Incidents** liés à la sécurité des processus et à l'intégrité des actifs
- **Risque réglementaire dans le secteur de l'énergie**
- **Permitting**
- **Risques environnementaux** (par exemple, pénurie d'eau, déversements de pétrole, déchets, biodiversité)
- Participation à des enquêtes et des contentieux en matière d'HSE

DROITS DE L'HOMME

- Risques liés à la violation des Droits de l'homme

FOURNISSEURS

- Risques liés aux activités d'approvisionnement

TRANSPARENCE, LUTTE CONTRE LA CORRUPTION ET STRATÉGIE FISCALE

- Risques de non-conformité (antibribery, privacy, etc.)

PARTENARIATS POUR LE DÉVELOPPEMENT



COMMUNAUTÉS

- Risques liés au contenu local

Innovation, Numérisation et Cybersécurité



Pourquoi c'est important pour Eni ?

Il est nécessaire de persévérer sur la voie de la transformation et de la décarbonisation de notre entreprise, afin d'apporter une contribution significative à un effort qui implique de multiples acteurs dans le monde entier. Nous pouvons y parvenir grâce à l'innovation et au développement technologique et numérique, les piliers sur lesquels nous avons construit notre rôle et le sens de ce que nous faisons chez Eni.

FRANCESCA ZARRÌ DIRECTEUR TECHNOLOGIE, R&D & DIGITAL D'ENI

INNOVATION

L'innovation technologique soutient la stratégie et la transformation d'Eni grâce à une approche intégrée qui propose différentes solutions pour la transition énergétique. Eni s'appuie sur le patrimoine varié de compétences de ses employés et sur la synergie entre la recherche interne, les partenariats et les collaborations externes, les capacités d'ingénierie avancées et les instruments numériques, pour accélérer le développement de technologies qui contribuent à la transition, à la sécurité énergétique et à la durabilité. Pour adopter les meilleures technologies déjà disponibles ou émergentes, Eni utilise sa propre méthodologie de validation, qui évalue les avantages et les domaines d'amélioration potentiels, avant de

les adopter dans son propre projet de développement ou actif opérationnel. D'ici 2023, des technologies innovantes auront été validées pour : la production d'électricité avec captage du CO₂, le recyclage de matériaux précieux à partir de déchets industriels et de produits de consommation, composants pour la fusion par confinement magnétique, systèmes de production d'énergie à partir des vagues et du vent, processus de liquéfaction du gaz naturel, solutions pour l'intégrité des actifs. En outre, afin d'avoir un impact efficace sur le processus de décarbonisation, Eni a adopté une norme interne qui promeut l'approche sur le cycle de vie complet, Life Cycle Thinking, dans le processus d'évaluation des initiatives de développement dans toutes les entreprises.

Cela permet d'analyser la durabilité environnementale, économique et sociale des produits, des services, des technologies et des systèmes en tenant compte de toutes les phases sur le cycle de vie et en encourageant les initiatives d'économie circulaire. Outre les activités consacrées à la décarbonisation, qui sont examinées plus en détail ci-dessous, les activités d'innovation liées aux thèmes de durabilité ont également porté sur les systèmes de supervision de la sécurité des personnes et des installations et sur la protection de l'environnement, avec le développement d'un drone aérien capable de surveiller les zones présentant des atmosphères potentiellement explosives (ATEX), ce qui a permis de limiter le nombre d'inspections du personnel à l'usine.

PRINCIPAUX AXES D'INNOVATION POUR LA DÉCARBONISATION



BIORAFFINERIES

- Développement d'un laboratoire de recherche sur les matières premières agricoles pour soutenir la production par Eni de biocarburants à émissions réduites de CO₂, qui a identifié plus de 20 nouvelles bio-huiles dans la chaîne des matières premières agricoles, augmentant ainsi la quantité et la qualité des matières premières utilisées ;
- EniProgetti a dirigé l'ingénierie pour la production d'huile végétale pour les bioraffineries de Gela et de Venise.

DÉVELOPPEMENT DES ÉNERGIES RENOUVELABLES

- La conservation de l'énergie produite à partir de sources renouvelables est extrêmement importante pour permettre sa gestion et son utilisation généralisée ; Lancé à Novare le « laboratoire de stockage », un laboratoire dédié aux tests de batteries électrochimiques de différents types, simulant également l'interaction avec le réseau, pour mesurer les performances réelles et comparer différentes technologies ;
- réalisation d'une installation pilote, à Novare, pour le stockage thermique (2/3 de l'énergie utilisée dans le secteur industriel est sous forme de chaleur), qui a fait l'objet de plus de 300 essais expérimentaux pendant environ 8 000 heures ; une technologie est en cours de développement dans laquelle le matériau de stockage est un type particulier de béton ;
- le Solar Lab pour l'évaluation des prestations des modules photovoltaïques dans des conditions extérieures a été complété par la mise en place d'un laboratoire photovoltaïque intérieur destiné à mesurer les performances des modules photovoltaïques dans des conditions contrôlées de lumière, de température et d'humidité.

CAPTAGE, UTILISATION ET STOCKAGE DU CARBONE

- En ce qui concerne le captage du CO₂, le développement d'une technologie propriétaire avec l'utilisation des mélanges de solvants organiques non aqueux s'est poursuivi pour réduire l'impact environnemental du solvant et la consommation d'énergie ;
- pour l'utilisation du CO₂, le développement d'une technologie de minéralisation basée sur la réaction entre le CO₂ et certaines phases minérales (principalement des silicates de magnésium et/ou de calcium) qui permettrait, dans les processus industriels, de fixer le CO₂ sous forme de produits inertes et non toxiques, de manière permanente et dans des délais plus courts que ceux prévus par la nature pour la réaction spontanée ;
- pour les projets Liverpool Bay (Royaume-Uni) et Ravenna hub, EniProgetti développe l'ingénierie des sites de stockage de CO₂ en mer et étudie la mise en œuvre de systèmes de supervision environnementale sous-marins.

L'ÉNERGIE DE FUSION

- Renforcement de la collaboration avec Commonwealth Fusion Systems (CFS) par la signature d'un accord de coopération technologique stratégique visant à accélérer l'industrialisation de l'énergie de fusion ;
- a encouragé la formation des jeunes et des diplômés, pour le développement des compétences et du savoir-faire technologique, par le biais d'accords avec des institutions universitaires, notamment l'Université de Milan-Bicocca, l'université de Padoue, l'École Polytechnique de Milan et l'Université de Turin ;
- dans le domaine du projet Divertor Tokamak Test facility (DTT), le développement du dispositif expérimental de gestion de l'excès de chaleur généré dans une machine de fusion s'est poursuivi, avec un accent particulier sur le développement de l'ingénierie des systèmes auxiliaires de l'usine et la conception de systèmes robotiques pour le remplacement et la maintenance des composants à l'intérieur du tokamak.

Étude de cas

JT



L'engagement d'Eni dans la Recherche et le Développement

CONTEXTE : la recherche et l'innovation technologique sont des piliers pour Eni dans ses efforts pour rendre l'accès aux ressources énergétiques plus efficace et efficient, dans le but de réduire l'empreinte carbone. Cette vision repose sur l'utilisation synergique des compétences présentes dans tous les domaines de l'entreprise, orientée vers les défis d'un Paysage énergétique en constante évolution. Les directives stratégiques entreprises ont été : (i) Décarbonisation des processus; (ii) Économie circulaire et des produits biologiques (iii) Énergie renouvelable et nouvelles technologies ; (iv) Excellence opérationnelle.

LES 4 ORIENTATIONS STRATÉGIQUES DE LA RECHERCHE ET DU DÉVELOPPEMENT

DÉCARBONISATION DES PROCESSUS

- Promouvoir des stratégies visant à réduire l'impact environnemental des processus industriels, réduire les émissions de CO₂ également en développant des technologies pour les capturer et les stocker ;
- améliorer l'efficacité énergétique et promouvoir des solutions plus durables dans la chaîne de valeur.

ÉCONOMIE CIRCULAIRE ET DES PRODUITS BIOLOGIQUES

- Réduire la dépendance à l'égard des sources non renouvelables, contribuer à une mobilité plus durable grâce au bioraffinage et aux produits bio ;
- investir dans la production de produits chimiques à partir de matières premières provenant de sources renouvelables et plus durables afin de réduire l'impact de leurs activités sur l'environnement.

ÉNERGIE RENOUVELABLE ET NOUVELLES ÉNERGIES

- Soutenir les projets innovants qui exploitent le potentiel des énergies renouvelables (solaire, marine et éolienne) ;
- développer des technologies de pointe telles que la fusion par confinement magnétique pour révolutionner le Paysage énergétique mondial.

EXCELLENCE OPÉRATIONNELLE

- Investir dans des systèmes automatisés et numériques pour optimiser les processus opérationnels tout en réduisant l'impact environnemental et les coûts ;
- améliorer les pratiques et les protocoles de sécurité afin de garantir un environnement de travail sûr et de promouvoir une culture de l'excellence et de la durabilité.

ACTIVITÉS : l'engagement économique d'Eni en faveur de la recherche scientifique et du développement technologique en 2023 s'élève à 166 millions d'euros, dont environ 135 millions d'euros seront consacrés à la réduction de l'empreinte carbone des processus, à l'économie circulaire, aux énergies renouvelables et à la fusion par confinement magnétique. Au cours de l'année, 28 nouvelles demandes de premier dépôt de brevet ont été déposées, dont 14 pour le développement de technologies à partir de sources renouvelables (biocarburants, solaire et chimie verte) ; en outre, l'analyse de la valeur tangible générée par l'application de technologies innovantes au cours de l'année a montré des avantages de 1 517 millions d'euros, générant des économies significatives sur les charges d'exploitation et des améliorations substantielles en termes d'efficacité et de durabilité (► Eni for 2023 - Performance en matière de développement durable).

L'INNOVATION NUMÉRIQUE

L'innovation numérique chez Eni est présente dans toute l'entreprise et joue un

rôle décisif : elle accélère la transformation vers la neutralité carbone grâce à la technologie, à de nouvelles compétences et à des méthodes de travail de

plus en plus agiles et intégrées. Le parcours de transformation numérique d'Eni s'est poursuivi en 2023 selon quatre lignes d'action.

MODERNISATION DES APPLICATIONS

La modernisation des systèmes s'est poursuivie dans les différents domaines d'activité et des solutions numériques ont été mises au point pour de nouveaux modèles de business (notamment la chaîne des matières premières agricoles) et pour soutenir la création de nouvelles sociétés, telles qu'Enilive.

RÉSILIENCE ET SÉCURITÉ

Amélioration continue de la sécurité de l'entreprise et renforcement de la continuité du centre de données vert, qui en est à sa 10^e année d'exploitation.

DONNÉES ET INTELLIGENCE ARTIFICIELLE

Mise en œuvre d'une approche axée sur les données au moyen d'instruments technologiques et de gouvernance. Adoption de solutions d'intelligence artificielle pour la sécurité des personnes et l'intégrité des actifs (Digital Plant Mexico), élargissement de la clientèle et accélération de la recherche technologique. Début de l'expérimentation de l'IA Générative.

NOUVELLES MÉTHODES DE TRAVAIL ET NOUVELLES COMPÉTENCES

Faire évoluer les compétences, les méthodes de travail et les processus internes en vue d'accroître la simplification, l'efficacité et l'efficience. Sensibilisation, également à l'extérieur, à la pertinence de l'intelligence artificielle et de la cybersécurité par le biais d'ateliers dans les écoles.



Interview

Approfondissement du Partenariat entre Enivibes et Schlumberger (SLB)

ADNAN CHUGHTAI

Global Alliances Business Development & Technology Manager pour Pipeline Integrity, avec plus de 11 ans d'expérience dans des rôles allant de l'expérience sur le terrain aux ventes et à la technologie. Depuis Londres, Adnan supervise les partenariats internes et externes avec les fournisseurs de technologie et gère le développement technologique du Groupe. [► Pour la version complète de l'interview, cliquez ici](#)

”

Qu'est-ce qu'Enivibes et quelles sont les raisons du partenariat avec SLB ?

Enivibes est une société technologique spécialisée dans la supervision des pipelines, dans laquelle Eni détient une participation majoritaire par l'intermédiaire de sa filiale Eniverse. Sa force réside dans sa capacité à installer des capteurs sur des pipelines nouveaux ou existants, quels que soient leur âge, leur emplacement sur terre ou en mer, ou le type de fluide transporté. L'adaptabilité de cette technologie à la plupart des pipelines a conduit SLB à inclure e-vpms® (marque Eni) dans son portefeuille de solutions et de services pour l'intégrité des pipelines. SLB est active sur ce marché depuis plus de 20 ans et l'intégration d'e-vpms® est un élément stratégique pour les systèmes de supervision de ces infrastructures.

”

Quelles sont les activités d'Enivibes et comment agit-elle pour assurer une meilleure protection de l'environnement ?

Les principales applications qu'Enivibes propose actuellement au marché sont la détection de pertes, de tentatives de vol et d'intrusions sur les pipelines, la supervision des systèmes mécaniques d'inspection et de maintenance des pipelines (PIGS - Pipeline Inspection Gauges) et la détection d'événements sismiques et de glissements de terrain. L'avantage par rapport

à d'autres technologies est que la mesure ne dépend pas uniquement de capteurs de flux ou de pression, mais plutôt d'une combinaison de mesures qui surveillent les fluides et les parois des pipelines presque en temps réel, ce qui permet de localiser les événements avec une plus grande précision. (...) La technologie d'Enivibes permet aux opérateurs de détecter les moindres pertes, difficiles à déceler avec les méthodes traditionnelles, et d'agir rapidement, limitant ainsi les éventuels impacts sur l'environnement. La combinaison d'une localisation précise et d'une supervision continue peut également permettre d'identifier les premiers stades d'un événement et éventuellement d'empêcher un déversement de se produire.

”

Pouvez-vous nous donner un exemple concret de la manière dont cette technologie a permis d'éviter des dommages environnementaux ?

En 2023, SLB a soutenu trois mises en œuvre d'e-vpms® au Nigeria, un Pays particulièrement concerné par les vols de pétrole en raison de l'altération illégale des pipelines. La technologie d'Enivibes a permis de détecter de nombreuses tentatives de vol en informant rapidement le client. L'identification rapide et la localisation précise des vols ont permis aux opérateurs de réparer et de mettre l'infrastructure en sécurité, empêchant ainsi les pertes à grande échelle et protégeant l'environnement, où se trouvent des sources d'eau douce et des terres agricoles pour le bétail.

~4 000
campagnes
de phishing

CYBERSÉCURITÉ

Le risque de cybersécurité chez Eni est considéré comme élevé en raison à la fois du contexte géopolitique dans lequel Eni opère et de la tendance à la hausse des cyberattaques. C'est pourquoi Eni a mis en place, en adoptant une approche fondée sur les risques, diverses initiatives et mesures de défense pour prévenir et contenir leurs impacts. En 2023 s'est poursuivi, avec plus de 100 initiatives, le programme de Culture de Cybersécurité, visant à promouvoir une culture de la sécurité informatique à travers des actions visant à diffuser des comportements « cyber-conscients » à toute la population Eni. Les collaborations avec des organismes, des universités et des institutions pour l'élaboration de lignes di-

rectrices se sont également poursuivies, telles que la collaboration avec le Forum économique mondial (WEF) et la récente collaboration avec la Fondation SERICS (Security and Rights in CyberSpace) dans le cadre du PNRR. Parmi les initiatives visant l'écosystème numérique national, Eni a organisé des ateliers de sensibilisation sur le thème de la cybersécurité pour les PME et a poursuivi l'initiative « Cyber Security For », une formation de base en cybersécurité destinée aux enseignants et aux élèves des écoles primaires, secondaires du premier et du deuxième degré, qui comprend 18 initiatives et qui ont également introduit cette année des thèmes liés à l'Intelligence Artificielle générative. En 2023, Eni a enregistré environ 315 millions d'attaques (également

automatiques) envers des applications exposées sur Internet.

L'INNOVATION OUVERTE

L'Innovation Ouverte chez Eni est supervisée au niveau central par une unité dédiée, et par : Joule, l'école d'entreprise d'Eni pour la croissance de start-ups innovantes et durables afin de créer un écosystème entrepreneurial dans la chaîne d'approvisionnement en énergie zéro émission, Eni Next, le Corporate Venture Capital qui investit dans des start-ups à fort potentiel pour la création de technologies révolutionnaires, et Eniverse, le Corporate Venture Builder qui exploite des technologies innovantes à partir des technologies propriétaires d'Eni pour créer de nouvelles entreprises afin de soutenir la

Transition Juste. Ces réalités agissent en synergie par leur présence sur le marché des technologies, l'accélération du processus d'innovation et la valorisation des actifs technologiques, des compétences et des talents. En mai 2023 a été inauguré

« ROAD - Rome Advanced District », le premier district d'innovation technologique dédié aux nouvelles filières énergétiques et ouvert aux collaborations de recherche industrielle appliquée en synergie avec le monde de la recherche et de l'université.

Les principaux domaines d'impact vont des technologies de décarbonisation, de l'économie circulaire, de l'efficacité énergétique et du stockage, de la mobilité plus durable et des villes intelligentes à la promotion de la santé et de la sécurité.

QUATRE PILIERS D'INNOVATION OUVERTE : DES OBJECTIFS INTÉGRÉS POUR GÉNÉRER DE LA VALEUR

Joule

Accélérer la création d'entreprises innovantes et durables et diffuser la culture de l'esprit d'entreprise à l'intérieur et à l'extérieur d'Eni.



idea
prototype

Eni Next

CAPITAL-RISQUE D'ENTREPRISE

Investir dans la croissance des start-ups à fort potentiel technologique en établissant des relations à long terme.

TECH Eni Innovation Ecosystems

Développer des écosystèmes d'innovation et trouver des solutions innovantes pour l'entreprise.



product

Eniverse

INCUBATEUR D'ENTREPRISES CORPORATIF

Renforcer les atouts technologiques d'Eni en créant de nouvelles entreprises sur de nouveaux marchés.



business scale-up

MATURITÉ TECHNOLOGIQUE

Étude de cas

JT



Innovation ouverte : programmes d'incubation et d'accélération de start-up

CONTEXTE : les programmes promus par Joule visent à soutenir la croissance des start-ups engagées dans la transition énergétique, en promouvant des réalités entrepreneuriales plus durables et la diffusion de la culture entrepreneuriale à l'intérieur et à l'extérieur d'Eni.

ACTIVITÉS : Joule forme les entrepreneurs de demain grâce à des programmes de validation d'idées, d'incubation et d'accélération de start-ups early stage, avec le soutien de partenaires spécialisés et la collaboration d'universités et d'écoles de commerce italiennes de premier plan, dans le but d'identifier des solutions innovantes capables de répondre aux besoins commerciaux d'Eni. Les programmes de validation d'idées (Joule Discovery Lab pour les start-ups) visent à sélectionner des projets innovants et de nouveaux talents à exploiter par le biais d'une collaboration directe avec les chercheurs d'Eni pour le développement d'expériences conjointes et la création d'une nouvelle propriété intellectuelle. Ils s'adressent également au personnel d'Eni, afin de favoriser le développement d'idées innovantes en interne ; deux éditions ont été organisées en 2023 avec des personnes d'Enilive (Joule Discovery Lab for Eni people). En 2023, Joule rejoindra un total de huit programmes d'incubation et d'accélération à travers le Pays, couvrant les écosystèmes d'innovation du sud, du centre et du nord de l'Italie. En particulier, le programme ZÉRO, accélérateur cleantech du réseau national d'accélérateurs de CDP Venture Capital, qui a accompagné 30 startups innovantes en 3 ans en les soutenant dans leur parcours de croissance technologique et de business, s'est achevé.

RÉSULTATS : +60 start-ups soutenues par an ; 3 accords de développement conjoint en cours de négociation avec 3 réalités innovantes ; 4,16 valeur moyenne du rendement social de l'impact (SROI, une mesure qui évalue l'impact social d'une organisation ou d'un projet, en tenant compte des effets positifs et négatifs sur les personnes et les communautés concernées) des 10 start-ups accélérées par ZÉRO ; 130 start-ups dans le portefeuille d'ici 2023.

Neutralité carbone d'ici à 2050



Vers le Net Zéro d'ici à 2050

L'évolution des entreprises

Impacts, risques et opportunités liés au climat

Méthodologie des GES et Transparence

La Transition Juste pour Eni

CONTEXTE DE RÉFÉRENCE : DÉFIS ET OPPORTUNITÉS

Croissance économique et émissions

Les émissions mondiales de CO₂ dues au secteur de l'énergie en 2023 ont augmenté de 1,1% (par rapport à 2022), atteignant un nouveau record de plus de 37,4 Gt. Le lien entre la croissance économique et les émissions, qui s'est affaibli au cours des deux dernières années, a bénéficié de facteurs structurels et cycliques qui ont influencé cette tendance. Plus précisément, en 2023, la croissance des émissions était de 1,1% contre une croissance du PIB mondial de 2,6%.

Source : Élaboration par Eni des données de l'AIE.

Variation annuelle du PIB et des émissions de CO₂ dues à la combustion de combustibles dans le monde

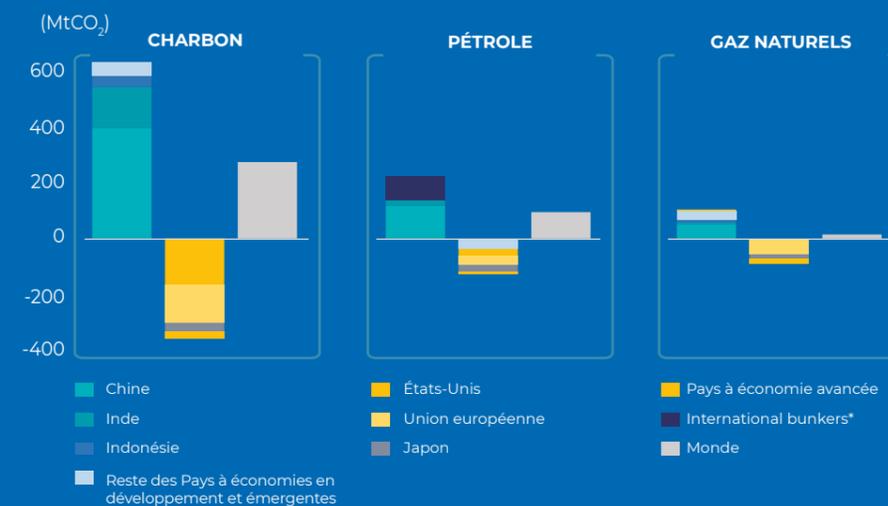


Dynamiques régionales

La dynamique mondiale de l'évolution du PIB et des émissions a été dictée par des tendances contrastées en 2023 : dans les économies avancées, alors que le PIB a augmenté de 1,7%, les émissions se sont contractées de 4,5%, tandis que dans le reste du monde, elles ont augmenté. La baisse des émissions dans les économies avancées est due à la promotion des énergies renouvelables, mais aussi à la faiblesse de l'environnement économique et à la douceur du climat qui ont limité la croissance de la consommation d'énergie. La dynamique dans le reste du monde n'a été que partiellement affectée par ces effets, étant donné que la consommation d'énergie a augmenté plus fortement et que les sources ayant un impact plus important sur les émissions sont importantes.

Source : Élaboration d'Eni sur la base des données de l'AIE.

Variation des émissions de CO₂ provenant de la combustion de combustibles, par source et par région



* Ils représentent la consommation de navires et d'avions sur les routes internationales.

Évolution du mix énergétique

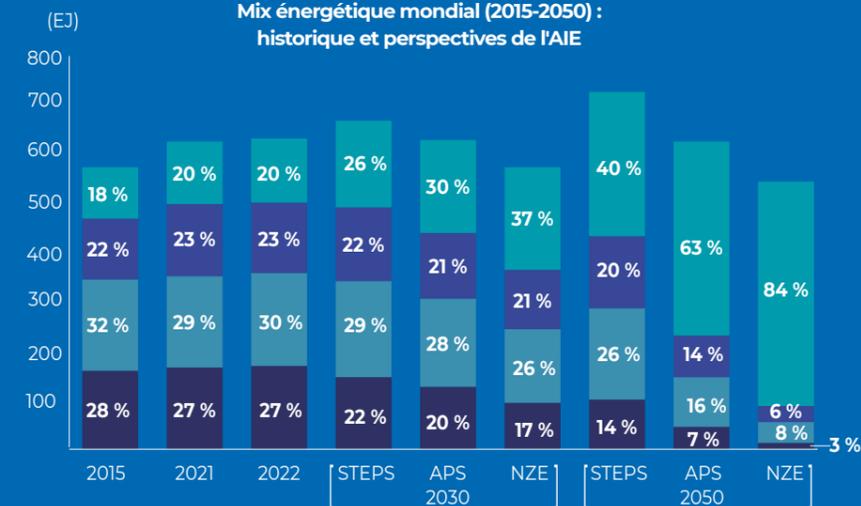
L'évolution des trajectoires d'émissions futures dépendra de la vitesse de changement des systèmes énergétiques à l'échelle mondiale, en tenant compte des particularités géographiques, des policy de soutien à la transition, de l'évolution technologique et des habitudes de consommation. L'Agence internationale de l'énergie (AIE), parmi d'autres prévisionnistes énergétiques, trace trois trajectoires construites avec des logiques différentes, compatibles avec des degrés et des vitesses de décarbonisation différents.

Context: progrès et défis de la transition.

Charbon Huile Gaz naturel Autres sources

Source : AIE, WEO 2023

Mix énergétique mondial (2015-2050) : historique et perspectives de l'AIE



Vers le Net Zéro d'ici 2050



Pourquoi c'est important pour Eni ?

Chez Eni, nous relevons les défis posés par la transition énergétique grâce à une stratégie spécifique qui vise à réduire progressivement l'impact des émissions directement et indirectement associées à nos activités commerciales pour atteindre la Neutralité carbone d'ici 2050, tout en contribuant aux exigences de sécurité et de compétitivité des fournitures énergétiques des Pays où nous sommes présents. Nous sommes convaincus que la transition énergétique ne peut être réalisée que si elle crée les bases de nouvelles formes de business rentables, et c'est exactement ce que nous faisons grâce à notre expertise technologique et à l'intégration d'entreprises traditionnelles et d'entreprises liées à la transition.

FRANCESCO GATTEI CHIEF FINANCIAL OFFICER D'ENI

Pour en savoir plus

POLITIQUES/PLACEMENTS/AUTRES DOCUMENTS

- Plan stratégique 2024-2027 ; ► L'engagement responsable d'Eni sur le changement climatique au sein des associations de business ;
- Position d'Eni sur les biomasses ; ► Code Éthique d'Eni ; ► Eni for 2023 - Performance en matière de développement durable ; ► eni.com ;
- Évaluation des positions des associations industrielles en matière de politique climatique

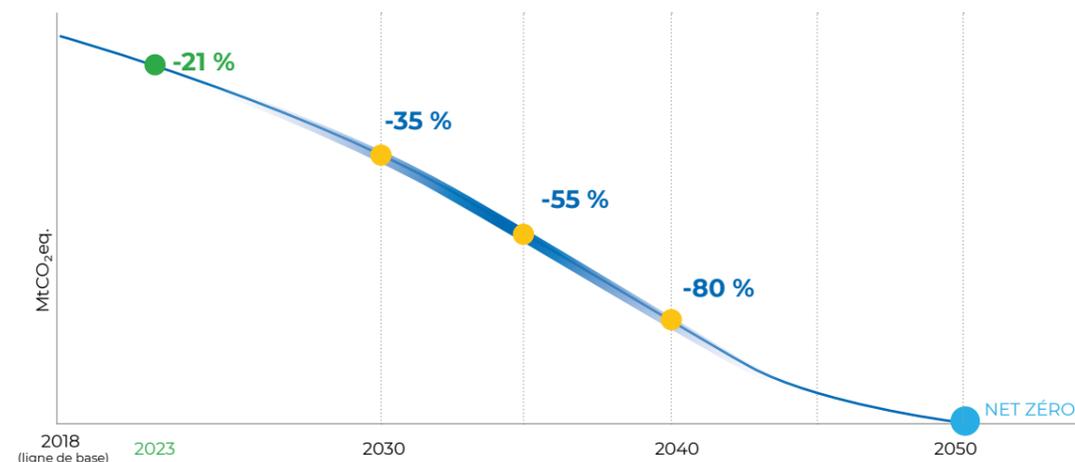
LA FEUILLE DE ROUTE POUR LA DÉCARBONISATION ET LES OBJECTIFS D'ENI

Eni s'est engagé dans une transformation industrielle basée sur une combinaison de leviers et de technologies visant à atteindre le Net Zéro d'ici 2050, en ligne avec ce que suggèrent les objectifs climatiques internationaux dé-

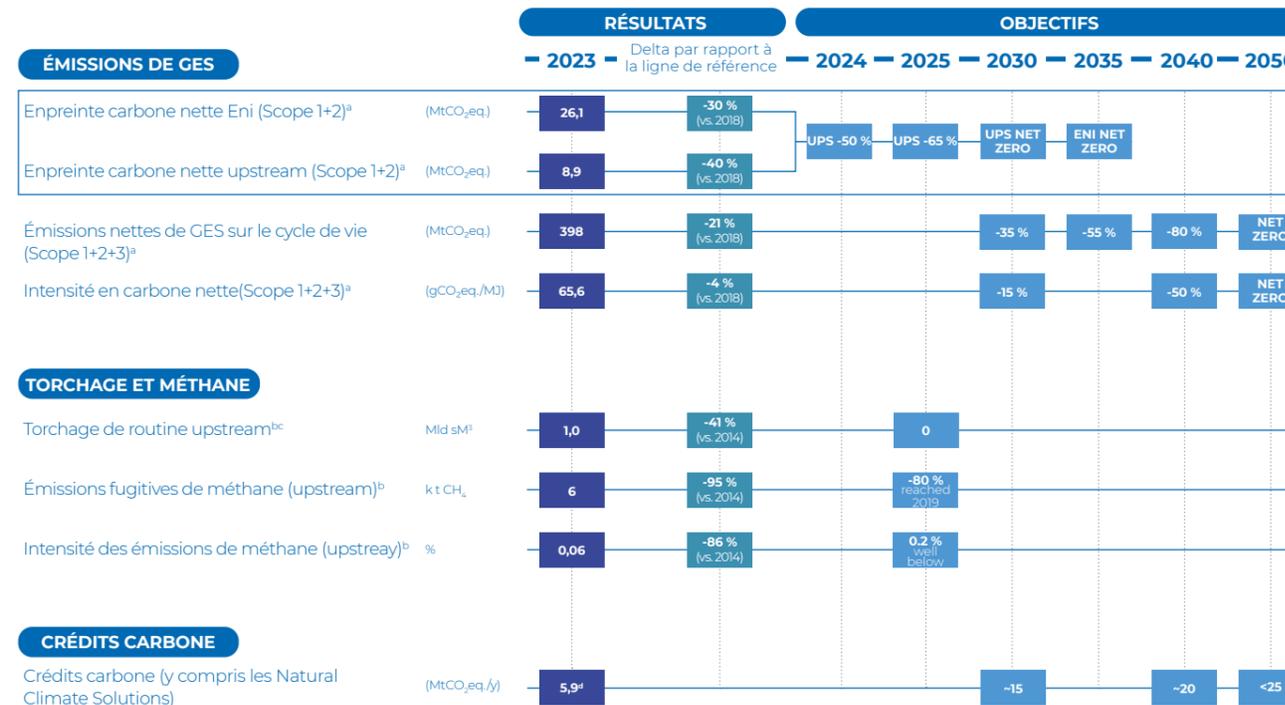
finis à l'échelle mondiale. À cette fin, Eni poursuit une stratégie qui maximise la valeur et l'expertise des activités énergétiques traditionnelles, tout en réduisant leurs émissions, et qui, dans le même temps, accélère le développement de nouvelles activités à haut rendement et à forte croissance liées à la transition énergétique. Le chemin qui mènera Eni à la Neutralité carbone en

2050 se compose d'une série d'objectifs qui prévoient d'abord la mise à zéro des émissions nettes (Scope 1+2) du business Upstream d'ici 2030 et de toute Eni d'ici 2035, pour ensuite atteindre la mise à zéro nette d'ici 2050 de toutes les **ÉMISSIONS DE GES SCOPE 1, 2 ET 3** associées au cycle de vie des produits énergétiques vendus, tant en termes absolus qu'en intensité.

ÉMISSIONS NETTES DE GES SUR L'ENSEMBLE DU CYCLE DE VIE (Scope 1+2+3)



PERFORMANCE 2023 ET PRINCIPALES CIBLES DE DÉCARBONISATION



a) KPI de référence pour le Cadre de Financement lié à la Durabilité d'Eni. Les objectifs sont nets de la part d'Eni de CO₂ stocké.
 b) Comprend les actifs exploités/coopérés.
 c) Sous réserve de l'exécution des projets en Libye.
 d) En 2023, les émissions de 2,4 millions de tonnes de CO₂eq. ont été compensées par Plenitude, en utilisant des crédits carbone, obtenus principalement auprès de Natural Climate Solutions. Parmi ceux-ci, 1,6 MtCO₂eq., liés à la consommation de gaz facturée aux clients Plenitude au 30 septembre 2023, ont été compensés en février 2024. La part restante relative à la consommation de gaz facturée au quatrième trimestre sera compensée d'ici septembre 2024 de 2023.
 (► Eni for 2023 - Performance en matière de développement durable).

Focus on

Les scénarios énergétiques internationaux

La nécessité de mettre en œuvre des plans et des actions pour tous les secteurs au niveau mondial afin de limiter l'augmentation de la température moyenne mondiale à 1,5°C, conformément aux objectifs de l'Accord de Paris, est soutenue par le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC), l'organisation des Nations Unies chargée de fournir des preuves scientifiques sur le changement climatique. À cette fin, le GIEC définit différents scénarios, dont deux groupes qui atteignent l'objectif de 1,5°C en supposant deux types de « overshoot » (c'est-à-dire le dépassement temporaire des températures moyennes mondiales suivi de leur abaissement) : avec un « overshoot » limité (Catégorie C1) ou avec un « overshoot » élevé (Catégorie C2). Ces scénarios envisagent la décarbonisation du système énergétique par l'application combinée d'un certain nombre de leviers, tels que la diffusion des énergies renouvelables, l'électrification des utilisations finales, l'utilisation de combustibles à faible teneur en carbone ou sans carbone et de la CSC, le changement de comportement des consommateurs, la réduction des émissions dans le secteur and use change, la neutralisation des émissions résiduelles par des mesures d'élimination du carbone dans le secteur and use change (LUC) et l'utilisation du **Captage et du Stockage du Carbone** appliqué aux bioénergies (BECCS). Le nombre de scénarios et le large éventail de solutions possibles soulignent la difficulté d'identifier des facteurs et des voies sans ambiguïté pour parvenir à un bilan net nul d'ici 2050. L'action simultanée de nombreuses variables, y compris l'évolution géopolitique, technologique et du contexte de policy et la vitesse d'adaptation des habitudes de consommation et des systèmes énergétiques complexes, dans le délai considéré, rend nécessaire l'élaboration de différents scénarios qui envisagent un mélange diversifié de solutions et d'objectifs. Outre le GIEC, les scénarios sur l'évolution du secteur de l'énergie comprennent également le World Energy Outlook de l'Agence internationale de l'énergie (AIE), mis à jour chaque année. L'AIE développe 3 scénarios, à partir de quelques hypothèses clés, dont la croissance démographique (+0,7 % taux de croissance annuel moyen - TCAC 2022-2050) et économique (+2,6 % TCAC 2022-2050) à l'échelle mondiale, construits selon 2 logiques différentes de Forecasting et de Backcasting (► Contexte : progrès et défis de la transition).

-40 %
d'émissions nettes Scope 1+2 Upstream grâce aux actions mises en œuvre par rapport à 2018

LES LEVIERS DE LA DÉCARBONISATION

La mise en œuvre de la stratégie d'Eni vers le Net Zéro consiste en plusieurs actions qui, d'une part, lui permettent de décarboniser ses opérations (en réduisant les émissions de type 1+2) et, d'autre part, contribuent à accélérer la décarbonisation de la chaîne de valeur, en particulier auprès des consommateurs, par la fourniture de produits à faible teneur en carbone ou sans carbone (en réduisant les émissions de type 3). Cette stratégie est mise en œuvre au moyen d'un ensemble de leviers et de technologies différents, qui sont adoptés et modulés de manière ciblée et à des horizons temporels qui tiennent compte de la maturité technologique et commerciale des solutions individuelles. Dans le même temps, il prend en compte la dynamique du marché, les instances du « trilemme énergétique » (durabilité environnementale, sécurité des approvisionnements et équité énergétique) et reste en ligne avec l'évolution du cadre scientifique et normatif de référence. La priorité d'Eni à court et moyen terme est de réduire les émissions Scope 1 et Scope 2, en se concentrant principalement sur le secteur Upstream, pour lequel des solutions technologiquement consolidées et économiquement viables sont déjà disponibles. Sur le chemin du Net Zéro Upstream à l'horizon 2030, les

émissions qui ne peuvent pas encore être réduites sont compensées volontairement par des crédits carbone de haute qualité (Initiative de Compensation en Carbone d'Eni). De 2018 à 2023, Eni a mis en œuvre des actions qui ont permis de réduire les émissions nettes de Scope 1 et 2 Upstream d'environ 40 %, en se concentrant particulièrement sur des projets de réduction des émissions de méthane et du torchage et du dégazage de routine ou de processus (engagement d'Eni pour la réduction des émissions de méthane et du torchage de routine), des interventions d'efficacité énergétique et des actions de portefeuille. En outre, en tant qu'opérateur responsable, Eni met également en œuvre des actions visant à réduire les émissions du Scope 3, par le biais d'une variété de solutions visant à réduire l'intensité en carbone de ses produits et services, contribuant ainsi à la décarbonisation globale du système énergétique et de l'économie : ces actions nécessitent une profonde transformation stratégique et technologique de l'entreprise. La stratégie d'Eni vers le Net Zéro pour toutes les émissions Scope 1+2+3 est soutenue par une approche qui implique l'ensemble de la chaîne de valeur, en prévoyant l'optimisation et la valorisation du portefeuille upstream à travers la décarbonisation progressive, combinée à l'expansion des activités

bio, renouvelables et d'économie circulaire et à l'offre de nouvelles solutions énergétiques et de nouveaux services. Pour l'upstream, la production de pétrole atteindra une croissance progressive de la composante gaz (y compris, à partir de 2024, les condensats), qui dépassera 60 % à 2030 et 90 % après 2040, ayant également un impact sur le portefeuille midstream gas (transport et commercialisation), qui verra une intégration de plus en plus grande avec les projets equity. En aval, le développement des biocarburants apportera une contribution majeure à la décarbonisation des transports et offrira la possibilité de convertir les capacités de raffinage traditionnelles existantes. Les projets de captage et de stockage et d'utilisation du CO₂ (CCUS) auront une fonction complémentaire dans la réduction des émissions résiduelles qui sont difficiles à réduire avec les technologies existantes. Enfin, pour atteindre la Neutralité carbone d'ici 2050, on utilisera la compensation des émissions résiduelles à travers Offset, principalement grâce aux NATURAL CLIMATE SOLUTIONS. La vitesse d'évolution de cette transformation et la contribution relative des entreprises dépendront d'un certain nombre de variables, notamment l'évolution du marché, le scénario scientifique et technologique et la réglementation pertinente de référence.

Étude de cas

JT



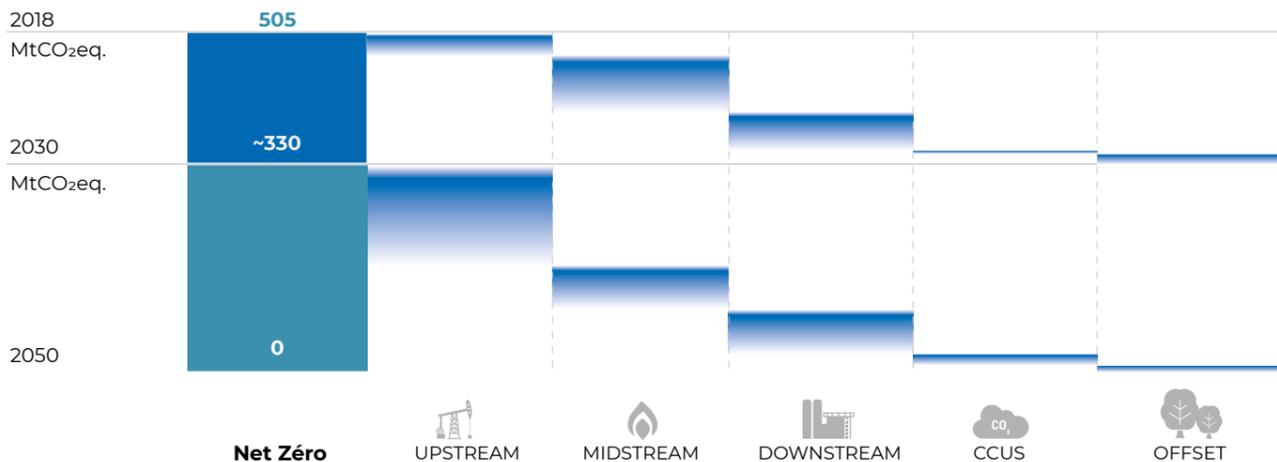
Initiatives Compensées en Carbone

CONTEXTE : en complément des actions visant à réduire directement ses propres émissions, le financement de projets de réduction des émissions de GES et d'élimination du CO₂ atmosphérique en dehors de sa chaîne de valeur peut contribuer utilement à l'atténuation des changements climatiques. Dans ce contexte, Eni soutient le développement de projets visant à générer des crédits carbone volontaires pour la compensation des émissions de GES résiduelles qui n'ont pas été réduites, en contrôlant la qualité et l'intégrité socio-environnementale de ce que l'on appelle le marché volontaire du carbone (Voluntary Carbon Market). Les crédits carbone contribuent à hauteur d'environ 5 % à la réalisation de l'objectif de Neutralité carbone pour 2050.

ACTIVITÉ : en 2019, Eni a lancé ses premières activités dans le domaine des NATURAL CLIMATE SOLUTIONS⁵ (NCS), des solutions climatiques basées sur la nature qui, selon le Special Report on Climate Change and Land du GIEC, favorisent l'atténuation du changement climatique en apportant des avantages aux communautés locales. Il s'agit de projets de protection, de gestion durable des terres et de restauration des écosystèmes naturels, d'augmentation du stockage du carbone et/ou de prévention des émissions de gaz à effet de serre. Dans le même temps, ces initiatives protègent la biodiversité, augmentent la résilience et la capacité d'adaptation des systèmes environnementaux au changement climatique et favorisent le développement local durable. Les premiers projets se sont concentrés sur la protection, la conservation et la gestion durable des forêts, principalement dans les Pays en développement, dans le cadre du programme de réduction des émissions dues à la déforestation et à la dégradation des forêts (REDD+), défini et promu par les Nations unies (en particulier dans le domaine de la CCNUCC). À cette fin, Eni a construit au fil du temps un solide réseau d'accords avec des promoteurs internationaux pour suivre le développement et la mise en œuvre des projets d'intérêt, en vue de vérifier leur adhésion au programme REDD+ et l'application des normes les plus élevées reconnues au niveau international pour la certification de la réduction des émissions de carbone (Verified Carbon Standard - VCS) avec des résultats socio-environnementaux (Climate Community Biodiversity Standards - CCB). Eni a notamment signé un accord de vingt ans en 2019 pour soutenir le Luangwa Community Forest Project (LCFP) au Zambie. Grâce à l'achat des créances générées, Eni assure un flux financier capable de soutenir les coûts du projet et de mettre à disposition des "frais de conservation", qui peuvent être utilisés par les 17 promoteurs de chefferie et impliqués dans la réalisation de projets sociaux au bénéfice direct de plus de 200 000 personnes impliquées. Ces projets ont été rejoints au fil du temps par d'autres, notamment Lower Zambezi en Zambie, Amigos de Calakmul au Mexique, Ntakata Mountain et Makame en Tanzanie, Kulera au Malawi et Mai Ndombe en République démocratique du Congo. L'application de solutions technologiques représente un levier supplémentaire pour la compensation des émissions résiduelles. Dans ce domaine, Eni a lancé les premiers projets en Côte d'Ivoire pour promouvoir l'introduction de systèmes de cuisson propres qui garantissent une réduction de plus de 60 % des combustibles ligneux dans le but d'améliorer la santé et les conditions économiques des familles. Outre l'impact positif sur la santé et l'environnement, l'approche industrielle consistant à maximiser la production locale de cuisers améliorés favorise le développement de l'esprit d'entreprise et de l'économie locale. Progressivement, le programme de cuisson propre d'Eni envisage la transition vers des systèmes de cuisson encore plus efficaces, appelés fourneaux améliorés, qui peuvent atteindre zéro émission. La stratégie d'Eni consiste à augmenter progressivement la part des créances issues des projets dits CDR (Carbon Dioxide Removal) afin de maximiser leur contribution à la réalisation de la neutralité carbone. En 2023, Eni compensera 3,5 MtCO₂eq. avec des créances provenant des projets Lower Zambezi, Ntakata Mountain en Tanzanie, Kulera et Mai Ndombe.

La performance jusqu'en 2023 des émissions sur le cycle de vie des Scope 1, 2 et 3 d'Eni a été une réduction de plus de 100 MtCO₂eq. (-21 %) par rapport à 2018. À l'horizon 2022, la réduction était d'environ 20 MtCO₂eq. (-5 %). En outre, l'évaluation de la contribution en 2023 de la commercialisation du GNL, de l'électricité renouvelable et des biocarburants en termes d'émissions potentiellement évitées⁶ se traduirait par une économie d'environ 12 MtCO₂eq.

PRINCIPAUX LEVIERS DE DÉCARBONISATION



Émissions potentiellement évitées dans différents secteurs

- 9,1** MtCO₂eq. évitées grâce à la vente de GNL par Eni en 2023, en supposant que le gaz remplace les combustibles fossiles plus émetteurs (pétrole, charbon) dans la production d'électricité⁷.
- 1,5** MtCO₂eq. évitées grâce à la vente par Eni d'électricité produite à partir d'énergies renouvelables en 2023, en supposant qu'elle remplace les émissions associées au mix électrique moyen dans le Pays de production⁸.
- 1,7** MtCO₂eq. évitées grâce à la production de biocarburants vendus par Eni en 2023, en supposant une réduction des émissions d'environ 80 % par rapport à la valeur de référence moyenne pour les combustibles fossiles⁹.

5 Les solutions climatiques naturelles sont des solutions au changement climatique basées sur la nature. Elles sont basées sur la capacité de la nature à éliminer et à stocker le carbone de l'atmosphère. (Source : Natural Climate Solutions Alliance, NCSA, 2022).
 6 Les émissions évitées font référence à un impact « positif » (en termes de réduction potentielle des émissions) sur la société en comparant les émissions de GES d'un scénario de référence à une hypothèse alternative à faible impact sur les émissions (World Business Council for Sustainable Development, WBCSD, 2023).
 7 Dans le calcul de l'économie d'émissions, les parts de gaz destinées au secteur de l'énergie dans les Pays de vente ont été prises en compte. Pour toutes les sources fossiles analysées (charbon, pétrole et GNL), il est fait référence aux émissions de la phase de production d'électricité uniquement. Élaboration sur la base des données de l'AIE (Energy Balance 2023, WEO 2023, Emission Factors 2021) et d'Enertdata.
 8 Les facteurs d'émission représentatifs utilisés sont basés sur les données de l'AIE (Emission Factors 2021).
 9 La réduction moyenne des émissions a été calculée comme le rapport entre les émissions associées aux quantités de biocarburants HVO vendues en 2023 et indiquées dans les certificats de durabilité et la valeur du carburant fossile de référence défini dans la directive RED III (égale à 94 gCO₂eq./MJ). La contribution de la production de la bioraffinerie de Chalmette en Louisiane n'est pas incluse dans le calcul.

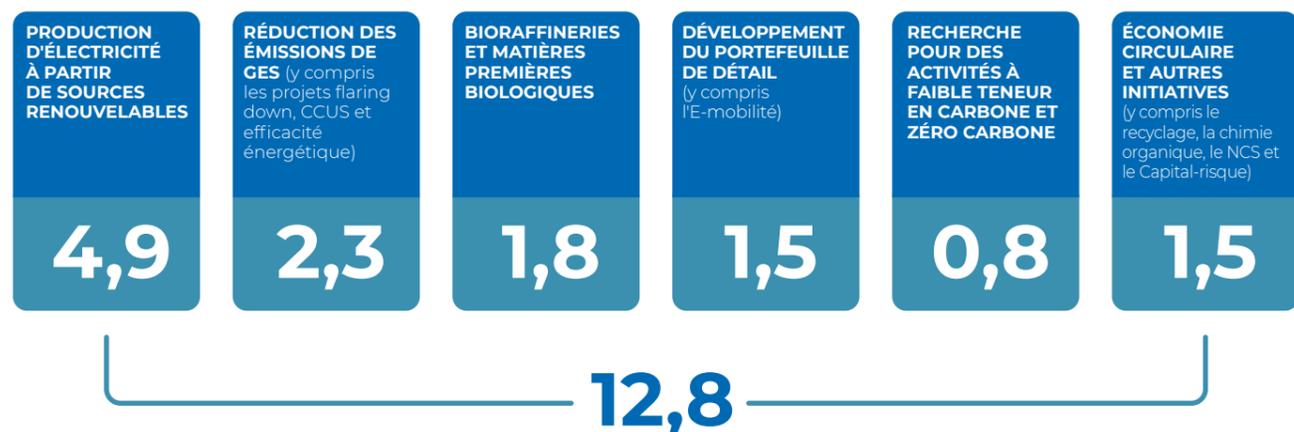
ÉVOLUTION DE L'ALLOCATION DE CAPITAL

L'évolution vers un portefeuille de produits décarbonés sera soutenue par une augmentation progressive de la part des investissements dans le développement de nouvelles solutions énergétiques et de services pour soutenir la transition. Eni prévoit d'allouer plus de 30 % des dépenses de la prochaine période de quatre ans 2024-2027 à des

projets à faible intensité de carbone et à zéro carbone. Contrairement à la réglementation fiscale de l'UE, ces dépenses comprennent également les interventions de JV, toutes les dépenses qui contribuent à la réduction des émissions (par exemple, l'efficacité énergétique et les interventions de réduction du brûlage à la torche), et celles qui soutiennent le développement de la base de clients Plenitude. À moyen et long terme, la part des dépenses consacrées

aux activités pétrolières et gazières sera progressivement réduite, avec l'abandon progressif des investissements dans des activités ou des produits à forte intensité de carbone. Le plan de décarbonisation est également intégré à la stratégie de financement d'Eni, qui a finalisé plusieurs instruments financiers liés à la durabilité en 2023. Les informations prévues par la Taxonomie Européenne sont disponibles dans la ► **Déclaration non Financière « DNF »**.

DÉPENSES POUR LES ACTIVITÉS À FAIBLE TENEUR EN CARBONE ET À ZÉRO CARBONE 2024-2027 (€ MLD)



Focus on

La finance durable chez Eni

Dans le domaine de sa stratégie financière, Eni a émis des instruments financiers liés à la durabilité, c'est-à-dire liés à la réalisation d'objectifs de durabilité, qui contribuent à promouvoir le processus de transition énergétique vers un avenir à faible émission de carbone en soutenant la réalisation des ODD, en particulier les ODD 7 et 13. Les instruments sont émis conformément au ► **Cadre de Financement lié à la durabilité**, qui détaille les lignes directrices pour l'émission de nouveaux instruments financiers durables. En 2023, les instruments financiers émis sont liés à la réalisation d'objectifs de durabilité relatifs à la capacité installée pour la production d'électricité à partir de sources renouvelables et à la **EMPREINTE CARBONE NETTE** Upstream (Scope 1 et 2).

ÉMISSIONS OBLIGATAIRES DURABLES DE 2023



PARTENARIAT POUR LA DÉCARBONISATION

Eni collabore et dialogue depuis longtemps avec le monde universitaire, la société civile, les institutions et les entreprises pour favoriser la transition énergétique en générant de nouvelles connaissances, en partageant les meilleures pratiques et en valorisant les initiatives qui peuvent simultanément créer de la valeur pour l'entreprise et ses parties prenantes. Confirmant la valeur importante reconnue aux partenariats de décarbonisation, Eni a activement contribué au dialogue avec les parties prenantes, à l'**Oil Gas Climate Initiative (OGCI)** et à la présidence de la COP 28 en préparation de la conférence des parties, et a été parmi les premières entreprises à signer la charte de décarbonisation du gaz pétrolier (Oil Gas Decarbonisa-

tion Charter - OGDC). Plus de 50 entreprises ont rejoint l'OGDC, dont environ 30, pour la première fois, ont signé l'engagement d'atteindre le Net Zéro d'ici 2050 pour les **ÉMISSIONS DE GES SCOPE 1 et 2**, d'atteindre le Near Zero des émissions de méthane et de remettre à zéro la routine de torchage des gaz d'ici 2030, en plus de l'engagement de rendre compte des réductions obtenues. En outre, à l'appui des engagements pris, Eni a adhéré au fonds fiduciaire Global Flaring and Methane Reduction (GFMR), une initiative lancée par la Banque Mondiale, visant à aider les gouvernements et les opérateurs des Pays en développement à éliminer les émissions de méthane et la routine de torchage de gaz d'ici 2030 (► **L'engagement d'Eni pour la réduction des émissions de méthane et la routine de flaring**). La COP 28

a également été l'occasion de présenter les avancées du « Pacte pour la Décarbonisation du Transport Aérien », une initiative promue conjointement avec Aéroports de Rome qui réunit des représentants des institutions, des parties prenantes du secteur, des associations professionnelles et du troisième secteur dans le but de définir une feuille de route pour la décarbonisation du secteur du transport aérien à l'horizon 2050. En outre, Eni développe des solutions innovantes avec des universités et des start-ups, telle que la fusion par confinement magnétique, une source d'énergie qui pourrait révolutionner à jamais le monde de l'énergie en garantissant un avenir plus durable et moins d'émissions (► **La valeur de la collaboration pour les nouvelles énergies décarbonisées**).

Focus on

10 ans de Oil and Gas Climate Initiative (OGCI)

CONTEXTE : Eni a été parmi les sociétés qui, en 2014, ont créé l'Oil and Gas Climate Initiative (OGCI) pour guider le secteur dans sa réponse au changement climatique et accélérer l'action vers un avenir à zéro émission nette conformément à l'Accord de Paris de 2015.

ACTIVITÉ : au cours des dix années qui ont suivi sa création, l'OGCI est passée à 12 entreprises qui ont fixé des objectifs collectifs de réduction des émissions, en particulier pour le méthane, et ont contribué à l'initiation et à la diffusion de projets de captage et de stockage du CO₂ (CCUS) et à la croissance des investissements dans les technologies et les solutions à faible teneur en carbone. Parmi les récentes initiatives promues par l'OGCI pour réduire les émissions de méthane, l'initiative Aiming for Zero a vu environ 100 entreprises s'engager à éliminer les pertes de méthane de leurs actifs d'ici à 2030. Afin d'aider concrètement d'autres opérateurs à éliminer les émissions de méthane, l'OGCI a lancé le programme de supervision par satellite, un programme de supervision par satellite et d'assistance technique pour l'identification et l'élimination des pertes de méthane. Après les résultats encourageants des surveillances menées en 2022-2023 en Algérie, au Kazakhstan et en Égypte – publiés dans un rapport – OGCI a maintenant étendu le programme à d'autres Pays et sites.

PROGRESSION DE L'OGCI 2023 PAR RAPPORT À 2017



Étude de cas

La valeur de la collaboration pour les nouvelles énergies décarbonisées



CONTEXTE : la fusion est l'énergie qui domine l'univers, car c'est le principe physique qui illumine les étoiles, comme le Soleil. En particulier, le processus de fusion consiste, dans des conditions appropriées, en l'union d'atomes légers : une réaction qui libère une énorme quantité d'énergie. Une technologie révolutionnaire car, une fois portée au niveau industriel, elle pourra garantir de grandes quantités d'énergie à zéro émission avec un processus sûr, continu et ► **pratiquement illimité (Agence Internationale de l'Énergie Atomique)**.

ACTIVITÉS : Eni s'est engagée depuis longtemps et de manière cohérente à contribuer aux progrès dans le domaine de l'énergie de fusion et travaille en synergie avec certaines des entreprises internationales et italiennes les plus importantes. En particulier, Eni a investi dès 2018 dans Commonwealth Fusion Systems (CFS), le spin-out du Massachusetts Institute of Technology, avec lequel elle collabore activement pour réaliser la première installation à l'échelle industrielle capable d'injecter dans le réseau de l'électricité de fusion à zéro émission de CO₂ au début des années 2030. La feuille de route du CSA prévoit la construction de la centrale pilote de production d'énergie nette, appelée SPARC, vers le milieu de cette décennie, à la suite des premiers résultats déjà obtenus en 2021 avec les essais de l'aimant supraconducteur à haut champ, une technologie innovante qui permettra la construction de centrales plus compactes et plus efficaces. En mars 2023, la collaboration entre Eni et CFS a été renforcée par la signature d'un accord de coopération technologique visant à accélérer l'industrialisation de l'énergie de fusion.

L'évolution des entreprises

Combinaison de leviers et de technologies pour soutenir la stratégie de décarbonisation

LE DÉVELOPPEMENT DU BUSINESS DANS LA TRANSITION

La stratégie de décarbonisation d'Eni implique un ensemble de leviers et de technologies adoptés tout au long de sa chaîne de valeur, en développant de nouvelles solutions et de nouveaux services énergétiques. Les activités d'Enilive, de Plenitude, de CSC et de biochimie représentent ensemble un portefeuille de solutions de business capables de répondre à la demande de produits caractérisés par une diminution progressive de l'intensité des émissions. Ces dernières années, les actions mises en œuvre par Eni ont déjà permis de franchir des étapes importantes, qui constituent la base de la réalisation des objectifs futurs :

- Le rééquilibrage progressif du portefeuille upstream en faveur de la composante gaz, également grâce à de récentes transactions extraordinaires (telles que les acquisitions de Neptune Energy et les activités de BP en Algérie). Ces opérations reflètent l'engagement à atteindre un niveau de production de la composante gaz (y compris les condensats) supérieur à 60 % d'ici 2030 et supérieur à 90 % après 2040 ;

- la croissance de la commercialisation du gaz et l'intégration avec la production equity ;
- l'acquisition d'une position de leadership au Royaume-Uni et en Italie pour le développement de centres de stockage de CO₂ dédiés afin de réduire les émissions hard-to-abate, à la fois pour ses propres opérations et pour soutenir la décarbonisation des tiers. Eni vise à atteindre une capacité brute de réinjection de CO₂ de plus de 15 MTPA avant 2030, qui passera à environ 40 MTPA après 2030 et jusqu'à 60 MTPA d'ici 2050 ;
- le développement du bioraffinage (Enilive) avec le démarrage de l'usine de Chalmette aux États-Unis en 2023, des accords pour la conversion de la raffinerie de Livourne, et des projets en cours pour le développement potentiel d'usines en Corée du Sud et en Malaisie. Ces actions sont fonctionnelles pour atteindre une capacité de raffinage « bio » de plus de 3 MTPA en 2026 et de plus de 5 MTPA en 2030. Eni souhaite que les matières premières agricoles représentent plus de 35 % des matières premières traitées dans ses bioraffineries italiennes d'Eni d'ici à 2027 ;

- l'augmentation de la capacité renouvelable de Plenitude avec 3 GW installés en 2023 et des objectifs de 4 GW en 2024, plus de 8 GW en 2027, et plus de 15 GW en 2030, pour atteindre 60 GW en 2050 dans le domaine d'une croissance de la base de clients à plus de 20 millions en 2050 ;
- l'installation de 19 000 points de recharge de véhicules électriques d'ici 2023 par l'intermédiaire de Be Charge (Plenitude), s'imposant ainsi comme un opérateur dans le panorama des services de recharge de véhicules électriques en Italie et en Europe. Le développement de la mobilité durable prévoit l'installation de 24 000 bornes de recharge pour véhicules électriques d'ici 2024, 40 000 d'ici 2027, environ 50 000 d'ici 2030 et environ 160 000 d'ici 2050 ;
- la transformation et le repositionnement de l'activité chimique vers des produits spécialisés tels que la chimie biosourcée et la chimie circulaire, notamment par l'acquisition de Novamont en 2023 ;
- la recherche et le développement de technologies de pointe, telles que la fusion par confinement magnétique, la première centrale opérationnelle étant attendue au début des années 2030 (innovation, numérisation et cybersécurité).

LE RÔLE DU GAZ DANS LA TRANSITION

Le gaz naturel est la source traditionnelle la plus appropriée pour accompagner le processus de transition énergétique, en raison de deux facteurs importants :

- 1) L'empreinte carbone de la production d'électricité à partir de gaz est d'environ la moitié de celle du charbon¹⁰ et peut encore être réduite grâce à l'engagement de limiter les émissions liées aux fuites de méthane et au torchage de routine ;
- 2) la flexibilité des centrales à gaz et les délais réduits de mise en production (lead time) permettent d'intervenir soudainement pour équilibrer le système électrique.

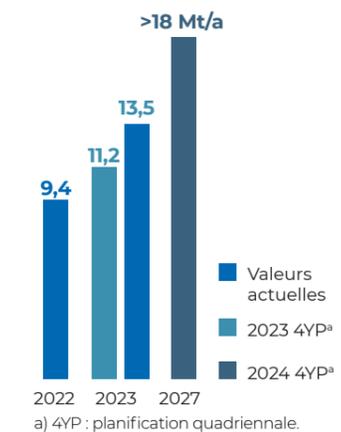
La combinaison de faibles émissions et d'une grande flexibilité fait du gaz naturel la solution de transition idéale pour remplacer rapidement les sources fossiles dont l'empreinte carbone est plus élevée et pour soutenir la transition vers un système énergétique basé sur les énergies renouvelables et, à long terme, même sur des sources entièrement nouvelles telles que la fusion par confinement magnétique.

10 Facteurs d'émission de l'IAIE 2021.

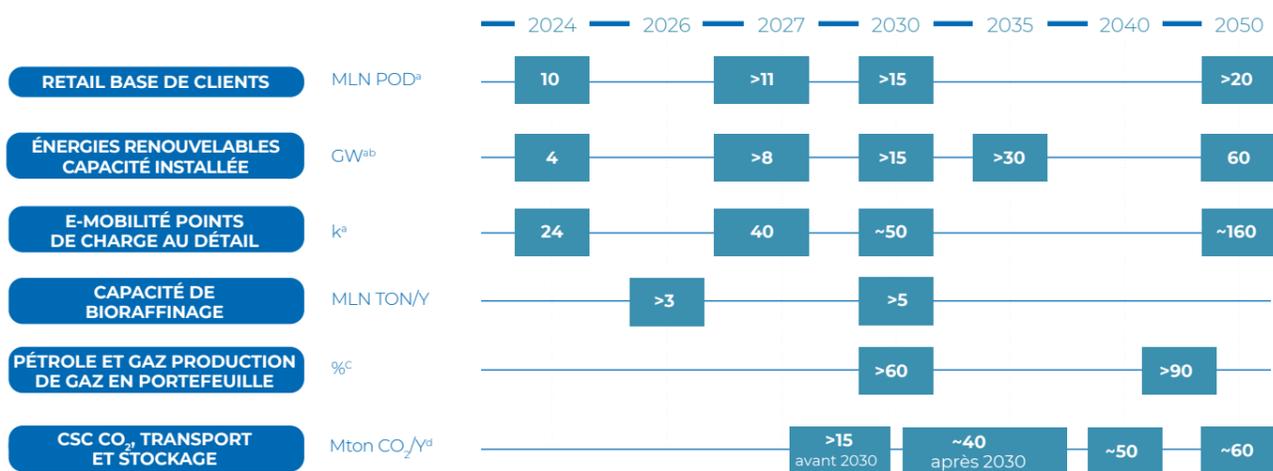
C'est dans ce contexte que s'inscrit la décision d'Eni d'augmenter sa part de production de gaz naturel. Eni a acquis un portefeuille d'actifs à faibles émissions et à coûts compétitifs qui soutiendront la stratégie du Groupe. Outre l'importante découverte de gaz Nargis 1X en Égypte, la découverte de Geng North-1 en Indonésie a été l'une des plus importantes de l'année dans le secteur. Cette dernière, ainsi que l'acquisition de Neptune (finalisée en janvier 2024) et des actifs de production et de développement de Chevron au large de l'Indonésie, permettent de contrôler d'importantes ressources qui seront développées en synergie avec les champs existants d'Eni et le terminal d'exportation de GNL de Bontang. L'Indonésie devrait devenir l'un des principaux moteurs de croissance du portefeuille d'Eni, en transformant le bassin de Kutei en un nouveau centre gazier mondial. En outre, Eni a finalisé l'acquisition du business de BP en Algérie, qui comprend deux concessions de production de gaz « In Amenas » et « In Salah », exploitées conjointement avec Sonatrach et Equinor. L'entreprise GNL représente l'un des leviers de la sécurité énergétique et de la diversification du portefeuille

d'Eni et jouera un rôle croissant dans les années à venir. Cela inclut l'exemple du développement accéléré de la participation au GNL au Congo, qui a été approuvé en décembre 2022 et a conduit en un temps record à la production de la première cargaison de GNL en février 2024, permettant à Eni d'avoir des approvisionnements sûrs grâce à sa présence tout au long de la chaîne de valeur.

ÉVOLUTION DE GNL VOLUMES CONTRACTUALISÉS (Mt/a)



PRINCIPAUX OBJECTIFS D'ENTREPRISE



a) Plenitude 100 %.
 b) KPI de référence pour le cadre de Cadre de Financement lié à la Durabilité d'Eni.
 c) À partir de 2024, il inclut le gaz condensé.
 d) Capacité brute.





Étude de cas

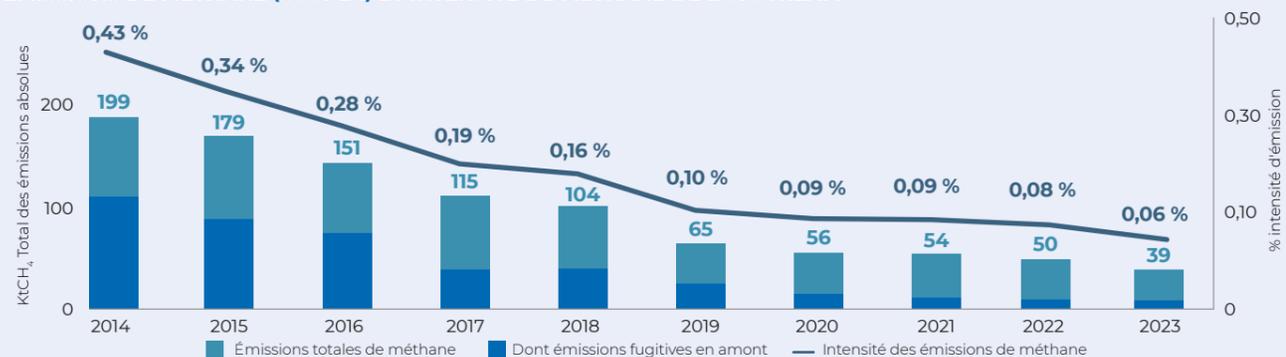
L'engagement d'Eni pour la réduction des émissions de méthane et le torchage de routine



CONTEXTE : les activités anthropiques (telles que la production et la distribution de combustibles fossiles, l'élevage et les pratiques agricoles, l'utilisation des sols et la décomposition des déchets organiques dans les décharges) sont responsables de 60 % des émissions mondiales de méthane, les 40 % restants provenant de sources naturelles (estimations de l'AIE). Selon l'AIE, la réduction des émissions de méthane provenant du secteur des combustibles fossiles est le moyen le plus simple de minimiser les émissions de méthane d'origine humaine. Les estimations rapportées par le PNUE (Programme des Nations Unies pour l'Environnement) montrent que les réductions possibles des émissions de méthane provenant du secteur des combustibles fossiles pourraient éviter 0,14°C de réchauffement supplémentaire, contribuant de manière importante à limiter le réchauffement climatique à 1,5°C. Les émissions de méthane dans le secteur O&G peuvent être involontaires, par exemple en raison d'un dispositif hermétique défectueux ou d'une vanne avec pertes (« fugitives »), ou intentionnelles, généralement effectuées pour des raisons de sécurité, en raison de la conception de l'installation ou de l'instrumentation (« venting » - libération directe, ou torchage - libération par combustion). Le torchage de routine est parfois utilisé lorsqu'il est impossible d'envoyer le gaz à la vente.

ACTIVITÉ : la réduction des émissions de méthane est un élément clé de la stratégie de décarbonisation d'Eni, en particulier en ce qui concerne les émissions fugitives et le torchage de routine. Sur ses sites, Eni a mis au point diverses méthodologies et solutions technologiques pour identifier, quantifier et enfin réduire les émissions de méthane. À ce jour, les campagnes LDAR (Leak Detection And Repair-Détection et Réparation des Fuites) couvrent 99,7 % des actifs gérés par Eni, et la couverture totale est prévue d'ici 2024. Les campagnes LDAR sont également menées chaque année à l'aide de chambres OGI (Optimal Gas Imaging). En outre, ces dernières années, Eni a consacré davantage d'efforts à l'identification et à la mise en œuvre d'initiatives visant à réduire le torchage de gaz. À ce jour, on trouve des exemples de projets de ce type au Congo, en Libye et en Égypte, où d'importants obstacles logistiques, opérationnels et commerciaux ont jusqu'à présent limité l'exploitation du gaz associé. En décembre 2023, Eni a été reconnue comme une filiale Gold Standard dans le domaine du programme Oil Gas Methane Partnership (OGMP 2.0), comme indiqué dans le rapport 2023 de l'Observatoire international des émissions de méthane (IMEO), publié par le PNUE. Ce prix souligne l'efficacité de la stratégie de décarbonisation d'Eni, qui consiste à mesurer les émissions de méthane dans le but ultime de les réduire et de les atténuer. Au cours de l'année 2023, Eni a mené une vaste campagne de mesure du méthane dans le monde entier. Un groupe de travail multidisciplinaire dédié a supervisé les activités, avec un soutien et un engagement significatifs de toutes les zones géographiques Eni, des sociétés de joint venture et des partenaires. Les procédures internes d'Eni, conformes aux meilleures pratiques des BPF, ont été appliquées à toutes les sources d'émission de méthane, et les activités de mesure in situ ont fait appel à des équipements et à des technologies spécifiques pour chaque catégorie de source d'émission.

ÉMISSIONS DE MÉTHANE (SCOPE 1) ET INTENSITÉ DE MÉTHANE DE L'UPSTREAM*



* L'indicateur est calculé comme le rapport entre les volumes d'émissions directes de méthane upstream (provenant de la production de gaz naturel et de pétrole) et la production de gaz naturel vendue des actifs opérés/exploités upstream.

COLLABORATION : un élément clé de la stratégie d'Eni en matière de méthane est la collaboration avec d'autres acteurs de l'industrie et des organisations internationales en vue d'un engagement commun et concret pour contrôler les émissions de méthane dans la chaîne de valeur du pétrole et du gaz. Outre l'OGMP 2.0, Eni est également un membre fondateur de l'Oil and Gas Climate Initiative (OGCI) et des Methane Guiding Principles (MGP) et participe activement à des associations sectorielles telles qu'IPIECA et IOGP. Cette collaboration a permis de définir l'ampleur du problème avec une précision croissante, de mettre au point des méthodes de supervision et des instruments de compte-rendu et de vérification des émissions de méthane, et de promouvoir la diffusion de nouvelles technologies de supervision et de réduction des émissions. En outre, la récente adhésion d'Eni au fonds fiduciaire du FMRM démontre sa volonté concrète de soutenir les Pays producteurs à faible revenu et les petits opérateurs dans la mise en œuvre de politiques nationales et de projets de réduction des émissions, en contribuant non seulement financièrement, mais aussi en fournissant l'assistance technique nécessaire. La contribution d'Eni s'est articulée sur plusieurs fronts, en participant, d'une part, à des actions de sensibilisation destinées aux autres acteurs du secteur et aux gouvernements des Pays producteurs afin de stimuler l'adoption de pratiques de gestion avancées et, d'autre part, à la mise en œuvre de stratégies et de réglementations nationales conformes aux engagements internationaux déclarés. Eni considère qu'il est essentiel de travailler avec les gouvernements et les organisations telles que le PNUE/IMEO pour définir des politiques et des réglementations au niveau régional. Dans ce contexte, Eni a apporté son témoignage lors des cours de renforcement des capacités organisés par le PNUE/IMEO à l'intention des gouvernements et des responsables des compagnies pétrolières nationales (CPN) dans les Pays producteurs, tels que la Côte d'Ivoire, la Libye et le Mozambique. Enfin, Eni a activé des accords de collaboration avec certaines NOC (National Oil Companies), mettant à profit l'expérience acquise en matière de gestion du méthane. En particulier, Eni travaille avec Sonatrach et EGAS en Algérie et en Égypte pour identifier les possibilités de réduction des émissions de gaz à effet de serre, en mettant l'accent sur le méthane et les initiatives en matière d'efficacité énergétique. Des initiatives similaires sont en place en Libye, aux Émirats arabes unis et en Indonésie.

LES PROJETS CSC



Le captage et le stockage du carbone (CSC) est une technologie cruciale pour la décarbonisation des clusters industriels, en particulier dans les secteurs hard-to-abate, et donc pour le succès de la transition elle-même. Son rôle est reconnu par les scénarios de décarbonisation élaborés par les plus importantes organisations internationales (GIEC, IRENA, AIE) et, plus récemment, par l'Union Européenne dans l'EU Industrial Carbon Management Strategy (stratégie de gestion du carbone industriel de l'UE), qui clarifie le cadre normatif à l'appui du développement de la CCUS. Pour Eni, le CSC est un levier de décarbonisation qui représente une opportunité à la fois pour réduire les émissions de ses activités et en tant que service pour soutenir la décarbonisation des activités indus-

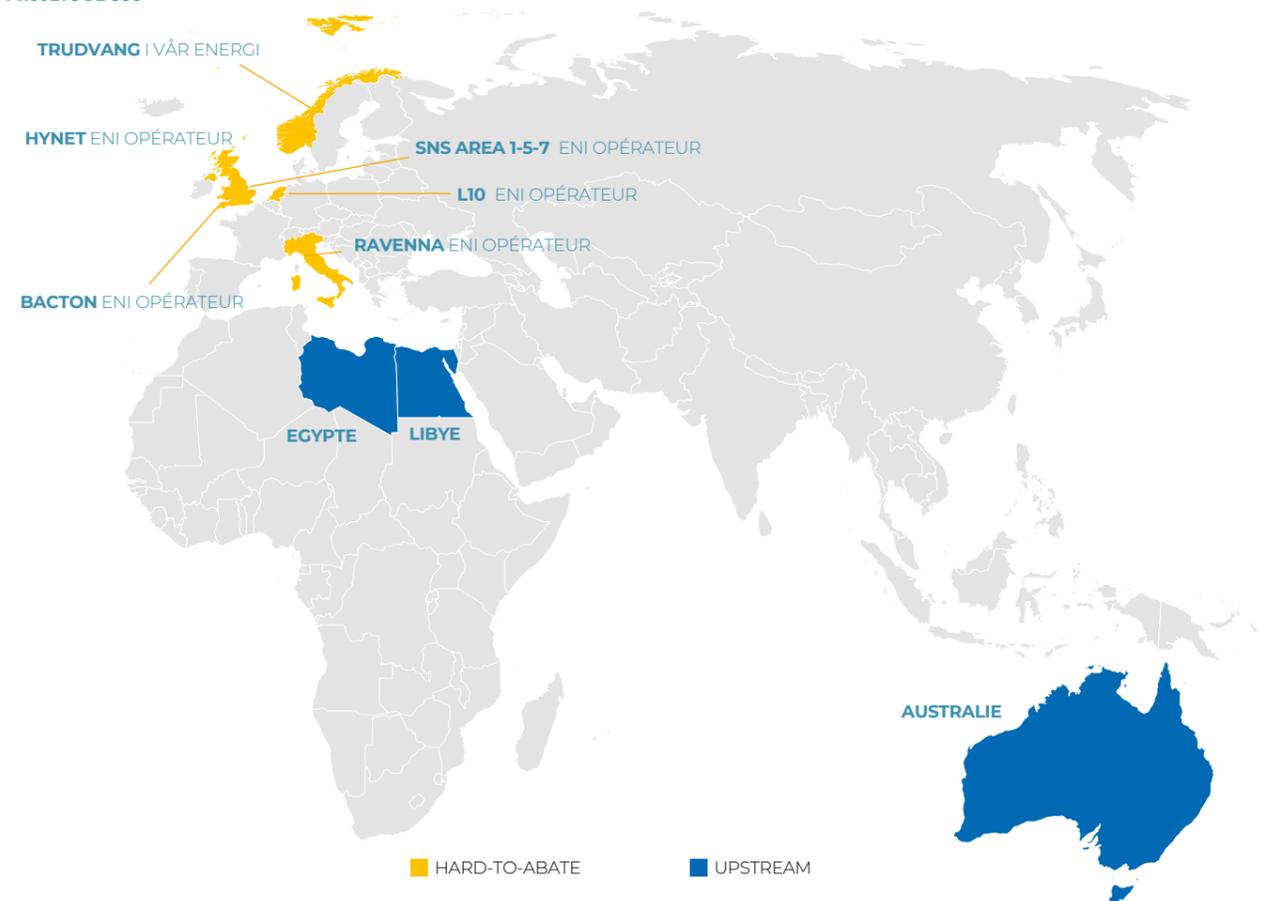
trielles de tiers. Grâce à son portefeuille de gisements de gaz épuisés et à son savoir-faire technique et commercial, Eni a développé une approche distinctive qui, outre son rôle d'opérateur de services de transport et de stockage, lui permet également de soutenir les émetteurs par des activités de gestion de projets intégrés tout au long de la chaîne de CSC afin d'optimiser la décarbonisation des pôles industriels.

Eni a acquis une position de leader, notamment au Royaume-Uni et en Italie, et développe ses activités en Afrique du Nord, aux Pays-Bas et en mer du Nord. La capacité totale de stockage à 100 % (grande capacité) estimée à ce jour est d'environ 3 milliards de tonnes avec l'objectif d'atteindre une grande capacité de réinjection annuelle de CO₂ de plus de 15 MTPA avant 2030, augmentant jusqu'à

environ 40 MTPA après 2030 pour dépasser 60 MTPA après 2050. En octobre dernier, HyNet a été le premier projet CSC au Royaume-Uni pour lequel les autorités ont signé les principes généraux (« Head of Terms ») du modèle de business pour le transport et le stockage du CO₂. Le projet de Transport et de Stockage devrait être approuvé en 2024, en même temps que les projets de captage du CO₂ produit par les émetteurs et de stockage dans HyNet. En outre, pour le projet CSC de Ravenna, la phase 1 débutera en 2024, tandis que la phase 2 est prévue pour 2027, avec une capacité de stockage annuelle atteignant 4 millions de tonnes avant 2030. Les futures expansions porteront la capacité de stockage à 16 millions de tonnes. Comme d'autres activités liées à la transition, le CSC se prête également au développement selon le [Modèle satellitaire d'Eni](#).

3 milliards de tonnes, capacité brute totale de stockage à 100%

PROJETS DE CSC



HARD-TO-ABATE

UPSTREAM

Interview

DAVID
WHITEHOUSE

Leader établi du secteur avec 30 ans d'expérience, David est depuis longtemps un promoteur de l'OEUK, la principale association professionnelle de l'industrie britannique de l'énergie offshore. David est reconnu dans le secteur pour son leadership stratégique et sa connaissance pratique des projets en mer du Nord et dans le monde entier, notamment aux États-Unis, aux Pays-Bas et aux Philippines. Sa passion pour l'énergie, l'ingénierie et l'innovation est ancrée dans un doctorat en chimie de l'université de Cambridge et une licence en chimie de l'université de Manchester. Actuellement, David suit un master en énergie renouvelable à l'université d'Aberdeen.

Le rôle du captage, de l'utilisation et du stockage du carbone (CCUS) dans la transition énergétique

JT



Pourquoi la CCUS est-elle importante pour un avenir à faibles émissions ? Quels sont les principaux secteurs/parties prenantes qui en bénéficieront ?

Le rôle de la CCUS dans la réalisation de la neutralité carbone du Royaume-Uni d'ici à 2050 est important : il n'existe aucun scénario crédible de transition vers le Net Zéro qui n'inclue pas un rôle pour la CCUS. De nombreuses industries, telles que le ciment, l'acier et la chaux, continueront à produire des émissions de processus, un sous-produit naturel de la production de ces matériaux. Ces industries seront essentielles pour garantir que le Royaume-Uni a la capacité de produire et d'installer l'infrastructure essentielle pour accroître la disponibilité des énergies renouvelables et stimuler une économie à faible émission de carbone. Le CCUS a non seulement un rôle à jouer en tant que levier de décarbonisation pour les industries lourdes nationales, mais aussi en tant que solution au problème croissant de l'intermittence des énergies renouvelables dans la production d'électricité. En 2023, environ 30 % de l'électricité britannique sera produite par des centrales au gaz, fournissant une source d'électricité stable à des millions de personnes. Le maintien d'une source constante d'électrification sera crucial à mesure que notre dépendance à l'égard de l'électricité renouvelable augmentera. La CCUS offre un moyen de décarboniser l'énergie produite par les centrales électriques au gaz. Enfin, il est important de noter que même les scénarios de décarbonisation les plus agressifs prévoient des émissions résiduelles en 2050 ; ces émissions devront être compensées par des technologies d'émissions négatives telles que le captage direct de l'air (DAC). La CCUS représente une occasion unique pour les compagnies pétrolières et gazières, telles qu'Eni, de se diversifier et de développer de nouvelles activités en mer du Nord. Bon nombre des propriétaires actuels de licences de stockage du carbone ont pour activité historique la production de pétrole et de gaz en mer du Nord, et cette transition ouvre des perspectives intéressantes.



Quelles sont les politiques susceptibles de stimuler le développement de la CCUS et quels sont les obstacles à surmonter ? Qu'entend-on par un mécanisme Regulated Asset-Based (basé sur l'asset réglementée) (RAB) ?

Le gouvernement britannique a l'intention d'investir massivement dans la transition énergétique, en développant des clusters industriels pour le développement de la CCUS et en allouant des financements aux émetteurs, aux sites de stockage, aux industries manufacturières et autre. En 2023, le Royaume-Uni a annoncé qu'il allouerait 20 milliards de livres sterling pour soutenir le développement initial de quatre clusters CCUS nationaux (HyNet, East Coast Cluster, Viking CCS et Acorn CCS), y compris la création d'un fonds d'infrastructure d'un milliard de livres sterling. En décembre 2023, la Vision CCUS du Royaume-Uni a été annoncée, décrivant le plan du Pays pour transformer la CCUS en une industrie autosuffisante à partir de 2035. Le gouvernement britannique a pris des mesures fondamentales pour élaborer des policy efficaces visant à soutenir l'émergence d'une industrie nationale de la CCUS au Royaume-Uni.

Le Royaume-Uni est de plus en plus en concurrence à l'échelle mondiale pour attirer et garantir les investissements dans l'énergie offshore, les personnes talentueuses, les compétences, les ressources critiques et les infrastructures nécessaires à la création d'un avenir énergétique intégré à faible teneur en carbone. Nous devons créer un environnement commercial et opérationnel compétitif pour les développeurs de projets et les entreprises tout au long de la chaîne d'approvisionnement dans laquelle investir. L'excellence mondiale de la chaîne d'approvisionnement et de la main-d'œuvre dans le secteur de l'énergie offshore sont deux ressources que nous devons valoriser. Leurs aptitudes et leurs compétences seront cruciales pour réussir la transition énergétique alimentée par la production nationale d'énergie. Le mécanisme RAB est un instrument de réglementation économique typiquement utilisé au Royaume-Uni pour les biens d'infrastructure en régime de monopole, tels que les réseaux d'eau, de gaz et d'électricité. Dans le cas du CCUS, l'entreprise qui développe l'infrastructure recevra une licence de l'Autorité de transition de la mer du Nord (NSTA), qui lui donne le droit de facturer un prix réglementé aux utilisateurs en échange de la mise à disposition de l'infrastructure (réseaux de T&S, sites de stockage, etc.).



Quel sera le rôle d'Eni dans le développement de la CCUS du Royaume-Uni ? Quels sont les défis et les opportunités à venir dans ce secteur ?

Les opportunités d'Eni résident dans le développement de dépôts de carbone et dans les technologies associées au forage, à l'installation de conduites et à la mesure, la surveillance et la vérification (MMV). Selon les estimations de l'OEUK, environ 80 % du marché national britannique de la CSC au Royaume-Uni peut être satisfait par la chaîne d'approvisionnement actuelle du pétrole et du gaz. Environ 45 % sont constitués d'activités de stockage en mer, dans lesquelles Eni peut jouer un rôle grâce à sa participation à des projets de développement des clusters. Un défi et, en même temps, une opportunité significative pour le Royaume-Uni et Eni découle de la capacité à débloquent le transport transfrontalier de CO₂. La récompense qui en résulterait pourrait être substantielle, compte tenu de l'ampleur de la capacité potentielle de stockage de carbone. Cependant, il existe actuellement plusieurs obstacles aux importations de CO₂. Parmi celles-ci, la nécessité d'une reconnaissance mutuelle des systèmes Emission Trading Scheme (d'échange de quotas d'émission) (SCEQE) du Royaume-Uni et de l'UE, le manque d'alignement des transports, le manque d'infrastructures, une réglementation sur la responsabilité de la fuite de CO₂ et des normes de stockage. Enfin, la baisse du prix du système ETS britannique reste un défi pour le développement de projets CCUS autosuffisants. Actuellement, le coût nivelé du captage du CO₂ se situe probablement entre 40 et 100 livres sterling par tonne, en fonction du secteur et de la taille de l'installation de captage. Ce coût est nettement plus élevé que le prix actuel du système britannique d'échange de quotas d'émission, qui est inférieur à 40 livres sterling par tonne, et n'inclut pas le coût supplémentaire du transport et du stockage du CO₂. Une approche efficace et ciblée de l'attribution gratuite des crédits carbone et des prix stables du pétrole et du gaz seront essentiels pour maintenir un prix ETS qui soutienne le développement de projets CCUS au Royaume-Uni.

LES NOUVELLES ENTREPRISES POUR LA TRANSITION

JT

Plenitude

Plenitude, la Société Benefit d'Eni qui intègre les énergies renouvelables, les solutions énergétiques pour les clients et un vaste réseau de recharge de véhicules électriques (EV), développe sa réserve de projets renouvelables et a atteint 3 GW de capacité installée en 2023. Les objectifs de Plenitude dans ce domaine seront atteints grâce au développement organique d'un portefeuille diversifié,

complété par des opérations sélectives d'acquisition d'actifs et de projets et par des partenariats stratégiques au niveau national et international. Ces objectifs permettront une augmentation progressive de la capacité renouvelable installée de Plenitude à un total de plus de 15 GW d'ici 2030, pour atteindre 60 GW d'ici 2050. Dans un secteur de la mobilité en pleine évolution, qui prévoit une augmentation constante du nombre de véhicules électriques en circulation en Italie et en Europe, Plenitude dispose de l'un des networks les plus vastes et les plus capillaires d'infrastructures publiques de

recharge pour véhicules électriques, avec environ 19 000 points de recharge répartis dans toute l'Italie, visant un total de 40 000 unités d'ici la fin de 2027, environ 50 000 d'ici 2030, et environ 160 000 d'ici 2050. Enfin, l'intégration des activités de vente au détail (le nombre de clients devrait dépasser 20 millions en 2050), des énergies renouvelables et de la mobilité électrique, présente des synergies opérationnelles considérables, en plus d'assurer la diversification et la résilience financière. Pour plus d'informations, voir le ► [Bilan de Durabilité et le Rapport d'Impact de Plenitude](#).

Focus on

La croissance de la capacité des énergies renouvelables

CONTEXTE : la tendance à la croissance de Plenitude confirme une trajectoire d'internationalisation entamée au cours des années précédentes, principalement aux États-Unis et en Espagne.

ACTIVITÉ : en 2023, le renforcement de Plenitude dans les énergies renouvelables a été réalisé par le développement organique de projets en Italie, au Kazakhstan et en Espagne, ainsi que par des acquisitions aux États-Unis et en Espagne, ces dernières étant conformes à la stratégie de Plenitude visant à exploiter toutes les synergies dans les Pays où elle est déjà présente avec ses activités de détail. De plus, 2023 a vu l'entrée d'une nouvelle technologie dans le portefeuille de Plenitude, l'éolien offshore, qui coïncide avec ses débuts au Royaume-Uni, renforçant ainsi sa présence en Europe. La capacité installée se situe à 32 % en Italie (38 % en 2022) et à 68 % à l'étranger (62 % en 2022).

CAPACITÉ INSTALLÉE AU 31 DÉCEMBRE 2023* (3 GW)

PAYS	PHOTOVOLTAÏQUE	ÉNERGIE ÉOLIENNE	TOTAL
ITALIE	242 MW	712 MW	954 MW
ÉTATS-UNIS	1.246 MW	15 MW	1261 MW
ESPAGNE	196 MW	246 MW	442 MW
KAZAKHSTAN	50 MW	96 MW	146 MW
FRANCE	115 MW	-	115 MW
AUSTRALIE	64 MW	-	64 MW
ROYAUME-UNI	-	11 MW	11 MW

* Données, y compris la capacité de stockage.

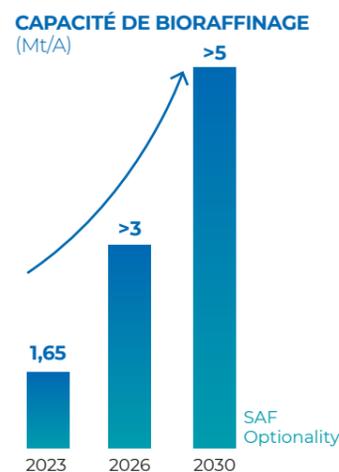
Le Parc Éolien Plenitude, situé à Olivadi (province de Catanzaro), a une capacité nominale totale de 4 MW.



Enilive

Enilive, la société d'Eni pour la transformation de la mobilité, est l'une des entreprises leaders dans le secteur de la bioraffinage au niveau mondial, se distinguant pour avoir développé une technologie propriétaire, pour être caractérisée par un modèle de business intégré verticalement tout au long de la chaîne d'approvisionnement, y compris la production d'aliments pour animaux avancés¹¹ et pour pouvoir compter sur une expérience opérationnelle de dix ans. Enilive prévoit une capacité de bioraffinage de plus de 3 MTPA d'ici 2026 et de plus de 5 MTPA d'ici 2030. Enilive a récemment approuvé le projet de conversion biologique de la raffinerie de Livourne (le troisième

projet après Venise et Gela), tandis qu'un quatrième projet est actuellement à l'étude en Italie. Deux autres études sont en cours pour des bioraffineries en Corée du Sud et en Malaisie, avec des décisions finales d'investissement (FID) attendues en 2024. D'ici 2026, il est prévu d'atteindre une capacité de production de SAF (Sustainable Aviation Fuel) de plus de 1 MTPA – soit deux fois l'objectif défini précédemment – avec un potentiel de doublement d'ici 2030¹². L'approvisionnement en flux provenant de la chaîne d'approvisionnement Eni atteindra plus de 700 000 tonnes en 2027, ce qui correspond à plus de 35 % du flux traité dans les bioraffineries italiennes d'Eni [\(New Business sur les territoires\)](#).

**Étude de cas****La durabilité de la biomasse**

JT

CONTEXTE : pour assurer une gestion durable de la chaîne d'approvisionnement en **BIOMASSES**, Eni a défini des principes généraux et des critères qui répondent aux normes de durabilité dans la sélection des fournisseurs, en définissant des clauses spécifiques dans les contrats d'approvisionnement en **BIOMASSES**. En outre, en octobre 2022, Eni a interrompu l'approvisionnement en huile de palme.

ACTIVITÉ : 100 % des **BIOMASSES** utilisées dans les bioraffineries en Italie est certifiée conformément aux systèmes de certification volontaires de l'UE ou de l'Italie. Ces certifications garantissent que les matières premières ne proviennent pas de zones cultivées résultant de la conversion de zones présentant un niveau élevé de biodiversité et de stock de carbone, telles que les forêts. En 2023, plus de 95 % des matières premières qui ont alimenté les bioraffineries de Venise et de Gela sont classées comme déchets et résidus, notamment les UCO (Used Cooking Oils ou huiles de cuisine usagées), les pâtes savonneuses, les graisses animales et d'autres déchets de transformation tels que les POME (Palm Oil Mill Effluent) et les PFAD (Palm fatty acid distillate - certifiés comme résidus de transformation car ils ne constituent pas l'objectif premier du processus de production et ne contribuent pas à la demande d'huile de palme).

Versalis

Versalis s'engage à atteindre la Neutralité carbone à l'horizon 2050 par la promotion de la chimie d'origine renouvelable, l'identification de matières premières alternatives et le développement continu de solutions dans le domaine de la circularité. La transformation de Versalis ne peut pas faire abstraction de l'innovation : la recherche et le développement de technologies nouvelles et existantes sont égale-

ment poursuivis dans le cadre de partenariats avec d'importants acteurs au sein de la chaîne de valeur. En 2023, afin d'accélérer la stratégie en direction de la chimie d'origine renouvelable, Versalis a finalisé l'acquisition de Novamont, leader dans la production de bioplastiques et le développement de biochimie et de bioproduits ([Économie Circulaire](#)). De plus, l'engagement de Versalis dans la transition s'inscrit dans un plan de décarbonisation – en

ligne avec la stratégie d'Eni – avec des objectifs de réduction d'émissions définis à court, moyen et long termes, soutenus par des leviers spécifiques et une solide structure de Gouvernance dédiée. Les objectifs intermédiaires prévoient une réduction des émissions de Scope 1 et 2 par rapport à 2018, année de référence, de 15 % d'ici 2025 et de 30 % d'ici 2035. Pour plus d'informations, voir le [Bilan de Durabilité de Versalis](#).

Impacts, risques et opportunités liés au climat

De l'analyse de la double matérialité, le changement climatique s'avère être – dans la continuité de l'année précédente – un thème matériel avec le plus haut degré de signification pour Eni ([Thèmes matériels pour Eni](#)). Du point de vue des parties prenantes consultées, les émissions de GES produites par Eni dans le cadre de ses activités ou associées d'une autre manière à sa chaîne de valeur auraient un impact négatif sur le changement climatique, en raison de leur contribution au phénomène mondial¹³. Au lieu de cela, les risques climatiques potentiels sur l'entreprise sont analysés, évalués et gérés en tenant compte des aspects identifiés dans les recommandations de la TCFD, qui se réfèrent à la fois aux risques liés à la transition énergétique (scénario de marché, évolution normative juridique et technologique et aspects de la réputation) et au risque physique (aigu et chronique), à travers une approche intégrée et transversale impliquant les fonctions compétentes ainsi que les domaines de business. Les risques liés à la mise en œuvre des actions stratégiques prévues pour atténuer le risque de

changement climatique sont également pris en compte, ce qui est confirmé comme un risque majeur. Les engagements mondiaux en faveur de la neutralité carbone et les éventuels changements dans les préférences des consommateurs pourraient entraîner une baisse structurelle de la demande de pétrole à moyen et long terme et une augmentation des charges d'exploitation du secteur Pétrole et Gaz. Les incertitudes concernant les tendances de la demande et la faisabilité/viabilité des technologies de décarbonisation rendent les décisions d'investissement à long terme risquées. En outre, l'attention croissante du débat public sur le changement climatique et l'examen de plus en plus rigoureux par diverses parties prenantes pourraient entraîner des difficultés d'accès au marché des capitaux et remettre en question la « licence d'exploitation » des sociétés de Pétrole et Gaz. Afin de minimiser les risques climatiques sur l'entreprise et de saisir les opportunités correspondantes ainsi que d'atténuer sa contribution au phénomène mondial du changement climatique, Eni met en œuvre une stratégie

à long terme visant à transformer le modèle de business pour atteindre la Neutralité carbone d'ici 2050, à travers une série d'objectifs, de leviers et d'actions dont la définition et la modulation prennent également en compte les exigences du « trilemme énergétique » (durabilité environnementale, sécurité d'approvisionnement et équité énergétique). En ce qui concerne le risque physique, Eni a adopté un processus structuré de gestion des risques pour l'identification et l'analyse des actifs exposés à des changements prospectifs dans les événements naturels (aigus et chroniques) à moyen et à long termes. Cette analyse envisage différents scénarios climatiques, compatibles avec différents scénarios d'émissions et horizons temporels à court (5/10 ans), moyen (10/20 ans) et long terme (20/30 ans). Les actifs qui sont encore à risque, en aval des actions d'atténuation, sont analysés plus en détail dans le domaine du processus d'[ASSET INTEGRITY](#) (Intégrité des Actifs). Un résumé des principaux risques et opportunités identifiés par Eni, liés au changement climatique, est présenté dans le tableau.

RISQUES CLIMATIQUES**SCÉNARIO FAIBLE ÉMISSION DE CARBONE**

- Incertitude quant au développement du marché pour les nouveaux produits
- Changement des préférences des consommateurs (par exemple, baisse de la demande mondiale d'hydrocarbures) Perte de résultat et de flux de trésorerie
- Risque de « stranded asset »
- Impacts sur le rendement des actionnaires

QUESTIONS RÉGLEMENTAIRES ET JURIDIQUES

- Introduction de nouvelles exigences en matière de divulgation climatique
- Incertitude quant à l'évolution des cadres normatifs pouvant avoir un impact sur la stratégie à long terme
- Procédures en matière de changement climatique et de greenwashing

ÉVOLUTION TECHNOLOGIQUE

- Rentabilité et risques spécifiques des technologies de transition
- Retards dans le développement des technologies et des chaînes technologiques nécessaires pour atteindre les objectifs de décarbonisation
- Absence de maîtrise des technologies qui se révèlent importantes pour la transition énergétique

RÉPUTATION

- Changement des préférences des consommateurs
- Détérioration de l'image du secteur face aux accusations de greenwashing
- Détérioration de l'attrait du secteur/de l'entreprise pour attirer les talents & rétention
- Répercussions sur l'évolution du titre
- Faible attractivité du secteur pour les investisseurs/financiers et risque potentiel de désinvestissement

PHYSIQUES AIGUS ET CHRONIQUES

- Répercussions sur les conditions d'opérabilité et de sécurité des actifs d'Eni

OPPORTUNITÉS LIÉES AU CLIMAT**EFFICACITÉ DES RESSOURCES ET SOURCES D'ÉNERGIE**

- Mesures d'efficacité énergétique et de réduction des émissions par l'adoption des Meilleures Technologies Disponibles
- Réduire les coûts grâce à une gestion efficace des ressources en eau et des déchets
- Utilisation de matières premières durables pour les bioraffineries et la chimie

PRODUITS ET SERVICES

- Développement des énergies renouvelables et à faible émission de carbone, CSC et chimie bio/circulaire
- Développement de nouveaux produits et services à travers la R&D et l'innovation ouverte (par ex. fusion par confinement magnétique)

MARCHÉS

- Partenariat pour le développement de solutions technologiques visant à réduire les émissions
- Accès au financement par le biais d'instruments de finance durable
- Accès à de nouveaux capitaux à travers le modèle satellitaire

RÉSILIENCE

- Conception d'actifs résilients au changement climatique par le biais d'études de scénarios et de processus de surveillance des risques physiques

¹³ Notez que, comme illustré dans l'apparition de la constitution et de la réponse d'Eni dans le contentieux promu par Greenpeace, Reccommon et 12 citoyens privés contre Eni, le ministère de l'Économie et des Finances et la Caisse des Dépôts et des Prêts (p. 98) : « Le changement climatique est un phénomène mondial qui se caractérise par des caractéristiques particulières telles que (a) la multifactorialité déterminée par la somme d'un grand nombre de facteurs anthropiques et de causes naturelles et (b) l'intertemporalité résultant du fait que les émissions de gaz à effet de serre produites à un moment historique donné produisent des effets sur le climat qui peuvent devenir pertinents sur de longues périodes de temps, également en raison des effets d'accumulation avec d'autres facteurs mentionnés ci-dessus. Dans cette optique, la distance temporelle mentionnée entre la libération de gaz à effet de serre et l'élévation des températures ne permet pas de vérifier (ni de démontrer dans le cas concret) la conséquence entre certaines émissions de gaz à effet de serre, provenant d'un opérateur à un moment historique donné et l'augmentation des températures terrestres dans une période ultérieure spécifique [...] ». Pour plus de détails, veuillez vous référer au [Rapport technico-scientifique du Prof. Ing. Daniele Bocchiola de l'École Polytechnique de Milan](#).

¹¹ Projets d'agriculture régénératrice en coordonnant la culture de plantes non alimentaires sur des terres dégradées et en favorisant l'introduction de cultures de seconde récolte.
¹² Avec le SAF, Eni contribue à la décarbonisation du transport aérien grâce à ses sites de production de Tarente et de Livourne. En 2024, la production de biogaz démarrera à Gela et à Venise, l'objectif étant d'atteindre une capacité de production de 0,2 million de tonnes d'ici à 2026.

RÉSILIENCE DE LA STRATÉGIE FACE AUX SCÉNARIOS À FAIBLE ÉMISSION DE CARBONE

L'impact potentiel de la transition énergétique sur la stratégie et les activités d'Eni est régulièrement évalué par la Société à l'aide d'une série d'instruments. La recouvrabilité des valeurs comptables des unités génératrices de trésorerie (UGT) Pétrole et Gaz est la plus importante des estimations comptables critiques dans les états financiers d'Eni en raison du poids du capital investi dans le secteur sur le total de l'actif consolidé. La détermination des flux de trésorerie attendus associés à l'utilisation des CGU Oil & Gas est fonction du jugement et des évaluations subjectives de la direction en ce qui concerne l'évolution future des variables caractérisées par un haut degré d'incertitude telles que les prix des hydrocarbures, les durées de vie des actifs, les projections des charges d'exploitation et de développement, y compris les charges de CO₂ en ce qui concerne les zones géographiques où il existe des obligations légales, les volumes de réserves qui seront effectivement récupérés, le timing et les coûts de démantèlement. En particulier, la prévision des prix des hydrocarbures est effectuée dans le domaine de l'élaboration du scénario Eni. Ces données reflètent les prévisions macroéconomiques et sectorielles, ainsi que les politiques, réglementations et

technologies existantes ou raisonnablement prévisibles, fournissant ainsi à l'entreprise un cadre de référence unifié et cohérent pour les variables économiques et énergétiques qui l'intéressent. Ces prévisions intègrent la meilleure estimation de la direction concernant les fondamentaux des différents marchés énergétiques, en tenant compte de l'évolution de l'environnement du marché, y compris les défis de la transition énergétique. Dans l'ensemble, la valeur d'usage des biens pétroliers, estimée selon le scénario et les taux d'actualisation d'Eni, exprime une marge de manœuvre (différence entre la valeur d'usage et les valeurs comptables) d'environ 80 % de la valeur comptable des actifs. La marge de manœuvre du portefeuille global actualise les coûts attendus que le Groupe a planifiés pour l'achat de crédits carbone dans le domaine de la stratégie de compensation des émissions des activités Pétrole et Gaz, à travers des crédits carbone générés par naturel et technological based solutions (des solutions naturelles et technologiques). Nonobstant ces considérations, les estimations des valeurs recouvrables des actifs non courants maintiennent un aléa d'incertitude et de variabilité. L'un des instruments les plus efficaces pour évaluer le caractère raisonnable est l'analyse de sensibilité des résultats à des scénarios alternatifs, comme le recommande la TCFD. L'analyse de sensibilité des valeurs des actifs

Pétrole et Gaz élaborée par la direction comprend différents scénarios par rapport au cas de base : (i) une réduction linéaire de -10 % des prix des hydrocarbures sur toutes les années des projections de flux de trésorerie ; (ii) une augmentation d'un point de pourcentage du WACC ajusté dans chaque Pays d'activité. Ci-dessous les résultats en termes de variation de la marge de manœuvre et d'impacts potentiels sur le compte de résultat avant les impôts ; (iii) prise en compte des projections de prix des hydrocarbures et des coûts de la CO₂ du scénario de décarbonisation Net Zero Emission 2050 (NZE 2050) élaboré par l'AIE (World Energy Outlook 2023). Ces sensibilités ne tiennent pas compte d'éventuelles actions de récupération de la valeur, telles que le rééchelonnement et/ou l'annulation des activités de développement prévues, la renégociation contractuelle, les effets sur les coûts ou les actions visant à accélérer la période de récupération. La sensibilité n'a pas été appliquée aux domaines d'activité de la chimie et de la production d'électricité à partir de gaz en raison de la valeur comptable résiduelle insignifiante des immobilisations corporelles (581 millions d'euros et 766 millions d'euros, respectivement) et de la durée de vie économique et technique, tandis qu'aucun impact ne peut être associé aux raffineries étant donné que leur valeur comptable est nulle (► [Note 14 des états financiers consolidés du Rapport Financier Annuel 2023](#)).

	Marge de manœuvre de la valeur d'utilité des UGT O&G par rapport à Valeurs comptables		Dépréciations possibles Milliards d'euros	Recrutement à l'horizon 2050 en termes réels USD 2022		
	Coûts CO ₂ déductibles	Coûts CO ₂ non déductibles		Prix du Brent	Prix du gaz en Europe	Coût du CO ₂
Scénario Eni	77 %	-		48 \$/bl	6,2 \$/mmBTU	Projections des coûts du CO ₂ dans le cadre du système européen d'échange de quotas d'émission (EU/ETS) + prévisions des coûts de la sylviculture
Décote de 10 % prix scénario Eni	56 %	-	(1,0)			Projections des coûts du CO ₂ dans le cadre du système européen d'échange de quotas d'émission (EU/ETS) + prévisions des coûts de la sylviculture
Scénario Eni avec augmentation WACC+1 %	67 %	-	(0,2)			Projections des coûts du CO ₂ dans le cadre du système européen d'échange de quotas d'émission (EU/ETS) + prévisions des coûts de la sylviculture
Scénario AIE NZE 2050	28 %	23 %	(3,2)-(4,3)	25 \$/bl	4,1 \$/mmBTU	250-180 \$ par tonne de CO ₂ ^a

a) Gamme de valeurs en fonction des économies avancées, émergentes avec et sans engagements Net Zéro. Pour les économies plus petites, un coût inférieur est prévu.

Méthodologie des GES et Transparence

SCOPE 1, 2 ET 3 - COMPTE-RENDU EFFECTUÉ ET EQUITY

Eni rend compte de ses émissions de GES (► [Déclaration sur la comptabilisation et les rapports sur les émissions de gaz à effet de serre de l'année 2023](#)) conformément aux principales normes internationales et aux meilleures pratiques du secteur¹⁴. En particulier, les émissions Scope

1 et 2 sont comptabilisées à la fois en vue opérée (100 % des émissions d'actifs sur lesquels Eni a le contrôle opérationnel) et en vue equity (pour les actifs opérés par Eni et ceux de tiers). Eni adopte largement le critère de l'exploitant, qui englobe 100 % des émissions de GES des actifs sur lesquels elle exerce un contrôle opérationnel et des sociétés coopératives à contrôle conjoint. Les émissions du Scope 3 sont

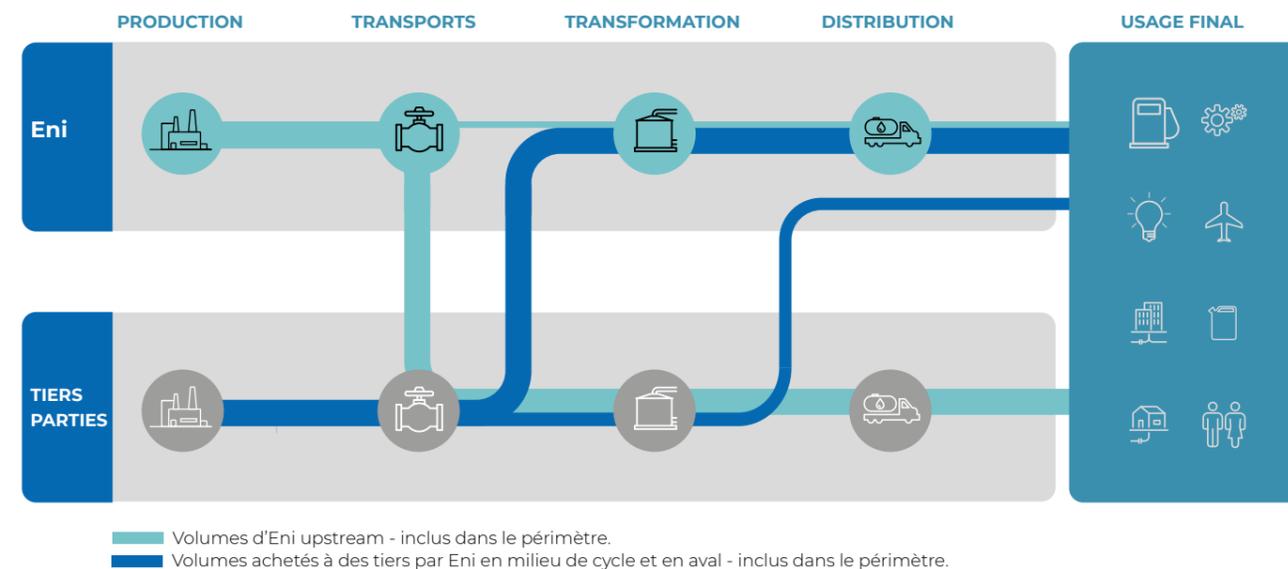
déclarées selon les catégories définies par la norme du Protocole GES/les lignes directrices sectorielles de l'IPIECA¹⁵. La composante la plus pertinente pour le secteur O&G est constituée par les émissions liées à la consommation finale des produits vendus (catégorie 11), qui est comptabilisée, en parts de capital, sur la base du segment de business prédominant (production vendue de pétrole Upstream).

ÉMISSIONS NETTES DE GES SUR LE CYCLE DE VIE ET INTENSITÉ EN CARBONE NETTE - MÉTHODOLOGIE DE FILIÈRE

À partir de 2020, ENI a ajouté à l'approche habituelle de compte-rendu, une méthodologie de chaîne d'approvisionnement¹⁶ qui

permet une comptabilisation intégrée des émissions de GES (Scope 1+2+3) liées au cycle de vie des produits énergétiques¹⁷ vendus par Eni (dans l'optique Well-to-Wheel) après déduction de la compensation en carbone. Les volumes des produits énergétiques et les émissions générées tout au long de la chaîne de valeur sont quantifiés selon une perspective equity et sur la base

d'un périmètre étendu, qui comprend à la fois les productions propres et les volumes acquis auprès des tiers. Eni a adopté cette approche pour définir ses objectifs de décarbonisation à moyen et long terme, en termes d'émissions absolues, [ÉMISSIONS NETTES DE GES SUR LE CYCLE DE VIE](#), et en termes d'intensité des émissions, [INTENSITÉ EN CARBONE NETTE](#).



14 Ex. WBCSD/WRI GHG Protocol Initiative, une norme de comptabilité et de rapports des entreprises et les lignes directrices de l'industrie pétrolière IPIECA/API/IOGP pour les rapports sur les émissions de gaz à effet de serre 2011.

15 Les catégories d'émissions Scope 3 sont calculées et reportées dans le document ► [Eni For 2023 - Performanc de durabilité](#), en mettant en évidence pour chacune la méthodologie et le périmètre de compte-rendu.

16 La méthodologie a été élaborée en collaboration avec des experts indépendants et est progressivement améliorée pour refléter les derniers développements en matière de normes de déclaration des émissions.

17 Le périmètre n'inclut pas la contribution du secteur Chimique.

Étude de cas



Résilience de la cible d'intensité des émissions

CONTEXTE : dans un contexte où il n'existe pas de norme unique pour la définition et le compte-rendu des indicateurs associés aux objectifs d'émission, les entreprises adoptent des approches qui diffèrent en termes de portée et de leviers de décarbonisation.

ACTIVITÉ : pour évaluer la résilience de l'indicateur d'intensité des émissions (Intensité en Carbone Nette¹⁸), Eni a effectué une comparaison de sa trajectoire avec ce qui résulterait de l'application de la méthode de Comptabilisation du Volume Net (Net Volume Accounting)¹⁹, sans et avec les émissions retirées de l'atmosphère au moyen de solutions de CSC fournies par Eni en tant que service pour des tiers. Des réductions plus prononcées de l'intensité en carbone nette sont observées lorsqu'on varie l'approche méthodologique utilisée.

INTENSITÉ EN CARBONE NETTE ENI : SENSIBILITÉ SUR LE PÉRIMÈTRE gCO₂eq./M³



Les objectifs à moyen et long terme d'Eni ne prennent en compte que l'application du CSC à ses propres actifs, à l'exclusion de la contribution de services tiers.

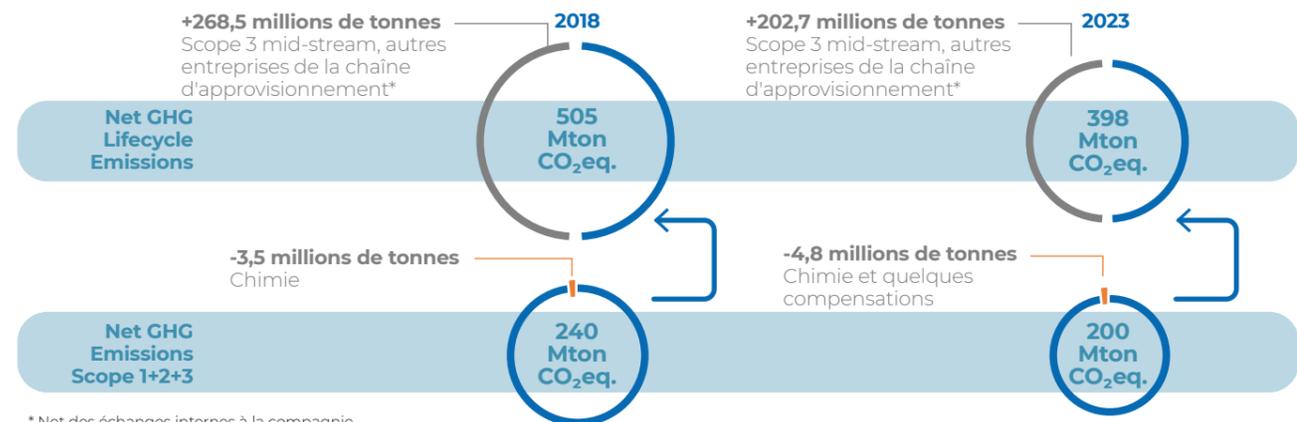
ÉMISSIONS NETTES DE GES SCOPE 1+2+3 - NOUVEL INDICATEUR

À partir de ce cycle de rapports, Eni a introduit l'indicateur des émissions nettes de GES Scope 1+2+3, comptabilisé dans les capitaux propres et non associé à des objectifs d'entreprise. L'indicateur est calculé comme la somme des émissions nettes de GES Scope 1, 2 et 3 provenant

de l'utilisation des produits vendus (cat. 11 - calculée sur la base de la production en capital equity de pétrole upstream). La comparaison entre les Émissions Nettes de GES Scope 1+2+3 et les ÉMISSIONS NETTES DE GES SUR LE CYCLE DE VIE montre une différence d'environ le double (200 contre 398 MtCO₂eq. en 2023) liée principalement au périmètre plus étendu utilisé dans la méthodologie

de la filière, qui comprend également les produits énergétiques achetés à des tiers (par exemple, le gaz naturel produit par des tiers et vendu par Eni). La réconciliation de ces indicateurs²⁰ est jugée appropriée pour fournir une représentation cohérente avec les méthodologies communément utilisées dans l'industrie du Pétrole et du Gaz et pour assurer une plus grande comparabilité.

RAPPROCHEMENT DES INDICATEURS DE CYCLE DE VIE ET DU PROTOCOLE GES



* Net des échanges internes à la compagnie.

¹⁸ L'indicateur est calculé comme le rapport entre les Émissions Nettes de GES sur le Cycle de Vie et le contenu en énergie des produits énergétiques vendus par Eni, inclut la contribution du CSC à ses actifs et exclut la contribution de la CSC des services à des tiers.

¹⁹ Selon la méthode de comptabilisation des volumes nets, pour chaque produit fossile (pétrole ou gaz), seuls les volumes prévalant entre les étapes de production ou de vente sont pris en compte (IPIECA, Estimation des émissions de GES (Scope 3) de la chaîne de valeur de l'industrie pétrolière - 2016). À ce jour, il s'agit d'une méthode couramment utilisée dans l'industrie pour calculer l'intensité en carbone sur le cycle de vie des produits à base d'énergie fossile.

²⁰ Les deux indicateurs peuvent être rapprochés en ajoutant aux émissions nettes de GES les composants émissifs Scope 3 des entreprises mid-downstream (à l'exclusion des crédits carbone utilisés pour compenser ces émissions), et en soustrayant la contribution émissive Scope 1 et 2 du secteur chimique.

TRANSPARENCE EN MATIÈRE DE DIVULGATION

Eni soutient la définition des meilleures pratiques pour une divulgation complète et efficace sur le changement climatique et défend la nécessité d'homogénéiser les méthodologies utilisées pour la déclaration des émissions de GES afin de rendre comparables les performances et les objectifs de décarbonisation du secteur Pétrole & Gaz. En outre, Eni mène un exercice de surveillance permanente sur le développement des réglementations de soft law et de hard law relatives aux questions climatiques, visant à évaluer la robustesse de ses propres instruments et leur éventuelle adaptation, avec une attention particulière à la récente explicitation de celles-ci dans les Lignes Directrices de l'Organisation de Coopération et de Développement Économiques (OCDE) destinées aux entreprises multinationales à partir de juin 2023, à la Directive sur les rapports sur la durabilité des entreprises (CSRD) et aux Normes européennes de rapports sur la durabilité (ESRS), ainsi qu'à la Directive sur la

diligence raisonnable en matière de durabilité des entreprises (CS3D Corporate Sustainability Due Diligence Directive). Cet exercice pourra conduire à une intégration des instruments et de la divulgation d'entreprise sur le climat. La transparence du compte-rendu sur le changement climatique, ainsi que la stratégie mise en œuvre par l'entreprise, ont permis à Eni d'être évaluée positivement par les principales notations ESG et les repères climatiques (Reconnaisances Eni). Dans le domaine de ses partenariats et de ses activités de plaidoyer, Eni dialogue avec les décideurs de policy à la fois directement et indirectement par le biais d'associations industrielles, apportant activement son expérience en tant que société d'énergie internationale à la définition de stratégies et de réglementations visant à accélérer la transition vers le Net Zéro. Eni soutient et partage de manière claire et transparente sa position sur le changement climatique et les questions connexes de stratégie climatique. Eni reconnaît la valeur d'une participation active au travail des associations de business pour développer et

partager les meilleures pratiques et élaborer des positions de plaidoyer visant à promouvoir la transition énergétique. En outre, en 2024, Eni publiera la troisième édition du rapport évaluant l'alignement entre le positionnement d'Eni et celui des associations de business auxquelles l'entreprise participe sur les thèmes de défense du climat. Cette évaluation a été étendue à 45 associations, dont 39 étaient alignées sur les positions d'Eni et 6 partiellement alignées. Eni s'engage de manière proactive afin d'orienter les positions de chaque association, en particulier celles dont les positions divergent des principes d'Eni de défense du climat, vers une vision positive du climat. Enfin, Eni publie la liste des principales initiatives de sensibilisation au changement climatique. Les thèmes mentionnés dans ce chapitre ont également été examinés dans le domaine du contentieux climatique intenté par Greenpeace, Recommen et 12 citoyens contre Eni, le ministère de l'économie et des finances et la Cassa Depositi e Prestiti. La documentation correspondante est disponible sur le site eni.com.

LES PRINCIPES D'ENI EN MATIÈRE DE DÉFENSE DU CLIMAT

- 1 Accord de Paris : Eni soutient les objectifs de l'Accord de Paris et les politiques qui poursuivent conjointement les objectifs de durabilité, de sécurité énergétique et de compétitivité industrielle sur la voie du Net Zéro d'ici 2050.
- 2 Rôle du gaz : Eni reconnaît le rôle du gaz naturel dans la transition énergétique et soutient la mise en œuvre de réglementations spécifiques visant à réduire les émissions de méthane et du torchage de routine.
- 3 Tarification du carbone : Eni soutient la mise en œuvre de mécanismes crédibles de tarification du carbone et d'un système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre coût-efficacité.
- 4 Efficacité énergétique et technologies à faible teneur en carbone : Eni encourage les actions et les policy visant à soutenir l'efficacité énergétique et les technologies nécessaires à la décarbonisation, telles que les énergies renouvelables, le CSC, l'élimination du dioxyde de carbone et l'hydrogène.
- 5 Mobilité durable : Eni soutient la mise en œuvre de solutions complémentaires pour la décarbonisation des transports, telles que les biocarburants et la mobilité électrique, ainsi que les policy fondées sur une approche technologiquement neutre qui promeut les technologies les plus matures et les plus rentables.
- 6 Rôle des crédits carbone : Eni soutient le développement de policy favorables aux investissements dans les Solutions Basées sur la Nature et la Technologie et l'utilisation de crédits carbone pour la compensation des émissions résiduelles hard-to-abate.
- 7 Transparence et divulgation : Eni soutient le développement des meilleures pratiques pour une divulgation transparente des actions dans le domaine du climat et de la défense du climat.

La Transition Juste pour Eni



Pourquoi c'est important pour Eni ?

Poursuivre une transition énergétique juste, c'est œuvrer à la décarbonisation de l'énergie, tout en contribuant à la maintenir en abondance pour soutenir le développement et l'accessibilité à tous ; c'est aussi imaginer le changement et envisager des opportunités de transformation pour les personnes, les chaînes d'approvisionnement et les territoires où nous sommes présents.

FRANCESCA CIARDIELLO RESPONSABLE DU DÉVELOPPEMENT DURABLE D'ENI

Eni veille à ce que le processus de décarbonisation offre des possibilités de reconversion des activités existantes et de développement de nouvelles chaînes de production offrant des opportunités significatives dans les Pays où elle opère et pour tous les acteurs de la chaîne de valeur. En même temps, elle s'engage à gérer tout impact négatif sur les travailleurs, les communautés, les consommateurs et les partenaires commerciaux dans les activités de « Transition-out » et de « Transition-in », en s'appuyant sur une approche du respect des Droits de l'homme, de la diversité, de l'inclusion et de l'autonomisation des

femmes. C'est pourquoi des lignes directrices spécifiques d'engagement ont été définies, présentées dans une déclaration d'engagement dédiée signée par le PDG, à l'intention de ceux qui seront les plus touchés par la transformation ; sur celles-ci et sur les principes énoncés dans le préambule de l'Accord de Paris et dans les **LIGNES DIRECTRICES de l'OIT (ORGANISATION INTERNATIONALE DU TRAVAIL)** pour une Transition Juste (Directives pour une Transition Juste vers des économies et des sociétés durables sur le plan environnemental pour tous 2015), un cadre d'approche a été développé en tenant compte des ini-

tiatives menées au niveau institutionnel par les gouvernements, la Commission européenne et des organismes internationaux tels que l'AIE et l'IRENA (Agence internationale pour les énergies renouvelables). En outre, d'importantes initiatives d'étalonnage multipartites ont été prises en compte, telles que le Conseil pour le Capitalisme Inclusif, la World Benchmarking Alliance et le Grantham Research Institute on Climate Change and the Environment, qui a souligné le rôle central que le secteur privé peut jouer dans la décarbonisation du secteur de l'énergie. Eni partage sa trajectoire de transition avec ses parties prenantes,

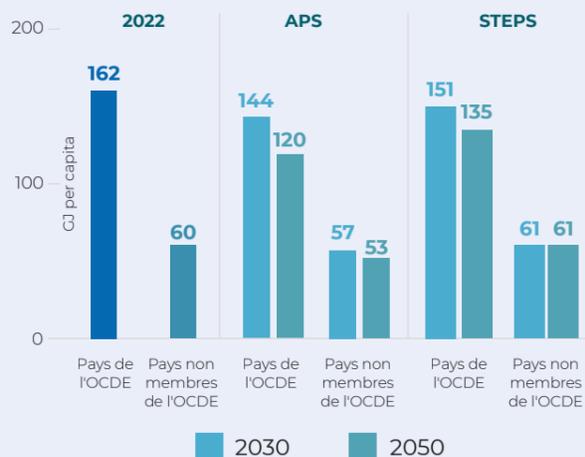
Focus on

Que signifie concrètement une Transition Juste ?

Pour promouvoir une transition énergétique juste, il convient d'adopter une approche distincte pour les Pays à économie avancée et les Pays à économie émergente. Dans le premier cas, la gestion de la « **Transition-Out** », c'est-à-dire la fermeture ou la conversion de certains secteurs d'activité, et de la « **Transition-In** », c'est-à-dire le développement de nouvelles entreprises, infrastructures et produits, est essentielle. Dans ce contexte, il est nécessaire d'accompagner la transformation de ceux qui seront impactés par la « transition-out » et de s'assurer que les nouveaux secteurs « low carbon » soient caractérisés par des emplois dignes et bénéfiques pour les communautés. Dans les Pays à économie émergente, en revanche, la priorité est de concilier le développement et l'accès à l'énergie parallèlement à la réduction des émissions, en respectant le principe des « responsabilités communes mais différenciées ». Dans ce domaine, la transition juste s'attachera principalement à vaincre la pauvreté énergétique, notamment grâce à une coordination internationale forte, afin de favoriser l'évolution industrielle et technologique vers des infrastructures d'énergie propre. L'évaluation et la gestion des effets redistributifs potentiels à l'échelle mondiale liés aux nouveaux secteurs, tels que la production de matières premières végétales pour la production de biocarburants ou l'extraction de minéraux utilisés dans la chaîne énergétique à faible émission de carbone, seront également essentielles pour éviter qu'ils n'entraînent une aggravation des inégalités existantes.



ÉNERGIE PAR HABITANT DANS LES SCÉNARIOS DE L'AIE : 2022, 2030, 2050 (millions de personnes)



Source : Agence internationale de l'énergie, « Perspectives énergétiques mondiales 2023 ».

en particulier ses travailleurs et leurs représentants, les entreprises opérant dans la chaîne de valeur, les partenaires commerciaux, les communautés et les consommateurs. Le dialogue permet de systématiser les engagements et les actions déjà mis en place, en définissant des stratégies, des objectifs et des indicateurs à suivre dans le temps

afin d'évaluer l'efficacité du chemin parcouru. Le point de départ et le lien entre la stratégie d'Eni et la gestion des répercussions sociales et des opportunités de la transition est le modèle de gestion des Droits de l'homme, qui a été développé et consolidé avec succès dans les principaux processus d'Eni au cours des cinq dernières années. Ce modèle a été

évalué par le **Corporate Human Rights Benchmark** de la World Benchmarking Alliance dans la dernière enquête 2023, qui fournit une analyse comparative des grandes entreprises opérant dans des secteurs à haut risque en examinant leurs politiques, processus et pratiques pour systématiser leur approche des Droits de l'homme.

UNE TRANSITION « AXÉE SUR LES PERSONNES »



TRAVAILLEURS

Impliquer les travailleurs en anticipant le changement.
Garantir un environnement de travail dans lequel la diversité et les opinions personnelles et culturelles sont considérées comme des sources d'enrichissement mutuel.
Transition intériorisée : donner accès à des emplois décents dans des activités décarbonées, attirer les meilleurs talents, offrir l'égalité des chances à tous.
Transition extériorisée : priorité aux programmes d'amélioration et de requalification des compétences ; soutien au redéploiement des travailleurs dans des activités nouvelles ou transformées.
Soutenir la protection sociale des travailleurs.

- Chacun d'entre nous
- Sécurité du travail et de processus
- Santé des personnes
- Droits de l'homme



FOURNISSEURS

Construire un écosystème d'entreprises (fournisseurs actuels et futurs) qui souhaitent jouer un rôle de premier plan dans une transition énergétique équitable et durable.
Accompagner et soutenir les fournisseurs, surtout les PME, sur la voie de la croissance et du développement avec des outils et des solutions concrètes.
Sensibiliser les entreprises et leurs employés aux questions de durabilité par des initiatives de formation et de sensibilisation qui mettent surtout en valeur les aspects sociaux et de gouvernance.

- Droits de l'homme
- Clients et Fournisseurs



COMMUNAUTÉS

Promouvoir des projets de développement local dans une perspective à long terme afin d'améliorer le niveau de vie des communautés d'accueil, y compris des groupes vulnérables.
Contribuer à développer des opportunités économiques et sociales adéquates pour tous.
Promouvoir l'accès à l'énergie, la diversification économique, l'instruction, la santé communautaire, l'accès à l'eau et à l'assainissement, la protection des terres et l'amélioration des systèmes de protection sociale.

- Sécurité du travail et de processus
- Santé des personnes
- Droits de l'homme
- Partenariats pour le développement



CONSOUMATEURS

Soutenir les clients en leur offrant des solutions énergétiques de pointe pour les aider à jouer un rôle de premier plan dans la transition énergétique.
Contribuer à la création et à la diffusion d'une culture de l'utilisation durable de l'énergie, en renforçant l'utilisation des sources d'énergie renouvelables et en éduquant à une consommation d'énergie consciente et efficace.
Gestion de la hausse des prix de l'énergie, priorité aux consommateurs vulnérables et supprimer les obstacles au soutien des consommateurs à la transition, y compris les services financiers.

- Innovation, Numérisation et Cybersécurité
- Clients et Fournisseurs

■ Droits de l'homme

■ Neutralité carbone d'ici à 2050

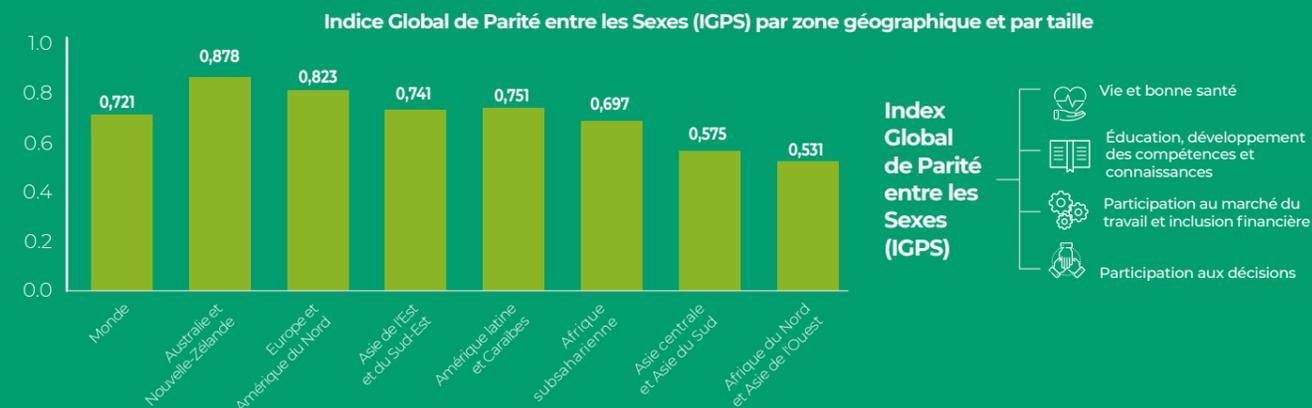
Excellence opérationnelle



- Chacun d'entre nous
- Sécurité du travail et de processus
- Santé des personnes
- Environnement
- Droits de l'homme
- Transparence, Lutte contre la Corruption et Stratégie Fiscale
- Clients et Fournisseurs

CONTEXTE DE RÉFÉRENCE : DÉFIS ET OPPORTUNITÉS

Autonomisation des femmes et égalité des sexes



L'IGPS publié par le PNUD (Programme des Nations unies pour le développement) évalue l'écart entre les hommes et les femmes selon quatre dimensions du développement humain. L'Afrique du Nord et l'Asie occidentale sont les plus éloignées de la parité, suivies par l'Asie centrale et l'Asie du Sud, tandis que les écarts les plus faibles sont observés en Europe et en Amérique du Nord, ainsi qu'en Australie et en Nouvelle-Zélande.

Source : @ 2023 par le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) et l'Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes (ONU Femmes).

Indices de perception de la corruption - Points forts par région

L'indice de Perception de la Corruption 2023 montre un avancement modeste dans de nombreuses régions. Les scores moyens diminuent en Europe occidentale et dans l'Union Européenne, tandis que la corruption systémique est combattue en Europe de l'Est et en Asie centrale. Les scores les plus bas persistent en Afrique subsaharienne et au Moyen-Orient/Afrique du Nord.



Source : 2024 Transparency International - <https://images.transparencycdn.org/images/CPI-2023-Report.pdf>.

Zones de stress hydrique dans le monde

Actuellement, 25 Pays sont exposés à un stress hydrique extrême, ce qui correspond à un quart de la population mondiale. Au moins 50 % de la population mondiale, soit quelque 4 milliards de personnes, vivent dans des conditions de stress hydrique élevé pendant au moins un mois par an. Les régions les plus touchées sont le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord.

Source : WRI Aqueduct, consulté le 01/02/2024 - aqueduct.wri.org.



Chacun d'entre nous



Pourquoi c'est important pour Eni ?

Nos personnes jouent un rôle fondamental dans la profonde transformation énergétique en cours ; ils sont la composante essentielle de notre culture d'entreprise et représentent un levier clé pour la création de valeur. La valorisation du capital humain, basée sur une approche équitable, inclusive et transparente, se fait en assurant un développement efficace des compétences et des comportements, en promouvant un état d'esprit innovant et en inspirant le leadership. Un engagement permanent est pris pour renforcer l'engagement et l'équilibre entre vie professionnelle et vie privée grâce à l'attention constante portée à l'offre de bien-être et d'assistance aux personnes.

LUCA DE SANTIS RESPONSABLE DES RESSOURCES HUMAINES ET DE L'ORGANISATION D'ENI

Pour en savoir plus

POLITIQUES/POSITIONS/AUTRES DOCUMENTS

- Respect des Droits de l'homme chez Eni ; ► Tolérance Zéro à l'égard de la violence et du harcèlement au travail ; ► Diversité et Inclusion ; ► Code éthique Eni ; ► Eni for 2023 - Performance en matière de développement durable ; ► eni.com

ENGAGEMENTS

+4 p.p. population féminine par rapport à 2020 d'ici à 2030 ; +3,8 p.p. personnel féminin à des postes de responsabilité par rapport à 2020 ; +6,5 p.p. population de moins de 30 ans en 2030 par rapport à 2020 ; +2 p.p. employés non italiens à des postes de responsabilité par rapport à 2020 d'ici 2030 +20 % d'heures de formation d'ici 2027 par rapport à 2023

1 949
ressources engagées à durée indéterminée

DÉFIS LIÉS À L'EMPLOI

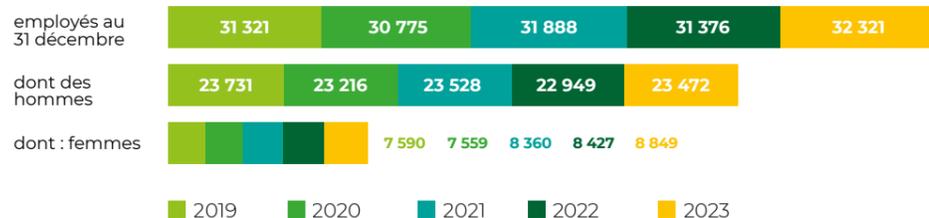
Eni continue d'améliorer les compétences professionnelles de son personnel afin de relever les nouveaux défis de business, en intégrant des processus de révision des modèles professionnels et de mise à niveau des compétences pour la croissance de professionnels de plus en plus qualifiés. Les initiatives comprennent la nomination d'environ 350 profils seniors, l'autoévaluation des compétences d'environ 3 500 ressources et le lancement d'ac-

tivités de formation continue impliquant 7 500 nouvelles personnes. En outre, pour rendre le marché du travail interne plus dynamique et plus fluide et faciliter la mobilité entre les unités organisationnelles, Jobs4You, le site interne d'offres d'emploi, a été amélioré et des programmes de mentorat et de coaching ont été lancés. Eni s'est engagé à donner la priorité aux programmes des travailleurs, conformément à la voie de la transition juste, dans le but de soutenir leur transfert vers des

activités nouvelles ou transformées, ce qui comprend des initiatives divisées en ► six cluster : (i) Créer ; (ii) Engager ; (iii) Inclure ; (iv) Up/Reskill ; (v) Protéger ; (vi) Plaider la cause. L'emploi dans le monde a enregistré une augmentation de 3% par rapport à l'année précédente 2022, attribuable à M&A. Eni poursuit ses efforts en faveur de l'égalité des sexes et enregistre une augmentation de 5 % de la présence féminine par rapport à la même période de l'année précédente 2022.

32 321
personnes chez Eni

EMPLOYÉS* (nombre)



* Les chiffres diffèrent de ceux publiés dans le rapport financier, Eni dans le monde et dans le Business Model du présent document, car ils ne concernent que les sociétés consolidées intégralement.

DIVERSITÉ ET INCLUSION : LA VALEUR DES UNICITÉS

L'approche d'Eni en matière de Diversité et d'Inclusion (D&I) repose sur les principes fondamentaux de la non-dis-

crimination, de l'égalité des chances et de l'inclusion de toutes les formes de diversité, ainsi que de l'intégration et de l'équilibre entre vie professionnelle et vie privée. L'accent mis par Eni sur une culture d'intégration est énoncé dans

la mission, le corpus de règlements et d'autres documents de l'entreprise. En novembre 2023, l'approche stratégique d'Eni en la matière a été concrétisée par la publication de la Policy de Diversité et d'Inclusion.

DIVERSITÉ ET INCLUSION



CARACTÉRISTIQUES DU MODÈLE

MODULARITÉ
Lancement progressif et modulaire d'un ensemble d'actions transversales visant à soutenir le développement d'une culture de valorisation de l'unicité.

ÉCOUTE
Comprendre les besoins et les exigences du personnel d'Eni en vue d'une amélioration continue des actions visant à promouvoir une culture de l'inclusion.

STRATÉGIE
Traduire la stratégie de business en objectifs et en actions visant à créer un environnement de travail inclusif, à favoriser l'adhésion et le partage interne.

L'AUTONOMISATION GÉNÉRALISÉE
Promouvoir la participation et la responsabilisation des individus par le biais d'initiatives soutenant le développement d'une culture de la diversité et de l'inclusion.

RESPONSABILISATION DIFFUSE

FORMATION

- Réalisation du cours – D&I Matters – axé sur quelques domaines typiques de la diversité, analysés sous le prisme des préjugés inconscients et sur les actions visant à vaincre les stéréotypes.
- Mise en œuvre d'un cours de réalité virtuelle sur la gestion d'éventuels préjugés inconscients liés aux thèmes de D&I dans le cadre du processus de sélection et des entretiens de gestion. Le cours a été mis à la disposition de tous les collègues des ressources humaines dans le monde entier et sera étendu à environ 7 000 chefs d'entreprise.

COMMUNICATION

- La communication interne et les initiatives de sensibilisation sur le D&I se sont poursuivies avec le format #EniForInclusion, à travers des histoires d'inclusion du personnel d'Eni. Faites appel à des témoignages extérieurs pour diffuser la culture de la valorisation de la diversité.

ÉCOUTE

- Création de **Design Our Inclusion**, un projet basé sur le Design Thinking, pour évaluer l'impact des initiatives D&I, sensibiliser l'entreprise et générer de nouvelles idées, grâce à l'implication des employés d'Eni.
- Poursuite de l'engagement et de l'écoute des réalités étrangères afin d'évaluer le niveau de sensibilisation à la D&I et réalisation d'une évaluation, dans 22 Pays, par le biais de D&I Talks afin d'identifier les points critiques et les points forts du contexte et d'élaborer un plan d'initiatives ad hoc.

COMMUNAUTÉ D&I

- Poursuite de l'engagement du personnel d'Eni par le biais de l'instrument interne Workplace sur les activités D&I, les événements et initiatives internes ou ceux des associations liées à Eni (par exemple ► Parks et ► Valore D).
- Création du groupe WomEn In Transformation, au sein du canal Workplace, pour soutenir les activités de discussion visant à accroître la réflexion et l'action sur les thèmes de diversité.

~9 000 entrées au cours D&I

7 événements organisés en Italie
2 événements à l'étranger
6 webinaires 4 podcasts

réalisation d'évaluations dans 22 pays où l'Eni est présente

~2 000 membres en Italie et à l'étranger en milieu de travail

+0,5
point de
pourcentage
contre 2022 de
femmes sur
la population
totale

AUTONOMISATION DES FEMMES

Eni a poursuivi et enrichi les initiatives visant à renforcer la présence et l'autonomisation des femmes, notamment par des activités visant à attirer les talents féminins et à promouvoir les matières techniques et scientifiques (STEM) auprès des étudiantes. Cet objectif est atteint grâce à l'implication croissante et efficace de 151 modèles et ambassadrices (jeunes femmes professionnelles issues de différents secteurs d'activité, en Italie et à l'étranger, qui représentent une référence en matière de comportement réussi et de stratégies gagnantes), et au renforcement de la présence des femmes à des postes de responsabilité au sein de l'entreprise.

En outre, des partenariats ont été mis en place pour renforcer l'autonomisation et l'entrepreneuriat des femmes, tels que la collaboration avec ► **Valore D** ou le soutien à ► **Women X Impact**, un événement international dédié au leadership féminin, et 2 événements ont été organisés à Rome et à Milan, avec la participation de 150 collègues, pour faciliter le network entre professionnels.

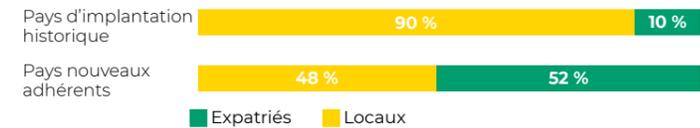
INTERNATIONALITÉ

Eni, avec une forte présence internationale, établit des alliances avec les Pays d'accueil dans le but de créer de la valeur, notamment par le transfert de connaissances, tout en respectant les cultures locales. Cela est confirmé par la présence moyenne pratique-

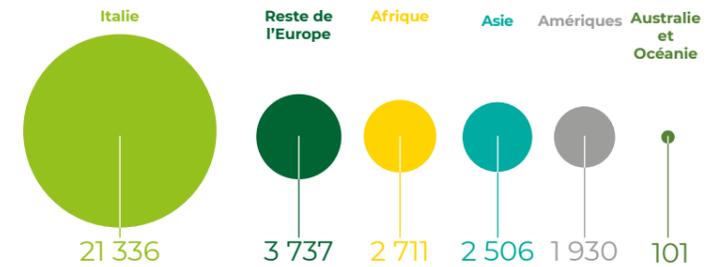
ment constante du personnel local à l'étranger, soit 87 % au cours des trois dernières années. En fait, l'emploi de personnel expatrié est limité à des rôles spécialisés qui sont difficilement disponibles dans le Pays d'origine et l'échange professionnel est également encouragé par la mobilité géographique. D'autre part, la continuité des activités d'exploitation au fil des ans a été assurée par les processus établis d'initiation, de formation et de partage des meilleures pratiques avec le personnel local. Au cours des dernières années, environ 20 % des ressources occupant des postes à responsabilité sont non italiennes, en légère diminution par rapport à 2022 (-0,7 p.p.), également en raison de parcours de développement professionnel

qui prévoient des périodes d'activité dans différents sites Eni dans le monde, tandis que la proportion de dirigeants et de cadres locaux à l'étranger a légèrement augmenté (+0,5 p.p.), également à la suite de nouvelles acquisitions dans le domaine chimique. En particulier, dans les activités upstream, qui comprennent environ 50 % des employés non italiens, les travailleurs locaux représentent 90 % de la main-d'œuvre totale dans les Pays de présence historique (tels que le Nigéria, le Congo, l'Égypte, la Libye et le Kazakhstan), tandis qu'une proportion plus faible se retrouve dans les Pays nouvellement entrés (tels que le Mexique, les Émirats arabes unis et le Myanmar), où le transfert de savoir-faire est toujours en cours.

EMPLOYÉS EN AMONT (UPSTREAM)



EMPLOYÉS PAR ZONE GÉOGRAPHIQUE



19,1 %
de non-Italiens
occupant des
postes de
direction

110
nationalités

Étude de cas

Le plan d'action WEP

CONTEXTE : en 2021, Eni a adhéré aux principes d'autonomisation des femmes des Nations unies (WEP) et au Pacte mondial des Nations unies et a élaboré le plan d'action WEP, afin d'intégrer les thèmes d'égalité des sexes et d'autonomisation des femmes dans tous les domaines de l'entreprise, dans les relations avec les communautés locales et tout au long de la chaîne de valeur, depuis les fournisseurs jusqu'aux clients finaux.

ACTIVITÉ : le Plan d'Action triennal comprend 4 lignes d'action (intégration de la dimension de genre ; santé, sécurité et médecine de genre ; optimisation des processus et instruments clés ; et violence fondée sur le genre) et est divisé en neuf domaines d'action, 47 objectifs et 75 actions, impliquant 15 fonctions d'entreprise différentes.

QUELQUES EXEMPLES DE RÉSULTATS OBTENUS :

L'INTÉGRATION DE LA DIMENSION DE GENRE DANS LE DÉVELOPPEMENT DE PRODUITS ET DE SERVICES

Protocole avec ► **Donnexstrada** pour intégrer une perspective de genre dans la conception, la réalisation et la fourniture des services offerts dans les stations-service et avec le service de covoiturage Enjoy, avec une référence particulière à la prévention des différentes formes de violence sexiste dans la rue.

VIOLENCE DE GENRE

- Mise en place d'une équipe interfonctionnelle chargée d'analyser le phénomène de la violence et du harcèlement sur le lieu de travail et d'identifier les éléments à prendre en compte et les éventuelles actions ciblées ;
- intégration du thème dans l'évaluation des impacts des projets locaux ;
- a poursuivi la formation des ressources dédiées à la gestion des enquêtes sur les **SIGNALEMENTS** sur le harcèlement et la violence sur le lieu de travail ;
- inclure un volet sur la violence sexiste dans le contenu de la formation aux Droits de l'homme dispensée aux forces de sécurité (par exemple, en Irak) ;
- a inclus des critères de bonus sur la présence de femmes dans les Instituts de Surveillance participant aux appels d'offres pour les services de surveillance Eni en Italie.

LA PERSPECTIVE DE GENRE DANS LES PROJETS DE DÉVELOPPEMENT LOCAL

La perspective de genre est un élément fondateur des projets de développement local, dès la phase ► d'analyse du contexte social des Pays où Eni opère.

SANTÉ, SÉCURITÉ ET MÉDECINE DE GENRE

- Fourniture de vêtements de protection individuelle spécialement conçus pour les femmes ;
- lancement d'une campagne mondiale sur les thèmes de santé liés au sexe, sur la ménopause et l'endométriose, qui sera suivie par des campagnes sur les accidents vasculaires cérébraux et l'ostéoporose chez les femmes ;
- prévoit de construire une salle pour l'**extraction du lait maternel** dans le nouveau centre d'affaires d'Eni à Milan et de partager une norme de référence pour les sites étrangers.

Réflexions sur l'égalité des sexes et le rôle des grandes entreprises

Quelles sont les principales évolutions dans l'approche des entreprises en matière d'égalité des sexes ?

Les agences de l'ONU sont de plus en plus engagées dans la réalisation de l'égalité des sexes – conformément à l'ODD 5 de l'Agenda 2030 – et le secteur privé est un allié clé pour développer une approche des affaires qui valorise la contribution des femmes à la croissance des entreprises et pour créer et diffuser une culture de l'inclusion au sein des entreprises et de la société. Les entreprises qui sont en mesure d'identifier et de développer les talents féminins deviendront plus attrayantes et plus compétitives sur le marché à long terme. L'initiative conjointe des Nations unies et d'ONU Femmes, les principes d'autonomisation des femmes (WEP), à laquelle Eni a adhéré en 2021, offre des conseils aux entreprises pour maximiser le potentiel des femmes sur le lieu de travail, sur le marché et dans les communautés, et pour définir des stratégies et des politiques internes. Les WEPs encouragent les entreprises à intégrer progressivement une approche de l'égalité entre les hommes et les femmes sur le lieu de travail, sur les marchés et dans les communautés, en allant au-delà du périmètre traditionnel des ressources humaines et en impliquant également des domaines tels que la santé, la sécurité et l'environnement dans la définition de leurs plans d'action.

Comment évaluez-vous l'expérience du groupe cible « égalité des sexes » ?

Le programme d'accélération de l'UNGC « Objectif Égalité des Sexes », auquel Eni a participé dans sa première édition italienne, est un parcours de formation de 9 mois destiné aux entreprises, qui englobe une dimen-

sion à la fois mondiale et locale. Par le biais d'ateliers de renforcement des capacités, à des exercices de formation par les pairs au niveau national et à l'écoute de témoignages d'experts, le programme fournit les connaissances et les compétences nécessaires pour fixer et atteindre des objectifs d'entreprise ambitieux pour l'égalité des sexes, dans une optique d'augmentation de l'impact sur l'ODD 5, avec une référence particulière au leadership des femmes dans l'entreprise et à l'application de l'auto-assistance WEP, qui peut être menée avec différents niveaux d'engagement et d'approfondissement. À cet égard, Eni a choisi de compléter l'instrument d'analyse d'écart entre les sexes par des thèmes supplémentaires – sélectionnés sur la base du risque géographique et sectoriel – et impliquant un large éventail de fonctions d'entreprise, afin de garantir une approche participative et intersectorielle.

Quel est le rôle des grandes entreprises comme Eni dans le contexte italien et international ?

(...) Des recherches récentes indiquent qu'au rythme mondial actuel, il faudra 169 ans pour combler l'écart économique entre les hommes et les femmes ; la contribution du secteur privé est donc cruciale pour accélérer le changement et garantir l'égalité des chances pour les femmes en termes de carrière, de rémunération et d'épanouissement professionnel. Dans un Pays comme l'Italie, qui a perdu en un an 13 places dans l'indice mondial d'écart entre les sexes du WEF et où le poids des PME est important, les grandes entreprises comme Eni peuvent jouer un rôle de pionnier et de modèle. (...) Toujours dans l'optique du dialogue international, de la confrontation et de l'échange de bonnes pratiques entre les acteurs de la durabilité sur le thème de l'égalité des sexes, Eni a également participé à la table ronde organisée par UNGC à New York en mars 2023, à l'occasion de la 67^e édition de la Commission sur la Condition de la Femme.

Interview



STELLA SIGILLÒ

Juriste passionnée par la protection des Droits de l'homme, l'Égalité des sexes, la Diversité, l'Equity et l'Inclusion, avec plus de 10 ans d'expérience nationale et internationale en tant que Program Manager dans le troisième secteur, elle gère actuellement les programmes de la zone sociale de UN Global Compact Network Italia et le réseau local de United Nation Global Compact UNGC.
► [Pour la version complète de l'interview, cliquez ici.](#)

ORIENTATION SEXUELLE ET IDENTITÉ DE GENRE

En 2023, Eni a mis en place la table de travail interfonctionnelle dédiée au projet sur l'orientation sexuelle et l'identité de genre. Le projet a permis d'identifier une ligne directrice contenant des modalités opérationnelles sur la Transition de Genre et la Parentalité Intentionnelle, avec laquelle Eni a l'intention de soutenir ses propres employés engagés dans des parcours de parentalité intentionnelle et de transition de genre, en fournissant

des lignes directrices opérationnelles cohérentes.

HANDICAP

L'acception « handicap » appliquée par Eni comprend toutes les formes de fragilité physique, cognitive, sensorielle, même temporaire et occulte. Des projets spécifiques axés sur une plus grande inclusion des personnes handicapées ou des membres de leurs familles ont été lancés, tels que la création d'un canal pour les guider sur les réglementations, les pratiques

et la formation, les services administratifs, d'accessibilité informatique et de soutien fournis par l'entreprise. Enfin, Eni a rejoint le groupe de travail « Habilitons le handicap », une initiative partagée avec des entreprises et des institutions du troisième secteur dans le but de promouvoir l'inclusion sociale des travailleurs handicapés par le partage des meilleures pratiques, la sensibilisation des entreprises à la culture de l'inclusion et la promotion de mesures visant à favoriser l'emploi des personnes handicapées.

Étude de cas



Concevoir notre inclusion

OBJECTIFS : Eni a lancé le projet Design Our Inclusion basé sur la méthodologie Design Thinking, afin de mesurer l'impact des initiatives en cours et la sensibilité de l'entreprise sur les questions de D&I.

PROJET : Eni a mené une enquête auprès de l'ensemble des personnes Eni afin d'identifier les obstacles à l'inclusion. Par la suite, des ateliers de découverte ont été organisés pour des personnes présentant des caractéristiques spécifiques considérées comme des cibles prioritaires pour Eni (sexe, interculturelité, âge, handicap, orientation sexuelle et identité de genre) afin d'approfondir qualitativement les résultats de l'enquête. Enfin, des ateliers d'idées ont été organisés afin de générer de nouvelles idées et de nouvelles initiatives dans le domaine de la D&I.

LE PROJET EN CHIFFRES

5 objectifs de travail (genre, handicap, égalité des sexes, interculturelité, intergénérationnalité)
3 730 personnes impliquées au total entre les répondants à l'enquête et les participants à l'atelier
11 sessions d'ateliers au total
65 initiatives ont vu le jour

ENQUÊTE

4 langues de diffusion
49 Pays répondants
3 588 utilisateurs répondants

ATELIER DE DÉCOUVERTE

5 sessions en ligne
27 participants cibles
15 heures d'activités réalisées

ATELIER IDÉATION

6 sessions en ligne et en présence
115 participants auto-désignés
22 heures d'activités réalisées

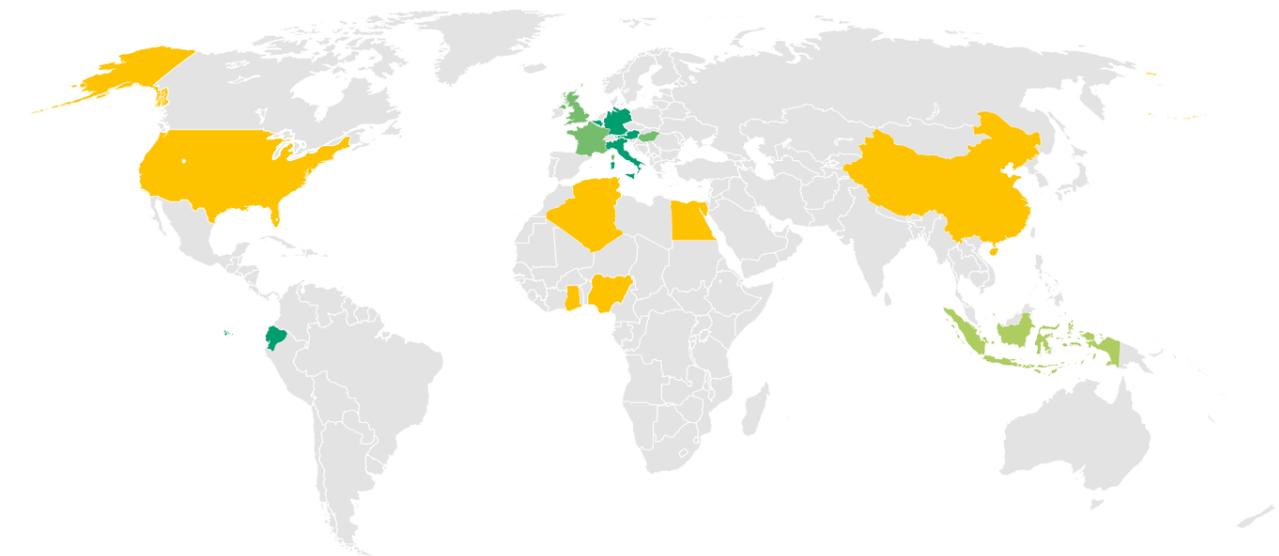
RÉMUNÉRATION

Les politiques de rémunération des employés d'Eni sont définies selon un modèle intégré au niveau mondial et favorisent une progression salariale liée exclusivement à des critères méritocratiques basés sur les compétences exprimées dans le rôle occupé, les performances réalisées et les références du marché salarial local. Sur la base du principe des Nations unies « à travail égal, salaire égal », Eni contrôle chaque année l'écart de rémunération entre les femmes et les hommes (ratio de rémunération entre les sexes), en utilisant une méthodologie

comparative au même niveau de fonction et d'ancienneté qui montre, pour la population italienne et mondiale, un alignement substantiel entre la rémunération des femmes et celle des hommes. Cet alignement est également confirmé par le calcul du rapport de rémunération entre les sexes « brut » qui, en tant que méthodologie, ne prend pas en compte le niveau de rôle et est, au niveau global et sur l'ensemble de la population, égal à 101 pour la rémunération fixe (Italie 102) et 97 pour la rémunération totale (Italie 97) ► [Eni For 2023 - Performance en matière de développement durable.](#)

En outre, dans les différents pays où elle opère, l'Eni applique à son personnel des politiques sur la rémunération équitables et compétitives par rapport à leur rôle et à leurs compétences professionnelles, et visant également à garantir un niveau de vie décent, supérieur aux simples niveaux de subsistance, aux minima légaux/contractuels et aux niveaux de rémunération minimaux constatés sur le marché local. À cette fin, Eni applique, pour chaque Pays, les références de rémunération médiane du marché local et vérifie annuellement leur application.

SALAIRES MINIMUMS ENI PAR RAPPORT À MINIMA DE MARCHÉ



■ Minimum Eni >250 % de la référence minimale du marché ■ Eni minimum entre 201 % et 250 % de référence minimum du marché ■ Eni minimum entre 151 % et 200 % de référence minimum du marché ■ Eni minimum entre 110 % et 150 % de référence minimum du marché

BIEN-ÊTRE SOCIAL

En 2023, les initiatives visant à écouter les personnes se sont poursuivies, avec pour objectif de concevoir des services capables de répondre aux besoins émergents liés à l'évolution du contexte social

et de l'organisation du travail. Dans ce domaine, des services visant à l'équilibre vie privée-vie professionnelle ont été étendus (comme l'adoption progressive à l'étranger du modèle de Smart Working, qui prévoit pour tous les employés en Italie

8 jours/mois pour les bureaux et 4 jours/mois pour les sites opérationnels) ainsi que le soutien aux soignants et aux nouveaux parents, conformément à l'accord « Pour Nous » qu'Eni a signé avec les organisations syndicales.

INITIATIVES EN FAVEUR DES FAMILLES ET PARENTALITÉ

SOINS

Services pour les employés ayant des membres de leur famille à charge ou des enfants souffrant de troubles de l'apprentissage, crèches, colonies de vacances, initiatives de prise en charge numérique.

PARENTALITÉ

- Introduction d'une contribution financière pour les employés ayant des enfants âgés de 0 à 3 ans à titre de remboursement des frais générés de crèche et/ou de services de baby-sitting ;
- accès à un portail de recherche et de sélection de services de baby-sitting ;
- cours de formation en ligne sur des thèmes éducatifs destinés aux parents d'enfants de 0 à 10 ans.

ÉQUILIBRE TRAVAIL-VIE PERSONNELLE

Reconnaissance, dans tous les pays de présence, de 10 jours ouvrés rémunérés à 100 % pour les deux parents et de 14 semaines minimum de congé avec paiement d'au moins 2/3 du salaire perçu, conformément aux normes établies dans la convention OIT.

SMART WORKING

Droit d'accès au Smart Working jusqu'à 12 jours par mois pendant les trois premières années de l'enfant pour les parents travaillant dans des bureaux principaux.

+23 %
d'heures de
formation par
rapport à 2022

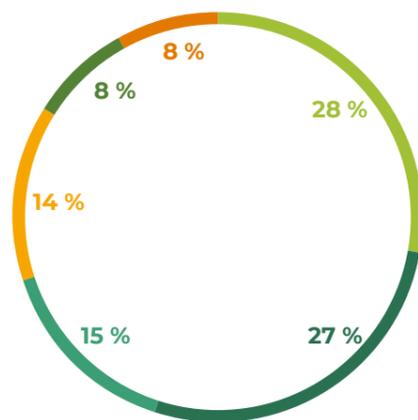
FORMATION

Eni considère la formation comme un outil fondamental pour soutenir le changement et veille à son utilisation par le biais de formations en classe (avec une augmentation des heures de 43 % à 57 % en 2023) et de formations à distance. La transition énergétique et la transition numérique sont deux thèmes centraux dans le développement des compétences

du personnel d'Eni, conformément aux stratégies de l'entreprise et à celles de ses partenaires. L'objectif d'Eni est d'avoir un impact sur les compétences non techniques et les compétences techniques, en accompagnant et en soutenant les personnes dans le processus de transformation en cours. Les initiatives de formation telles que celles sur l'économie circulaire, la décarbonisation et l'énergie

renouvelable visent précisément à assurer un upskilling continu des ressources qui prend également en compte les évolutions continues. Une attention particulière a également été accordée aux thèmes de la Diversité et de l'Inclusion, à travers un parcours accessible à tous les employés, et de la « tolérance Zéro : Violence et harcèlement au travail », qui a concerné 81 % de la population d'Eni.

PRINCIPAUX COURS DE FORMATION OFFERTS PAR ENI (heures de formation par type)



TECHNIQUE COMMERCIAL PROFESSIONNEL

Cours techniques pour des secteurs d'activité spécifiques et des familles professionnelles, projets commerciaux et transition énergétique

SÉCURITÉ

Cours obligatoires sur la sécurité pour les employés, à la fois en distanciel et en présentiel sur les sites d'Eni ou dans des centres de formation certifiés

PROFESSIONNEL TRANSVERSAL

Professionnel transversal : conformité, cours professionnels requis par les entreprises et formation aux nouvelles approches du travail et du monde numérique

COMPORTEMENTAL/COMMUNICATION/IDENTITÉ D'ENTREPRISE

Cours comportementaux dans le domaine de l'identité de l'entreprise, les Droits de l'homme/la durabilité et le leadership

LANGUE ET INFORMATIQUE

Nouvelles compétences informatiques et linguistiques

ENVIRONNEMENT, SANTÉ, QUALITÉ ET COMPORTEMENT HSEQ

Renforcement du professionnalisme dans le domaine de la réglementation environnementale, de la santé et des parcours comportementaux dans le domaine HSE

Étude de cas



Le partenariat avec l'IRENA pour le développement des compétences en vue de la transition



CONTEXTE : en 2021, Eni et ► IRENA (Agence internationale pour les énergies renouvelables) ont lancé un partenariat visant à faciliter le dialogue et le partage des expériences respectives afin d'accélérer la transition énergétique et le développement des énergies renouvelables dans les Pays exportateurs de combustibles fossiles.

PROJET : grâce à cette collaboration, à partir de 2022, un programme de formation sur le renforcement des capacités en matière de biocarburants a été organisé à l'intention des fonctionnaires ministériels des Pays africains, Eni étant à l'avant-garde de la diffusion des connaissances sur les thèmes relatifs aux biocarburants. Entre 2022 et 2023, Eni a conçu et dispensé des cours de formation à environ 50 employés d'agences ministérielles en Algérie, en Angola, au Congo, en Côte d'Ivoire, au Kenya, au Mozambique et au Rwanda. En 2023, Eni a également lancé sa propre plateforme de formation numérique (« MyChange ») pour les entreprises, coordonnée par l'IRENA, conçue pour favoriser la formation et donc le changement culturel dans les domaines de la transition énergétique, de la décarbonisation, du développement durable et de la transformation numérique. Les partenaires contribuent à la mise à jour du contenu sur la base de leur expertise et de leur expérience dans les différents thèmes de la plateforme.

PROCHAINES ÉTAPES : ces programmes de formation se poursuivront en 2024 et concerneront au total 11 Pays africains, avec la participation du personnel ministériel d'Égypte, d'Afrique du Sud, d'Éthiopie et de Zambie.



Sécurité du travail et de processus



Pourquoi c'est important pour Eni ?

De bonnes performances en matière d'HSE ne peuvent être obtenues que grâce à l'engagement de chacun et, malgré les bons résultats obtenus, la sécurité ne doit jamais être considérée comme acquise. Nous ne devons pas nous laisser de promouvoir un comportement correct et sûr dans tous les environnements de travail, en donnant nous-mêmes un exemple tangible et crédible. L'innovation et la sensibilisation sont les piliers qui permettent d'accroître et de diffuser une culture de l'attention et de la sensibilisation à la sécurité et de contribuer ainsi de manière significative au bien-être et à l'excellence de l'entreprise.

CHIARA CERRUTI RESPONSABLE SÉCURITÉ, HYGIÈNE INDUSTRIELLE ET URGENCES HSE D'ENI

Pour en savoir plus

POLITIQUES /POSITIONS/AUTRES DOCUMENTS

► Respect des Droits de l'homme chez Eni ; ► Code Éthique d'Eni ; ► Eni for 2023 - Performanc en matière de développement durable ; ► eni.com

ENGAGEMENTS

Maintien du TRIR ≤0,40 au cours des quatre années 2024-2027 ; Prolongation de l'initiative Smart Safety à 60 entreprises sous contrat ; Mise en œuvre d'initiatives de coaching technique et de sécurité comportementale

INDICES D'ACCIDENTS ET ACTIONS D'INTERVENTION

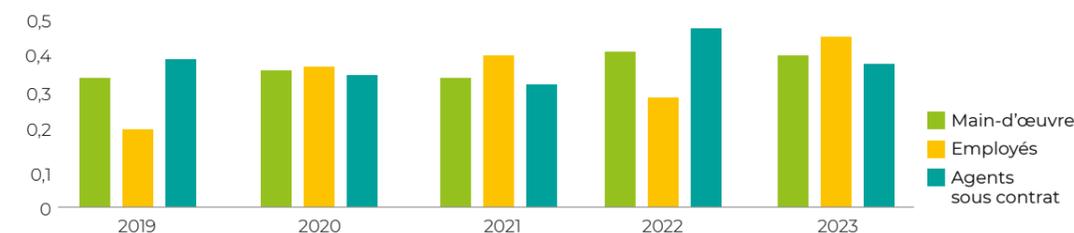
Eni s'engage constamment à promouvoir une culture de la santé et de la sécurité du travail visant à prévenir et à protéger les personnes, les employés et des agents sous contrat, ainsi que ses actifs, en adoptant les meilleures pratiques et des instruments innovants pour l'évaluation et la gestion des risques, dans un effort constant pour réduire à zéro le nombre d'accidents du travail. L'indice de fréquence des accidents enregistrables – **TRIR** – était plus élevé pour les employés que pour les agents sous contrat.

Parmi les événements ayant eu le plus d'impact, citons un accident mortel au Nigeria pour un agent sous contrat (heurté par un objet lors d'activités de maintenance) et une invalidité partielle permanente au Turkménistan pour un employé. L'analyse des causes des incidents a permis de mettre en œuvre des actions préventives spécifiques, de renforcer l'implication des employés et des agents sous contrat dans le domaine de la sécurité (par exemple, formation au leadership en matière de sécurité, programmes de coaching technique et comportemental en matière d'HSE, nouvelle campagne sur les règles d'or de la sécurité), d'améliorer l'environnement de travail et de mettre en

œuvre des technologies innovantes pour soutenir la sécurité opérationnelle. Le Safety Competence Centre (SCC) d'Eni, un centre de compétence qui fournit des services dans le domaine de la gestion et du contrôle de la sécurité sur les chantiers de construction et les travaux contractuels, a continué à suivre et à soutenir le processus d'amélioration des entreprises, en contrôlant plus de 3 000 fournisseurs, en proposant une méthodologie standard pour la gestion des activités et l'utilisation d'instruments qui combinent l'engagement et l'implication, à la fois techniques et culturels, contenus dans le « Pacte pour la sécurité » et un portail Internet pour la gestion de la sécurité des agents sous contrat.

0,40 TRIR
de la main-d'œuvre
totale

INDICE DE FRÉQUENCE DES ACCIDENTS TOTAUX ENREGISTRABLES (TRIR) (accidents enregistrables/heures travaillées) x 1 000 000



INITIATIVES EN MATIÈRE DE SÉCURITÉ

MÉTHODOLOGIE THEME

Application du modèle d'analyse des facteurs humains pour analyser le comportement des travailleurs et la fiabilité humaine afin d'identifier des stratégies d'action pour renforcer les barrières humaines et les comportements sûrs. Surveillance continue des plans THEME, des plans de mise en œuvre des stratégies d'intervention après la mise en œuvre.

APP HSENI

Diffusion de l'application HSEni, un instrument numérique accessible en déplacement pour signaler des conditions et des actions dangereuses, compiler des listes de contrôle de sécurité et consulter les règles d'or d'Eni en matière de sécurité et d'environnement ainsi que les principes fondamentaux de la sécurité des processus.

PRINCIPES ET RÈGLES D'OR EN MATIÈRE DE SÉCURITÉ

Lancement d'une nouvelle campagne sur les règles d'or, introduisant 2 nouveaux principes : **AUTORISATION D'ARRÊT DES TRAVAUX** et **LIGNE DE TIR**.

INTELLIGENCE ARTIFICIELLE POUR L'ANALYSE PRÉDICTIVE DES INCIDENTS

Application de l'instrument Safety Presense, un instrument qui, à l'aide de l'intelligence artificielle et de l'apprentissage automatique, permet une analyse prédictive des incidents, en exploitant les données disponibles dans les bases de données de sécurité.

Appliqué dans **3** sites italiens et **2** sites étrangers

Le déploiement est achevé auprès d'environ **11 000** utilisateurs sur plus de **200** sites dans le monde entier

Lancement de la campagne mondiale d'Eni

139 alertes qui ont conduit à la mise en œuvre de **157** actions préventives

-70 % des événements de sécurité des processus de niveau 1 et de niveau 2 au cours des 5 dernières années

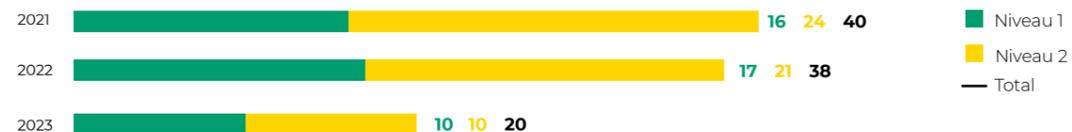
SÉCURITÉ DE PROCESSUS

L'engagement d'Eni en matière de sécurité des procédés vise à préserver la sécurité des personnes, de l'environnement et des actifs. Au cours des années, il y a eu une amélioration globale des performances de Sécurité des Processus, témoignée par la diminution tendancielle des événements de Sécurité des Processus Tier 1 et Tier 2, à

la fois en nombre absolu et en normalisant le nombre d'incidents pour les heures travaillées dans les activités de processus. En 2023 en particulier, le nombre d'affaires de niveau 1 et de niveau 2 a été le plus bas des 5 dernières années, ce qui représente une amélioration significative par rapport aux valeurs de la période de deux ans 2021 - 2022. Afin de renforcer l'accent mis sur les principes de sécurité des procédés pour

les activités en usine en 2023, un vade-mecum sur les principes fondamentaux de la sécurité des procédés a été préparé, qui contient des informations techniques sur les principales actions liées aux opérations dangereuses en usine. En outre, plus de 1 000 ressources techniques/opérationnelles ont été formées dans le cadre du cours de formation en ligne sur la sécurité des processus chez Eni.

ÉVÈNEMENTS DE SÉCURITÉ DES PROCESSUS (nombre)



PRÉPARATION ET RÉPONSE AUX URGENCES

Pour prévenir les incidents et atténuer leur impact sur les travailleurs, les opérations, les communautés locales et l'environnement, Eni dispose d'un système de réponse aux urgences efficace et rapide. Parmi les exercices réalisés en 2023, 3 ont été coordonnés en collaboration avec les autorités : (i) À Brindisi, dans l'usine Versalis, la dispersion d'une substance

chimique, hautement inflammable si elle est libérée à température ambiante, a été reproduite, avec une simulation d'incendie et de blessure d'un travailleur ; (ii) sur le site industriel de Sannazzaro et Ferrera Erbognone, la rupture de la tuyauterie d'un réservoir de stockage d'une raffinerie a été reproduite, simulant le dégagement d'un gaz hautement inflammable ; (iii) En Égypte, la libération de gaz sur une plateforme de forage a été simulée, entraînant le déclenchement d'un incendie à bord,

l'évacuation médicale et la non-fermeture d'un dispositif de sécurité du puits (Blowout Preventer). Au cours de certains exercices, l'outil propriétaire « My GIS Crisis Management Log Keeper » a été utilisé comme système de gestion et de visualisation des informations acquises pendant les urgences, afin de faciliter le partage et de garantir le soutien nécessaire à l'activation des structures, des ressources, des moyens et des services nécessaires pour assurer une réponse correcte à l'urgence.

+6 000 exercices d'intervention d'urgence avec des scénarios plus ou moins complexes

Interview



VITTORIO DI TOMASO

Président du groupe Digital Technologies de l'Union Industrielle de Turin, associée à Confindustria. PDG de Maize S.r.l. A Jakala Company.

► Pour la version complète de l'interview cliquez ici

Intelligence Artificielle (IA) et Sécurité du Travail

Comment l'IA peut-elle être intégrée et alignée sur les capacités et les limites des travailleurs afin d'améliorer les performances humaines, d'optimiser les systèmes de travail et de renforcer les performances en matière de sécurité ?

Les nouveaux modèles d'intelligence artificielle (IA) sont généralistes, formés sur de vastes ensembles de données dans le but d'obtenir des performances « généralement efficaces ». Cette ambition de généralité est leur force (ChatGPT est capable de converser sur n'importe quel thème), mais à bien des égards, c'est aussi une limitation des modèles dans des contextes spécialisés tels que la sécurité du travail, qui nécessitent une base de connaissances spécifique et des compétences dialogiques adaptées à la compréhension individuelle de l'utilisateur. L'une des stratégies permettant de rendre les modèles généralistes applicables à des domaines verticaux est ce que l'on appelle le réglage fin, qui spécialise, au moins partiellement, le modèle à l'aide d'ensembles de données spécialisés. Toutefois, cette approche est souvent rendue impraticable par la disponibilité limitée de données spécifiques de haute qualité. Une autre solution consiste à mettre en œuvre des systèmes hybrides, qui combinent des modèles d'intelligence artificielle généralistes avec des modules ou des systèmes experts spécifiques à un domaine. (...)

Quels sont les changements d'état d'esprit ou d'organisation encore nécessaires pour tirer le meilleur parti des possibilités offertes par l'IA afin d'améliorer la fiabilité, l'efficacité et la sécurité de l'entreprise ?

Je crois que le concept clé est la « multidisciplinarité ». L'intégration de l'IA dans l'HSE nécessite une collaboration étroite entre les experts en sécurité, les ingénieurs en IA, les psychologues et les concepteurs. Si les experts en sécurité ont des connaissances

dans le domaine, ils n'ont souvent pas l'expertise technique de l'IA, et vice versa, les ingénieurs en IA ne sont pas toujours au courant des détails critiques du contexte de l'application. La contribution de la psychologie et de la conception est essentielle pour garantir l'accessibilité et la facilité d'utilisation des solutions d'IA, en tenant compte de la manière dont les utilisateurs interagissent avec la technologie. La confiance dans l'IA dépend du respect de principes éthiques tels que la protection de la vie privée, la transparence et l'inclusion, qui sont essentiels pour une répartition équitable des avantages et pour permettre aux utilisateurs de comprendre et éventuellement de contester les décisions de l'IA. (...)

Comment l'IA et les humains peuvent-ils coexister et travailler ensemble pour que le progrès technologique et la sécurité s'améliorent de manière synergique ?

(...) La pensée critique et une approche collaborative de la résolution des problèmes doivent être encouragées. Tout aussi cruciale est la conception des systèmes d'IA, qui doivent être centrés sur l'homme et donc prendre en compte les besoins et les limites des utilisateurs, en créant des interfaces intuitives qui ne les surchargent pas de complexité cognitive. L'intégration de l'IA dans le monde du travail exige la transparence, la protection de la vie privée et l'inclusion, ainsi que de nouvelles pratiques pour définir et mettre en œuvre un cadre éthique solide. La supervision et l'évaluation sont essentiels pour identifier correctement l'impact de l'IA sur la sécurité et le bien-être des travailleurs, ce qui nécessite un feedback continu pour améliorer les solutions. En résumé, un engagement conscient en faveur de l'intégration de l'IA, de la formation continue, de la conception inclusive, de la coopération entre les disciplines, de l'éthique et de la supervision sont essentiels pour faire progresser l'innovation et améliorer la sécurité et le bien-être sur le lieu de travail.

INTÉGRITÉ DES ACTIFS

Eni applique le processus de l'INTÉGRITÉ DES ACTIFS à toutes ses installations afin de garantir une conception correcte et une construction adéquate avec les matériaux les plus appropriés, d'appliquer la plus grande rigueur dans l'exploitation des installations et de mettre en œuvre leur démantèlement correct, tout en gérant les risques résiduels en ce qui concerne la sécurité des personnes, la protection de l'environnement et de la réputation. Dans le domaine des risques associés aux événements naturels aigus et chroniques, Eni s'attaque également aux risques liés au changement climatique à l'aide des instruments de prévision scientifiques et techniques les plus avancés : en fonction des caractéristiques et de

l'emplacement de l'usine, une vérification technique de la congruence entre les critères de conception de l'actif et les conditions climatiques potentielles qui pourraient survenir au cours de sa durée de vie prévue est effectuée. Traditionnellement, la conception prend en compte les statistiques des événements naturels passés, en supposant qu'elles sont également représentatives des statistiques des événements futurs pendant la durée de vie de l'actif. Cependant, en raison du changement climatique (tant au niveau de l'augmentation de la fréquence des événements extrêmes que des valeurs moyennes des températures, des vents, des précipitations, des vagues et de leurs effets sur le territoire), cette hypothèse de continuité avec le passé n'est pas nécessairement

garantie pour les décennies à venir. Afin d'intégrer ces aspects dans le processus de conception des actifs d'Eni, les prévisions climatiques associées à diverses « voies socio-économiques partagées », définies dans le sixième rapport d'évaluation du GIEC, sont prises en compte, décrivant des scénarios socio-économiques mondiaux alternatifs possibles, y compris des facteurs tels que la population, l'éducation, la croissance économique, l'urbanisation, etc. En 2023, Eni s'est équipé de fournisseurs de données et de modèles scientifiquement avancés afin que, dans le domaine de la gestion de ces risques, les estimations des travaux, les instruments et les solutions techniques soient toujours alignés sur les objectifs de l'entreprise.

LES FACTEURS PRIS EN COMPTE DANS LE PROCESSUS D'INTÉGRITÉ DES ACTIFS



Étude de cas



L'importance des comportements sûrs : Sécurité Comportementale et Coaching Environnemental (BS&E - Behavioral Safety & Environmental Coaching)

CONTEXTE : les risques comportementaux en matière de sécurité sont tous les actes, décisions et attitudes qui peuvent avoir une incidence négative sur la sécurité des personnes, des activités ou de l'environnement.

OBJECTIFS : la formation à la sécurité comportementale est essentielle pour modifier les comportements à risque et contribuer à l'instauration d'une culture de la sécurité omniprésente et approfondie afin de réduire les incidents.

ACTIVITÉ : en continuité et en synergie avec les activités déjà lancées dans le domaine « Facteur humain et sécurité », un nouveau parcours a été lancé pour la formation de la figure du Coach en BS&E, responsable du développement des interventions sur le terrain basées sur les techniques de coaching. À ce jour, 350 entraîneurs ont été formés en Italie et à l'étranger. En 2023, les BS&E Coaches ont impliqué plus de 800 personnes pour partager leurs expériences et apprendre, renforcer et promouvoir la culture et les initiatives dans le domaine de sécurité, diffuser des pratiques et des comportements vertueux, sensibiliser à l'application de la [AUTORISATION D'ARRÊT DES TRAVAUX](#), apprendre à reconnaître les biais comportementaux source de risque en se concentrant sur les barrières personnelles qui empêchent la communication des signaux faibles.



HYGIÈNE INDUSTRIELLE ET SÉCURITÉ DES PRODUITS

En matière d'hygiène industrielle, Eni mène des activités visant à renforcer la surveillance et le contrôle des agents à risque présents sur les lieux de travail, notamment en participant à des groupes de travail avec des organismes nationaux pour l'élaboration de lignes directrices de référence en la matière. En particulier : (i) la connaissance des agents de risque a été renforcée par la mise en œuvre d'un programme de formation ciblé pour les hygiénistes industriels ; (ii) des

études approfondies ont été menées sur la sélection et la gestion des équipements de protection individuelle ; (iii) le corps de procédures de l'entreprise a été optimisé et mis à jour, afin de simplifier son utilisation par les sites opérationnels ; (iv) une norme méthodologique a été élaborée pour assurer une gestion efficace des aspects HSE liés au risque radiologique dans les activités pétrolières et gazières. En outre, le laboratoire de radioprotection a été accrédité selon la norme ISO/IEC 17025:2008 afin d'améliorer l'efficacité des processus et de garantir la validité des données. Dans le domaine de la

sécurité des produits, Eni est engagée dans la gestion des risques associés aux produits chimiques lors de l'achat et de la vente, conformément à l'évolution de la réglementation européenne et extra-européenne. À cette fin, elle a développé un outil de gestion de la documentation et des caractéristiques de danger et mis les fiches de données de sécurité à la disposition de toutes les parties prenantes, et a lancé un système d'évaluation de la capacité à générer de la valeur circulaire dans les produits et services à travers les chaînes de valeur des produits chimiques et pétrochimiques.

Étude de cas



Risques Naturels : Journée de sensibilisation aux risques volcaniques

CONTEXTE : la planification et la gestion de scénarios déclenchés par des risques naturels font partie intégrante de la stratégie d'Eni dans la réponse aux urgences.

OBJECTIFS : afin d'accroître la culture d'entreprise à l'égard des risques naturels, Eni mène chaque année des initiatives d'information visant à faire connaître les scénarios qui existent dans les territoires où Eni opère et à faciliter la mise en œuvre des procédures d'intervention.

ACTIVITÉ : dans le domaine de la « Semaine nationale de la protection civile », en octobre 2023, la « Journée de sensibilisation au risque volcanique : focus sur les champs Phlégréens et la préparation d'Eni » s'est tenue à Pozzuoli, organisée en coopération avec le département de la protection civile. L'événement nous a permis d'approfondir nos connaissances sur les phénomènes qui caractérisent la zone phlégréenne, une cause d'intérêt et de préoccupation croissante suite aux événements sismiques qui se sont produits au cours des derniers mois de 2023, directement avec le personnel du Service des risques volcaniques du Département. En particulier, les aspects liés à la gestion des urgences et à l'organisation du système national de protection civile ont été abordés, et un point d'information interne a été mis en place, visité par environ 400 personnes.

Santé des personnes



Pourquoi c'est important pour Eni ?

Pour Eni, la santé, en plus d'être un droit, est une condition préalable à la performance commerciale et au développement socio-économique équitable dans les Pays où nous sommes présents. Nous pensons que placer la santé au centre de la stratégie commerciale et des modèles opérationnels améliore les performances, la résilience et permet de retenir les talents au sein de l'entreprise, et contribue également à réaliser une transition énergétique « juste » pour les personnes et les zones géographiques dans lesquelles nous opérons.

FILIPPO UBERTI RESPONSABLE DE SANTÉ D'ENI

Pour en savoir plus

POLITIQUES / POSITIONS / AUTRES DOCUMENTS

► Le respect des Droits de l'homme chez Eni ; ► Code d'éthique d'Eni ; ► Eni for 2023 - Performanc en matière de stabilité ; ► eni.com

ENGAGEMENTS

~279 millions d'euros pour les activités de santé 2024-2027 ; 85 % des employés auront accès à des services de soutien psychologique d'ici 2027 ; 100 capteurs d'ici 2027 testés, y compris des sites offshore en Italie et à l'étranger pour des initiatives de supervision numérique de la santé sur le lieu de travail à l'intérieur

Pour Eni, il est essentiel de protéger et de favoriser la santé, dans ses dimensions physiques, mentales et sociales, de son personnel (travailleurs, familles et communautés), de promouvoir une culture de la santé et l'accès à des services de santé adéquats, car cela protège un droit humain fondamental. Le maintien du bien-être du personnel d'Eni est également stratégique pour l'entreprise, qui y parvient grâce à une gestion fondée sur les principes de précaution, de prévention

et de promotion. La bonne gestion des risques liés à la santé est assurée par la mise à jour constante des évaluations du profil sanitaire des Pays de présence, qui tiennent compte des attentes des parties prenantes et des incidences potentielles des activités industrielles sur la santé, avec une surveillance continue de la présence éventuelle de foyers d'épidémies et de pandémies. Afin de garantir la santé des personnes à chaque étape du cycle de business, un système de gestion dé-

dié est actif dans toutes les réalités opérationnelles, en collaboration avec des fournisseurs de soins de santé qualifiés et des institutions et centres de recherche universitaires et gouvernementaux nationaux et internationaux. Eni agit conformément aux réglementations locales et aux normes internationales les plus strictes et veille à ce que la formation et les compétences de son personnel soient constamment mises à jour. En 2023, une enquête de satisfaction des clients a été menée

Étude de cas

Coopération avec l'Organisation internationale du travail (OIT) en matière de santé et de sécurité du travail



ACTIVITÉ : en 2023, Eni a mis en place un partenariat avec l'OIT pour améliorer la sécurité et la santé au travail et l'accès aux mesures de protection sociale sanitaire. L'OIT identifiera les domaines potentiels d'amélioration et les recommandations pour promouvoir davantage la sécurité et la santé au travail tout au long de la chaîne de valeur. Les propriétaires d'entreprises agricoles, les travailleurs agricoles et leurs représentants seront aidés à sensibiliser et à améliorer les pratiques dans le domaine de la santé et de la sécurité du travail grâce à des activités de formation et à la mise en œuvre de mesures de prévention et de réduction des risques. Le renforcement de la protection de la santé tout au long de la chaîne d'approvisionnement agro-industrielle est essentiel pour une chaîne d'approvisionnement qui valorise les Droits de l'homme. L'initiative a une durée de cinq ans et peut être étendue à d'autres Pays.

PROCHAINES ÉTAPES : les bénéficiaires seront 150 000 petits exploitants agro-industriels au Kenya et en Côte d'Ivoire, où Eni développe des projets de production d'huile végétale pour approvisionner les bioraffineries.

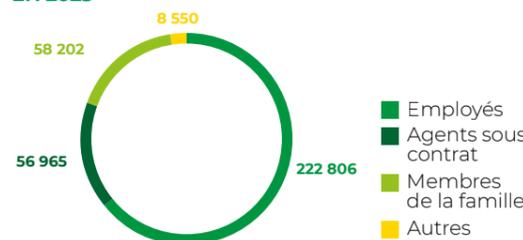
auprès de la population d'Eni en Italie afin d'évaluer leur perception des services de santé ; d'après l'analyse, Eni est perçue comme une communauté active dans la promotion, la prévention et la diffusion d'une culture de la santé. Au cours de cette année, la collaboration avec des organisations internationales a été renforcée, notamment l'**OIT - ORGANISATION**

INTERNATIONALE DU TRAVAIL, le Comité de la santé de l'IÖGP - l'Association internationale des producteurs de pétrole et de gaz et l'IPIECA, l'association sectorielle sur les questions de durabilité mondiale. Eni dispose d'un système de bien-être et d'avantages sociaux qui comprend un ensemble de services, d'initiatives et d'instruments visant à améliorer

le bien-être des employés. Le nombre de participants aux initiatives de promotion de la santé en 2023 est de 90 798, dont 65 074 employés, 23 632 agents sous contrat et 2 092 membres de la famille. Il s'agit de programmes, d'activités et d'interventions volontaires dont l'objectif prioritaire est de maximiser le bien-être moral et physique des travailleurs.

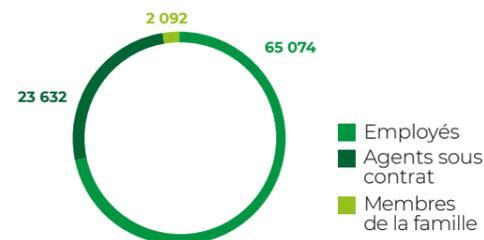
346 523
services de santé fournis

NOMBRE DE SERVICES DE SANTÉ FOURNIS EN 2023



90 798
accès aux initiatives de promotion de la santé

NOMBRE D'INSCRIPTIONS AUX INITIATIVES DE PROMOTION DE LA SANTÉ EN 2023



INITIATIVES EN MATIÈRE DE SANTÉ

MÉDECINE DU TRAVAIL ET HYGIÈNE INDUSTRIELLE

Pour la protection de la santé et de la sécurité des travailleurs, en ce qui concerne le milieu de travail, la manière dont le travail est effectué et les facteurs de risques professionnels.

- Activités médicales et d'hygiène du travail visant à évaluer, identifier et contrôler les facteurs de risque susceptibles d'avoir un impact sur le bien-être des travailleurs ;
- des activités de recherche scientifique en rapport avec la transition énergétique, en particulier les bioraffineries, la production de biogaz et les processus industriels agroalimentaires ;
- poursuite des essais des nouvelles technologies de l'internet des objets : 49 capteurs ont été testés sur des sites d'exploitation onshore en Italie pour la surveillance de la salubrité des environnements de travail intérieurs afin de protéger la santé des travailleurs.

SANTÉ GLOBALE

Pour la protection et la promotion de la santé communautaire en tant que contribution au développement social et sanitaire (■ **santé communautaire**).

- 11 études sur l'évaluation de l'impact sur la santé (EIS) l'**ÉVALUATION DE L'IMPACT SUR LA SANTÉ (EIS)** dont 6 intègrent **ÉVALUATION DE L'IMPACT ENVIRONNEMENTAL, SOCIAL ET SANITAIRE (ESHIA)** afin d'évaluer les impacts potentiels des projets industriels sur la santé des communautés concernées ;
- mise en œuvre de 38 initiatives de développement sanitaire dans 15 Pays ;
- renforcement de la collaboration avec les institutions et organisations sanitaires dans les Pays de présence avec la signature de 12 accords ;
- aide à l'accès aux services de santé pour 330 000 personnes.

ASSISTANCE MÉDICALE ET SOINS DE SANTÉ D'URGENCE

Pour les travailleurs d'Eni et leurs familles, en fonction des résultats des analyses des besoins et des contextes épidémiologique, opérationnel et législatif. Elle comprend la préparation et la réponse aux urgences sanitaires.

- Services et prestations pour la prévention, le diagnostic, le traitement et la gestion des maladies aiguës et chroniques, pour les travailleurs et, le cas échéant, leur famille ;
- mise à jour permanente des plans d'intervention en cas d'épidémies et de pandémies ;
- service de soutien psychologique en ligne à la disposition des employés en Italie et à l'étranger, couvrant 70 % des employés et devant être prolongé à 85 % d'ici à 2027 ;
- service de Premiers Secours Psychologiques (PFA) à la disposition de tous les employés en Italie et à l'étranger en cas d'événements catastrophiques et inattendus ;
- activer des services spécifiques concernant la santé et les soins liés au genre, comme en Italie une ligne d'assistance téléphonique dédiée aux victimes de harcèlement et de violence fondée sur le genre (■ **étude de cas du WEP**) ;
- la prolongation à toute l'Italie de « Più Salute », un ensemble de services d'assistance sanitaire gratuits pour les employés d'Eni et leurs familles, qui prévoit une prise en charge 24 heures sur 24, répondant aux besoins, de la télémédecine aux services médicaux à domicile, de la réservation dans les établissements de santé à l'entretien anamnestique.

PROMOTION DE LA SANTÉ

Pour la diffusion d'une culture de la santé parmi les employés et les familles, sur la base de l'état de santé de la population générale.

- Sensibilisation aux maladies endémiques, telles que la tuberculose et le paludisme, aux maladies sexuellement transmissibles et aux maladies non transmissibles, telles que le diabète et l'hypertension ;
- la prolongation dans de nombreuses villes italiennes du service « Previene con Eni », un contrôle gratuit tous les deux ans pour la prévention oncologique et cardiovasculaire qui a concerné 44 % de la population d'Eni ;
- de la campagne de vaccination contre la grippe en Italie.

SANTÉ ET TRANSITION ÉNERGÉTIQUE

En 2023, les activités de recherche scientifique se sont poursuivies, développées avec la contribution des chercheurs d'Eni et en collaboration avec des universités et des instituts de recherche, afin d'évaluer les risques, les impacts potentiels et les opportunités pour la santé des travailleurs et des communautés, liés à la transition énergétique, aux nouvelles technologies

JT

et aux nouveaux processus de production. L'accent a été mis sur les bioraffineries et l'agro-industrie, ainsi que sur les activités de l'entreprise liées à la stratégie de décarbonisation, telles que la cuisson propre. Dans le cadre des activités de recherche scientifique, les travaux du comité de santé de la Fondazione Eni Enrico Mattei (FEEM), un comité de recherche scientifique indépendant, se sont poursuivis. Fondé en 2021, il est composé de médecins, d'économistes et d'experts des systèmes de santé

qui soutiennent Eni dans l'identification de nouveaux risques sanitaires dans le contexte de la transition énergétique, dans la définition de modèles de collaboration entre les secteurs public et privé, dans la préparation et la réponse aux urgences et dans la fourniture de services de bien-être. L'objectif principal est de protéger la santé du personnel d'Eni impliqué dans le processus de transition et de contribuer au renforcement et à la résilience des systèmes sociaux et de santé.

Interview



WALTER RICCIARDI

Professeur titulaire d'Hygiène et de Médecine Préventive à l'Università Cattolica del Sacro Cuore à Rome. Il a été président de l'Istituto Superiore di Sanità (2015-2018) et membre nommé par le gouvernement italien pour représenter l'Italie au Conseil exécutif de l'Organisation Mondiale de la Santé (2017-2020). Il est actuellement président du Conseil de la Mission pour le cancer de la Commission européenne.

Santé Planétaire : Perspectives et Défis

Professeur, qu'est-ce que la santé planétaire et la santé unique et en quoi sont-elles pertinentes pour la protection de la santé ?

La santé planétaire et One Health sont des approches interdisciplinaires qui se concentrent sur l'interconnexion entre la santé humaine, la santé animale et la santé de notre planète, en analysant et en relevant les défis qui menacent la santé des personnes, à la fois directement et indirectement par l'intermédiaire de l'environnement naturel. La santé planétaire est considérée comme une évolution de One Health. Alors que cette dernière se concentre principalement sur la santé humaine, animale et environnementale et sur les interactions entre elles, la santé planétaire élargit ce point de vue pour inclure des considérations sur les systèmes sociaux, économiques et politiques qui influencent la santé humaine et le bien-être de la planète. Il examine donc également des facteurs tels que le changement climatique, l'évolution de la biodiversité, les systèmes alimentaires, la mondialisation et la mobilité. Cette nouvelle approche implique des actions visant à réduire les inégalités sociales, car ce sont souvent les communautés les plus vulnérables qui souffrent le plus des effets négatifs de ces phénomènes. La santé planétaire est essentielle pour un avenir durable et prospère pour tous et ne peut être atteinte qu'en impliquant les gouvernements, les organisations internationales et les communautés locales.

Professeur, lors des activités de recherche menées en 2023 au sein du Comité Santé de la FEEM, vous nous avez montré l'intérêt d'une approche systémique dans l'analyse des maladies infectieuses, pouvez-vous nous en dire plus ?

Autre conséquence possible des changements climatiques en cours, nous observons désormais des variations dans la distribution géographique et la saisonnalité de certaines maladies. Nous avons analysé les fièvres hémorragiques, en particulier les virus Ebola, Lassa et Marburg, afin d'évaluer leur potentiel de propagation en identifiant les facteurs de risque liés à l'environnement et à la population. Ces infections constituent en effet des menaces pour la santé mondiale, et l'étude de leur contexte écologique

peut fournir des informations pertinentes pour les systèmes de préparation et de réponse à l'apparition de nouvelles urgences. Il est important de mener des recherches qui permettront d'élaborer des stratégies d'adaptation et de renforcer les systèmes de santé.

D'ailleurs, pouvez-vous nous expliquer ce que l'on entend par un système de santé résilient ?

Un système de santé résilient est un système capable de s'adapter, de résister et de se remettre efficacement de situations stressantes, de crises ou de catastrophes. Dans le contexte de la santé, la résilience désigne la capacité à faire face et à gérer les nouveaux défis, tels que les épidémies, les pandémies, les catastrophes naturelles, les urgences sanitaires et d'autres événements susceptibles d'exercer une pression sur les ressources et les capacités du système.

Professeur, outre les maladies infectieuses, l'un des plus grands défis d'ici à 2030 est sans conteste la lutte contre le cancer. Pensez-vous qu'il soit réellement possible de contrer cette « calamité » et comment ?

La lutte contre le cancer est un défi complexe. Je pense qu'il est possible de lutter efficacement contre cet état pathologique grâce à une approche holistique et coordonnée impliquant différents secteurs et acteurs et en s'appuyant sur les éléments suivants (i) prévention : promotion de modes de vie sains, réduction de l'exposition à des substances cancérigènes telles que la fumée de tabac et l'alcool ; (ii) diagnostic précoce et traitement : il est essentiel de garantir un accès équitable et rapide à ces services pour améliorer les résultats cliniques des patients atteints de cancer. Cela nécessite des investissements dans la formation du personnel de santé, dans les infrastructures sanitaires et dans l'accès aux thérapies les plus efficaces ; (iii) la recherche et l'innovation : elles jouent un rôle clé dans le développement de nouvelles thérapies et de techniques de diagnostic plus efficaces, ainsi que dans l'identification de biomarqueurs prédictifs. Il est important de soutenir la recherche multidisciplinaire et de promouvoir la collaboration internationale.

Environnement



Pourquoi c'est important pour Eni ?

La protection de l'environnement est une valeur fondamentale pour Eni et fait partie intégrante de nos stratégies commerciales. Nous promovons la culture environnementale en interne et auprès de nos parties prenantes. L'utilisation efficace des ressources, la protection du capital naturel et une approche circulaire sont les principes qui guident notre entreprise vers l'objectif de Neutralité carbone d'ici 2050.

GIOVANNI MILANI RESPONSABLE HSEQ D'ENI

Pour en savoir plus

POLITIQUES/POSITIONS/AUTRES DOCUMENTS

► Policy d'Eni en matière de biodiversité et de services écosystémiques ; ► Engagement d'Eni à ne pas mener d'activités d'exploration et de développement dans les sites naturels inscrits au patrimoine mondial de l'UNESCO ; ► Position d'Eni sur l'eau ; ► Position d'Eni sur la biomasse ; ► Code Éthique d'Eni ; ► Eni for 2023 - Performance en matière de développement durable ; ► Questionnaire CDP sur la sécurité de l'eau 2023 ; ► eni.com ; ► Questionnaire CDP sur la sécurité de l'eau 2023

ENGAGEMENTS

Engagement à minimiser ses propres prélèvements d'eau douce dans les zones de stress hydrique ; réutilisation de l'eau douce conformément à la tendance des 5 dernières années ; réinjection de l'eau de production conformément à la tendance des 5 dernières années dans le même secteur de consolidation ; développement de nouvelles technologies de récupération des déchets et mise en œuvre à l'échelle industrielle ; engagement, dans les interventions d'assainissement, à mettre en œuvre des solutions technologiques durables inspirées par les principes de la circularité

LA CULTURE ENVIRONNEMENTALE

Eni accorde une attention particulière à l'utilisation efficace des ressources naturelles, comme l'eau, à la réduction des **DÉVERSEMENTS DE PÉTROLE** aet des émissions, à la gestion des déchets, la protection des zones protégées importantes pour la biodiversité et aux services écosystémiques. En 2023, Eni a poursuivi le

programme de renouvellement culturel initié en 2019, visant principalement les employés et la chaîne d'approvisionnement. Parmi les différentes initiatives prévues par le programme, citons les Environmental Culture Engagement, des sessions spécifiques de sensibilisation aux questions environnementales, mises en œuvre jusqu'à présent sur 6 sites italiens et 1 site étranger. Au cours de ces sessions, en commen-

çant par les **RÈGLES D'OR ENVIRONNEMENTALES**, on adopte une approche qui favorise l'intelligence collective et une communication efficace, ce qui est utile pour identifier des solutions avec un engagement élevé et une mise en œuvre facile. En outre, 16 Pactes pour l'environnement et la sécurité ont été signés, impliquant les fournisseurs dans des actions d'amélioration tangibles et mesurables.

LA GESTION DES RESSOURCES EN EAU CHEZ ENI

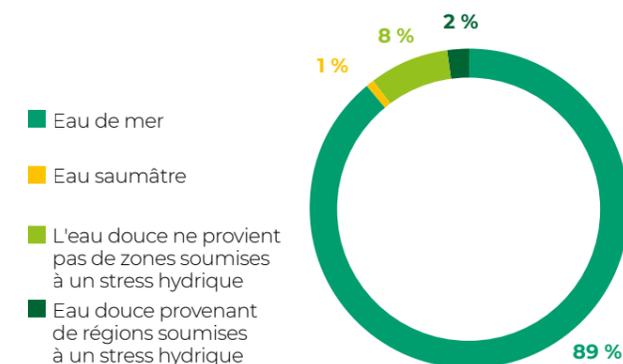
Les principes fondateurs

En 2021, Eni a publié son positionnement sur l'eau, dans lequel elle s'engage à respecter le PDG Water Mandate et, en particulier, à minimiser ses prélèvements d'eau douce dans les zones soumises à un stress hydrique. Afin de garantir une gestion efficace des ressources en eau, Eni évalue l'utilisation de l'eau et son impact sur l'écosystème, les autres utilisateurs et l'organisation elle-même. En particulier, dans les zones de stress hydrique, Eni réalise la cartographie et la surveillance des risques liés à l'eau et

les scénarios de sécheresse (cartographiés chaque année à l'aide d'Aqueduct, un instrument développé par le World Resources Institute) afin de définir des actions à court, moyen et long terme visant également à prévenir et à atténuer les effets du changement climatique. La minimisation des prélèvements d'eau douce de haute qualité (c'est-à-dire des aqueducs, des eaux souterraines ou des eaux de surface) est mise en œuvre par : (i) des mesures d'efficacité des processus ; (ii) l'utilisation d'eau de moindre qualité, telle que l'eau de pluie, les eaux usées ou d'assainissement, l'eau recyclée ou l'eau dessalée. Au contraire, au sein de l'PIECA, Eni s'est engagée à promouvoir

les meilleures pratiques dans le domaine de la gestion des ressources en eau par le biais d'un programme de formation et du partage des expériences de l'industrie, et elle est également active dans la définition de critères de gestion de l'eau pour le secteur de l'O&G et les énergies alternatives, y compris le solaire, l'éolien, l'hydrogène et les biocarburants. Les engagements pris projettent Eni vers la poursuite d'une gestion optimale de l'eau également en dehors du périmètre industriel, intégrée dans le territoire et capable de minimiser l'exposition de ses activités au risque hydrique, à travers une approche intégrée au niveau du bassin hydrographique.

TOTAL DES PRÉLÈVEMENTS D'EAU PAR SOURCE (%)



PRÉLÈVEMENTS D'EAU DOUCE PAR SECTEUR (millions de m³)



Interview

Stratégies de Collaboration et de Durabilité

Le projet Be-Green est une initiative qui utilise des instruments psychologiques pour identifier les comportements respectueux de l'environnement dans les entreprises, dans le but de promouvoir une culture environnementale sur le lieu de travail. Une enquête a été préparée pour répertorier les facteurs organisationnels tant au niveau de l'entreprise qu'au niveau individuel, c'est-à-dire les compétences non techniques des personnes et leur sensibilité à l'égard de l'environnement. La valeur et l'originalité du projet ont été reconnues avec le prix « PA durable et résilient 2022 » dans la catégorie « Former sur les thèmes de durabilité » par le Forum de l'administration publique.

Comment est née la collaboration avec Eni ?

Dans le cadre du parcours entrepris par Eni sur le thème de la promotion de la culture environnementale, dans une perspective interdisciplinaire et de collaboration entre le monde universitaire et le monde des affaires, nous avons saisi l'occasion d'explorer de nouvelles connaissances sur le thème de la durabilité environnementale. L'idée s'est concrétisée en 2022 avec le projet de recherche BE-GREEN, financé par le Ministère de l'Université et de la Recherche (MUR) en faveur des interventions REACT EU-PON « Recherche et Innovation 2014-2020 », qui constitue une évolution d'une activité, lancée en 2019 à Eni, axée sur l'attention et la gestion des signaux environnementaux faibles. (...)

”

Comment construire une culture environnementale partagée au sein de l'entreprise ?

L'enquête, réalisée par un groupe d'employés, montre dans ses résultats que les facteurs humains et organisationnels influencent l'adoption de comportements visant à prévenir les impacts environnementaux et à améliorer la durabilité des processus et des produits ; en outre, les instruments et le soutien fournis par l'entreprise encouragent l'identification et la gestion préventives des situations à risque pour l'environnement. Sur la base des résultats de l'enquête, Eni a mis au point une série d'instruments de formation que le projet Be-Green a intégrés et améliorés dans un nouveau processus de sensibilisation axé sur l'application des **RÈGLES D'OR ENVIRONNEMENTALES**. En agissant sur les caractéristiques individuelles clés, il est possible d'activer les attitudes qui augmentent le niveau de maturité de la culture de la protection de l'environnement, devenant ainsi le capital de valeur de l'entreprise. Le parcours promeut et renforce chez les travailleurs une plus grande prise de conscience dans la gestion de ces questions (...). Les retombées et les implications pour la promotion de la durabilité environnementale sont multiples. C'est pourquoi le cours sera prolongé en 2024, afin de répondre à la nécessité de promouvoir une action plus consciente et plus respectueuse de l'environnement, avec des avantages pour l'entreprise et les travailleurs : une valeur à apporter sur le lieu de travail et à l'extérieur de celui-ci.



CHIARA MENEGHETTI

Professeure associée de psychologie au Département de Psychologie Générale de l'Université de Padoue, elle a obtenu son diplôme et sa formation dans cette même Université. Son domaine de recherche concerne la cognition et les caractéristiques personnelles en relation avec les différences individuelles.

► Pour la version complète de l'interview, cliquez ici.

LES PRINCIPALES LIGNES D'INTERVENTION

EAUX RÉSIDUAIRES

Les eaux usées sont la combinaison des effluents civils et industriels et des eaux de pluie collectées et évacuées par les réseaux d'égouts ou de drainage. En donnant la priorité aux zones à stress hydrique élevé, Eni promeut des interventions visant à réduire les prélèvements d'eau grâce à la réutilisation des eaux usées, telles que :

- La raffinerie de Livourne, l'un des principaux sites italiens exposés au stress hydrique ;
- le pôle pétrochimique de Ravenna, avec une station de réutilisation des eaux usées, opérationnelle à partir de 2025 (environ -5 % des prélèvements d'eau douce de surface du site) ;
- la société pétrochimique de Brindisi, avec une installation pour la réutilisation d'environ 0,4 Mm³ par année d'eaux usées, opérationnelle d'ici 2026 ;
- Bioraffinerie de Gela, Eni traitera environ 3,9 Mm³ d'eaux usées urbaines en 2023 et réutilisera 0,4 Mm³ à des fins industrielles.

EAUX D'ASSAINISSEMENT

Les eaux d'assainissement sont des eaux souterraines contaminées provenant de sites faisant l'objet d'un assainissement, qui nécessitent un traitement pour éliminer les polluants avant qu'elles puissent être restituées à l'environnement ou réutilisées en toute sécurité. Eni s'est engagée à améliorer la valeur de l'eau d'assainissement grâce à des processus de réutilisation, réduisant ainsi la nécessité de puiser de l'eau de haute qualité. Par exemple :

- Eni Rewind, sur différents sites, notamment Porto Torres, Priolo, Assemini, Manfredonia et Gela, traite les eaux souterraines pour produire de l'eau déminéralisée destinée à être réutilisée ;
- des projets de réutilisation des eaux d'assainissement à l'usine pétrochimique de Porto Torres (pour 1/3 des besoins en eau douce du site) et à la bioraffinerie de Gela (0,5 Mm³ par an) ;
- Environ 50 % des besoins en eau de la bioraffinerie de Gela en 2023 seront satisfaits par des eaux de faible qualité (en raison des eaux usées et des activités d'assainissement) ;
- d'autres études sont en cours pour accroître la réutilisation des eaux d'assainissement et des eaux usées sur les sites industriels de Porto Torres, Priolo et Mantoue.

EAUX DE PRODUCTION

L'eau de production désigne l'eau associée à l'extraction des hydrocarbures naturellement présents dans le réservoir, qui peut contenir des contaminants (huiles, métaux lourds ou autres composés nocifs). Eni s'engage à traiter et à réutiliser l'eau de production, en limitant les activités d'élimination et en favorisant sa valorisation par réinjection dans le réservoir afin d'augmenter la récupération du pétrole :

- Le Projet Viggiano Blue Water, dans le Val d'Agri en Basilicate, pour traiter et récupérer l'eau de production ;
- le site de Meleiha (Agiba, Égypte) où la réinjection totale à des fins de production sera possible en 2024, ce qui réduira considérablement les rejets dans les bassins d'évaporation ;
- au Turkménistan, sur le site de Burun, une initiative est en cours qui conduira à partir de 2024 à la remise à zéro de la réinjection pour élimination ;
- au cours de l'année 2023, la réinjection de l'eau de production (à la fois à des fins de production et d'élimination) a atteint 60 % du total produit.

EAU DESSALÉE

L'eau dessalée est de l'eau douce obtenue par le processus de dessalement, qui consiste à éliminer le sel et les impuretés de l'eau de mer ou d'autres sources à forte salinité. Eni donne la priorité à la réduction des prélèvements d'eau douce de haute qualité, en les remplaçant par de l'eau dessalée et en améliorant l'efficacité du réseau de distribution d'eau. Par exemple, l'utilisation de dessalinisateurs en Égypte a permis :

- Éliminer les prélèvements d'eau douce sur le site de Zohr ;
- réduire de 80 % les prélèvements d'eau douce sur le site d'Abu Rudeis.

BIODIVERSITÉ

Opérant à l'échelle mondiale dans des contextes aux sensibilités écologiques différentes, Eni a développé au fil du temps un modèle de gestion de la biodiversité et des services écosystémiques (BES), en s'appuyant sur des partenariats à long terme avec des organisations internationales de premier plan dans le domaine de la conservation de la biodiversité. Le modèle de gestion BES, fondé sur une approche basée sur les risques et appliqué aux opérations existantes et aux nouveaux projets, garantit que les interrelations entre les aspects environnementaux (tels que le changement climatique et la gestion des ressources en eau) et les aspects sociaux (tels que le développement des communautés locales) sont identifiées et gérées dès les premières étapes du projet. En outre, l'application systématique de la hiérarchie d'atténuation permet de donner la priorité aux mesures préventives par rapport aux mesures correctives et de promouvoir l'amélioration continue de la gestion des BES vers l'absence de perte nette (no net loss) ou l'amélioration



Restauration d'un fourré de cordon littoral après la construction

des conditions (net gain), en fonction des risques et du contexte spécifiques du projet. L'exposition d'Eni aux risques liés à la biodiversité est périodiquement évaluée en cartographiant les sites opérationnels d'Eni en fonction de leur proximité géographique avec les zones protégées et les zones importantes pour la conservation de la biodiversité, afin d'identifier les sites prioritaires où intervenir avec des études à plus haute résolution pour caractériser le contexte opérationnel-environnemental et évaluer les impacts potentiels à éviter ou à atténuer par le biais de plans d'action en fa-

veur de la biodiversité (PAB). En 2023, des activités de restauration des habitats ou de protection de la biodiversité ont eu lieu au Congo, en Égypte, aux États-Unis (Alaska), au Mexique, au Ghana, en Espagne et en Italie. Sur le site ► [eni.com](https://www.eni.com), vous trouverez des informations sur les analyses d'exposition au risque biodiversité pour les opérations du portefeuille d'Eni et sur les actions d'atténuation, conformément aux recommandations de transparence de l'accord-cadre mondial de la Convention sur la diversité biologique « Kunming-Montréal Global Biodiversity Framework ».

Étude de cas



Les économies d'eau à la Centrale Enipower de Ferrera Erbognone

CONTEXTE : la réduction des prélèvements d'eau douce de haute qualité se fait par substitution avec des ressources de moindre valeur, telles que l'eau contaminée ou les eaux usées traitées, ou par des économies et des gains d'efficacité.

PROJET : sur le site d'Enipower à Ferrera Erbognone, Eni a testé un système permettant d'optimiser la filtration de l'eau d'appoint utilisée pour le refroidissement des installations auxiliaires. Le nouveau dispositif, installé fin 2022, est doté d'un système de filtrage auto-nettoyant innovant qui permet de réaliser d'importantes économies d'eau lors des cycles de lavage nécessaires pour maintenir un niveau adéquat de qualité de l'eau de refroidissement.

RÉSULTATS : le nouveau système permet une économie de 99 % par rapport au système traditionnel, ce qui équivaut à une consommation réduite de plus de 24 000/an d'eau douce. Bien qu'il représente un volume limité (environ 1 %) par rapport au prélèvement d'eau douce de l'ensemble du système central, ce système peut être exporté vers d'autres entités qui utilisent de l'eau de refroidissement en boucle fermée et peut représenter une mesure supplémentaire d'efficacité, même pour les sites caractérisés par un cycle de l'eau industriel optimisé et intégré dans le territoire.



POSITIONNEMENT

► Politique « NO GO »

Eni ne mène pas d'activités d'exploration et d'exploitation de pétrole dans les limites des sites naturels inscrits sur la liste du patrimoine mondial de l'UNESCO.

► Policy BES

Eni reconnaît l'importance de la biodiversité pour le bien-être humain et les affaires en promouvant une approche active et intégrée de la gestion de la biodiversité dans toutes les opérations, dans des contextes présentant des sensibilités écologiques et normatifs différentes.



MODÈLE DE GESTION DES BES

Évaluation de l'exposition aux risques

Analyse à l'aide d'instruments et de processus internes afin d'identifier et de classer par ordre de priorité les sites présentant un risque potentiel d'impact sur les BES.

Mise en œuvre des PAB

Des plans qui définissent des actions visant à atténuer les impacts et à conserver ou améliorer la biodiversité, garantissant ainsi une gestion efficace de l'exposition aux risques.

Hiérarchie des mesures d'atténuation

Outil de base du modèle de gestion des BES, il s'agit d'une séquence privilégiée d'actions pour prévenir et à éviter les impacts. Lorsque cela n'est pas possible, il convient de minimiser et, en cas d'impact, de restaurer. Lorsque des impacts résiduels significatifs subsistent, compenser les risques et les impacts qui y sont liés.



COLLABORATIONS ACTIVES EN 2023

- Faune et flore (depuis 2003) ;
- Société de conservation de la faune (depuis 2016) ;
- UICN - Union internationale pour la conservation de la nature (à partir de 2022) ;
- Membre de Proteus, un partenariat géré par le PNUE/WCMC (depuis 2008).



Interview

Explorer le lien entre la Biodiversité et l'Entreprise Énergétique

**RAY
VICTURINE**

Directeur du programme « Business and Conservation » du WCS, il travaille avec les secteurs public et privé pour promouvoir les politiques et les meilleures pratiques afin d'atténuer les impacts sur la nature, de faire face aux effets du changement climatique et de rechercher un financement durable à long terme pour la conservation. La formation académique de Ray combine des études d'économie des ressources naturelles, de biologie de la conservation et d'administration d'entreprise.



Quelle est l'importance de la biodiversité pour une entreprise du secteur de l'énergie dans le contexte des défis mondiaux ?

Les entreprises sont appelées à exercer un contrôle croissant sur leurs impacts sur la nature et leurs émissions de gaz à effet de serre et, de plus en plus, la société leur demande de démontrer leur engagement à réduire ces impacts, dans une logique de valorisation des systèmes naturels. Cette démarche s'inscrit dans le cadre de la forte poussée mondiale en faveur de solutions fondées sur la nature pour lutter contre le changement climatique, les maladies zoonotiques et la perte de la biodiversité. Cette attention et cette pression ne manqueront pas de s'accroître à l'avenir et les entreprises, telles qu'Eni, doivent s'y préparer, en garantissant une culture respectueuse de la nature et en internalisant le coût de ses impacts sur la biodiversité et les écosystèmes dans le cadre d'une stratégie solide à long terme.



Quelle est la valeur du partenariat entre Eni et WCS ?

WCS, une organisation de conservation à la longue histoire fondée en 1895, est reconnue mondialement pour sa recherche scientifique et sa capacité à obtenir des résultats solides en matière de conservation grâce à une gestion efficace et à la mise en œuvre de programmes robustes. Lorsqu'Eni travaille ou planifie des développements dans ou à proximité des zones les plus importantes en termes de conservation, WCS contribue à garantir que l'entreprise utilise les meilleures pratiques pour éviter ou minimiser les impacts et développe des plans techniques et financiers qui compensent les impacts résiduels potentiels, garantissant ainsi qu'il n'y a pas de perte nette de biodiversité et, de préférence, un gain net. Le fait qu'Eni se soit engagée dans la décarbonisation et ait développé une policy BES permet à WCS de travailler en synergie pour obtenir des résultats positifs en matière de biodiversité, de climat et de société. Dans les zones où nos organisations se chevauchent géographiquement, WCS mène des études, élabore des plans d'action en faveur de la biodiversité (BAP) et guide les efforts de l'entreprise pour la réalisation des objectifs en matière de biodiversité. Le travail de la WCS comprend l'évaluation technique de mesures appropriées et transparentes pour évaluer les changements dans la biodiversité. Tout cela profite aux Pays dans lesquels Eni opère et à la planète elle-même.



D'après votre expérience au sein d'Eni, quels ont été les principaux défis à relever dans la mise en œuvre des projets relatifs à la biodiversité et comment ont-ils été surmontés ? Quels ont été les principaux résultats de la collaboration jusqu'à présent ?

WCS et Eni ont commencé à collaborer en 2015 pour développer le PAB pour Mboundi en République du Congo. WCS a dû relever le défi d'entreprendre une évaluation rétrospective des impacts déjà survenus et d'essayer de déterminer lesquels étaient directement ou indirectement liés à Eni. Les travaux ont révélé la présence d'espèces jusqu'alors inconnues dans la zone opérationnelle. Il a également conclu que l'ouverture de routes pour relier les installations de production facilitait l'accès à la forêt, la rendant ainsi plus vulnérable à la déforestation, à la chasse, au braconnage et à la transmission de maladies aux animaux sauvages. L'identification de cet impact indirect a conduit à l'élaboration de mesures d'atténuation et à l'adoption de plans visant à soutenir les investissements de conservation dans les zones protégées afin de lutter contre la déforestation, de travailler avec les communautés locales et de gérer l'accès le long des routes. WCS travaille actuellement avec Eni en Alaska pour développer le plan d'action sur la biodiversité et les services écosystémiques afin de soutenir les activités d'atténuation dans l'Arctique. À la suite des études de la WCS, Eni explore des approches innovantes pour surveiller les tanières d'ours polaires à l'aide de drones, combler les lacunes en matière de données pour les principaux taxons et explorer des solutions basées sur la nature pour restaurer les zones de toundra, notamment en promouvant un atelier sur la restauration de la toundra, qui s'est tenu en 2023 et auquel ont participé des représentants des autorités locales et nationales, des experts, des chercheurs et des membres des communautés. Ces actions ont gagné le soutien des parties prenantes locales et ont permis à l'entreprise de jouer un rôle de premier plan. Bien que l'empreinte d'Eni dans l'Arctique soit faible, toutes les actions envisagées sont modulables pour l'ensemble des producteurs du versant nord et des communautés locales. L'intégration de la biodiversité et des services écosystémiques dans la gestion des entreprises est un élément très positif du travail effectué en Alaska. À différents niveaux de l'entreprise, il existe une responsabilité de produire des résultats en matière de biodiversité, liée à des MBO spécifiques, identifiant ainsi la responsabilité d'atteindre les objectifs développés dans les PAB, allant au-delà de la simple conformité. La WCS est actuellement engagée dans la mise en œuvre des recommandations du PAB afin d'obtenir des avantages tangibles en termes de connaissances et de résultats pour la biodiversité et les services écosystémiques. WCS entend poursuivre sa collaboration avec Eni pour explorer d'autres voies innovantes dans l'utilisation de solutions basées sur la nature, développer et tester des mesures efficaces pour contrôler les impacts, et encourager le développement de programmes scientifiques pour soutenir les engagements de l'entreprise en faveur de la nature et de la décarbonisation, ainsi que la mise en œuvre de programmes efficaces à long terme qui contribuent à un gain net de biodiversité là où l'entreprise opère.

ÉCONOMIE CIRCULAIRE

L'économie circulaire est l'un des principaux leviers pour la réalisation des objectifs mondiaux en matière de protection de la nature. Eni a donc adopté les principes de circularité dans son modèle de business, dans les chaînes d'approvisionnement existantes et dans le

développement de nouvelles chaînes de produits. En 2023, Eni a poursuivi le développement dans différents contextes d'entreprise de son modèle de mesure de la circularité, validé par un organisme de certification tiers. En outre, en 2023, Eni a lancé un projet pilote pour l'application de la norme expérimentale UNI TS 11820 sur la mesure de la circularité et

collabore à la mise à jour et à la révision de la norme prévue pour 2024. La norme UNI TS 11820 fournit des conseils sur la manière de mesurer et d'évaluer la performance d'une organisation en matière de circularité et de l'utiliser pour vérifier l'efficacité des stratégies de circularité au moyen d'un ensemble d'indicateurs de l'économie circulaire.

UPSTREAM

- Elle recherche les possibilités de réutilisation des actifs et des équipements arrivés à maturité à la fin du cycle de production, y compris par le biais du recyclage des matériaux.

- L'évaluation des initiatives visant à promouvoir les énergies renouvelables, les installations photovoltaïques et le stockage d'énergie dans l'ancien centre d'huile de Trecate est en cours ;
- elle a recyclé environ 900 tonnes d'acier dans l'ancienne station d'épuration des gaz située dans le quartier centre-nord de Ravenne.

DOWNSTREAM

- Elle transforme les raffineries traditionnelles en bioraffineries pour la production de biocarburants à partir de **MATIÈRES BIOGÈNES**, des déchets et des ordures.

- En cours de vérification de l'utilisation de nouveaux processus pour la valorisation des déchets et des déchets pour la production de nouveaux vecteurs énergétiques ;
- utilisation de déchets biogènes, plasmix, CSS, FORSU, Fraction organique des déchets municipaux solides.

VERSALIS

- Elle développe et met en œuvre des technologies de recyclage complémentaires pour les plastiques et le caoutchouc ;
- elle utilise des matières premières provenant de sources renouvelables et recyclées pour fabriquer des produits de plus en plus durables.

- Le site de Porto Marghera est en train d'être transformé en centre de recyclage mécanique avancé des plastiques de post-consommation ;
- elle a commencé la construction de l'usine de démonstration pour le recyclage chimique des plastiques avec la technologie brevetée Hoop® ;
- elle améliore la gamme de produits issus de matières premières biologiques et à empreinte carbone réduite.

ENI REWIND

- Elle valorise le sol, l'eau et les déchets industriels et d'assainissement grâce à des projets de réhabilitation et de reconversion des sites abandonnés, en appliquant des solutions de pointe et des technologies exclusives.

- On a adopté des solutions d'assainissement au km 0 et de régénération des eaux traitées ;
- elle active dans la conversion d'actifs désaffectés en centrales d'énergie renouvelable et en plates-formes de valorisation des terres ;
- développement de la technologie Blue Water pour la réutilisation de l'eau de production ;
- elle poursuit le projet de valorisation des boues urbaines à Porto Marghera.

PLENITUDE

- Elle produit de l'électricité à partir de sources renouvelables ;
- elle étudie les opérations de revamping et de repowering pour la prolongation de la durée de vie utile des actifs.

- Elle est engagée dans la réduction de la production de déchets en réutilisant les sous-produits ;
- capacité installée par des installations de production d'électricité à partir de sources renouvelables (photovoltaïque et éolien).

Étude de cas

Transformation circulaire des sites traditionnels : la bioraffinerie de Livourne

JT



CONTEXTE : parmi les projets liés à l'économie circulaire d'Eni figure la construction de la nouvelle bioraffinerie de Livourne, qui prévoit la mise en place d'une usine d'une capacité de traitement de 500 000 tonnes par an (kt/an) capable de produire des biocomposants innovants et de haute qualité.

ACTIVITÉ : cette conversion permettra d'utiliser des matières premières dérivées de résidus de l'industrie agroalimentaire, d'origine végétale et animale, et des huiles végétales, cultivées principalement sur des terres dégradées ou abandonnées. Le traitement de ces matières premières sera effectué au moyen de la technologie propriétaire Ecofining™, qui permet de produire des biocarburants avancés contribuant à la réduction des émissions, conformément à la Directive sur les énergies renouvelables REDII, qui garantissent une réduction importante des émissions de CO₂ puisqu'ils sont obtenus à partir de résidus ou de déchets de la chaîne agroalimentaire, tels que l'**HVO (HUILE VÉGÉTALE HYDROGÉNÉE)** le premier biocarburant produit à partir de matières premières 100 % renouvelables. En fait, la bioraffinerie produira des biocomposants qui peuvent contribuer aux objectifs de décarbonisation par la transformation industrielle, en particulier dans le secteur de la mobilité, avec une réduction des émissions de GES de pas moins de 65 %. En outre, toujours dans l'optique de l'économie circulaire, la conversion de la raffinerie en bioraffinerie permettra de mieux utiliser les installations logistiques et les usines de production déjà présentes sur le site, ce qui réduira l'utilisation de ressources vierges et renforcera encore la position de Livourne en tant que centre logistique stratégique pour la distribution de biocarburants dans le centre de l'Italie.

AUTRES PROJETS : commencée en 2023, l'étude pour la construction d'une installation Waste to Methanol à la raffinerie de Sannazzaro pour le traitement de 200 000 tonnes de déchets non recyclables d'origine urbaine et industrielle, qui permettra la production d'environ 95 000 tonnes de méthanol et 1 500 tonnes d'Hydrogène.

DÉMANTÈLEMENT CIRCULAIRE EN UPSTREAM

Dans le contexte actuel de transition énergétique, Eni Upstream a adopté une Circularité basée sur la maximisation de la valeur résiduelle des actifs matures grâce à la régénération des installations et à la réutilisation de ses composants. Compte

tenu du nombre croissant de projets de démantèlement attendus dans les années à venir et des matériaux qui en résulteront, les principes de l'économie circulaire sont l'un des facteurs déterminants dans le choix des meilleures solutions de démantèlement pour les installations Pétrole et Gaz. En fait, de nombreuses usines, à la fin de leur vie opérationnelle, représentent une ressource

importante en termes de matériaux et de composants ferreux qui peuvent être réutilisés dans d'autres contextes, tels que de nouveaux projets de développement ou pour des raisons d'exploitation et de maintenance. L'année 2023 a été particulièrement importante pour la mise en œuvre d'une série d'initiatives visant à soutenir le « Démantèlement Circulaire » en Upstream.

Étude de cas



Les activités dans le domaine du Démantèlement Circulaire



VALORISATION DES ACTIFS MATURES : dans le domaine de la valorisation des actifs productifs, en 2023 a été développé le processus Asset Lifetime Value (ALV) qui analyse la capacité de maximiser la Valeur Nette Annuelle (VAN) dans les actifs matures à travers l'identification des interventions d'efficacité opérationnelle, l'optimisation des coûts, l'application de nouvelles technologies et l'analyse des opportunités de nouvelle vie dans le domaine de la Circulation ou dans les processus M&A. Ce processus fait partie du contexte de suivi des performances des actifs matures et d'optimisation des charges d'exploitation et contribue à la stratégie de réduction des émissions de dioxyde de carbone. En particulier, un modèle de classification intégré basé sur des KPI technico-économiques est utilisé pour identifier d'abord les actifs critiques et leurs domaines d'intervention. Les premiers résultats de ce processus ont été obtenus en 2023 grâce à l'analyse de 24 actifs en Italie et aux États-Unis et à l'évaluation de plus de 80 scénarios d'optimisation, ce qui a permis d'identifier 28 initiatives pour la prolongation de la durée de vie productive de ces actifs de 33 années supplémentaires et de générer 170 millions d'euros de VAN par rapport au scénario précédant l'application de l'initiative.

CIRCULARITÉ : dans le cadre de la stratégie de transition énergétique, un Groupe de Travail multidisciplinaire a été créé en 2023, selon un schéma de transversalité progressive, afin d'identifier et d'évaluer les possibilités de circularité des actifs, tant dans le domaine RN que dans d'autres Secteurs d'activité d'Eni.

ÉTAPES DE L'ANALYSE POUR LA CIRCULARITÉ DU DÉMANTÈLEMENT



Les activités du groupe de travail ont commencé par l'analyse d'une série d'actifs onshore du District du Centre-Nord de Ravenne. Plusieurs initiatives de circularité ont déjà été sélectionnées et font actuellement l'objet d'études de faisabilité. En particulier, il convient de signaler l'ancien Centre d'huile de Trecate, pour lequel des options de reconversion liées à la réalisation d'installations photovoltaïques et de stockage d'énergie sont en cours d'évaluation. En 2024, on a prévu la prolongation de ces études à d'autres actifs NR onshore et offshore afin d'élargir les possibilités de réutilisation dans les différents secteurs d'activité d'Eni. Des exemples de projets de conversion d'installations offshore et onshore, dans le domaine des stratégies de décarbonisation de la Société, la Société sont Ravenna CSC en Italie et HyNet au Royaume-Uni, pour lesquels des plateformes, des pipelines et des puits existants doivent être réutilisés pour le captage et le stockage du dioxyde de carbone dans des réservoirs épuisés et convertis en sites de stockage permanent. Dans le domaine de la circularité des composants, une nouvelle meilleure pratique d'entreprise a été publiée comme une ligne directrice du flux opérationnel pour la réutilisation d'équipements et de matériaux encore appropriés, rendus disponibles pendant la production ou à la suite d'un projet de démantèlement. Un exemple de réutilisation de composants concerne l'ancienne usine de traitement de gaz de Capparuccia, dans la région des Marches, où plusieurs pièces d'équipement ont été réutilisées avec succès dans d'autres sites de production, avec des avantages économiques, opérationnels et environnementaux significatifs. D'autres initiatives de réutilisation des équipements en cours concernent les actifs au Royaume-Uni dans les camps de Liverpool Bay et Hewett. La dernière étape du processus de circularité implique le recyclage de matériaux tels que l'acier, le cuivre, l'aluminium et d'autres ressources issues du démantèlement, qui peuvent être réutilisés dans des processus industriels. En 2023, environ 900 tonnes d'acier ont été recyclées dans le cadre des activités de démantèlement en Italie et, au cours de la période 2025-2027, environ 4 500 tonnes d'acier devraient être recyclées dans le cadre du démantèlement des premières plateformes en Italie et 18 000 tonnes d'acier supplémentaires dans le cadre du démantèlement des plateformes britanniques en mer du Nord.

DÉMANTÈLEMENT : en ce qui concerne les activités de Démantèlement, les principales activités en 2023 ont été menées sur des actifs en Italie et au Royaume-Uni. En particulier, en ce qui concerne l'Italie, les campagnes de fermeture minière des puits onshore et offshore se sont poursuivies et les activités préparatoires ont été lancées pour l'élimination de dix plates-formes dans la mer Adriatique et pour la campagne de fermeture minière des puits de haute mer du champ d'Aquila au large de Brindisi. Pour la partie onshore, le démantèlement de la centrale électrique au gaz de Capparuccia a été achevé. Au Royaume-Uni, les principales activités de démantèlement concernent les champs de Hewett et de Liverpool Bay. Sur Hewett, la campagne de fermeture des puits de mine et les activités préparatoires au retrait des six plateformes offshore, prévu pour 2024, se poursuivent. Dans la baie de Liverpool, les activités préparatoires ont commencé pour l'enlèvement des installations affectées par le projet CSC et pour le début de la campagne de fermeture des puits du camp.

GESTION DES DÉVERSEMENTS D'HYDROCARBURES

Eni poursuit ses efforts sur tous les aspects de la gestion des urgences liés aux impacts des **DÉVERSEMENTS D'HYDROCARBURES** au cours de l'exploitation et de l'effraction. Dans le Val d'Agri, dans le domaine de la prévention des **DÉVERSEMENTS DE PÉTROLE** dans le contexte italien, une maintenance annuelle a été effectuée sur le système de détection des déversements potentiels (système e-vpms®) et sur le système de supervision et d'alerte météorologique. En Ligurie (ligne Pegli-Sannazzaro), l'installation de débitmètres pour la détection de pertes soudaines et durables a été achevée, tandis que dans le Latium (ligne Pantano-Fiumicino), un test de faisabilité a été réalisé pour l'applicabilité du système

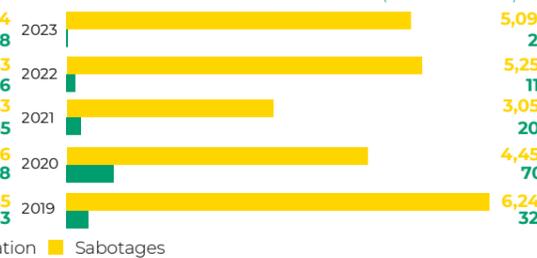
de détection des déversements, afin de détecter d'éventuelles interférences avec des tiers et de prévenir d'éventuelles effractions. En Italie également, sur le réseau de détail, la campagne de nettoyage préventif et de mise hors service des réservoirs s'est achevée. En outre, Eni continue de s'engager dans la vérification, la supervision et le remplacement des pipelines onshore et offshore dans le secteur Upstream afin de garantir l'intégrité des actifs et de prévenir les déversements. Des programmes spécifiques sont en cours en Égypte, au Congo et en Tunisie. Au cours de l'année 2023, dans le domaine des méthodologies d'évaluation des impacts environnementaux résultant du **DÉVERSEMENT DE PÉTROLE**: (i) la méthodologie visant l'évaluation des risques découlant d'événements naturels susceptibles d'affecter les pipelines a été affinée ;

(ii) une étude prévisionnelle a été réalisée en Libye, sur la base des lignes directrices de l'industrie, en vue d'identifier et de hiérarchiser les options d'intervention en cas de **DÉVERSEMENT DE PÉTROLE**. Eni continue de collaborer avec les associations industrielles (IPIECA et IOGP) afin de renforcer sa capacité de réaction à la pollution marine causée par d'éventuels **DÉVERSEMENT DE PÉTROLE** (de pétrole et d'autres produits chimiques), à la fois en mettant à jour et en diffusant certains guides de meilleures pratiques, et en participant à des initiatives régionales en coopération avec l'Organisation maritime internationale (OMI) et Global Initiative West, Central and Southern Africa, et en surveillant les activités de l'Oil Spill Preparedness Regional Initiative (initiative régionale de préparation aux déversements de pétrole).

DÉVERSEMENT D'HYDROCARBURES PAR L'EXPLOITATION ET À CAUSE DE SABOTAGE (Volume >1 baril)



DÉVERSEMENT D'HYDROCARBURES PAR L'EXPLOITATION ET À CAUSE DE SABOTAGE AU NIGÉRIA (Volume >1 baril)



Étude de cas



La gestion des déversements d'hydrocarbures au Nigeria

CONTEXTE ET APPROCHE : ces dernières années, les actifs terrestres du Nigeria (puits et conduites de gaz/pétrole couvrant au total environ 3 000 km) ont été la cible d'activités illégales, affectant divers aspects de l'activité. Eni a donc développé et renforcé au fil des ans une stratégie de prévention et d'atténuation de ces événements et de leurs impacts potentiels, basée sur l'identification précoce des pertes, des dommages ou des activités effractives à proximité ou sur les lignes de transport, afin d'intervenir rapidement pour les réduire ou les éviter.

ACTIVITÉ : en 2023, Eni a renforcé ses initiatives de prévention et de gestion des pertes sur les lignes de production en mettant en œuvre, par exemple, les activités suivantes : (i) optimisation de la supervision avec renforcement dans les zones particulièrement exposées au sabotage et au bunkering ; (ii) Poursuite du test de fonctionnement du système e-vpms®, installé sur certaines des principales canalisations ; (iii) des essais d'utilisation de drones pour améliorer l'identification des activités illégales et soutenir les agences de supervision et les autorités dans la réduction des phénomènes affectés ; (iv) la promotion d'activités de sensibilisation aux risques associés à la pollution potentielle due aux **DÉVERSEMENT DE PÉTROLE** à l'intention des communautés locales ; (v) le renforcement des équipes chargées de réparer les points de connexion illégaux, ce qui entraînera une diminution des incidences sur l'environnement ; (vi) Une attention stricte aux activités de nettoyage et de restauration dans les zones touchées par les déversements de pétrole.

RÉSULTATS : en 2023, le nombre de déversements de pétrole a diminué **DÉVERSEMENT DE PÉTROLE** opérationnels par rapport à 2022, ce qui confirme l'utilité des actions mises en œuvre. Parallèlement, en raison notamment d'un cadre économique et social en constante évolution dans le Pays qui crée souvent les conditions d'une augmentation des activités illégales, on observe une augmentation des cas de sabotage en 2023 (372 contre 244 en 2022), caractérisée toutefois par une réduction du nombre de barils déversés (5 092 contre 5 253 en 2022).

Droits de l'homme



Pourquoi c'est important pour Eni ?

L'engagement en faveur de la promotion et de la protection des Droits de l'homme est une caractéristique d'Eni, qui a toujours associé ses activités industrielles sur le terrain à un profond respect des communautés locales. Cet engagement, que nous demandons également à tous les sujets avec lesquels nous entretenons des relations, est exprimé dans notre Code Éthique et dans la « Policy ECG Respect des Droits de l'homme chez Eni » qui promeut la dignité, l'égalité et le bien-être de toutes les personnes, pour un environnement de travail inclusif et juste.

LUCA FRANCESCHINI RESPONSABLE DE LA CONFORMITÉ INTÉGRÉE D'ENI

Pour en savoir plus

POLICY/POSITIONS/AUTRES DOCUMENTS

► Code Éthique d'Eni ; ► Policy de respect des Droits de l'homme chez Eni ; ► Gestion des signalements reçus par Eni SpA et ses filiales ; ► Eni for 2023 - Performance en matière de développement durable ; ► eni.com ; ► Position sur les « minerais de conflit » ; ► Déclaration sur l'esclavage et la traite des êtres humains ; ► Eni for 2022 - Droits de l'homme

ENGAGEMENTS

100 % des nouveaux projets évalués comme présentant un risque DU font l'objet d'une analyse spécifique ; 100 % achèvement dans les délais prévus des actions prévues par les plans d'action ; Maintien du positionnement dans le 10e décile de l'indice de référence des entreprises en matière de Droits de l'homme ; Mise à jour des points saillants d'Eni

APPROCHE D'ENI SUR LES DROITS DE L'HOMME

L'approche d'Eni en matière de Droits de l'homme est intégrée à la mission et approfondie dans la ► **Policy de respect des Droits de l'homme**, approuvée en septembre 2023, qui décrit ses domaines d'engagement prioritaires, conformément aux principes des **PNGU** et des Lignes Directrices de l'OCDE à l'intention des entre-

prises multinationales. Cet engagement est également réaffirmé dans le Code Éthique et soutenu par les engagements requis dans le code de conduite des fournisseurs, adopté en 2020. La dignité de chaque être humain est au cœur des activités d'Eni, qui s'engage à définir ses responsabilités en contribuant au bien-être des personnes Eni et des communautés locales. Le chemin parcouru ces dernières années pour diffuser et consolider une

culture de respect des Droits de l'homme a renforcé la Due Diligence en matière de droits de l'homme, décrite dans un document normatif interne spécifique adopté en 2020. Cette approche repose sur une responsabilité partagée entre plusieurs fonctions pour la gestion des processus les plus pertinents en matière de risques liés aux droits de l'homme : ressources humaines, achats, sécurité, durabilité et conformité.

GOVERNANCE ET ENGAGEMENT

Les Droits de l'homme sont intégrés dans les politiques et les processus de gouvernance, notamment par la mise en place de cadres de formation appropriés.

DUE DILIGENCE

Eni a adopté un système de gestion qui comprend un ensemble de processus et d'outils permettant d'évaluer les problèmes, les risques et les impacts les plus pertinents en matière de droits de l'homme.

ACCESS TO REMEDY

Eni assure une gestion adéquate des réclamations par le biais du « Mécanisme de réclamation » et du processus de whistleblowing.

GOVERNANCE ET ENGAGEMENT

Le CdA d'Eni, en plus d'avoir été impliqué dans le processus d'approbation de la nouvelle Policy, a participé en février 2023 à une session d'approfondissement sur le scénario et les défis internationaux liés au thème des Droits de l'homme et des en-

treprises tenue par l'International Human Rights and Business (IHRB). Cette session a eu lieu à l'occasion de la réunion avec le comité de durabilité et des scénarios (CSS), où les directeurs se sont également vu présenter les principales mises à jour du système de gestion des Droits de l'homme et les activités menées au cours de l'année.

Le CdA participe également chaque année, avec le soutien du CSS, à l'approbation de la ► **déclaration sur l'esclavage et la traite des êtres humains**, rédigée conformément à la réglementation britannique et australienne sur l'« esclavage moderne ». Dans la continuité des années précédentes, Eni a poursuivi le processus d'attribution d'incita-

tions à la gestion liées aux performances en matière de Droits de l'homme, en assignant des objectifs spécifiques à tous les niveaux de gestion, y compris aux subordonnés directs du PDG. La formation d'Eni sur les affaires et les droits de l'homme est organisée dans le cadre d'une stratégie diversifiée selon quatre axes : (i) cours généraux sur les affaires et les droits de l'homme

pour l'ensemble du personnel d'Eni ; (ii) cours spécifiques sur des sujets et des domaines particulièrement exposés à des risques d'impacts négatifs ; (iii) initiatives de formation sur des sujets étroitement liés aux droits de l'homme (par exemple, code éthique, HSE, etc.) ; (iv) ateliers pratiques pour les fournisseurs sur la sécurité et les droits de l'homme. En 2023, un cours a

été promu en interne et auprès des fournisseurs d'Eni, structuré en 12 modules et développé avec l'APIECA, afin de sensibiliser les entrepreneurs et les agents sous contrat à l'adoption de conditions de travail responsables, de faciliter la compréhension des droits des travailleurs employés et de la manière d'identifier, de gérer et d'atténuer les risques de non-respect de ces droits.

Focus on

La nouvelle policy « Respect des Droits de l'homme chez Eni »

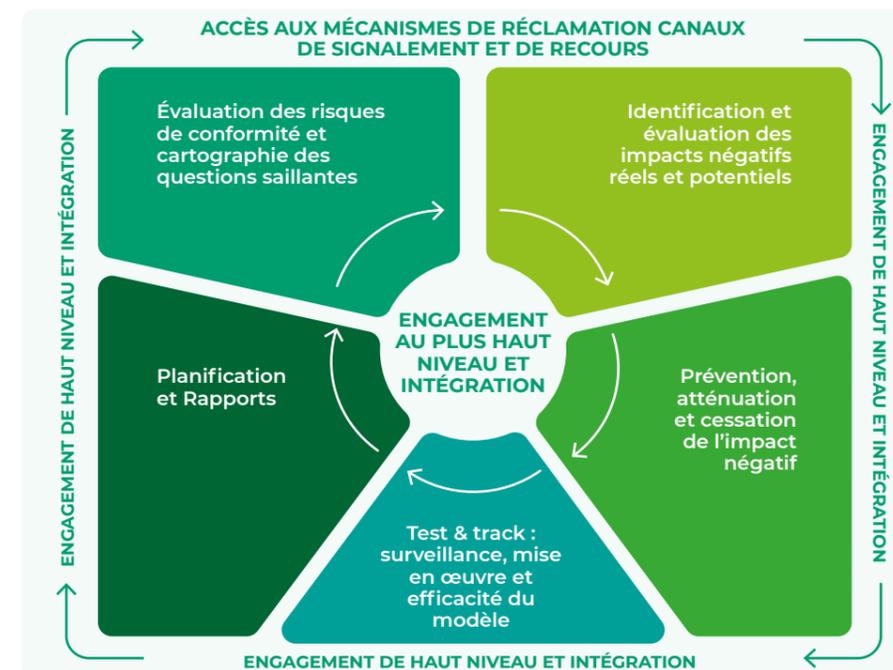
CONTEXTE : L'approche d'Eni en matière de Droits de l'homme a été renforcée en 2023 par l'adoption de la Policy de « Respect des Droits de l'homme au sein d'Eni », dont les orientations fondamentales ont été approuvées par le CdA en septembre 2023, en remplacement de la déclaration d'Eni sur le respect des Droits de l'homme.

OBJECTIF : délimiter un modèle unique et transversal pour garantir le respect des Droits de l'homme dans tous les processus normatifs de l'entreprise, en tenant compte également des principes contenus dans la directive sur les rapports de durabilité des entreprises et des développements normatifs en cours. L'objectif est de capitaliser dans un document unique le patrimoine normatif d'Eni élaboré au fil des ans et d'assurer l'uniformité et la cohérence grâce à l'amélioration d'une approche méthodologique de la conformité.

STRUCTURE : le document met en évidence les domaines prioritaires sur lesquels Eni effectue une Due Diligence approfondie, selon une approche de conformité développée en accord avec les Principes directeurs des Nations unies relatifs aux entreprises et aux Droits de l'homme (**UNGPs**) et les Lignes Directrices de l'OCDE à l'intention des Multinationales. Il est structuré en deux sections : dans la première, les principes sur lesquels repose l'engagement d'Eni en faveur du respect des Droits de l'homme sont définis, en particulier sur les « **QUESTIONS SAILLANTES EN MATIÈRE DE DROITS DE L'HOMME** », les plus importantes compte tenu des activités des entreprises et des zones géographiques de présence, des rôles et responsabilités par rapport à ces principes ; dans la deuxième section, le modèle de Due Diligence adopté est décrit en détail.

DUE DILIGENCE SUR LES DROITS DE L'HOMME

La Due Diligence est un processus continu et axé sur l'ensemble du spectre des implications que les activités d'Eni pourraient avoir sur les Droits de l'homme, allant au-delà de la liste définie par ce que l'on appelle « **QUESTIONS SAILLANTES EN MATIÈRE DE DROITS DE L'HOMME** ». Ce modèle pluridisciplinaire, à plusieurs niveaux et intégré au processus d'entreprise est basé sur le risque et a pour but d'identifier, de prévenir, d'atténuer et de rendre compte des impacts négatifs sur les Droits de l'homme.



Questions importantes

L'engagement d'Eni, son modèle de gestion et les activités qu'elle mène en matière de droits de l'homme se concentrent sur les questions considérées comme les plus importantes pour l'entreprise à la lumière des activités des entreprises menées et des contextes dans lesquels elle opère. L'ensemble de thèmes, appelé « **QUESTIONS SAILLANTES EN MATIÈRE DE DROITS DE L'HOMME** », a été identifié par un groupe interfonctionnel sur les Droits

de l'homme et les affaires en 2017, avec le soutien de l'Institut danois des droits de l'homme, dans le cadre du travail plus large d'analyse de l'approche Eni des Droits de l'homme. 113 « **QUESTIONS SAILLANTES EN MATIÈRE DE DROITS DE L'HOMME** » identifiés par Eni sont regroupés en 4 catégories ; pour chacun d'entre eux, Eni s'est dotée de modèles basés sur les risques qui permettent de collecter des informations sur le contexte opérationnel (risques spécifiques dans les Pays d'opération) et de les évaluer

en tenant compte des activités spécifiques menées et des processus d'entreprise, d'intercepter les éléments de risque potentiels et d'adopter des mesures de prévention et d'atténuation appropriées en tenant compte des niveaux de risque eux-mêmes. En 2024, il est prévu de mettre à jour les « **QUESTIONS SAILLANTES EN MATIÈRE DE DROITS DE L'HOMME** » compte tenu de l'adoption de la nouvelle Policy, du contexte normatif et des changements en termes de modèle de business et d'activités.

QUESTIONS IMPORTANTES POUR ENI EN MATIÈRE DE DROITS DE L'HOMME

LES DROITS DE L'HOMME SUR LE LIEU DE TRAVAIL

- Discrimination et égalité de traitement
- Conditions de travail sûres et saines
- Liberté d'association et négociation collective

DROITS DE L'HOMME DANS LA CHAÎNE D'APPROVISIONNEMENT

- Esclavage moderne
- Travailleurs migrants
- Liberté d'association et négociation collective
- Conditions de travail sûres et saines
- Conditions de travail (salaires et heures de travail)

DROITS DE L'HOMME ET SECURITY

- Usage excessif de la force par les forces de sécurité publiques et privées
- Sécurité des salariés dans les environnements à haut risque

DROITS DE L'HOMME DANS LES COMMUNAUTÉS

- Droits sur terre
- Impacts environnementaux affectant les moyens de subsistance, la santé, la disponibilité des ressources en eau
- Démantèlement

Accès aux mesures de recours

Eni interdit et s'engage à prévenir les représailles contre les travailleurs et les autres parties prenantes qui attirent l'attention sur les questions relatives aux droits de l'homme et ne tolère pas les menaces, l'intimidation, les représailles ou les attaques et n'y contribue pas. En outre, Eni n'empêche en aucune façon l'accès aux recours judiciaires ou

extrajudiciaires dans le cadre de ses activités et coopère de bonne foi avec ces mécanismes. Eni s'engage à vérifier et à offrir, également en collaboration avec des tiers, des solutions à tout impact négatif causé (ou qu'elle a contribué à causer) sur les travailleurs et les communautés, ainsi qu'à faire le maximum d'efforts pour promouvoir la réalisation de cet objectif lorsque l'impact est

directement lié à ses activités, ses produits ou ses services. Eni n'entrave en aucune façon l'utilisation de mécanismes judiciaires ou non judiciaires ainsi que de mécanismes institutionnels. Deux canaux ont été identifiés pour communiquer d'éventuels cas de violation : les **SIGNALEMENTS** à travers le ► **whistleblowing** et le ► **mécanisme de réclamation**.

LES DROITS DE L'HOMME SUR LE LIEU DE TRAVAIL

Le respect des droits des personnes qui travaillent chez Eni et pour Eni est fondamental pour construire des relations basées sur l'équité et la fiabilité. Eni dispose d'un cadre articulé de politiques, de modèles de gestion, de clauses contractuelles et de programmes également adoptés par ses filiales, afin de prévenir efficacement les risques liés à la gestion directe du personnel. Dans ce domaine, depuis 2020, un modèle d'évaluation de la protection des Droits de l'homme sur le lieu de travail basé sur les risques a été introduit, visant à segmenter les sociétés d'Eni sur la base de paramètres quantitatifs et qualitatifs qui capturent les caractéristiques et les risques spécifiques du Pays/contexte opérationnel de référence et liés au processus de gestion des ressources humaines (y compris la lutte contre

toutes les formes de discrimination, la reconnaissance de l'égalité des sexes, des conditions de travail équitables, la liberté d'association et la négociation collective). Cette approche permet d'identifier les éventuelles zones de risque ou les domaines à améliorer, pour lesquels des actions spécifiques doivent être définies et suivies dans le temps. En 2023, l'application du modèle dans les filiales de la Direction Energy Evolution a été approfondie, et un suivi a été effectué dans les sociétés upstream concernées. Un ensemble d'actions standard d'atténuation des risques liés aux Droits de l'homme sur le lieu de travail a été diffusé à toutes les sociétés d'Eni. Un rôle central dans la construction de la relation avec les travailleurs et la protection de leurs droits est également joué par le modèle de relations industrielles d'Eni, basé sur des accords qui identifient la manière dont les informations sont partagées avec les orga-

nisations représentatives des travailleurs, définies au niveau national et international. En 2023, des réunions internationales sur les relations industrielles ont eu lieu, telles que la réunion du comité d'entreprise européen (CEE) des employés d'Eni, la réunion de l'Observatoire européen pour la santé, la sécurité et l'environnement, et la réunion annuelle au titre de l'accord-cadre mondial sur les relations industrielles au niveau international et la responsabilité sociale des entreprises. Le plan stratégique 2023-2026, les indicateurs clés en matière d'emploi, de santé et de sécurité ont été présentés et une formation sur les récentes lignes directrices supranationales en matière de travail a été dispensée. Les réunions régulières du comité central du CEE ont quant à elles permis d'approfondir l'examen d'activités spécifiques et d'obtenir des informations sur les changements organisationnels significatifs survenus au cours de l'année.

ACCORDS IMPORTANTS AVEC LES ORGANISATIONS REPRÉSENTATIVES DES TRAVAILLEURS

NOI-NOUS - Protocole d'initiatives et services pour le bien-être des personnes Eni

ITALIE

PRINCIPAUX OBJECTIFS ET ENGAGEMENTS

Initiatives et services pour le bien-être par le renforcement des interventions dans les domaines sanitaires, du bien-être, de l'aide au revenu, du logement et de la gestion familiale afin de rechercher un équilibre entre les activités professionnelles et une approche plus personnelle et sociale. L'objectif du protocole est de faire évoluer l'offre de bien-être d'Eni en fonction du changement du contexte externe et des nouveaux besoins de la population de l'entreprise, en mettant à jour et en améliorant le panier de services, d'initiatives et d'instruments destinés à améliorer la qualité du travail et de la vie des employés et de leurs familles, en rendant l'accès plus facile et l'offre plus équitable sur tout le territoire. Le plan d'amélioration du bien-être comprend des interventions dans les domaines sanitaires, de la sécurité sociale, de l'aide au revenu, du logement et de l'aide à la gestion familiale.

SIGNATAIRES DE L'ACCORD

Eni et les syndicats

Protocole INSIEME-ENSEMBLE « Modèle de relations industrielles à l'appui du parcours de transition énergétique »

ITALIE

PRINCIPAUX OBJECTIFS ET ENGAGEMENTS

L'accord sanctionne la naissance d'un nouveau modèle de relations industrielles pour soutenir la transition énergétique, avec la conviction qu'un système de relations industrielles participatif est le plus efficace pour accompagner les processus de transformation. Parmi les objectifs du document figure le partage d'un pacte générationnel qui permet le renouvellement et la mise à jour des compétences professionnelles et l'identification d'initiatives conjointes dans le but de construire, avec les parties prenantes, un cadre réglementaire clair, favorable à l'investissement et capable de combiner la durabilité économique et financière avec la durabilité environnementale et sociale. Les thèmes de la diversité et de l'inclusion, de la santé, de la sécurité et de l'environnement, de l'**INTÉGRITÉ DES ACTES**, de la recherche et de l'innovation technologique, du développement des compétences internes, du travail agile, du bien-être et du bien-être organisationnel trouvent également beaucoup d'espace.

SIGNATAIRES DE L'ACCORD

Eni et les syndicats

Contrat d'expansion

ITALIE

PRINCIPAUX OBJECTIFS ET ENGAGEMENTS

Le contrat d'expansion, qui est valable pour deux ans (2022-2023), a pour objectif de favoriser la trajectoire de transformation de l'entreprise visant la transition énergétique, grâce à l'introduction de nouvelles compétences dans différents domaines, également en relation avec les engagements internationaux pris par Eni en termes de décarbonisation et de lutte contre le changement climatique. En 2023 également, il a été confirmé qu'il s'agissait d'un instrument permettant de soutenir la transformation vers la transition énergétique. En fait, il permet un changement de génération, grâce à l'insertion nouvelles compétences stratégiques pour le processus de décarbonisation, la mise en œuvre d'un investissement majeur dans la formation avec des parcours de montée en compétences et de requalification, et en même temps un important plan de rotation.

SIGNATAIRES DE L'ACCORD

Ministère du Travail et des Politiques Sociales, Eni et syndicats

Accord-cadre Mondial sur les Relations Industrielles Internationales et la Responsabilité Sociale de l'Entreprise

ÉTRANGER

PRINCIPAUX OBJECTIFS ET ENGAGEMENTS

L'accord représente un engagement concret de la part d'Eni à orienter les lignes directrices en matière de durabilité, à définir des stratégies fondées sur les principes d'intégrité et de transparence, à promouvoir la lutte anti-corruption, le respect des Droits de l'homme, le travail, la santé et la sécurité des personnes, et à protéger l'Environnement et le développement durable. L'accent de l'Accord est mis sur la Responsabilité Sociale de l'Entreprise, comprise comme une manifestation de la volonté de l'entreprise de gérer efficacement les questions d'impact social et éthique au sein de l'entreprise et dans les zones d'activité.

SIGNATAIRES DE L'ACCORD

Eni, IndustriALL Global Union et les syndicats Fictem Cgil, Femca Cisl, Uiltec Uil

DROITS DE L'HOMME DANS LES COMMUNAUTÉS

À partir de 2018, Eni a adopté un modèle basé sur le risque qui classe les projets de business Upstream en fonction du risque potentiel pour les Droits de l'homme, puis étendu à partir de 2020 à l'évaluation des projets pour les énergies renouvelables. Les projets considérés comme présentant un risque plus élevé font l'objet d'études spécifiques, l'évaluation de l'impact sur les droits de l'homme (HRRRA) et l'analyse des risques en matière de droits de l'homme (ARH), qui comprennent une analyse préliminaire du contexte local et de l'engagement éventuel des « détenteurs de droits ». Ces études permettent d'identifier les impacts négatifs potentiels,

les recommandations et les mesures de prévention et de gestion et de les traduire en plans d'action concrets. En 2023, les approfondissements HRIA, commencés en 2022, ont été finalisés au Kenya et au Congo, portant sur le développement de filières de production d'huiles végétales, appelées agri feedstock, pour la production de biocarburants. Une évaluation de suivi a également été menée pour vérifier la mise en œuvre du Plan d'action triennal relatif à l'étude HRIA menée au Mexique en 2019, en plus de la finalisation du Plan d'Action relatif au Mozambique. Les activités de mise en œuvre des Plans d'Action existants et leur surveillance ont également poursuivi. Les rapports des principales études HRIA et les Plans d'Action connexes adoptés, y compris les rap-

ports périodiques sur l'état d'avancement des plans, sont accessibles au public sur le site d'Eni. Dans certains Pays, comme l'Australie et l'Alaska, Eni opère dans des zones où vivent des peuples autochtones, à l'égard desquelles elle a adopté des politiques spécifiques visant à protéger leurs droits, leur culture et leurs traditions et à promouvoir leur consultation préalable, libre et informée. Afin d'améliorer ses procédures, Eni mène des enquêtes approfondies pour garantir la protection des droits des peuples autochtones dans le domaine de ses activités. La plus récente de ces Policy, qui concerne les peuples autochtones de l'Alaska touchés par les activités des entreprises exercées par la société Eni US Operating dans la région, a été adoptée en 2020 et renouvelée en 2021.

100 %
contrats de sécurité contenant des clauses relatives aux droits de l'homme

DROITS DE L'HOMME ET SECURITY

Les incidents liés à la sécurité peuvent affecter un large éventail de Droits de l'homme, y compris les droits économiques, sociaux et culturels, et peuvent avoir un impact considérable, à la fois négatif et positif, sur la liberté d'expression et la possibilité de participer aux processus politiques. Eni s'engage à maintenir la sécurité et à protéger ses activités dans le respect des Droits de l'homme et des libertés fondamentales, conformément aux Principes Volontaires sur la sécurité et les Droits de l'homme, et s'attend à ce que ses Partenaires de Business fassent de même dans l'exécution des activités assignées ou menées en collaboration et/ou dans l'intérêt d'Eni. Au cours de l'année 2023, des clauses relatives aux Droits de l'homme ont été intégrées dans tous les

contrats de sécurité (+3 p.p. contre 2022). Depuis 2009, Eni promeut un programme de formation sur la sécurité et les Droits de l'homme pour le personnel de sécurité public et privé dans les Pays où elle est présente, afin de promouvoir les meilleures pratiques de l'entreprise en accord avec les principes internationaux. À cet égard, en novembre 2023, un atelier sur la sécurité et les droits de l'homme a eu lieu en Irak, auquel ont participé plusieurs parties prenantes locales, notamment l'ambassadeur italien et le gouverneur irakien, des parlementaires de l'État fédéral appartenant au Comité des Droits de l'homme, de l'Intégrité et du Pétrole et du Gaz, les hautes directions militaires du Sud et du ministère de l'Intérieur, des Commissaires aux Comptes, des dirigeants de tribus locales et d'autres fonctions institutionnelles (UNESCO, UNICEF, FAO). Cet atelier a été organisé

par une société indépendante, spécialisée dans la gestion de la sécurité et la protection des Droits de l'homme dans le domaine international. Le « Field Level » du même atelier a ensuite été organisé au Centre de Formation du Zubair Field Operations Division (ZFOD), axé sur les techniques et les exercices pratiques de gestion de la foule et de perquisition personnelle, auxquels ont participé de nombreux membres des forces armées. L'atelier a été complété par un contenu axé sur les droits des femmes et l'engagement d'Eni contre toutes les formes de violence fondée sur le genre (WEF). L'événement de 3 jours a été diffusé en arabe avec traduction simultanée en anglais et a été suivi, également à distance, par plus de 300 participants (170 membres des forces armées et des forces de sécurité), avec un large écho dans les médias locaux et les médias sociaux.



Eni a développé une large gamme de formations professionnelles sur les droits de l'homme et le business



Étude de cas

Initiative sur les Principes Volontaires (PV) d'Eni sur la Sécurité et les Droits de l'homme

CONTEXTE : Eni a acquis en 2022 le statut de « Membre à Part entière » de la PV, une initiative multipartite qui réunit les principales entreprises énergétiques pour la protection et la promotion des Droits de l'homme. Cette reconnaissance a permis d'élargir et de renforcer l'engagement d'Eni par la réalisation de multiples activités : lancement et mise en œuvre de projets ad hoc, réalisation de tâches annuelles telles que la rédaction du rapport dans lequel les activités réalisées sont mises en évidence, et participation aux réunions plénières annuelles, au cours desquelles les thèmes relatifs à la sécurité et aux Droits de l'homme sont examinés sous différents angles.

ACTIVITÉ : parmi les activités les plus importantes en 2023 figure l'application au Mozambique de l'instrument d'analyse des conflits, un projet proposé et développé par la PV pour analyser les causes des conflits dans une zone ou un Pays donné, en commençant par l'identification des causes qui contribuent le plus à exacerber le conflit, suivie de l'identification des actions possibles d'atténuation des causes. Les activités d'Eni comprenaient une analyse documentaire, l'activité d'engagement local par le biais d'entretiens, l'identification des facteurs de conflit et leur hiérarchisation, ainsi que l'identification d'Options d'Atténuation conformément à la méthodologie développée par la PV dans le document « Instrument d'Analyse des Conflits pour les Entreprises ».

PROCHAINES ÉTAPES : 2024 verra l'achèvement de la mise en œuvre de l'Instrument d'Analyse des Conflits au Mozambique : rédaction du document final et soumission à l'Initiative des Principes Volontaires.

DROITS DE L'HOMME DANS LA CHAÎNE D'APPROVISIONNEMENT

Le respect des Droits de l'homme dans la chaîne d'approvisionnement est une exigence essentielle pour Eni. Le processus d'approvisionnement comprend l'adoption d'un modèle d'évaluation basé sur le risque qui permet d'analyser et de classer les fournisseurs en fonction d'un niveau de risque potentiel basé sur le contexte du Pays et les activités exercées. Afin de sanctionner et de renforcer leur engagement en faveur des valeurs fondamentales et en particulier du respect des Droits de l'homme, les entreprises qui travaillent avec Eni sont invitées à signer le « **Code de conduite des fournisseurs** », un pacte qui oriente et caractérise les relations avec les fournisseurs à tous les stades du processus d'approvisionnement sur les principes de la responsabilité sociale, y compris les Droits de l'homme. Afin de renforcer le contrôle sur la question et en particulier sur les risques liés au travail forcé et au droit à la

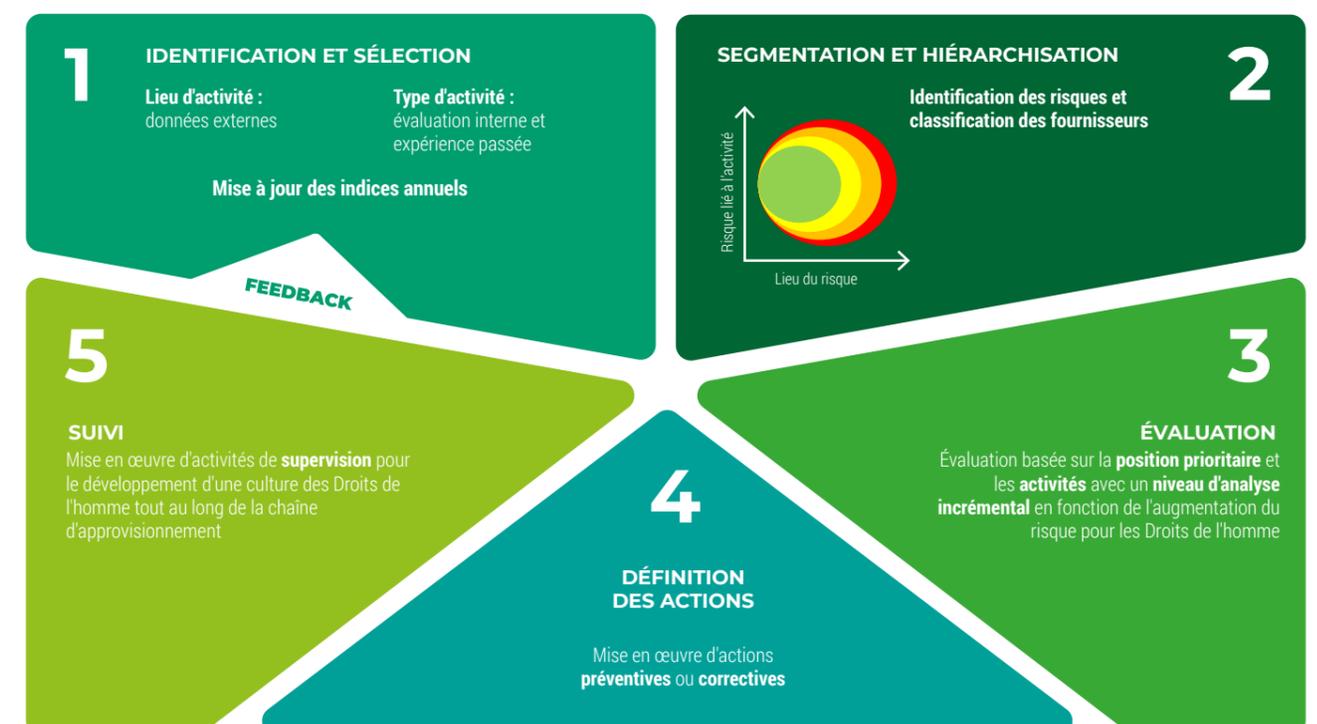
liberté d'association et à la négociation collective, en 2023, l'application du modèle basé sur les risques a été étendue à 6 sociétés étrangères supplémentaires, pour un total de 30, et a permis d'identifier le Nigéria, l'Irak et la Libye comme les Pays ayant le plus grand nombre de fournisseurs à risque. En plus des activités effectuées sur tous les fournisseurs de Due Diligence, de l'évaluation de l'appel d'offres, des commentaires d'exécution et des mises à jour avec des questionnaires dédiés, le modèle basé sur les risques prévoit l'application de clauses contractuelles spécifiques en matière de respect des droits de l'homme (préparées conformément aux principes du « contrat responsable » suggéré par les meilleures pratiques et lignes directrices internationales en matière de Business et de Droits de l'homme) et la réalisation de vérifications appropriées et d'actions de surveillance, conformément aux normes internationales SA8000. Pour promouvoir la connaissance de la surveillance des Droits de l'homme, des

programmes de formation à distance et des ateliers ont également été organisés pour les unités de gestion des fournisseurs des filiales étrangères et l'accès au cours « IPIECA : formation en ligne aux droits du travail » a été rendu disponible, y compris pour les fournisseurs qualifiés. Des mesures supplémentaires visant à lutter contre les formes d'esclavage moderne et la traite des êtres humains et à empêcher l'exploitation de minerais associés à des violations des Droits de l'homme dans la chaîne d'approvisionnement sont détaillées respectivement dans la **► Déclaration sur l'Esclavage et la Traite des Êtres Humains** et dans la **► Position sur les « minerais de conflit »**. Ce dernier décrit les politiques et les systèmes d'approvisionnement en « Minerais de Conflit » (tantale, étain, tungstène et or) par Eni, dans le but de minimiser le risque que l'approvisionnement de ces minerais puisse contribuer à financer, directement ou indirectement, des violations des Droits de l'homme dans les Pays concernés.

90 %
du personnel de la famille professionnelle Security est formé aux Droits de l'homme

+450
audits approfondis dans le domaine des Droits de l'homme, des audits documentaires et des audits sur le terrain auprès des fournisseurs directs et indirects

L'APPROCHE D'ENI POUR ÉVALUER ET GÉRER LES RISQUES TOUT AU LONG DE LA CHAÎNE D'APPROVISIONNEMENT



Transparence, lutte contre la corruption et stratégie fiscale



Pourquoi c'est important pour Eni ?

L'engagement en faveur de la transparence des données financières liées à la gestion des ressources naturelles est essentiel pour une gestion inclusive des ressources naturelles en faveur des intérêts de la communauté et comme condition préalable à la lutte anti-corruption. Cet engagement est confirmé, entre autres, par notre participation active à l'Initiative pour la Transparence des Industries extractives, qui promeut l'utilisation responsable des richesses générées par le secteur extractif dans l'intérêt des citoyens par le biais d'un dialogue multipartite, de la transparence des paiements aux États et de la lutte anti-corruption. Ce sont les valeurs qu'Eni reconnaît et qui l'inspirent dans la conduite du business.

FRANCESCO ESPOSITO RESPONSABLE DE L'ADMINISTRATION ET DES ÉTATS FINANCIERS D'ENI

Pour en savoir plus

POLITIQUES / POSITIONS / AUTRES DOCUMENTS

► MSG « Anti-Corruption » ; ► Gestion des signalements reçus par Eni SpA et ses filiales ; ► Stratégie fiscale ; ► Position d'Eni sur la transparence contractuelle ; ► Code Éthique Eni ; ► Eni for 2023 - Performance en matière de développement durable ; ► eni.com ; ► Country by Country report ; ► Rapport sur les paiements aux gouvernements ; ► eiti.org

ENGAGEMENTS

Maintien de la certification ISO 37001:2016 et ISO 37301:2021 ; Dispense du cours sur le programme de conformité anti-corruption à l'ensemble de la population à risque moyen et élevé

PROGRAMME DE MISE EN CONFORMITÉ ANTI-CORRUPTION

Eni adopte le Programme de Conformité Anti-corruption, un système de règles, de contrôles et de garanties organisationnelles pour la prévention des délits de corruption, qui contribue également à lutter contre le phénomène du blanchiment d'argent dans les activités non financières, conformément aux dispositions anti-corruption en vigueur et aux Conventions Internationales (notamment la Convention des Nations unies contre la Corruption, la Loi sur les Pratiques de Corruption à l'Étranger et la Loi Britannique sur les Pots-de-vin). Le Programme de Conformité Anti-corruption a évolué au fil du temps dans une optique d'amélioration continue, obtenant depuis 2017 la certification ISO 37001:2016 « Systèmes de Gestion de la Lutte Anti-corruption » (Eni SpA a été la première

société italienne à l'obtenir), maintenue au fil des ans avec des audits de surveillance et de recertification. Le Programme de Conformité Anti-corruption est incarné par le MSG Anti-corruption et des instruments normatifs détaillés qui fournissent le cadre de référence pour l'identification des activités à risque de corruption et de blanchiment d'argent. Ces instruments normatifs sont adoptés par toutes les filiales en Italie et à l'étranger ; les sociétés et les entités dans lesquelles Eni détient une participation minoritaire sont en tout état de cause encouragées à respecter les normes anti-corruption en adoptant et en maintenant un système de contrôle interne conforme aux exigences légales. La mise en œuvre du Programme de Conformité Anti-corruption est assurée par une structure organisationnelle dédiée, dont l'une des tâches est également d'assurer le flux d'informations vers les hautes directions, la direction et les organes de surveillance, par la préparation d'un

rapport annuel et d'une mise à jour semestrielle sur les activités pertinentes du Programme de Conformité Anti-corruption, qui fait partie intégrante du Rapport de Conformité Intégrée et des flux connexes. En matière de lutte anti-corruption, Eni participe à des événements internationaux et à des groupes de travail, notamment l'Initiative de Partenariat contre la Corruption (une plateforme mondiale permettant aux entreprises de maximiser leurs efforts dans la lutte contre la corruption en contribuant à l'amélioration des pratiques de conformité dans ce domaine) et le Oil & Gas ABC Compliance Attorney Group (un groupe de discussion sur les questions de lutte anti-corruption dans le secteur du pétrole et du gaz). Dans ce contexte, en 2023, Eni a participé activement aux activités du groupe de travail de la Chambre de Commerce Internationale (CCI) pour mettre à jour les Règles de la CCI sur la Lutte contre la Corruption, publiées en décembre.

STRUCTURE DU PROGRAMME DE CONFORMITÉ D'ENI



Étude de cas



Un Engagement en faveur de l'Intégrité grâce à des Systèmes de Gestion de la Conformité

CONTEXTE: la norme ISO 37301:2021 « systèmes de gestion de la Conformité - Exigences et lignes directrices pour son utilisation » spécifie les exigences et fournit des lignes directrices pour concevoir, définir et maintenir, dans une perspective d'amélioration continue, un Système de Gestion de la Conformité efficace.

OBJECTIFS: la certification ISO 37301:2021 représente une nouvelle reconnaissance de l'engagement d'Eni à promouvoir et à diffuser une culture de la conformité, qui oriente les comportements et la gestion du business vers le respect des valeurs d'intégrité, d'équité, de transparence et de durabilité. Cela s'ajoute à la conformité du Programme de Conformité Anti-corruption d'Eni SpA à la norme ISO 37001:2016.

ACTIVITÉS: Eni SpA a obtenu la certification ISO 37301:2021 à l'issue d'un processus d'évaluation articulé mené par une société de certification, qui a impliqué une large participation des structures de l'entreprise par le biais d'entretiens et d'analyses documentaires. Eni SpA est l'une des premières entreprises italiennes à l'avoir obtenu dans tous les domaines de conformité qu'elle supervise, confirmant ainsi la solidité de son modèle, qui lui permet de gérer les risques de conformité de manière efficace et structurée, en garantissant la conformité de ses processus avec les réglementations en vigueur et la centralité de la réussite durable en tant qu'élément clé de sa stratégie.

LES MESURES ANTI-CORRUPTION À L'ÉGARD DES TIERS À RISQUE

Les instruments normatifs anti-corruption d'Eni exigent que les tiers à risque fassent l'objet d'une Due Diligence anti-corruption, une collecte structurée d'informations visant à vérifier, selon une approche fondée sur le risque, des aspects tels que la reconstitution de la composition de l'actionnariat, l'existence d'enquêtes ou de condamnations pour des infractions pertinentes, la présence de fonctionnaires et d'éventuels conflits d'intérêts, ainsi que l'adoption d'un Programme de Conformité Anti-corruption. Le degré d'approfondissement de la vérification dépend du type de transaction et de tiers, du Pays de

référence et des informations accessibles au public. À cet égard, une unité dédiée (Centre de Compétences sur la Due Diligence en matière d'Intégrité) a été créée en 2023 dans le but, lorsqu'elle sera pleinement opérationnelle, d'effectuer des contrôles de Due Diligence anticorruption sur les tiers potentiels à risque dans l'ensemble du Groupe, afin de rationaliser, d'optimiser et de numériser les contrôles de conformité, tout en laissant inchangée la responsabilité du processus de Due Diligence entre les mains des domaines de business.

Audits de la chaîne d'approvisionnement

Le risque de corruption lié aux fournisseurs potentiels est contrôlé par un processus

de qualification qui évalue la capacité technique, la fiabilité économique et financière, le profil éthique et réputationnel et, pour les cas les plus risqués, l'adoption d'un Programme de Conformité Anti-corruption. Les contrats prévoient des clauses d'Intégrité de Business qui incluent, outre le respect des principes du Code Éthique et du MSG Anti-corruption, des droits d'audit par Eni dans les cas à haut risque et des recours contractuels en cas de violation des obligations de conformité. Le sous-traitant est également soumis à des contrôles préalables pour en vérifier la fiabilité éthique et réputationnelle et il est prévu que les contrats correspondants, rédigés exclusivement sous forme écrite, incluent des engagements de conformité équivalents à ceux du fournisseur principal.

ÉVALUATION ET SUIVI DES RISQUES DE CONFORMITÉ

Eni adopte un processus structuré d'Évaluation et de Supervision des Risques de Conformité visant à identifier, évaluer et suivre les risques de corruption dans le domaine de ses activités des entreprises, et à analyser périodiquement la performance des risques identifiés, grâce à la mise en œuvre de contrôles spécifiques et au suivi

d'indicateurs. L'objectif est de garantir le respect des exigences réglementaires et l'efficacité des modèles, des instruments normatifs et des systèmes de contrôle, et de guider leur mise à jour. En 2023, les activités concernaient l'activité à risque « Vente de biens et de services » (avec l'inclusion de certains cas d'achat dans l'évaluation), l'activité « Initiatives à but non lucratif, projets sociaux et parrainages » ainsi que la réévaluation de la méthodologie d'identification

des fournisseurs présentant un risque plus élevé du point de vue de la lutte anti-corruption et anti-blanchiment d'argent. Les interventions de surveillance se sont concentrées sur les activités à risque « Joint Venture », « Initiatives à but non lucratif », « Sponsorisations » et « Clients et ventes ». Les résultats ont confirmé le niveau de risque attendu, l'adéquation des mesures d'atténuation mises en place et l'efficacité du modèle de conformité adopté.

1 590

participants à la formation en ligne « Code Éthique, Anti-corruption et Responsabilité Administrative d'Entreprise »

6 742
participants à
la formation
en ligne
« Programme
de Conformité
Anti-corruption »

LA FORMATION ANTI-CORRUPTION

Eni met en œuvre un programme de formation anti-corruption destiné aux employés par le biais de cours de formation en ligne et d'événements en salle de classe, divisés en ateliers généraux et en formations spécifiques à des postes visant des figures professionnelles et des domaines présentant un risque moyen/élevé de corruption. Afin d'optimiser l'identification des destinataires, une méthodologie « basée sur le risque » a été définie pour la segmentation des personnes en fonction de facteurs de risque spécifiques dans le domaine de la corruption, tels que le Pays, la qualification et la famille professionnelle. La fréquence des programmes de formation est établie en fonction d'une méthodologie d'évaluation des risques basée sur les éléments spécifiques de chaque filiale. En 2023, la formation en ligne « Code Éthique, Lutte Anti-corruption et Responsabilité Administrative d'Entreprise » destinée à

l'ensemble de la population d'Eni s'est poursuivie, et la nouvelle formation en ligne sur le Programme de Conformité à la Lutte Anti-corruption destinée au personnel à risque moyen ou élevé a commencé à être dispensée. Au cours de l'année, les initiatives de formation suivantes ont été mises en œuvre :

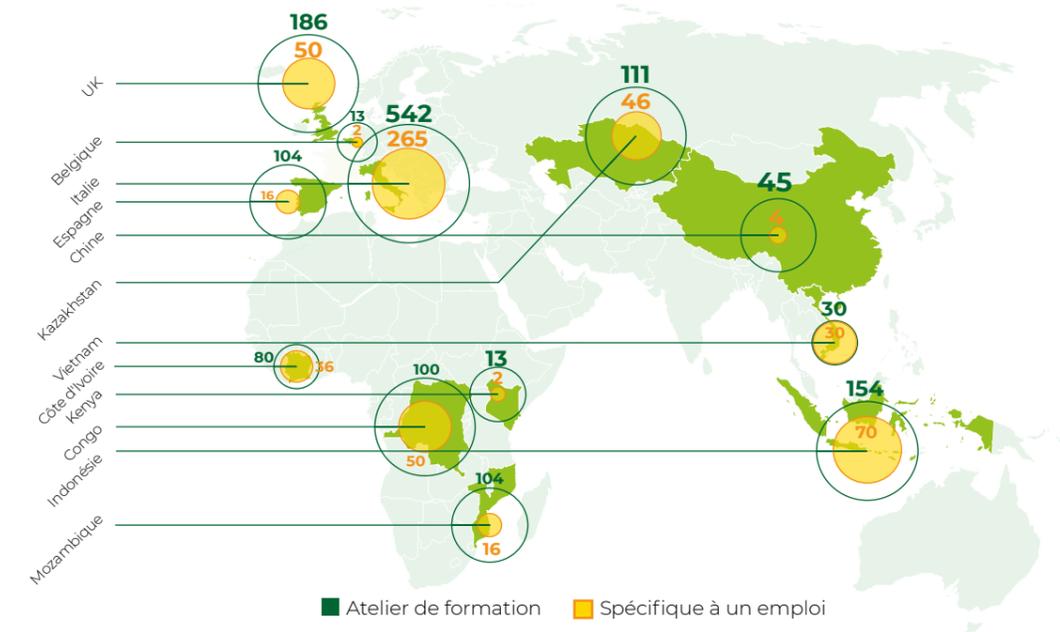
- pour le Directeur Général et le responsable de la direction Ressources Naturelles : un programme de formation pour soutenir le développement professionnel, axé sur les principaux thèmes de conformité, avec également des activités de jeu de rôle sur la prévention et l'atténuation des risques ;
- pour les responsables des contrats avec les fournisseurs à haut risque et les unités d'approvisionnement : webinaire sur le rôle du gestionnaire du contrat dans l'évaluation des risques de contrepartie et sur les principales obligations de conformité ;
- pour les Managers HSE en Italie et d'autres rôles en contact avec les autorités publiques : un séminaire sur la « gestion

des relations avec les autorités », axé sur la lutte anti-corruption dans les relations avec les personnes concernées : un séminaire sur la « gestion des relations avec les autorités », axé sur la conformité anti-corruption dans les relations avec les personnes concernées ;

- pour les personnes d'Eni : un programme de communication avec des conseils de conformité (courtes vidéos sur les comportements vertueux pour éviter de commettre, même sans le savoir, des fautes) ;
- pour la direction générale : pour les cadres supérieurs : poursuite des activités d'information et de mise à jour périodiques sur les thèmes de lutte anti-corruption grâce à l'élaboration de Compliance flashes (pilules d'information) ;
- pour les fournisseurs à haut risque : une formation à la lutte anti-corruption avec l'enregistrement et la diffusion d'un webinaire sur la lutte anti-corruption.

13
Pays impliqués
dans des
activités de
formation à
la lutte
anti-corruption

PAYS DANS LESQUELS ENI A ORGANISÉ UNE FORMATION ANTI-CORRUPTION (nombre de participants)



GESTION DES SIGNALEMENTS

L'analyse et le traitement des **SIGNALEMENTS** (« whistleblowing ») reçus par Eni SpA et ses filiales en Italie et à l'étranger sont conformes aux meilleures pratiques

nationales et internationales, ainsi qu'à la réglementation en la matière. Il permet aux employés et aux tiers de signaler des faits relatifs au Système de Contrôle Interne et de Gestion des Risques, concernant des comportements en violation du Code Éthique,

des lois, des règlements, des mesures des Autorités, des normes internes, du Modèle 231 ou des Modèles de Conformité pour les filiales étrangères, qui peuvent causer des dommages ou des préjudices, même si ce n'est que pour l'image.

1 574
Participants
aux ateliers
généraux

687
participants
aux formations
spécifiques au
poste

À cet égard, des canaux d'information dédiés et facilement accessibles ont été mis en place et sont disponibles sur ► eni.com. En outre, un rapport trimestriel est préparé pour les **SIGNALEMENTS** et envoyé, entre autres, au Président du CdA et au PDG d'Eni. En 2023, 98 **SIGNALEMENTS**, ont été reçus et 77 dossiers ont été ouverts. Au cours de la même période, un total de 80 dossiers ont été déposés, dont les vérifications ont eu les résultats suivants : (i) pour 60 dossiers,

les vérifications n'ont pas révélé d'éléments confirmant la validité des faits rapportés ; toutefois, pour 34 d'entre eux, des actions correctives et/ou d'amélioration ont été prises ; (ii) pour 20 dossiers, les vérifications ont confirmé, au moins en partie, le contenu des **SIGNALEMENTS** et des actions correctives appropriées ont été entreprises. Les actions correctives prises à la suite de ces dossiers consistaient principalement en ce qui suit : (i) des actions de sensibilisation

des employés et des mesures disciplinaires, conformément à la convention collective et aux autres réglementations nationales applicables ; (ii) des actions relatives au système de contrôle interne et de gestion des risques, portant sur la mise en œuvre et le renforcement des contrôles existants ; (iii) des actions à l'égard des fournisseurs. Au 31 décembre 2023, 13 dossiers étaient encore ouverts (► [Eni for 2023 - Performance en matière de développement durable](#)).

STRATÉGIE FISCALE

La ► [stratégie fiscale](#) d'Eni, approuvée par le CdA et disponible sur eni.com, est basée sur les principes de transparence, d'honnêteté, d'équité et de bonne foi prévus par le Code Éthique et par les ► [« Lignes Directrices de l'OCDE pour les Entreprises Multinationales »](#) et a pour premier objectif l'exécution ponctuelle et correcte des obligations fiscales dans les différents pays d'activité dans la conscience de contribuer de manière significative aux recettes fiscales des États, en soutenant le développement économique et social local. Dans le domaine

de ses activités de gestion du risque fiscal et de contentieux, Eni adopte un dialogue préalable avec les autorités fiscales et entretient des relations caractérisées par la transparence, le dialogue et la coopération en participant, le cas échéant, à des projets de coopération (Cooperative Compliance) tels que le régime de conformité collaboratif renforcé en Italie. Preuve de son engagement en faveur d'une meilleure gouvernance et d'une plus grande transparence dans le secteur extractif, Eni est membre de l'Initiative pour la transparence des industries extractives (ITIE) depuis 2005. En

outre, conformément à la loi italienne n° 208/2015, Eni rédige et publie sur une base volontaire le ► [« Rapports Pays par Pays »](#), également promu par l'OCDE, dont l'objectif est de faire déclarer aux multinationales les bénéfices générés dans les juridictions où se déroulent les activités économiques, proportionnellement à la valeur générée ; enfin, à partir de 2015, une divulgation volontaire relative aux paiements aux gouvernements est produite, devenue à partir de 2017 le ► [« Rapport sur les paiements aux Gouvernements »](#), conformément à la Directive Européenne 2013/34.

CADRE DE CONTRÔLE FISCAL, PROCESSUS EN 3 ÉTAPES

Évaluation des risques
fiscaux
(Risk Assessment)

Identification et mise en place de
contrôles pour se prémunir contre
les risques

Vérification de l'efficacité des contrôles
et des flux d'informations connexes
(Évaluation des Rapports)

Étude de cas

Initiative - ITIE pour l'utilisation responsable des ressources et la prévention des phénomènes de corruption

CONTEXTE : comme preuve de son engagement en faveur d'une meilleure gouvernance et d'une plus grande transparence dans le secteur extractif, qui est essentiel pour promouvoir une utilisation responsable des ressources et prévenir la corruption, Eni est membre de l'Initiative pour la transparence dans les industries extractives (ITIE) depuis 2005. L'initiative exige également des sociétés adhérentes qu'elles répondent à des attentes précises (expectation) qui, à partir de 2021, sont également devenues un cadre d'évaluation de ces sociétés afin d'identifier les meilleures pratiques et les opportunités d'amélioration.

ACTIVITÉ : en 2023, Eni a été nommé membre suppléant du conseil d'administration de l'ITIE, le principal organe de décision pour les priorités de l'initiative, qui évalue les progrès des Pays dans le respect de la norme de l'ITIE. En 2023 également, l'évaluation des attentes des Sociétés a été réalisée et a montré qu'Eni avait pleinement répondu à 7 attentes et partiellement à 2 autres sur un total de 9. En outre, au niveau local, Eni participe activement aux initiatives promues par l'ITIE, à la fois directement par l'intermédiaire des Groupes Multipartites mis en place dans les Pays membres de l'ITIE (au Congo, au Ghana, au Timor-Oriental et au Royaume-Uni) et indirectement par l'intermédiaire d'associations professionnelles (au Kazakhstan, en Indonésie, au Mozambique, au Nigéria et au Mexique). Toujours dans le cadre de son soutien à l'ITIE, Eni a publié une position sur la transparence contractuelle dans laquelle elle encourage les gouvernements à se conformer à la nouvelle norme sur la publication des contrats et exprime son soutien aux mécanismes et initiatives qui seront lancés par les pays pour promouvoir la transparence dans ce domaine.

PROCHAINES ÉTAPES : Eni continuera à participer activement à l'initiative de transparence des industries extractives. En particulier, Eni suivra l'évaluation des attentes menée par le Secrétariat de l'ITIE au cours de l'année 2023 et participera aux activités des Groupes Multipartites locaux auxquels elle participe.

Clients et Fournisseurs



Pourquoi c'est important pour Eni ?

Afin d'accélérer la transition ESG, l'ensemble du système de production doit être impliqué dans la réalisation d'objectifs clairs et réalisables. Chez Eni, nous nous engageons à accompagner le développement durable de tous nos partenaires, grâce à des solutions concrètes et à une stratégie systémique caractérisée par l'ouverture au marché, une approche collaborative et l'accent mis sur l'innovation.

PAOLA ROMANO RESPONSABLE GESTION DES FOURNISSEURS ET DÉVELOPPEMENT D'ENI

Pour en savoir plus

POLITIQUES / POSITIONS / AUTRES DOCUMENTS

► Code Éthique d'Eni ; ► Code de conduite des fournisseurs ; ► Policy de respect des Droits de l'homme chez Eni ; ► Position d'Eni sur les minerais de conflit ; ► Déclaration sur l'esclavage et la traite des êtres humains ; ► Protection de la vie privée et des données ; ► Eni for 2023 - Performance en matière de développement durable ; ► Plenitude ; ► Mobilité durable

ENGAGEMENTS

Maintenir 100 % des nouveaux fournisseurs évalués sur la base de critères sociaux ; 100 % des fournisseurs stratégiques mondiaux évalués sur la base du développement durable d'ici à 2025 ; des procédures avec évaluation ESG pour plus de 90 % des achats italiens et 50 % des achats étrangers d'ici à 2024 ; 65 % de la valeur totale des contrats actifs attribués à des fournisseurs enregistrés sur Open-es d'ici à 2025 ; 2 000 fournisseurs locaux étrangers impliqués sur Open-es d'ici à 2024

Environ
12,4 TWh
d'électricité
certifiée par
des garanties
d'origine
seront vendus
en Europe en
2023

L'ORIENTATION CLIENT ET LA DIFFUSION D'UNE CULTURE DE L'UTILISATION DURABLE DE L'ÉNERGIE

Le dialogue et l'implication directe des clients sont essentiels pour qu'Eni soutienne et promeuve des actions en faveur d'une transition énergétique équitable. Dans ce contexte, Plenitude, Société à but non lucratif, contribue à la transition énergétique grâce à un modèle de business qui intègre la production d'électricité à partir de sources renouvelables, la vente d'énergie et de solutions énergétiques aux ménages et aux entreprises, ainsi qu'un vaste réseau de bornes de recharge propriétaires pour les véhicules électriques. Depuis 2022, Plenitude offre à tous les clients **B2C** une électricité 100 % renouvelable et en 2023, la part de l'électricité certifiée par des garanties d'origine a augmenté par rapport au total de l'énergie vendue en Europe, passant de 66 % en 2022 à 69 % en 2023. En outre, en 2023, Plenitude a commencé la construction

JT

des installations qui répondront aux besoins énergétiques du quartier intelligent «Chorus Life» (Bergame, Italie) en travaillant à la réalisation d'un système énergétique innovant et intégré capable de créer une communauté d'utilisateurs **PRO-SOMER**. Toujours en 2023, dans le cadre de son engagement à trouver des solutions innovantes au service de ses clients, Plenitude et Zurich ont annoncé la police Zurich Sole Protetto, qui fournit une couverture d'assurance dans le cas où l'installation photovoltaïque présente reçoit moins de rayonnement solaire que prévu. Au cours de l'année, l'engagement de Plenitude à impliquer ses clients dans le processus de transition énergétique s'est poursuivi, avec les « Actions conscientes » du programme de fidélité « Plenitude Insieme », qui fournit aux clients des instruments utiles pour accroître la sensibilisation et la connaissance de l'efficacité énergétique. À la fin de l'année 2023, plus de 520 000 personnes se seront inscrites au programme, 90 % des clients inscrits auront interagi avec le programme au moins une fois et 180 000 clients auront effectué les actions de sen-

sibilisation proposées. Plenitude est également active dans le soutien aux clients financièrement vulnérables, y compris les jeunes ; en 2022, elle est devenue l'une des 50 premières entreprises partenaires de la Carte Jeunes Nationale, une initiative du Département des Politiques de la Jeunesse et du Service Civil Universel destinée aux jeunes résidents européens en Italie âgés de 18 à 35 ans, afin d'offrir des réductions pour la fourniture d'électricité provenant de sources renouvelables avec une Garantie d'Origine et une réduction sur l'achat ou le renouvellement des abonnements Be Charge pour la recharge des véhicules électriques. Par ailleurs, en accord avec les représentants nationaux du Conseil national des associations de consommateurs et d'Utilisateurs (CNCU), Plenitude offre à ses clients la possibilité d'accéder à une formule de paiement échelonné subventionné, sans intérêt ni frais supplémentaires, pour les familles et les petites entreprises. En 2023, l'application Plenitude a achevé son parcours évolutif pour rendre toutes ses fonctionnalités utilisables par les personnes aveugles et malvoyantes.

Étude de cas



Politique de protection des consommateurs

CONTEXTE : conformément au Code Éthique, Eni s'engage à gérer ses relations avec les clients et les consommateurs de manière transparente, en protégeant leur droit à recevoir des informations de qualité et à protéger leurs données à caractère personnel.

ACTIVITÉ : afin de consolider ces engagements, Eni a adopté en 2023 deux nouvelles politiques en matière d'Éthique, de conformité et de gouvernance (ECG) : « Protection des consommateurs et allégations écologiques » et ► « Protection de la vie privée et des données ». La Policy de protection des consommateurs et des allégations écologiques. vise à assurer le respect des règles et des principes en matière de protection des Consommateurs, tout en assurant une communication correcte sur la durabilité et en gérant les impacts éventuels que les activités de l'entreprise pourraient générer sur les clients et les utilisateurs finaux. Dans le cadre de sa Politique « Confidentialité et protection des données », Eni souligne que la protection des données personnelles de tous ceux avec lesquels elle établit des relations, y compris les consommateurs, est une valeur fondamentale et un principe fondamental pour consolider les rapports avec les parties prenantes. Par ce document, Eni définit le système par lequel elle s'assure que le traitement des données personnelles effectué est conforme à la réglementation applicable et respecte les droits des personnes concernées. L'adoption de ces politiques confirme l'importance accordée par Eni aux consommateurs qui respectent les normes les plus strictes en matière d'éthique et de qualité de service.

VERS UNE MOBILITÉ PLUS DURABLE

Le renforcement des activités d'Eni dans le domaine de la transition énergétique se poursuit avec la naissance d'Enilive, la nouvelle société engagée dans les activités de bioraffinage, la production de biométhane, les solutions de mobilité intelligente, dont le covoiturage Enjoy, et la commercialisation et la distribution de tous les vecteurs énergétiques, progressivement décarbonés, pour une mobilité de plus en plus durable. La nouvelle société poursuit le chemin, déjà entamé les années précédentes, de l'évolution des plus de 5 000 stations-service présentes en Europe vers de véritables centres de mobilité, offrant non seulement des services liés à la mobilité mais aussi des services

personnels, devenant ainsi une société multiservice et multi-énergie. Pour confirmer ce rôle, le biocarburant pur HVOlution, produit à partir de déchets de matières végétales, a été mis à la disposition de ses clients dans plus de 600 stations-service en Italie. HVOlution a un rôle clé à jouer car il peut déjà contribuer de manière importante à la décarbonisation de la mobilité, y compris du transport lourd, en enrichissant l'offre des stations-service avec des produits à faible teneur en carbone, tels que des chargeurs électriques. Dans le domaine du covoiturage, l'offre a été élargie par l'introduction de citadines électriques dans la flotte Enjoy à Rome. Le partage électrique d'Enjoy a en effet fait ses débuts en 2022 à Turin et, au cours

du deuxième semestre de cette année, il a également été activé à Bologne, Florence et Milan. Dans le domaine des services à la personne également, l'offre a été enrichie par l'inauguration à Rome, dans la station-service historique d'Eni, de la première ► « ALT Stazione del Gusto », née de la collaboration avec l'Accademia Niko Romito. L'objectif est d'appliquer la créativité et la technique d'un cuisinier italien symbole de recherche et de sensibilité gastronomique, dans un format de restauration populaire de cuisine italienne de rue. Pour soutenir ce processus d'évolution, la nouvelle marque et identité visuelle « Enilive » a été lancée, ce qui représente un changement de cap pour raconter le rôle d'interprète de la transformation de la mobilité que la société a acquise.

DÉVELOPPEMENTS FUTURS POUR UNE MOBILITÉ PLUS DURABLE

VECTEURS ÉNERGÉTIQUES ALTERNATIFS

- Développement de vecteurs alternatifs basés sur l'offre de produits orientés vers la décarbonisation, principalement des biocarburants et du **HVO**, qui augmenteront la distribution dans les stations-service Enilive en 2024. L'hydrogène est l'un des vecteurs qui sera promu par le développement de nouvelles stations dans les années à venir, contribuant avant tout à la décarbonisation des transports publics ;
- la consolidation de l'offre de biométhane comprimé et l'exploration du marché du bio GNL. En outre, en collaboration avec les parties prenantes, développer l'offre d'électricité à usage automobile avec une recharge rapide et ultrarapide.

SERVICES DE COVOITURAGE

- Intégration de nouvelles solutions dans le service de covoiturage, qui est déjà présent dans 5 villes, à la fois en termes d'offre et de présence dans la région ; poursuite du développement de la location journalière (location de voitures) et, dans certaines stations Enilive, possibilité de louer des véhicules Enjoy, facilitant ainsi les déplacements. Evolution dans le temps des stations Enilive en points Enjoy et plus tard en hubs de mobilité.

STATIONS-SERVICE « ALT »

- Un partenariat entre l'Accademia Niko Romito et Enilive qui envisage un plan de développement également par le biais de la franchise, avec l'objectif d'atteindre 100 ouvertures dans une période de quatre ans en commençant par les principales villes italiennes et la mise en œuvre ultérieure d'un plan de franchise par le biais de modèles de gestion et de formation stratégiques et novateurs.

APPROVISIONNEMENT DURABLE

La stratégie d'approvisionnement durable d'Eni repose sur le partage de valeurs, d'engagements et d'objectifs avec la chaîne d'approvisionnement et s'appuie sur trois piliers : (i) approche systémique et inclusive, qui vise à impliquer chaque niveau de la chaîne d'approvisionnement dans une démarche d'amélioration et de développement durable, en partageant les objectifs et en adoptant un modèle diversifié en fonction de la maturité ESG des entreprises ; (ii) l'omniprésence de l'ESG

dans le processus d'approvisionnement, en intégrant les principes de protection de l'environnement, de croissance sociale, de sécurité et de développement économique à tous les stades du processus d'approvisionnement par le biais du « Cadre de la Chaîne d'Approvisionnement Durable », un mécanisme de gouvernance qui combine les objectifs de l'entreprise avec les exigences réglementaires et aboutit à des objectifs spécifiques et à des plans d'action pour se prémunir contre les risques liés à la chaîne d'approvisionnement ; (iii) le développement et l'amélioration des

meilleures pratiques, en aidant les fournisseurs à remplir les différentes exigences ESG, en fournissant des instruments pour soutenir leur parcours de développement durable et, plus généralement, la compétitivité de leur entreprise. Dans ce contexte, pour Eni, le respect des Droits de l'homme dans la chaîne d'approvisionnement est un aspect essentiel, qui est protégé par un processus d'approvisionnement basé sur un modèle d'évaluation spécifique, qui accorde une attention particulière aux risques associés au travail forcé/obligatoire et au droit à la liberté.

LA STRATÉGIE D'ENI POUR LA CHAÎNE D'APPROVISIONNEMENT

APPROCHE SYSTÉMIQUE ET INCLUSIVE

- Mise à disposition d'instruments spécifiques pour le développement durable des PME ;
- l'implication des grands acteurs dans le rôle principal du processus de transformation de la chaîne d'approvisionnement ;
- la promotion d'initiatives multipartites comme ► **Open-es**, qui réunira à partir de 2021 les mondes industriel, financier et associatif pour accompagner les entreprises sur la voie de la mesure et de la croissance dans le domaine ESG, afin de créer de la valeur et des bénéfices pour le tissu entrepreneurial.

+20

partenaires de l'alliance Open-es, de grandes industries, des institutions financières et des associations

PERVASIVITÉ ESG DANS LE PROCESSUS D'APPROVISIONNEMENT

- Supervision transversale des différentes phases du processus d'approvisionnement et des thèmes ESG prioritaires périodiquement identifiés sur la base du plan stratégique de l'entreprise et des évolutions normatives ;
- audits et analyses approfondies des Acteurs ESG Pertinents (fournisseurs pertinents au regard du risque ESG associé aux domaines de produits dans lesquels ils opèrent), avec un accent accru sur les dimensions ESG prioritaires (changement climatique, gouvernance de la chaîne d'approvisionnement, Droits de l'homme, dignité et égalité, Cybersécurité et safety) ;
- introduction des critères minimaux spécifiques pour l'évaluation des offres, ainsi que des clauses types spécifiques dans les contrats.

+6 000

fournisseurs audités sur le plan de la responsabilité sociale

DÉVELOPPEMENT ET VALORISATION DES MEILLEURES PRATIQUES

- Diffusion, par le biais de la plateforme Open-es et conventions avec des experts du secteur, de solutions et de services d'amélioration ESG pour soutenir les entreprises tout au long de la chaîne d'approvisionnement sur la voie de la croissance durable ;
- soutien financier aux fournisseurs par le biais de programmes tels que « Basket Bond - Énergie durable » et « Finance de la Chaîne d'Approvisionnement Durable » ;
- partage des meilleures pratiques dans le domaine ESG, récompensant les entreprises avec des performances et des projets innovants à travers le « HSE et Prix de la chaîne d'approvisionnement durable ».

+15 000

entreprises participant à Open-es de 2023

Focus on

Surveillance ESG dans le processus d'approvisionnement



Les principes de protection de l'environnement, de croissance sociale et de développement économique, ainsi que les aspects techniques, opérationnels, éthiques et de réputation font partie intégrante du processus d'approvisionnement, depuis la qualification, les procédures d'appel d'offres, la gestion contractuelle et le feedback.

Qualification fournisseur

Eni soumet tous ses fournisseurs à des processus de qualification et de Due Diligence afin de vérifier leur fiabilité en matière d'ESG. Elle partage avec ses fournisseurs un engagement mutuel envers les principes ESG en signant le code de conduite des fournisseurs, un pacte qui guide et caractérise les relations avec les fournisseurs à tous les stades de la collaboration avec Eni.

Procédures d'achat

Eni considère des critères d'évaluation objectifs et transparents dans les logiques d'affectation des contrats qui incluent des éléments de durabilité pertinents pour l'objet spécifique de l'appel d'offres. Elle adopte des critères ESG dans l'évaluation des offres et les garanties contractuelles afin de renforcer l'engagement et la contribution des fournisseurs à la réalisation des objectifs de durabilité par la mise en œuvre d'actions concrètes.

Gestion des contrats et feedback

Eni contrôle le respect par ses fournisseurs de leurs engagements en matière de développement durable à différents stades du processus d'Approvisionnement par le biais d'un feedback et soutient les fournisseurs dans l'identification des actions prioritaires à mettre en œuvre pour améliorer leur position ESG.

Focus on

Formation et compétences ESG



De nombreuses entreprises s'engagent à améliorer leurs performances ESG, mais les efforts, en particulier dans les petites et moyennes entreprises, risquent d'être inefficaces à long terme s'ils ne sont pas intégrés dans un parcours de chaîne d'approvisionnement partagé et coordonné. C'est la raison pour laquelle Eni a décidé de se connecter et de collaborer avec tous les acteurs de l'entreprise, des PME aux grands groupes industriels, avec des experts du monde ESG et du secteur juridique, en proposant des initiatives de formation et de développement dans le domaine ESG auxquelles ses fournisseurs peuvent être associés.



« La transition énergétique, la transformation numérique et les changements géopolitiques ne sont que quelques-uns des facteurs qui caractérisent le paysage économique. Ce dernier pose aux entreprises de nouveaux et complexes défis. Cela nécessite un soutien concret à travers des initiatives qui aident à élargir et à renforcer leur expertise interne sur les questions ESG. C'est dans cette optique que nous avons organisé, en coopération avec Eni, la première édition de l'Open-es Camp en 2023 dans le cadre de l'initiative Open-es a organisé en collaboration avec cette dernière la première édition de l'Open-es Camp. Il s'agit d'un programme de formation qui, grâce à une approche pratique et des applications sur le terrain, a impliqué 55 PME de différents secteurs dans l'adoption de normes de durabilité pour leurs activités commerciales ». **Nicolò Zanghi - Partenaire chez KPMG Advisory Italia**

Des initiatives comme Open-es visent à créer un écosystème vertueux, réunissant de manière ouverte et collaborative toutes les entreprises qui souhaitent jouer un rôle de premier plan dans le développement durable de l'écosystème industriel.



« Il existe de nombreuses PME qui souhaitent s'engager concrètement en faveur de la durabilité, mais qui ne savent pas comment faire les premiers pas. Des initiatives similaires à celles lancées par Eni ont le mérite d'activer ce potentiel inexprimé grâce à un écosystème qui reconnaît et récompense les vertueux et fournit une aide concrète pour surmonter les difficultés communes. L'Open-es Camp nous a sensibilisés aux questions ESG et nous a offert une formation de qualité. Le fait de collaborer avec d'autres entreprises, tant de notre secteur que d'autres, de découvrir leurs défis et leurs solutions et de contribuer au développement du travail du projet nous a enrichis tant sur le plan professionnel que personnel. De nouvelles perspectives de croissance se sont ouvertes à nous et nous faisons désormais partie d'un réseau d'entreprises qui partagent les mêmes valeurs et objectifs ESG ». **Simona Giuliano - Responsable des achats de la DG Impianti Industriali SpA**

Pour accélérer la transition énergétique, il est nécessaire d'adopter une approche pragmatique et d'impliquer l'ensemble du système de production dans des objectifs communs, concrets et atteignables. Il est donc crucial que les grands groupes industriels agissent comme catalyseurs du changement, en motivant, en inspirant et en guidant leurs chaînes d'approvisionnement tout au long du processus de transformation.



« Tenaris s'engage à soutenir sa chaîne d'approvisionnement pour devenir plus compétitive en adoptant des normes mondiales de qualité, de sécurité et de normes environnementales. Nous croyons fermement à la collaboration tout au long de la chaîne d'approvisionnement pour aider toutes les parties prenantes à acquérir les compétences nécessaires pour résister aux changements du marché et maintenir une chaîne de valeur solide à long terme. Nous sommes heureux de nous associer à Eni pour engager nos chaînes d'approvisionnement dans des objectifs communs de durabilité. Notre adhésion à l'alliance Open-ES reflète non seulement notre engagement en faveur d'une gestion responsable de la chaîne d'approvisionnement, mais démontre également notre intention claire d'offrir à nos partenaires commerciaux des opportunités concrètes de formation et de renforcement des compétences ESG ». **Carolina Bengochea - Directrice de l'environnement chez Tenaris**

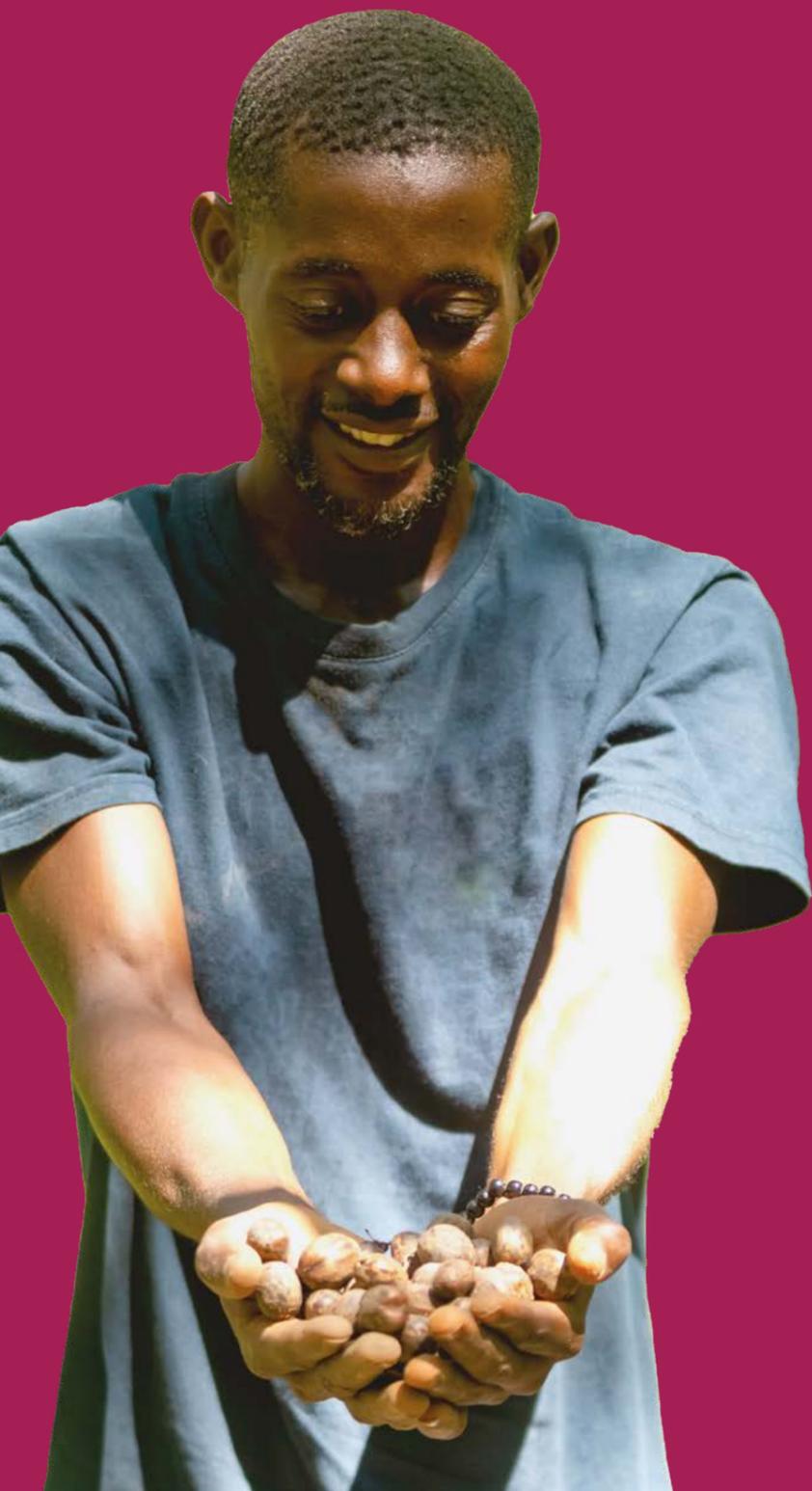
Les initiatives multipartites visant à améliorer les performances en matière de durabilité par le biais de formations et d'opportunités de soutien technico-juridiques peuvent également servir d'accélérateur de la croissance ESG.



« En 2023, nous sommes devenus un modèle scientifique Open-es, l'initiative lancée par Eni en 2021, en apportant à l'alliance notre expertise juridique en matière de durabilité. Nous avons mis l'accent sur la gouvernance d'entreprise, les achats, le pilier social, la transition énergétique, l'économie circulaire, le greenwashing, la confidentialité des données et la cybersécurité. Cette alliance nous permet d'atteindre un double objectif : soutenir le système national à travers de nombreuses initiatives de formation et, en même temps, diffuser une sensibilisation et des compétences spécifiques à tous les niveaux de la chaîne d'approvisionnement sur un sujet aussi complexe que transversal. Nous pensons que la formation des personnes (main-d'œuvre propre et main-d'œuvre de la chaîne de valeur) est un investissement crucial pour que chacun reste compétitif sur un marché de plus en plus sensible à des événements étrangers aux logiques purement économiques, comme ceux récents (pandémie, guerres, effets du changement climatique) ». **Alessandra Ferroni - Associée en droit du travail et relations industrielles chez Gianni & Origoni**

Avec cette approche, Eni entend promouvoir une prise de conscience généralisée de la durabilité tout au long de la chaîne de valeur, en adoptant une perspective qui suit les traces des différentes chaînes d'approvisionnement industrielles et en créant des synergies et des opportunités pour l'ensemble du système entrepreneurial.

Partenariats pour le développement



Eni en tant qu'acteur du développement local

Accès à l'énergie

Nouvelles entreprises dans les territoires

Projets de développement local dans le monde

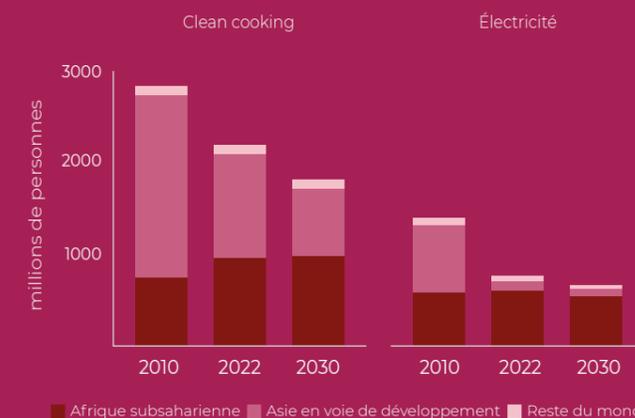
Partenariat pour le développement

Contenu local

CONTEXTE DE RÉFÉRENCE : DÉFIS ET OPPORTUNITÉS

Population sans accès à la cuisine propre et à l'électricité

760 millions de personnes (soit environ 10 % de la population mondiale) n'avaient pas accès à l'électricité, en particulier en Afrique subsaharienne et en Asie du Sud-Est. Malgré les progrès réalisés au cours des 20 dernières années, la pandémie et la crise énergétique ont inversé la tendance, en particulier dans les Pays en développement où le nombre de personnes n'ayant pas accès à l'électricité augmente (~+2 mln en 2022 par rapport à 2021), en particulier en Afrique Subsaharienne (+11 millions). Près de 2,3 milliards de personnes utilisent aujourd'hui la biomasse traditionnelle (charbon ou paraffine) pour cuisiner, en particulier dans les Pays d'Afrique Subsaharienne et d'Asie. On estime que le nombre de personnes n'ayant pas accès à une cuisine propre diminuera d'un peu plus de 15 % d'ici à 2030.



Source : International Energy Agency (2022), World Energy Outlook 2023, AIE, Paris.

Évolution des tendances des ODD dans le domaine de l'eau et de l'éducation



84 millions d'enfants et de jeunes sans accès à l'école



300 millions d'étudiants sans compétences de base en mathématiques et alphabétisation

Le Covid-19 a eu un impact considérable sur l'avancement de l'éducation, causant des pertes de formation dans plus de 80 % des 104 Pays analysés. Le monde est à la traîne pour atteindre l'objectif d'une éducation de qualité pour tous et, sans mesures supplémentaires, seul 1 Pays sur 6 atteindra l'objectif de l'achèvement universel de l'enseignement secondaire d'ici à 2030.



2,2 milliards de personnes n'avaient toujours pas accès à de l'eau potable gérée en toute sécurité en 2022



3,5 milliards de personnes dépourvues de services d'assainissement gérés en toute sécurité

La réalisation de l'objectif universel d'ici à 2030 nécessite une augmentation substantielle des taux de progrès actuels au niveau mondial : 6 fois pour l'eau potable, 5 fois pour l'assainissement et 3 fois pour l'hygiène. En raison des conflits et du changement climatique, l'Afrique subsaharienne est la région la plus en retard.

Source : Rapport 2023 sur les objectifs de développement durable, publication des Nations Unies éditée par le Département des affaires économiques et sociales (DAES), © 2023 Nations Unies.

Aperçu de la situation en matière de genre en 2023

L'élimination complète de la pauvreté pour toutes les femmes d'ici à 2030 nécessite une action simultanée sur les inégalités persistantes entre les sexes, notamment l'accès à la terre, à l'assistance sanitaire et à la planification familiale, à l'éducation et au marché du travail.



340 millions de femmes et de filles vivront encore dans une extrême pauvreté d'ici 2030.

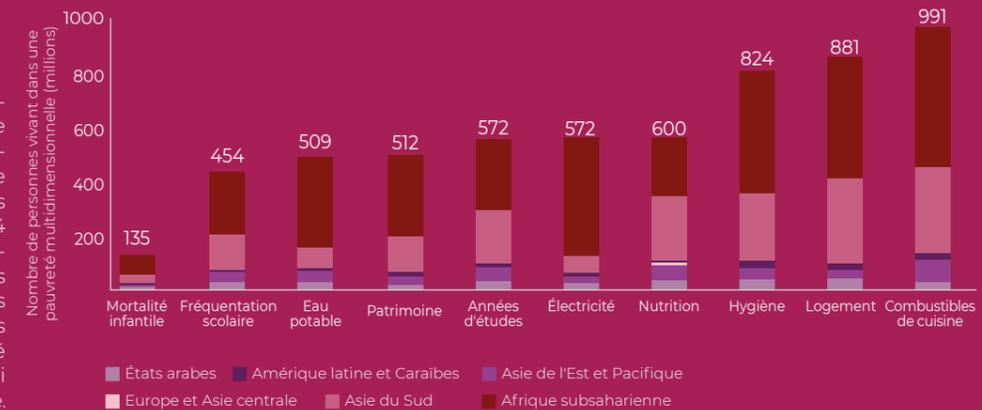


54 % des Pays n'ont toujours pas de lois dans les principaux domaines de l'égalité des sexes, y compris l'égalité des droits en matière de mariage et de divorce.

Source : © UN Women and United Nations Department of Economic and Social Affairs, Statistics Division 2023 Manufactured in the United States.

Pauvreté et privation par zone géographique en 2023

Dans 110 Pays, selon les indicateurs qui composent l'Indice mondial de Pauvreté Multidimensionnelle, 1,1 milliard de personnes sont considérées comme pauvres, dont 824 millions n'ont pas accès à l'assainissement, 881 millions à des normes de logement adéquates et 991 millions à des combustibles pour la cuisine. Plus de la moitié d'entre eux n'ont ni nourriture, ni électricité, ni éducation adéquate.



Source : 2023 par le Programme des Nations Unies pour le Développement et l'Initiative sur la Pauvreté et le Développement Humain d'Oxford.

Eni en tant qu'acteur du développement local



Pourquoi c'est important pour Eni ?

Investir dans les communautés locales est une démonstration directe que notre voie de transition énergétique implique les territoires. L'accès à l'énergie, le développement local durable, le respect des Droits de l'homme et la protection de l'environnement sont les fondements d'une transition juste et équitable. Nos projets de développement local et d'agroénergie au Mozambique ne sont que quelques exemples de notre stratégie en action.

MARICA CALABRESE DIRECTEUR GÉNÉRAL BASSIN ENI ROVUMA - ENI MOZAMBIQUE

Pour en savoir plus

POLITIQUES/POSITIONS/AUTRES DOCUMENTS

► Code Éthique Eni ; ► Respect des Droits de l'homme chez Eni ; ► Alaska Indigenous People s ; ► Eni for 2023 - Performance en matière de développement durable ; ► eni.com ; ► Seeds for Energy ; ► Énergie pour le développement ; ► Énergie pour l'éducation

ENGAGEMENTS

Bénéficiaires d'ici 2030 par secteur : 103 000 accès à l'éducation ; 15,9 millions de personnes ont accès au clean cooking ; 86 000 accès à l'électricité ; 21 000 développement économique ; 590 000 accès à l'eau potable ; 1 million accès aux services de santé ; 85 000 activités de protection de l'environnement et de la biodiversité

Pour Eni, la durabilité fait partie intégrante de toutes les activités des entreprises : de l'entrée dans un nouveau Pays aux activités de démantèlement. Cela est également essentiel dans les efforts déployés en faveur d'une transition juste, par la mise en œuvre de différentes solutions en fonction des spécificités et des contraintes de chaque Pays, avec des

GESTION DES RÉCLAMATIONS

Les activités d'engagement des parties prenantes, qui soutiennent les relations avec les peuples autochtones et les autres parties prenantes locales, visent à comprendre leurs attentes, leurs préoccupations et leurs besoins, à renforcer la compréhension et la confiance mutuelles et à faciliter le dialogue et la collaboration. Eni promeut des formes de consultation continue et transparente pour informer les communautés locales et les parties prenantes concernées, grâce à l'adoption du Système de Gestion des Parties Prenantes de l'entreprise (SMS-Stakeholder Management System) qui cartographie et surveille la relation avec les parties prenantes, l'état d'avancement des projets, les résultats obtenus et suit les **RÉCLAMATIONS**

approches différenciées entre les Pays à économie avancée et les Pays à économie émergente. En effet, en abordant la transition, Eni se concentre sur un modèle de business basé sur la diversification des sources d'énergie et de leur approvisionnement, dans le but de contribuer à l'accès à l'énergie dans les Pays, par le biais de projets industriels et de développement

reçues ou les plaintes relatives à des accidents ou dommages ou autres impacts environnementaux ou sociaux, réels ou perçus, causés par les activités d'Eni ou par son entreprise sous contrat ou fournisseur, en assurant une gestion constante et ponctuelle. Eni a défini et applique des principes directeurs pour la gestion des « Mécanismes de Réclamation » dont la responsabilité, au niveau opérationnel, incombe à toutes les filiales et à tous les districts qui analysent et conviennent de la solution avec les plaignants (individus ou communautés), par le biais de consultations avec les communautés locales, en particulier avec les peuples autochtones et les groupes vulnérables dans les cas où le contexte et/ou les projets antérieurs suggèrent un nombre élevé de **RÉCLAMATIONS**, ou des activités impliquant la relocalisation économique ou physique

local, également en partenariat. Au fil du temps, Eni a développé une approche systémique pour définir les domaines d'intervention prioritaires, mettre en œuvre des projets « sur mesure » en fonction des besoins des populations locales, tout en contribuant aux ODD et à la réalisation des objectifs de durabilité inclus dans le plan stratégique quadriennal.

des communautés. La surveillance est assurée à la fois au niveau local et au niveau central, de la réception à la résolution des **RÉCLAMATIONS** et permet de les classer par thème et par pertinence, en vérifiant le pourcentage de celles qui sont « résolues », c'est-à-dire pour lesquelles les parties se sont mises d'accord sur une proposition, par rapport au total reçu au cours d'une période donnée. Le système SMS permet également de suivre dans le temps les éventuels thèmes critiques des parties prenantes concernées et d'ajuster la stratégie d'engagement, mais aussi de vérifier l'opportunité de la gestion des **RÉCLAMATIONS** d'analyser les tendances, afin d'identifier les éventuelles réitérations et l'évolution possible vers un contentieux. Un feedback sur le niveau de satisfaction à l'égard du fonctionnement de la procédure peut également être

demandé aux demandeurs concernés, en les invitant à signaler tout domaine d'amélioration. Eni demande à ses fournisseurs, agents sous contrat et sous-traitants de mettre leur propre Mécanisme de Réclamation à la disposition des travailleurs et des communautés avec lesquels ils interagissent au nom d'Eni. Au cours de l'année 2023, l'application a également été étendue aux nouvelles activités (appelées flux agricoles), conformément au parcours de transition entrepris. ► Eni for 2023 - Performance en matière de développement durable

RÉCLAMATIONS REÇUS



L'APPROCHE D'ENI SUR LE TERRITOIRE



1

CONNAISSANCE DU CONTEXTE AFIN DE :

Accompagner les différentes phases de projet de l'entreprise en assurant une plus grande efficacité et systématisme dans l'approche décisionnelle. Mettre en évidence et comprendre les besoins des communautés locales, en relation avec le niveau de maturité de la présence dans le Pays, en approfondissant divers thèmes, notamment au moyen d'indices spécifiques tels que l'IPM, afin d'analyser le niveau de pauvreté. En 2023, des analyses sont effectuées sur le Timor oriental, le Mozambique et l'Égypte. Planifier la stratégie de mise en œuvre des projets de développement en fonction des besoins des populations locales à long terme. Comprendre et analyser les groupes les plus vulnérables (femmes, enfants, migrants, etc.).

DÉVELOPPEMENT DES RELATIONS AVEC LES PARTIES PRENANTES LOCALES POUR :

Favoriser la compréhension du contexte en impliquant les peuples autochtones, les groupes vulnérables et les parties prenantes dans l'examen des préoccupations, des besoins et des attentes (activités d'engagement des parties prenantes). Assurer la relation avec les parties prenantes à travers la gestion et le suivi des **RÉCLAMATIONS**. Définir des canaux d'accès et des modalités de dialogue adéquats, gérer les conflits éventuels et mener des consultations spécifiques des communautés locales, en particulier dans des contextes critiques (par exemple, avec un grand nombre de **RÉCLAMATIONS** ou en cas de délocalisation économique ou physique des communautés). Vérifier et fournir des solutions en cas d'impact négatif sur les Droits de l'homme, par le biais d'un processus continu de Due Diligence pour toutes les activités (► Droits de l'homme).

2

3

ANALYSE D'IMPACT POUR :

Prévenir les impacts négatifs possibles dus à la présence des activités grâce à des études d'impact intégrées sur l'environnement, la santé et les personnes, y compris les Droits de l'homme (**ESHIA**). Garantir la conformité des activités aux normes internationales et impliquer les principales parties prenantes dans les évaluations afin de protéger leurs intérêts. Comprendre les impacts sur les territoires et les communautés en identifiant les thèmes critiques, en évaluant les impacts directs et indirects potentiels et en mettant en œuvre d'éventuelles mesures d'atténuation. Réduire les risques et exploiter les opportunités, en réorientant éventuellement les stratégies d'investissement. Soutenir la définition des interventions sur le territoire.

MISE EN ŒUVRE DE PROGRAMMES DE DÉVELOPPEMENT LOCAL :

Vise à améliorer le bien-être et à soutenir le développement humain, par le biais d'activités définies en cohérence avec l'analyse des besoins locaux, les plans de développement nationaux, l'Agenda 2030 et les contributions déterminées au niveau national. Développée selon 5 lignes d'action : Droits de l'homme dans les communautés, Gestion Foncière, Contenu Local, engagement des parties prenantes et Projets de développement local dans 6 secteurs d'intervention. En collaboration avec les acteurs locaux, nationaux et internationaux pour mettre en commun les ressources et le capital humain (► Partenariat).

4

5

IDENTIFICATION DE MÉTHODOLOGIES ROBUSTES POUR :

Assurer l'évaluation et la mesure du développement local généré (« apprendre et s'adapter ») par le biais de méthodologies et d'instruments de gestion du cycle de projet et de mesure de la contribution générée, également en coopération avec des institutions académiques. Évaluation des projets avec une **ÉVALUATION DU CONTENU LOCAL (ELCE- ENI LOCAL CONTENT EVALUATION)** pour quantifier la valeur ajoutée apportée. Surveiller l'état d'avancement et les résultats obtenus grâce à l'approche du cadre logique **L'APPROCHE DU CADRE LOGIQUE (ACL)** et l'approche de la gestion axée sur les résultats.

Accès à l'énergie

Sur son parcours de transition, Eni entend contribuer à l'ODD 7 «Garantir l'accès de tous à des systèmes énergétiques abordables, fiables, durables et modernes» afin de garantir les besoins fondamentaux des populations (santé, éducation et diversification économique) et de soutenir le développement du tissu industriel local, en créant de nouvelles opportunités d'emploi. À cet égard, Eni poursuit plusieurs initiatives en direction des marchés locaux, notamment la fourniture de gaz naturel, combustible fossile dont l'empreinte carbone est la plus faible, la distribution de GPL (gaz de pétrole liqué-

fié), la production d'électricité à partir de sources fossiles et renouvelables, et la distribution de cuisinières améliorées.

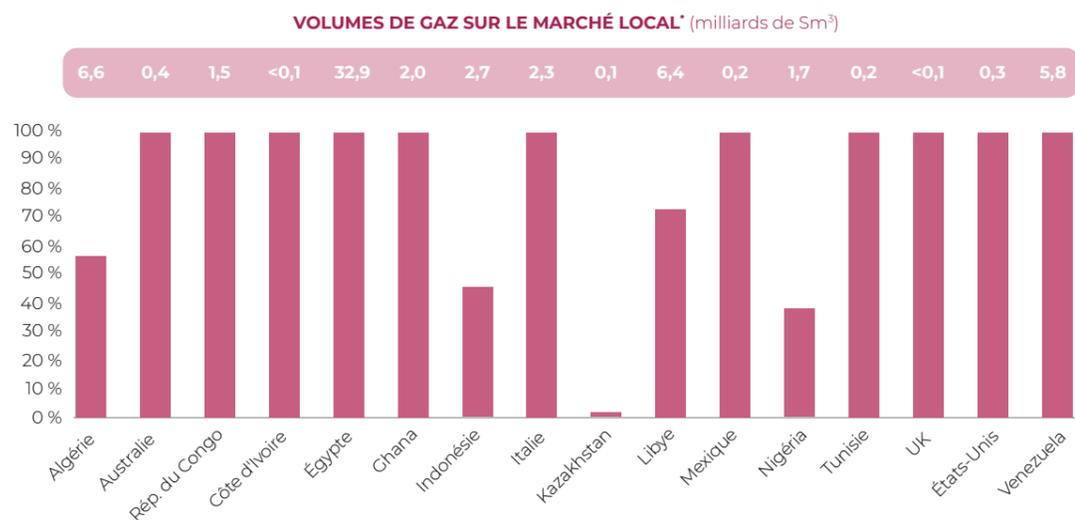
PRODUCTION ET DISTRIBUTION DE GAZ NATUREL

Eni investit dans la production et le transport de gaz naturel, dont une partie est livrée aux Pays où il est extrait. En 2023, Eni a approvisionné les marchés locaux avec 63,1 milliards de Sm³ à partir des champs qu'elle exploite, avec des volumes similaires aux années précédentes. Compte tenu des champs dont Eni est exploitant

en Afrique, sa contribution à l'approvisionnement en gaz à destination des acteurs locaux a été maintenue en garantissant 51,3 milliards de Sm³ (ce qui correspond à la valeur de 2022 de 52,4 milliards de Sm³), qui représentent environ 80 % de la production totale d'Eni sur le continent. Localement, le gaz est principalement utilisé à deux fins : la production d'électricité et la consommation directe à des fins résidentielles et industrielles. Pour les Pays hôtes, les ressources en gaz représentent également une opportunité économique grâce à leur exploitation par le biais de l'exportation.

63,1 milliards de Sm³ de gaz vendus aux marchés intérieurs

GAZ NATUREL EN VENTE SUR LES MARCHÉS LOCAUX



* Volumes bruts de gaz exploité par Eni. Le pourcentage se réfère à la quantité vendue dans le Pays par rapport au total produit.

LA VALEUR DU GAZ NATUREL DANS LA TRANSITION ÉNERGÉTIQUE DES PAYS PRODUCTEURS

ACCROISSEMENT DE L'ACCÈS À L'ÉLECTRICITÉ

Le gaz produit par Eni a contribué, notamment dans de nombreux Pays du continent africain, à l'augmentation de la production d'électricité, à l'élargissement de l'accès à l'électricité et à l'augmentation de la quantité d'électricité disponible tant pour le secteur productif que pour le secteur résidentiel.

DÉCARBONISATION DU MIX ÉLECTRIQUE

Dans certains Pays, comme l'Égypte et le Ghana, l'utilisation du gaz a permis de réduire la part de l'énergie produite à partir du mazout, une source dont **l'empreinte carbone est plus importante que celle du gaz.**

PRÉPARATION AU DÉVELOPPEMENT DES SOURCES RENOUVELABLES

La grande flexibilité des centrales au gaz naturel dans la gestion des pics saisonniers ou journaliers de la demande d'électricité assure la stabilité du réseau électrique en préparant le développement des énergies renouvelables (éolienne et solaire), qui sont par nature sujettes à la variabilité et à l'intermittence et ne peuvent donc pas être programmées.

EXEMPLES DE PROJETS LOCAUX DE VALORISATION DU GAZ NATUREL AU NIVEAU

CONGO - CENTRALE ÉLECTRIQUE DU CONGO (CEC)



CONTEXTE : depuis 2010, Eni fournit du gaz naturel à la Centrale Électrique du Congo (CEC), la principale centrale électrique du Pays. Ce projet confirme l'engagement d'Eni en faveur de la valorisation du gaz, conformément à l'objectif Zéro Torchage de Routine en 2025. La production d'électricité au Congo est passée de 0,8 TWh en 2010 (année de démarrage de la CEC) à 4 TWh en 2021 (source : AIE) ; cette évolution a été soutenue par une contribution croissante du gaz naturel, qui garantit 70 % de la production d'électricité en 2021. L'exploitation du gaz a également permis d'éviter l'utilisation de sources à plus forte empreinte carbone, comme le fuel, dont la part dans le mix électrique congolais en 2021 était de 5 % de l'énergie totale produite. Toutefois, il reste une marge de manœuvre importante pour le développement du système électrique national, tant en termes d'efficacité que de prolongation du réseau de transport et de distribution.

RÉSULTATS : la production d'électricité de la CEC en 2023 s'élevait à 2,1 TWh, confirmant le rôle d'Eni dans l'évolution du mix électrique congolais. L'augmentation de la production d'électricité a permis de faire passer la part de la population ayant accès à l'électricité de 40 % (2010) à 50 % (2021), ce qui équivaut à 1,2 million de personnes en termes absolus.

GHANA - PROJET INTÉGRÉ OFFSHORE CAPE THREE POINTS



CONTEXTE : en 2018, Eni a démarré le projet OCTP offshore, un projet intégré pour le développement de champs de pétrole et de gaz naturel. Le projet OCTP permettra d'acheminer du gaz naturel à terre pour la production d'électricité et contribuera à répondre à la demande croissante d'électricité du Pays, sans avoir à recourir à des importations supplémentaires de gaz : ces dernières années, le Pays a importé en moyenne environ 650 MSm³ de gaz, soit un tiers du volume fourni localement en 2023 par le projet. La consommation de mazout a également diminué de 83 % en 2021 par rapport à 2017, ce qui a permis d'orienter le bouquet électrique vers des sources à plus faible empreinte carbone, telles que l'hydroélectricité et le gaz.

RÉSULTATS : le gaz de l'OCTP a contribué à la production de 6,6 TWh d'électricité en 2023, ce qui représente environ 30 % de la production nationale d'électricité. En 2017 (dernière année avant la mise en service de la centrale), la production totale d'électricité au Ghana a augmenté de 66 %, et la population ayant accès à l'électricité a augmenté de 4,4 millions de personnes (de 79 % à 86 % de la population).

PRINCIPAUX RÉSULTATS 2023 PAR VECTEUR ÉNERGÉTIQUE

PRODUCTION D'ÉLECTRICITÉ À PARTIR DE GAZ

Eni est active dans l'exploitation de centrales thermoélectriques, dans le but d'accroître la qualité et la fiabilité de l'approvisionnement.

NIGÉRIA

- Centrale Okpai >2 300 GWh (2023)
- Centrale Omoku >490 GWh (2023)

7,8 % de l'électricité produite au Nigeria

CONGO

Centrale CEC >2 100 GWh (2023)

Plus de **50 %** de l'électricité produite au Congo

PRODUCTION D'ÉLECTRICITÉ À PARTIR DE SOURCES RENOUVELABLES

Outre les initiatives de Plenitude, Eni a construit des usines alimentées par des énergies renouvelables dans le but de réduire les émissions de CO₂ des projets upstream.

- Installations photovoltaïques pour remplacer la consommation de gaz naturel (par exemple Adam PV en Tunisie et BRN PV en Algérie) ;
- des installations photovoltaïques pour réduire les prélèvements d'électricité sur le réseau national (par exemple, l'installation photovoltaïque d'Abu Rudeis en Égypte).

Les deux types d'installations contribuent à la réduction des émissions des champs d'application 1 et 2 des usines upstream.

GAZ DE PÉTROLE LIQUÉFIÉ

Conformément à l'ODD 7, qui vise à accroître l'utilisation de combustibles propres et modernes, Eni distribue localement du GPL à usage résidentiel.

17,7 millions de barils produits en 2023 en Algérie, Égypte, Libye et Tunisie

36,4 % pour le secteur résidentiel

CLEAN COOKING

Eni favorise également l'accès à des solutions de cuisson modernes, en remplaçant les cuisinières traditionnelles par des modèles améliorés, ce qui contribue à réduire la pollution domestique et l'exploitation des ressources forestières et à améliorer la qualité de vie des communautés concernées.

54 982 cuisinières améliorées en Côte d'Ivoire, au Mozambique et au Rwanda

Bénéficiaires atteints : environ **274 000** personnes

Nouvelles entreprises dans les territoires

10 Pays où des accords avec les autorités locales et les parties prenantes ont été finalisés en 2023

INITIATIVES EN MATIÈRE DE MATIÈRES PREMIÈRES AGRICOLES ET IMPACT SUR LES TERRITOIRES

Eni a développé un modèle d'intégration verticale distinctif pour la production d'huile végétale (matières premières agricoles) destinée à la production de biocarburants, à partir de cultures sur des terres dégradées et en rotation, identifiées conformément à la directive de l'Union européenne sur les énergies renouvelables (RED), et de la valorisation de déchets agricoles, industriels et forestiers. L'extraction de l'huile végétale à partir des matières premières a lieu dans des installations industrielles construites par Eni (Agri Hub) ou utilisant celles de tiers, en fonction de la disponibilité et de la maturité industrielle du Pays. Les sous-produits du traitement sont récupérés et transformés en aliments pour animaux et en engrais, ce qui contribuera positivement à la sécurité alimentaire des territoires concernés. Le modèle distinctif d'Eni pour les initiatives en matière de matières premières agricoles vise à garantir des volumes d'huile végétale à un coût compétitif en impliquant les agriculteurs locaux dans la culture et la récolte de déchets et de résidus agroforestiers. Ces chaînes d'approvisionnement sont certifiées conformément au système européen de durabilité ISCC-EU (Certification Internationale de Durabilité et de Carbone), lié à des normes environnementales, sociales et de traçabilité strictes. Les initiatives relatives aux agrofouritures ont également un impact sur les aspects environnementaux et



socio-économiques, car elles visent à promouvoir la régénération des terres abandonnées et dégradées et à contribuer au développement local en créant des emplois, un nouvel accès au marché et des possibilités de revenus, en formant les agriculteurs locaux et en les aidant à se procurer des semences de première qualité et des intrants agricoles.

ACTIVITÉS ET ACCORDS

En 2023, Eni a finalisé des accords avec les autorités locales et les parties prenantes pour le démarrage des premières activités dans 10 Pays (Kenya, Congo, Côte d'Ivoire, Angola, Rwanda, Mozambique, Guinée Bissau, Italie, Kazakhstan, Vietnam). Au Kenya, où la production d'huile végétale a débuté en 2022 et où deux Agri Hubs ont été mis en place jusqu'à présent, le projet a déjà impliqué un total d'environ 80 000 agriculteurs, pour une surface cultivée de plus de 40 000 hectares. En Côte d'Ivoire, la première production d'huile végétale a été réalisée en 2023, à partir de déchets agro-industriels et forestiers, tels que les résidus de la culture de l'hévéa. Eni, par le biais d'un accord avec la Fédération ivoirienne des producteurs de caoutchouc (FPH-CI), offre une opportunité de revenus supplémentaires aux 200 000 familles engagées dans la culture et la récolte du latex en valorisant les graines pour la première fois à l'échelle industrielle et en créant un nouveau marché. Les autres initiatives concernent le Mozambique, où la production a commencé à la fin de 2023 ; l'Angola, où la culture sur des champs pilotes impliquant des petits agriculteurs et des agro-industries locales a commencé ; le Rwanda, où

des initiatives à haute valeur ajoutée et le partage de savoir-faire sont en cours pour la production de semences de qualité pour les initiatives d'Eni en matière de matières premières agricoles dans d'autres Pays africains ; et le Vietnam, où de nouvelles collaborations et activités pilotes ont été lancées pour la valorisation des résidus de caoutchouc. Des activités pilotes ont également été menées au Congo, au Kazakhstan et en Italie, et des évaluations ont été lancées dans d'autres Pays, tels que la Guinée-Bissau et les Pays d'Extrême-Orient. Dans le domaine de ces initiatives, Eni a lancé un **partenariat avec l'Organisation internationale du travail (OIT)** des Nations unies pour améliorer la sécurité et la santé au travail des petits exploitants agricoles impliqués dans les chaînes d'approvisionnement au Kenya et en Côte d'Ivoire, et avec **l'Agence internationale pour les énergies renouvelables (IRENA)** pour faciliter le dialogue sur la transition énergétique et les énergies renouvelables entre les parties prenantes dans les Pays africains concernés. Au total, les initiatives d'Eni en matière de matières premières agricoles prévoient d'impliquer plus de 700 000 agriculteurs d'ici 2027, principalement en Afrique, de régénérer 1 million d'hectares de terres abandonnées et dégradées, et de contribuer à la sécurité alimentaire avec la production d'environ 1 million de tonnes d'aliments pour animaux et d'engrais. Le développement de la chaîne d'approvisionnement en matières premières agricoles en Afrique a également été soutenu par les activités mises en œuvre par Joule, qui a mené des initiatives à fort impact local, dont voici deux exemples.

Étude de cas



Eni et l'université Luiss lancent le premier réseau international sur la transition énergétique en Afrique



CONTEXTE : Eni et Luiss ont lancé le Réseau international sur la transition énergétique en Afrique (INAET), qui rassemble des institutions, des universités, des groupes de réflexion et des chercheurs internationaux de premier plan afin de promouvoir l'analyse et le débat sur la transition dans le continent. En Afrique, compte tenu de la croissance rapide des économies locales, la transition énergétique offre d'énormes opportunités : l'ambition de l'INAET est de libérer ce potentiel en explorant de nouvelles voies de collaboration entre les principaux acteurs concernés.

OBJECTIF : Eni, qui a une forte présence en Afrique, promeut une initiative visant à favoriser la consolidation du débat africain sur la transition énergétique en collaboration avec l'université de Luiss. Le projet vise à favoriser une compréhension approfondie de 5 thèmes principaux : (i) les mesures d'atténuation et d'adaptation au changement climatique ; (ii) les voies de développement de l'Afrique et les ressources nécessaires ; (iii) la vision de la transition énergétique de la jeune génération ; (vi) les priorités africaines en matière de transition énergétique ; et (v) le rôle des acteurs internationaux et du secteur privé.

ACTIVITÉ : en novembre, la conférence de lancement s'est tenue à Rome, réunissant 20 experts de toute l'Afrique en Italie pour discuter du développement du projet, de la consolidation du réseau en 2024 et d'une nouvelle conférence probable en Afrique plus tard dans l'année. La conférence inaugurale a réuni des universités et des institutions européennes et internationales, dont l'Institut universitaire européen, le Fonds monétaire international, l'Organisation des Nations unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO), l'Agence Internationale pour les Énergies Renouvelables (IRENA), le Conseil Atlantique, ainsi que le ministère italien des Affaires Étrangères, la Cassa Depositi e Prestiti et d'autres parties prenantes importantes.

LES MODÈLES POUR LA TRANSITION ÉNERGÉTIQUE



Atteindre la Neutralité carbone d'ici 2050 dans une perspective de Transition Juste implique la mise en œuvre d'une série d'actions visant à rendre la transition socialement équitable. Afin de poursuivre ces objectifs, il est nécessaire de mettre à disposition une énergie, des services et des

produits progressivement décarbonés, de proposer des opportunités de reconversion pour les personnes, les chaînes de production et les territoires jusqu'ici impliqués dans des activités des entreprises traditionnelles, de collaborer avec les Entreprises Nationales pour réduire les émissions et avec les secteurs hard-to-abate pour envisager des transformations qui préservent la compétitivité industrielle tout en décarbonant les chaînes d'approvisionnement,

soutenir les institutions en contribuant, par un plaidoyer positif et le partage d'un savoir-faire spécialisé, à la définition du cadre réglementaire de la transition, y compris, par exemple, des incitations au développement de nouvelles solutions technologiques et d'infrastructures. Les projets centraux d'Eni dans la poursuite de la stratégie de décarbonisation sont le Hub de Ravenna et le projet HyNet North West dans la région de Liverpool Bay au Royaume-Uni.

INITIATIVES D'INNOVATION POUR LES TERRITOIRES DANS LE DOMAINE DE LA PRODUCTION DE MATIÈRES PREMIÈRES AGRICOLES



KENYA - PROJET DE RENFORCEMENT DES CAPACITÉS « GRAINES POUR UNE ÉNERGIE DURABLE »

OBJECTIFS : identifier des solutions locales innovantes pour soutenir la chaîne d'approvisionnement agroalimentaire et créer des opportunités de croissance pour les entrepreneurs locaux.

ACTIVITÉS : Bootcamp pour l'accélération d'idées de business innovantes mené avec le soutien de BeEntrepreneurs ; 3 start-ups ont reçu 10 000 euros de services et 2 start-ups ont été sélectionnées par l'entreprise pour lancer un essai sur le terrain ; grâce à un processus d'analyse des avantages économiques, environnementaux et sociaux générés par le projet, en appliquant la **méthodologie du retour social sur investissement (SROI)**, qui mesure le rapport entre les impacts générés par le projet et le budget disponible, il a été constaté que pour chaque euro investi dans l'initiative, un retour de 1,2 euros est obtenu pour la communauté locale.

202 demandes reçues

10 start-ups accélérées

4 mois de formation et de tutorat

+60 participants impliqués

CONGO - PROJET DE CONSTRUCTION D'UN ÉCOSYSTÈME

OBJECTIFS : créer un écosystème solide pour les projets de co-innovation entre les start-ups congolaises et les entrepreneurs locaux.

ACTIVITÉS : cartographie et engagement des parties prenantes locales, lancement d'initiatives d'autonomisation des petits et grands agriculteurs avec des activités de formation sur l'esprit d'entreprise et l'innovation, également avec la contribution de l'école de commerce LUISS et de l'ONUDI ; organisation d'un événement de formation et de mise en réseau « Atelier d'entrepreneuriat ». Le projet se poursuit en 2024 avec le repérage de solutions locales innovantes et leur incubation, ainsi qu'une formation spécifique à la gestion pour les agrégateurs de petits agriculteurs.

LES MODÈLES POUR LA TRANSITION ÉNERGÉTIQUE

LE PÔLE INDUSTRIEL DE RAVENNE (ITALIE)

OBJECTIFS : construire le principal District Énergétique Italien, en créant un modèle unique pour la transition, qui combine l'énergie thermique et électrique à la chimie ; de l'assainissement et du réaménagement des zones au photovoltaïque, du Captage et Stockage du Carbone (CSC) à l'énergie renouvelable obtenue à partir du mouvement des vagues.

ACTIVITÉS : La réalisation d'un centre de captage et de stockage du CO₂ (CSC) dans les gisements de gaz usés en mer de Ravenna, avec un potentiel de 500 millions de tonnes de stockage à partir de 2024, est en cours, il est prévu le stockage de 25 000 tonnes de CO₂ par an.

Réduction de 23 000 tonnes de CO₂/an

72 millions d'euros investis entre 2000 et 2021

HYNET NORTH WEST (UK)

OBJECTIFS : intégrer le captage des émissions des industries énergétiques « hard-to-abate », le développement de l'hydrogène à faible impact carbone et la création de la première infrastructure de captage et de stockage de CO₂, des industries terrestres et le stockage défini et sûr dans les champs de gaz épuisés en mer d'Irlande.

ACTIVITÉS : transformation de l'un des districts industriels les plus énergivores du Pays (Liverpool Bay) dans le premier cluster industriel à faibles émissions au monde, avec un potentiel de stockage annuel de 4,5 millions de tonnes de CO₂ à partir de la seconde moitié de cette décennie et de 10 millions de tonnes à partir de 2030 ; développement prévu, dans une deuxième phase, d'une chaîne d'approvisionnement en hydrogène à faibles émissions grâce à l'intégration des usines existantes qui l'obtiennent à partir du gaz naturel avec des activités de CSC.

350 000 emplois préservés

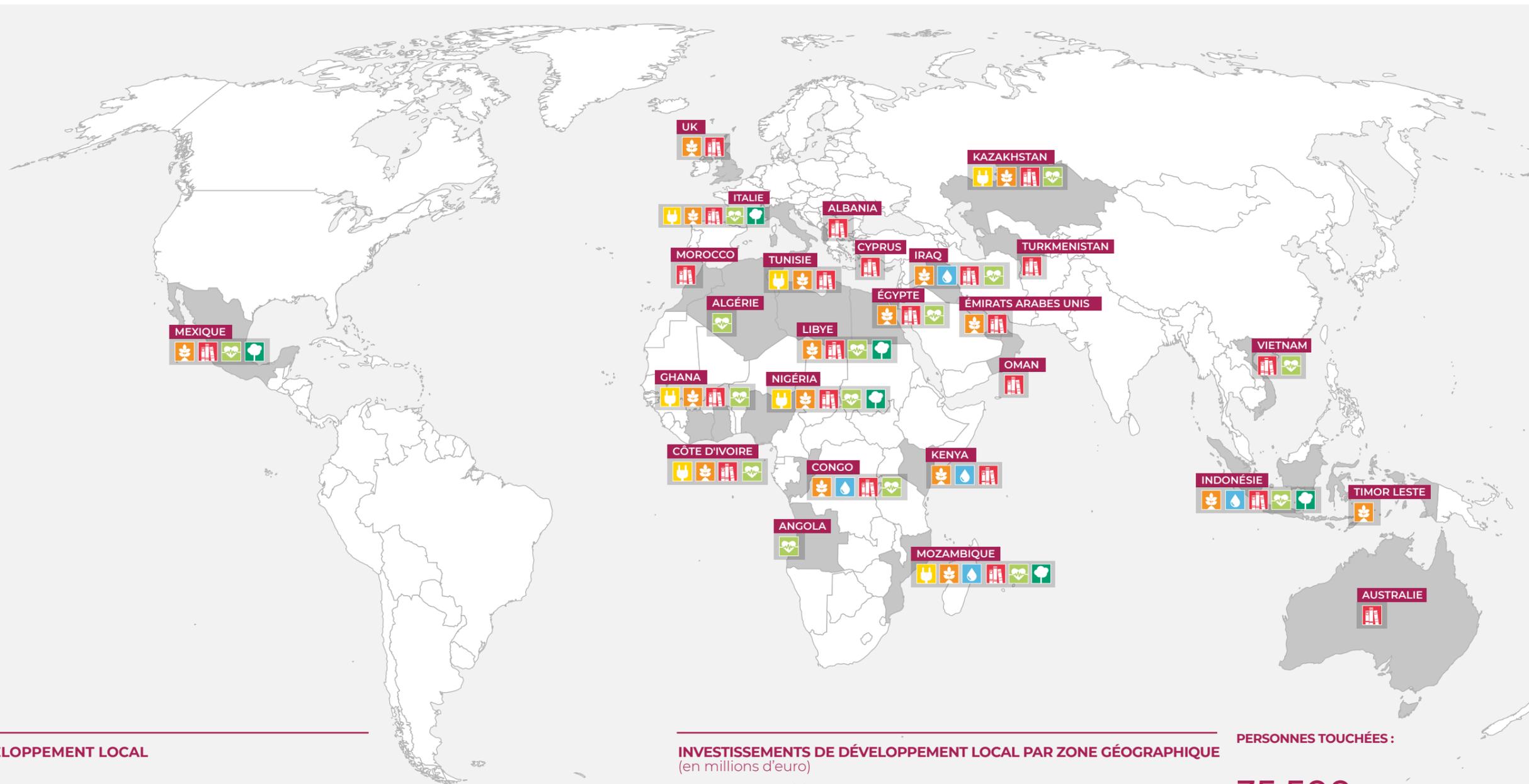
17 milliards d'euros de valeur économique générée d'ici à 2050

Projets de développement local dans le monde

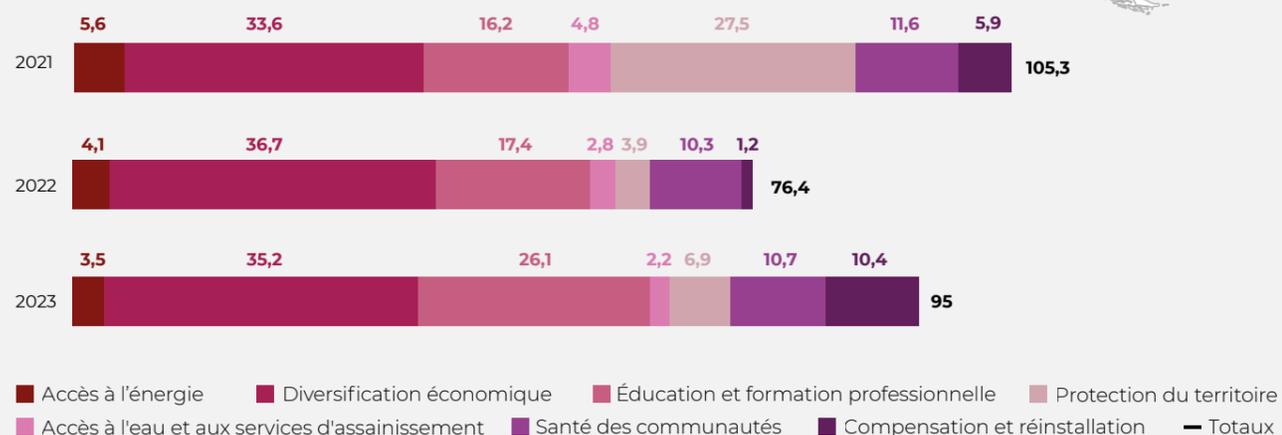
Domaines d'intervention



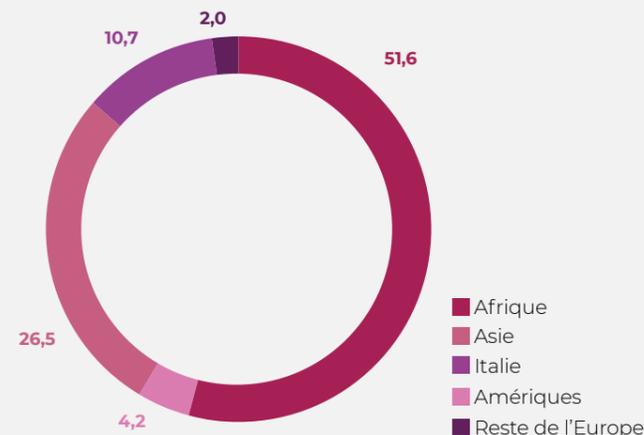
Projets actifs dans **26** Pays



INVESTISSEMENTS POUR LE DÉVELOPPEMENT LOCAL (en millions d'euro)



INVESTISSEMENTS DE DÉVELOPPEMENT LOCAL PAR ZONE GÉOGRAPHIQUE (en millions d'euro)



PERSONNES TOUCHÉES :

- 35 500** nouveaux étudiants soutenus dans l'accès à l'éducation
- 19 000** personnes soutenues pour l'accès à la formation professionnelle et à l'autonomisation économique
- 62 000** personnes bénéficiant d'un accès à l'eau potable
- 330 000** personnes soutenues dans l'accès aux services de santé

Dans la définition et de l'exécution des projets, Eni adopte une approche participative et intègre les thèmes transversales pertinents (telle que le genre)

PROJETS DANS LE MONDE

Eni définit et met en œuvre des interventions en faveur des populations locales, visant à promouvoir le développement humain global, en favorisant l'accès aux droits tels que l'énergie, l'eau, l'alimentation, l'éducation et la santé. Eni développe également des initiatives visant à la diversification économique (par exemple, des projets agricoles, l'accès au microcrédit, la promotion d'activités entrepreneuriales et d'infrastructures), à la protection des terres et à la formation professionnelle afin de créer de nouvelles opportunités d'emploi. Pour Eni, les alliances avec tous les acteurs opérant sur le territoire (Partenariats), la mise en commun des ressources et du

capital humain constituent un élément essentiel pour la réalisation des objectifs et la croissance inclusive. En 2023, 75 accords de coopération étaient actifs, dont 16 accords socio-économiques et 12 accords de santé ont été signés au cours de l'année. En outre, à la date de publication du présent rapport, 5 nouveaux accords socio-économiques ont été signés en 2024. Dans les pages suivantes, les collaborations pour les domaines d'intervention spécifiques sont détaillées. 25 accords de coopération prévoient la mise en œuvre d'initiatives multisectorielles actives et/ou signées en 2023. Dans la définition et l'exécution des projets, Eni adopte une approche participative et intègre des thèmes transversales pertinentes (telles que le

genre) et adopte des instruments et des méthodologies conformes aux principales normes internationales, telles que **L'APPROCHE DU CADRE LOGIQUE** pour structurer les interventions sur le terrain et l'instrument de gestion. Suivi, évaluation et apprentissage pour les contrôler, les évaluer et éventuellement les remodeler afin de maximiser les avantages pour les communautés. Les projets de développement local visent à atteindre des résultats et des objectifs qui contribuent au développement socio-économique des communautés où Eni est présente. Ils visent à générer des changements positifs et durables pour les personnes, car ils impliquent les communautés elles-mêmes au cours des différentes phases du projet.

SANTÉ DES COMMUNAUTÉS

Les initiatives développées visent à protéger le droit à la santé, à renforcer les systèmes de santé des Pays d'accueil pour améliorer les conditions sanitaires et à contribuer au développement social et sanitaire. Ces initiatives prennent la forme d'actions de formation du personnel de santé (compétences médicales, sanitaires et managériales), d'interventions sur les infrastructures sanitaires (équipement en matériel, rénovation et construction de nouvelles installations), d'actions de sensibilisation de la population et d'activités de soutien extraordinaire aux autorités sanitaires locales en cas d'urgences, de catastrophes ou de pandémies. Les prin-

cipaux domaines d'intervention en 2023 ont concerné : l'assistance sanitaire de base, la santé maternelle et infantile, les maladies infectieuses et les maladies non transmissibles. Les projets sont mis en œuvre en coopération avec les autorités sanitaires locales et avec la participation d'organisations de la société civile, d'instituts hospitaliers et de partenaires scientifiques d'excellence. En 2023, un total de 12 nouveaux accords ont été signés avec :
 • Les institutions locales, comme au Mexique avec le ministère de la Santé de l'État de Tabasco, pour l'amélioration de la nutrition et de l'état de santé des mères et des enfants dans la municipalité de Cardenas et en Italie avec l'entreprise Unité Sanitaire Locale de la

Romagne, pour un projet expérimental visant à améliorer les soins primaires et la prise en charge des maladies chroniques à Marina di Ravenna, grâce à l'utilisation d'un infirmier de Famille et de Communauté ;
 • des organisations de la société civile, comme en Côte d'Ivoire avec Médecins avec l'Africa Cuamm et l'International Rescue Committee pour le renforcement des services d'assistance sanitaire de base et au Vietnam avec l'Opération Smile pour les interventions de soin de la labiopalatose chez les enfants ;
 • des institutions hospitalières, telles que l'IRCCS Policlinico San Donato pour la construction du centre de formation médicale de Port Saïd, en Égypte.

38 projets actifs mis en œuvre dans 15 Pays

Focus on

La perspective de genre dans les projets de développement local

CONTEXTE : depuis décembre 2020, Eni a adopté une approche visant à intégrer une perspective de genre (intégration de la dimension de genre) dans les différentes phases des projets de business et de développement local, avec des actions et des instruments spécifiques pour les différents domaines d'intervention afin de garantir que les impacts sur les femmes dans les communautés locales sont correctement identifiés, en maximisant les impacts positifs et en prévenant les impacts négatifs. Cela se fait également par le biais d'une formation spécifique pour les équipes locales chargées de la durabilité. Eni identifie également les associations de femmes actives dans les territoires où elle opère, afin de les impliquer dans des consultations ou de leur proposer de collaborer aux projets mis en œuvre.

ANALYSE : l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes constituent la pierre angulaire des analyses du contexte social et le statut des femmes est évalué sur la base des principaux indices internationaux tels que ► **l'indice des inégalités de genre (IGG)**, ► **l'indice d'autonomisation des femmes (IEM)** et ► **l'indice mondial de l'écart entre les hommes et les femmes (GGGI)**, qui, en utilisant une approche multidimensionnelle, évalue l'autonomisation des femmes et quantifie l'écart entre les hommes et les femmes dans la réalisation de la pleine égalité dans certaines dimensions clés telles que la santé, l'éducation et la participation à la vie économique.

ACTIVITÉS : Eni investit dans l'implication des femmes, essentielle à l'amélioration de leurs conditions de vie, à la prévention de la violence et aux générations futures : (i) des projets à long terme visant à créer des opportunités de revenus, dans les domaines de l'agriculture et de la pêche, car la dépendance économique est étroitement liée à la violence fondée sur le sexe ; (ii) l'accès à l'éducation pour les filles et les jeunes femmes, notamment parce qu'une meilleure fréquentation scolaire permet d'éviter l'exposition précoce à des formes de violence fondée sur le sexe (comme les mariages forcés et les grossesses précoces) et favorise l'indépendance économique ; (iii) des initiatives en matière de santé menstruelle pour prévenir les formes de violence sexiste dues à l'inaccessibilité (y compris financière) des produits hygiéniques et sanitaires, qui est également considérée comme un obstacle majeur à la fréquentation scolaire ; (iv) des projets d'accès à l'eau et de cuisine propre pour réduire l'exposition des femmes au risque de violence sexiste lorsqu'elles vont chercher de l'eau et du bois, et leur permettre de consacrer du temps à des activités productives et/ou éducatives.

NIGERIA

57 % des agriculteurs du projet Green River (dans 126 communautés) sont des femmes
17 coopératives agricoles impliquées formées entièrement par des femmes

GHANA

70 % des familles monoparentales participant au projet sur la sécurité alimentaire et les possibilités de revenus
79 % des personnes aidées à démarrer une activité entrepreneuriale sont des femmes

92,5 % des filles ont réussi leurs examens finaux (contre 73% en 2018)

ÉGYPTE

76 % des participants à la formation professionnelle sont des femmes
83 % des personnes ayant trouvé un emploi après une formation au Centre de jeunesse étaient des femmes

QUELQUES EXEMPLES DE PROJETS

PORT SAÏD, ÉGYPTE (2018-2025)

OBJECTIF : promotion de services de santé primaires et d'urgence de qualité dans le gouvernement de Port Saïd.

ACTIVITÉ : fourniture d'équipements médicaux à 3 hôpitaux pour soutenir les services de cardiologie, d'urologie, de neurologie et de gynécologie ; réalisation d'activités de formation sanitaire ; lancement d'activités visant à créer un centre de formation d'excellence pour le personnel de santé ; campagnes de sensibilisation aux maladies transmissibles dans 50 écoles primaires. En coopération avec le ministère de la santé et de la population et l'autorité générale des soins de santé.

BÉNÉFICIAIRES : 83 813 personnes atteintes en 2023 (objectif total de 751 053 personnes).



CARDENAS, MEXIQUE (2023-2026)

OBJECTIF : améliorer l'état de la nutrition et de la santé maternelle et infantile dans la municipalité de Cardenas, en renforçant les services de santé et l'accès à ces derniers.

ACTIVITÉ : réalisation d'examens sanitaires dans 29 écoles primaires et pré-primaires afin d'identifier les élèves souffrant de malnutrition ; organisation de séances de sensibilisation et d'éducation à la nutrition dans les écoles et 10 communautés ; fourniture de suppléments et d'équipements à 6 centres sanitaires afin d'améliorer la qualité des services de nutrition. En collaboration avec le ministère de la santé de l'État de Tabasco.

BÉNÉFICIAIRES : 1 281 enfants âgés de 3 à 12 ans (objectif total de 1 500).



GELA, ITALIE (2022-2023)

OBJECTIF : renforcer le réseau de soins intensifs dans la région de Gela et améliorer la capacité de réaction en cas de pandémie.

ACTIVITÉ : conception et construction d'une nouvelle unité de soins intensifs d'une capacité totale de 10 lits, comprenant 2 chambres individuelles filtrées pour les patients infectieux et 4 chambres à deux lits, avec des salles de support technique et de travail, au Presidio Ospedaliero Vittorio Emanuele, grâce au réaménagement de 800 mètres carrés et à l'expansion avec la construction de nouveaux volumes pour 150 mètres carrés. En collaboration avec l'ASP de Caltanissetta.

BÉNÉFICIAIRES : population de Gela (70 000 personnes et zones urbaines environnantes).



En 2023, Eni a construit ou rénové **32** installations scolaires et d'éducation

ÉDUCATION

L'objectif de ces projets est de promouvoir l'éducation en général, le développement des compétences et de contribuer à assurer l'accès à une éducation de qualité, efficace et inclusive à long terme pour les personnes des communautés de présence. Voici quelques exemples d'activités mises en œuvre : rénovation ou construction de bâtiments scolaires, distribution de matériel et de kits scolaires pour les élèves, campagnes de sensibilisation pour promouvoir la participation scolaire ; soutien à des programmes éducatifs pour les jeunes étudiants, tels que des ateliers, des bourses, des cours et des programmes de formation professionnelle, afin de développer les compétences et les connaissances dans le secteur de l'énergie et des ressources naturelles.

En 2023, Eni a construit et/ou rénové 32 installations scolaires et d'éducation, soutenant la formation d'environ 580 membres du personnel scolaire national (enseignants, personnel scolaire et directeurs d'école) afin d'améliorer les compétences professionnelles et générales, y compris les pratiques de protection de l'enfance et les méthodologies d'enseignement. Afin de promouvoir un sentiment d'« appartenance » à l'école et de renforcer la responsabilité parentale, plus de 7 000 parents ont participé à des activités de sensibilisation sur divers thèmes tels que la protection de l'enfance, l'éducation, le sport, l'environnement, la nutrition, la santé, l'hygiène, l'égalité des chances, etc. Ces activités ont notamment permis d'améliorer le taux de fréquentation scolaire des élèves des deux sexes par rap-

port aux valeurs enregistrées au début des projets : au Mexique et au Mozambique, ce taux a atteint 96 % dans le cadre des deux premiers projets, tandis qu'il était de 95,3 % en Égypte et qu'il atteignait 100 % au Ghana. En outre, au cours de l'année, Eni a soutenu la formation universitaire d'environ 650 personnes en accordant des bourses d'études pour les masters, doctorats, diplômes de troisième cycle et cours de spécialisation. Les projets sont mis en œuvre en coopération avec les autorités locales, les organisations internationales et avec la participation des organisations de la société civile. En 2023, il y avait 13 accords éducatifs actifs, dont 5 nouveaux ont été signés avec l'UNESCO, l'AVSI, le VIS, l'IRC et le ministère de l'Éducation de Côte d'Ivoire.

QUELQUES EXEMPLES DE PROJETS

CENTRE D'EXPERIMENTATION ET DE FORMATION AGRICOLE, VIGGIANO - ITALIE (2020-2027)

OBJECTIF : créer un « Centre d'expérimentation et de formation agricole » (CASF) au service de la communauté lucanienne pour promouvoir une agriculture plus durable et plus rentable et valoriser les zones marginales ; développement d'initiatives d'expérimentation agricole et d'activités de formation professionnelle et de diffusion. Le centre joue un rôle de carrefour entre les systèmes de production, de formation et de recherche, en favorisant le transfert de technologies, les meilleures pratiques et les innovations agricoles.

ACTIVITÉ : réalisation de 3 tests expérimentaux dans le domaine de l'agriculture 4.0, impliquant également des start-ups locales ; formation d'opérateurs et d'étudiants d'instituts techniques sur des thèmes agronomiques ; organisation de visites de tourisme scolaire pour des écoles primaires et secondaires. En collaboration avec FEEM et le Consortium Akiris.

BÉNÉFICIAIRES : 273 étudiants et 109 étudiantes ont participé à des activités de sensibilisation ; 199 étudiants et 114 étudiantes ont participé à des activités de formation ; 27 travailleurs ont été employés dans des activités, dont 18 hommes et 9 femmes.



SOUTIEN À UN ENSEIGNEMENT PRIMAIRE DE QUALITÉ, DISTRICT D'ABIDJAN ET RÉGION DU SUD COMOÉ - CÔTE D'IVOIRE (2022-2025)

OBJECTIF : contribuer à améliorer l'accès à l'éducation et à garantir un apprentissage de qualité pour les élèves de l'école primaire.

ACTIVITÉ : travaux de réhabilitation achevés dans 22 écoles (20 primaires et 2 secondaires), y compris l'accès à l'électricité, à l'eau et à l'assainissement ; distribution de manuels et de matériel scolaire ; lancement d'un programme de formation des enseignants et de cours de rattrapage pour les étudiants. En collaboration avec AVSI.

BÉNÉFICIAIRES : 13 027 étudiants bénéficiaires.



ÉCOLE DE TECHNOLOGIE APPLIQUÉE, PORT SAÏD - ÉGYPTÉ (2021-2024)

OBJECTIF : contribuer à l'amélioration du système d'enseignement technique et de l'accès des jeunes aux possibilités d'emploi.

ACTIVITÉ : expansion et réhabilitation d'une école existante ; développement de programmes techniques (énergie, maintenance électrique, TIC, logistique) et de laboratoires connexes, avec la participation de nombreux étudiants et jeunes ayant fréquenté l'Académie de formation ; création d'un « Centre d'excellence pour l'accès à l'emploi » par l'intégration de services de formation et la mise en place d'un observatoire permanent du marché de l'emploi. En collaboration avec la Fondation Elsewedy Electric.

BÉNÉFICIAIRES : 264 étudiants et 260 jeunes impliqués dans la formation.



ACCÈS À L'EAU ET AUX SERVICES D'ASSAINISSEMENT

L'objectif de ces initiatives est d'aider les communautés locales à accéder à de l'eau propre et sûre et à des services d'assainissement afin d'améliorer les conditions de vie et la santé des populations, en particulier dans les régions où l'accès à l'eau propre est limité ou inexistant.

Les activités peuvent comprendre la construction de puits, de systèmes de traitement de l'eau, la modernisation des réseaux d'eau et l'amélioration de la distribution, la fourniture d'installations sanitaires, des programmes d'éducation à l'hygiène et des initiatives dans le domaine scolaire et communautaire. Au cours de l'année écoulée, 62 000 personnes ont amélioré leur accès à l'eau

potable et son utilisation grâce à la construction de 75 infrastructures et à la mise en œuvre d'activités de sensibilisation dans le domaine de 7 initiatives de terrain. En 2023, un nouvel accord d'accès à l'eau a été signé avec OIKOS, une OSC opérant au Mozambique. Outre ce nouvel accord, toujours au Mozambique, un accord avec UniLúrio, l'université de Lúrio, est en place depuis 2021.

Dans le cadre de 7 initiatives territoriales, **62 000** personnes ont amélioré leur accès à l'eau potable et son utilisation

UN EXEMPLE DE PROJET

ACCÈS À L'EAU DANS LE DOMAINE DU PROJET AGRICOLE, GOUVERNORAT DE MATROUH ET DU SUD SINAI - ÉGYPTÉ (2021-2024)

OBJECTIF : contribuer à accroître la résilience à la désertification des communautés rurales de Seventh Community et Wadi Mukattab.

ACTIVITÉ : amélioration de l'accès à l'eau grâce à l'installation de plus de 80 systèmes d'approvisionnement en eau à usage agricole et domestique, accompagnée de la fourniture de services d'assainissement améliorés à 25 unités d'habitation ; formation et soutien à plus de 120 personnes, y compris des éleveurs et des agriculteurs, afin d'accroître la productivité de leurs activités économiques. En collaboration avec le Desert Research Centre.

BÉNÉFICIAIRES : plus de 2 000 personnes touchées.



PROTECTION DU TERRITOIRE

Grâce à ces projets, Eni entend améliorer et protéger le patrimoine naturel local, restaurer les écosystèmes et soutenir des projets de conservation et de réhabilitation des écosystèmes aquatiques. Les initiatives comprennent également des activités de soutien à la gestion des déchets pour les communautés, la réhabilitation des sites

d'élimination, des activités d'assainissement pour la récupération de la végétation autochtone, la replantation d'arbres, la conservation de la biodiversité, des campagnes de sensibilisation sur les risques de pollution par les hydrocarbures **DÉVERSEMENT DE PÉTROLE** et l'importance de la protection de la biodiversité. Dans ce domaine, en 2023, Eni a signé un accord avec l'UNESCO au Mexique pour une étude de

faisabilité technique et socioculturelle du plan de sécurité de l'eau pour le Sous-bassin de Mezcalapa-Samaria dans l'État de Tabasco.

Eni entend valoriser et protéger le patrimoine naturel local, restaurer les écosystèmes, soutenir des projets de conservation et de réhabilitation des écosystèmes aquatiques

UN EXEMPLE DE PROJET

AMÉLIORATION DE LA QUALITÉ DE L'ENVIRONNEMENT, SAMBOJA ET MUARA JAWA - INDONÉSIE (2023)

OBJECTIF : soutenir des projets sur des thèmes environnementaux dans certaines régions du Pays.

ACTIVITÉ : plantation de 20 000 arbres fruitiers dans la région de Samboja ; lancement de campagnes de sensibilisation sur l'importance de la protection de la biodiversité, le rôle crucial des arbres dans la réduction des émissions et l'amélioration de la santé communautaire, ainsi que sur la gestion des déchets ; réhabilitation d'un site d'élimination des déchets pour convertir les déchets plastiques et organiques en biocarburant dans la région de Muara Java. En coopération avec un entrepreneur et les autorités locales des 2 territoires.

BÉNÉFICIAIRES : plus de 7 000 personnes.



Eni a soutenu la culture de 264 hectares d'agriculture durable et la formation d'environ 15 000 agriculteurs et producteurs

DIVERSIFICATION ÉCONOMIQUE

L'objectif de ces projets est de favoriser la sécurité alimentaire, le développement d'activités entrepreneuriales, agricoles, de pêche et d'infrastructures, la création de nouvelles opportunités d'emploi, l'autonomisation des femmes et des jeunes et la promotion de la croissance économique. Voici quelques exemples de ces initiatives : projets de micro-entrepreneuriat et de placement ; projets d'emploi et d'autosuffisance (agriculture durable, tourisme responsable, artisanat local, production de biens et de services, par exemple) ; formation entrepreneuriale,

mentorat et programmes de conseil pour les petites entreprises et les jeunes pousses ; formation professionnelle sur les énergies renouvelables, la gestion de l'environnement, etc. Eni a soutenu la culture de 264 hectares d'agriculture durable avec la formation d'environ 15 000 agriculteurs et producteurs, a soutenu environ 150 coopératives et associations dans le secteur agroalimentaire au Congo, en Égypte, en Indonésie, en Italie, au Mexique, au Mozambique et au Nigeria, également par la construction de 22 infrastructures à usage agricole (puits, réservoirs, centres de collecte et de vente de produits). 225 personnes ont été formées sur l'en-

trepreneuriat, l'alphabétisation financière et la gestion des affaires et 35 nouvelles entreprises ont été créées/formalisées, à la suite de formations de 2022. En outre, 226 jeunes ont trouvé un emploi. Le nombre de partenariats actifs en 2023 était de 11 et comprenait 5 nouveaux accords signés avec deux organisations internationales, respectivement avec Ethical Fashion Initiative en Côte d'Ivoire, un programme du Centre du commerce international (CCI), une agence conjointe des Nations unies et de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), et 3 avec des organisations de la société civile, à savoir Banco Alimentare, ADPP et Technoserve.

QUELQUES EXEMPLES DE PROJETS

SÉCURITÉ ALIMENTAIRE, GELA - ITALIE (2023-2024)

OBJECTIF : apporter un soutien à la récupération et à la distribution des excédents alimentaires afin de lutter contre le gaspillage alimentaire et de soutenir les familles les plus vulnérables.

ACTIVITÉ : participation aux frais de transport des denrées alimentaires de la plate-forme de Catane du Banco Alimentare della Sicilia ODV vers les organisations caritatives situées à Gela, chargées de distribuer les denrées aux bénéficiaires finaux ; optimisation de la logistique et stipulation d'accords stratégiques avec les opérateurs du secteur. En collaboration avec la Fondation Banco Alimentare et Banco Alimentare della Sicilia ODV.

BÉNÉFICIAIRES : contribution à la distribution d'environ 10 000 tonnes de nourriture, au profit de 5 500 personnes.



DIVERSIFICATION ÉCONOMIQUE, DISTRICT D'ELLEMBELE - GHANA (2022-2023)

OBJECTIF : améliorer les opportunités économiques et la sécurité alimentaire des communautés du district.

ACTIVITÉ : organisation de formations sur la gestion financière, l'agronomie, la gestion des parasites et les techniques post-récolte ; distribution de kits de démarrage aux bénéficiaires impliqués dans l'élevage et l'agriculture ; activités de mentorat et de coaching. En collaboration avec l'ONG TechnoServe.

BÉNÉFICIAIRES : 182 personnes ont été formées, dont 115 à la culture de jardins potagers et 67 à l'agriculture et à l'élevage.



Certains projets visent à réduire l'utilisation de sources d'énergie non renouvelables et à atténuer les effets du changement climatique

ACCÈS À L'ÉNERGIE

L'objectif de ces activités est de fournir un accès à l'énergie aux communautés et aux régions où la disponibilité est limitée ou inexistante. Certains projets visent à réduire l'utilisation de sources d'énergie non renouvelables et à atténuer les effets du changement climatique, à fournir de l'énergie à l'agriculture, à la production de biens et de services locaux et au déve-

loppement de petites entreprises. Parmi les activités mises en œuvre : le développement de micro-réseaux énergétiques dans les zones rurales, l'approvisionnement, la fourniture et l'installation de composants électriques, la construction de lignes de transmission et la connexion au réseau national ; le soutien à l'accès à des systèmes de cuisson améliorés, certifiés et de qualité, des activités de

sensibilisation dans les communautés locales sur l'efficacité énergétique, les économies d'énergie et les sources d'énergie renouvelables, l'installation de panneaux photovoltaïques, l'installation de systèmes énergétiques plus efficaces. Dans le domaine des initiatives pour l'accès à l'énergie à partir de sources renouvelables, Eni a lancé un projet avec ► AVSI au Kenya.

UN EXEMPLE DE PROJET

ZONE GOUVERNEMENTALE DE L'OUEST D'HOADA - NIGERIA (2021-2023)

OBJECTIF : améliorer l'approvisionnement en électricité des communautés au sein de la zone gouvernementale locale d'Ahoada West - Local Government Area.

ACTIVITÉ : les activités comprennent l'approvisionnement, la fourniture et l'installation d'équipements électriques (transformateurs et autres accessoires), la construction de la ligne de transmission de 33KV et la connexion au réseau national. En collaboration avec Ahoada Wes.

BÉNÉFICIAIRES : 11 770 personnes des communautés d'Akinima, d'Oruma et d'Oshie.



Cas national - Mozambique

JT

Eni est présent au Mozambique depuis 2006 ; en 2011, avec le projet d'extraction de gaz Coral South, le Mozambique a pris une position de leader mondial dans la liquéfaction du gaz naturel (GNL). Ce projet génère plusieurs avantages tels que la croissance de l'emploi local, une plus grande stabilité de l'approvisionnement en énergie pour le marché intérieur et l'Europe, et la diversification des sources d'approvisionnement. Grâce à la conclusion d'accords avec des contreparties institutionnelles et des organisations de la société civile, de multiples initiatives ont été lancées pour contribuer au développement socio-économique des communautés locales, conformément à l'Agenda 2030 des Nations unies et aux plans de développement nationaux. En 2023, deux nouveaux accords ont été signés avec ► ADPP et ► OIKOS, deux organisations de la société civile, et trois nouveaux accords, pour la santé communautaire, avec ► Helpcode, ► AISPO (Association italienne pour la solidarité entre les peuples) et ► Comunità Sant'Egidio ACAP. Ces cinq accords s'ajoutent à sept autres partenariats déjà actifs en 2023 dans le Pays. En outre, un nouvel accord de coopération a été signé avec le ministère de l'Environnement au premier semestre 2024.



DIVERSIFICATION ÉCONOMIQUE

Renforcer la sécurité alimentaire et le développement des chaînes de valeur agricoles dans la province de Manica (2022-2026)

OBJECTIF : favoriser l'amélioration de la sécurité alimentaire et des revenus des agriculteurs par l'adoption de pratiques et de technologies d'agriculture intelligente face au climat (AIC) et par l'amélioration de l'accès au marché pour les producteurs.

ACTIVITÉ : planification de la campagne agricole visant à mettre en place 150 champs de démonstration ; formation de 3 095 agriculteurs aux techniques de production agricole améliorées et à l'agriculture de conservation ; distribution de 28 399 plants de café ; visites de surveillance ; assistance technique et soutien à la commercialisation. En collaboration avec NCBA CLUSA.

BÉNÉFICIAIRES : 3 095 agriculteurs directement impliqués.

ACCÈS À L'ÉNERGIE

Clean cooking (2021-2024)

OBJECTIF : améliorer l'efficacité de l'utilisation de la biomasse ligneuse et réduire l'impact sur les ressources naturelles en encourageant l'adoption de cuisers améliorés dans les communautés de la région de Pemba.

ACTIVITÉ : distribution de 4 877 cuisers améliorés ; embauche et formation de 12 promoteurs communautaires pour promouvoir l'utilisation des cuisers ; soutien à 5 petites entreprises locales pour produire des cuisers de manière efficace. En collaboration avec AVSI.

BÉNÉFICIAIRES : 24 385 familles touchées par l'accès à des installations de cuisson améliorées. 96,62 % des bénéficiaires préparent plus d'un repas par jour avec ces cuisers.

SANTÉ COMMUNAUTAIRE

Amélioration des services d'urgence à Pemba (2023-2026)

OBJECTIF : amélioration des services d'urgence à l'hôpital provincial de Pemba. **ACTIVITÉ** : fourniture d'équipements médico-sanitaires ; rénovation des services de soins intensifs et de radiologie ; formation du personnel des deux services, pour renforcer les compétences médicales et de gestion de la maintenance, pour améliorer la durabilité de l'établissement ; les travaux d'infrastructure des deux services ont commencé, à l'issue desquels un appareil de tomographie axiale informatisée (CT) sera installé en radiologie tandis que l'unité de soins intensifs disposera d'une nouvelle chambre équipée de 4 lits selon les normes internationales. En coopération avec l'ASPO - Associazione Italiana per la Solidarietà tra i Popoli.

BÉNÉFICIAIRES : 4 575 personnes auront accès à des services de santé améliorés.

PROTECTION DU TERRITOIRE

Projet PRORES dans le district de Cabo Delgado Mecufi (2021-2025)

OBJECTIF : renforcer la résilience des communautés locales en contribuant à la protection et à la restauration de l'écosystème de la mangrove par le biais d'activités économiques durables, telles que l'apiculture.

ACTIVITÉ : restauration de 6 hectares de mangroves et distribution de matériel pour structurer leurs pépinières ; installation de ruches pour l'apiculture et de lots de moules pour l'aquaculture ; poursuite des activités d'éducation et de sensibilisation à la gestion durable de l'environnement avec les parents, les élèves et les enseignants. En coopération avec l'université locale Unilurio.

BÉNÉFICIAIRES : 274 étudiants ont participé à des activités de formation et de sensibilisation à la biodiversité, en particulier à la protection des mangroves.

ACCÈS À L'EAU ET AUX SERVICES D'ASSAINISSEMENT

Projet PRORES dans le district de Cabo Delgado Mecufii (2021-2025)

OBJECTIF : assurer un accès équitable à l'eau potable en augmentant la couverture des services d'approvisionnement en eau des communautés rurales.

ACTIVITÉ : remise de 8 puits aux communautés locales, dont 6 seront construits en 2023 et 2 en 2022 ; construction de 5 blocs sanitaires dans 5 écoles primaires ; mise en œuvre d'activités de sensibilisation aux meilleures pratiques en matière d'assainissement, y compris la formation à l'entretien et à la gestion des systèmes d'approvisionnement en eau mis en place. En coopération avec l'université locale Unilurio.

BÉNÉFICIAIRES : 35 684 personnes sensibilisées à l'utilisation durable de l'eau, à sa bonne gestion et aux meilleures pratiques sanitaires.

ÉDUCATION

Éducation intégrée dans la Communauté de Paquitequete (2021-2024)

OBJECTIF : assurer un accès équitable et de qualité à l'enseignement primaire.

ACTIVITÉ : a assuré la fourniture de repas aux élèves des écoles primaires et aux enfants des jardins d'enfants, ainsi que de matériel pédagogique et d'équipement supplémentaires aux écoles de Paquitequete, Kuparata et Kamilamba ; a organisé 5 sessions de formation pédagogique pour les enseignants et les éducateurs et 4 sessions de formation pour les chefs d'établissement ; a soutenu la création de 4 conseils d'école et de 2 conseils de jardin d'enfants ; a soutenu des campagnes d'alphabétisation et de sensibilisation pour les adultes. En coopération avec l'ADPP.

BÉNÉFICIAIRES : 654 élèves (609 de l'école primaire et 45 de l'école maternelle) ont bénéficié de l'amélioration des services éducatifs fournis. 96 % des élèves ont terminé l'année scolaire et l'abandon scolaire précoce a été réduit de 2 %, tandis que plus de 2 500 parents ont participé à des activités scolaires.

Partenariat pour le développement

Conformément à l'Agenda 2030 des Nations unies, aux plans nationaux de développement et aux lignes directrices relatives aux entreprises et aux Droits de l'homme (UNGPs - United Nations Guiding Principles), Eni encourage les initiatives visant à soutenir les communautés locales par le biais d'alliances stratégiques de partenariat public-privé.

Avec l'approche « Dual Flag », Eni encourage le développement d'activités entrepreneuriales afin de créer de nouvelles opportunités d'emploi pour les communautés dans lesquelles elle opère. En outre, l'accès à l'énergie, à la formation, à l'eau et à l'assainissement fait partie des initiatives d'Eni en faveur du développement durable tout au long de la chaîne

de valeur de l'énergie. Ces projets de développement local s'appuient également sur des partenariats stratégiques avec des organisations de la société civile, des programmes des Nations Unies et des organisations internationales, des institutions, des fondations bancaires, des fonds et d'autres acteurs essentiels de la coopération au développement.

Interview



RAYMOND TAVARES

Représentant de l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI) en Afrique centrale. Avec plus de 25 ans d'expérience dans le domaine de l'innovation et du développement international, il supervise actuellement des projets de l'ONUDI dans la région.

► Pour la version complète de l'interview, cliquez ici

En explorant le Parcours du Centre Oyo avec Unido



Le projet « Opérationnalisation du Centre d'excellence Oyo pour l'énergie renouvelable et l'efficacité énergétique (RE&EE) en République du Congo », en partenariat avec le Pays, UNIDO (Organisation des Nations Unies pour le développement industriel) et Eni. Les principaux objectifs du Centre sont de soutenir le Pays et, en général, la région à travers la recherche et le renforcement des capacités dans les domaines des RE&EE.

Depuis l'ouverture du centre en avril de l'année dernière, quelles activités ont été menées ?

Après l'inauguration en avril 2023, le projet est entré dans sa phase de démarrage. Les activités menées jusqu'à présent sont en grande partie liées à son institutionnalisation, afin de garantir une base solide pour les activités techniques. Pour l'instant, nos activités se sont concentrées sur la définition des règles et procédures nécessaires et sur le recrutement et la formation d'une équipe diversifiée.

En parlant de travaux à venir, que nous réserve le Centre d'Oyo ? Pouvez-vous nous en dire plus sur vos objectifs ?

L'objectif du centre d'Oyo est de contribuer à la création d'un marché intégré et inclusif de l'énergie durable pour le Pays et la région en général. Vous travaillerez sur des sujets importants tels que le lien eau-énergie-alimentation, l'électrification rurale et le développement du secteur cleantech : tous les domaines d'intervention qui s'intègrent à l'intérieur du plus grand cadre de RE&EE. Plus concrètement, le Centre Oyo travaillera pour devenir un point de référence pour l'émergence de RE&EE au Congo et dans la région de l'Afrique Centrale, en se concentrant sur la recherche appliquée, le renforcement des capacités et le transfert de connaissances.

Nous parlons d'un large éventail de bénéficiaires : étudiants, techniciens, décideurs de politiques et secteur privé avec l'objectif de soutenir les compétences des parties prenantes de RE&EE et, par extension, de l'ensemble de la population. L'égalité des sexes et la jeunesse constitueront également un axe transversal important des activités du centre d'Oyo : les femmes et les jeunes souffrent de manière disproportionnée de l'absence de services énergétiques modernes.

Vous avez indiqué qu'une grande importance est accordée à la durabilité du Centre d'Oyo. Pourriez-vous développer cet aspect ?

La durabilité est sans aucun doute la pierre angulaire du projet. Notre travail chez UNIDO consiste à soutenir le Centre Oyo dans son parcours qui le conduira à devenir un point de référence de RE&EE, et à continuer même après la fin du projet. L'ONUDI possède une vaste expérience dans la mise en place d'institutions similaires à travers le monde grâce au Network Mondial des Centres Régionaux pour l'Énergie Durable (GN-SEC) et nous savons que la durabilité d'un projet est assurée en commençant par une forte institutionnalisation, comme mentionné ci-dessus. Un autre élément essentiel est la mise en place de partenariats et de collaborations, qui permettront d'intégrer le Centre d'Oyo dans l'écosystème national et régional. Nous avons commencé à collaborer avec des partenaires, dont l'Union Européenne, afin de compléter et d'améliorer le travail du Centre par le biais d'activités de recherche et de renforcement des capacités. Nous nous efforçons également d'étendre notre collaboration aux universités, aux ONG et à d'autres institutions. En participant activement au Paysage énergétique plus large, nous visons à créer des impacts durables et à contribuer à la durabilité à long terme du secteur de l'énergie au Congo et dans la région de l'Afrique centrale.

Contenu local

L'approche d'Eni en matière de contenu local repose sur un certain nombre de lignes d'action : l'activation des chaînes d'approvisionnement locales, afin d'accroître le niveau de compétitivité des entreprises locales et de renforcer leur capacité à soutenir les initia-

tives d'Eni ; l'implication de la main-d'œuvre locale ; le transfert de compétences et de connaissances ; et les programmes de développement local visant à favoriser la croissance et la diversification de l'économie locale. Depuis 2016, Eni utilise le modèle **ELCE**

(**ÉVALUATION DU CONTENU LOCAL D'ENI**), validée par l'École polytechnique de Milan, pour évaluer quantitativement les avantages apportés à l'économie nationale et à la société en termes de production économique et d'impact sur l'emploi.

Étude de cas



Application du modèle ELCE aux entreprises traditionnelles et nouvelles

Application aux entreprises traditionnelles Projet Baleine (phases 1 et 2)

CONTEXTE : le projet Baleine, qui représente la plus grande découverte de pétrole dans le bassin sédimentaire de la Côte d'Ivoire, est développé en trois phases : 1) en 2023, démarrage de la production via la FPSO (Floating Production Storage Offloading - Unité flottante de production, de stockage et de déchargement) Baleine ; 2) à la fin de 2024, démarrage prévu d'une deuxième FPSO ; 3) développement prévu qui portera la production totale du champ à 150 000 bbl/j d'huile et 200 Mscf/j de gaz.

ÉTUDE ET RÉSULTATS : le modèle **ELCE** a analysé les impacts sur l'économie et l'emploi générés par le projet pendant les phases de construction et d'exploitation (2023-2039). Pour chaque milliard de dollars de frais générés en biens et services, l'impact local total en termes économiques sera de 470 millions de dollars, dont 250 millions de dollars provenant d'Eni et de ses principales entreprises sous contrat et 100 millions de dollars résultant de l'activation en cascade des petites et moyennes entreprises locales. Le modèle estime également l'activation de l'emploi local direct, indirect et induit à environ 18 500 unités de travail annuel (UTA), dont environ 65 % dans les petites et moyennes entreprises locales opérant dans la chaîne d'approvisionnement.

Pour chaque milliard de dollars de dépenses en biens et services, il y a un impact de :

DIRECT + INDIRECT (Eni et ses principales agents sous contrat) USD 250 mln	+	INDIRECT (petites et moyennes entreprises locales) USD 100 mln	+	INDUIT (sur système macroéconomique) USD 120 mln	=	TOTAL USD 470 mln
DIRECT + INDIRECT (Eni et ses principales agents sous contrat) 1,125 FTE annual average	+	INDIRECT (petites et moyennes entreprises locales) 12,029 FTE annual average	+	INDUIT (sur système macroéconomique) 5,373 FTE annual average	=	TOTAL 18,527 FTE annual average

Application à l'une des nouvelles entreprises - la bioraffinerie de Gela

CONTEXTE : la transformation de la raffinerie de Gela en bioraffinerie, entamée en 2014 et achevée en 2019, est fonctionnelle au développement de produits à empreinte carbone réduite et inspirés par les principes de l'économie circulaire.

ÉTUDE ET RÉSULTATS : le modèle **ELCE** a analysé les retombées économiques et en termes d'emploi générées au cours de l'année 2022 et limitées aux activités relatives à la bioraffinerie. Les résultats montrent que pour chaque million d'euros dépensé par la bioraffinerie en biens et services, l'impact global au niveau régional est de 1,059 million d'euros, tandis qu'au niveau national, il est de plus de 2 millions d'euros. En termes d'emploi, si l'on considère le périmètre total direct, indirect et induit, pour chaque million d'euros dépensé, on estime un impact de 17 UTA siciliennes et de 20 UTA italiennes, ce qui confirme le pourcentage élevé de main-d'œuvre régionale activée par l'activité de la bioraffinerie.

Pour chaque million d'euros dépensé en biens et services, un impact est estimé au niveau national et régional :

DIRECT Achats soutenus par la bioraffinerie auprès de fournisseurs italiens €922 000	+	INDIRECT Activation de la chaîne d'approvisionnement italienne €524 000	+	INDUIT Italie €728 000	=	TOTAL Italie €2 174 000
DIRECT Achats DIRECTS de la bioraffinerie auprès de fournisseurs siciliens €447 000	+	INDIRECT Activation de la chaîne d'approvisionnement Sicilienne €204 000	+	INDUIT Sicile €408 000	=	TOTAL Sicile €1 059 000

Glossaire

NEUTRALITÉ CARBONE D'ICI À 2050	
ÉMISSIONS GES SCOPE 1, 2 et 3	Émissions directes de GES Scope 1 provenant de sources attribuables aux actifs de l'entreprise (par exemple, combustion, brûlage à la torche, émissions fugitives et ventilation). Émissions indirectes de GES Scope 2 provenant de la production d'électricité, de vapeur et de chaleur achetée à des tiers pour la consommation interne. Émissions indirectes de GES Scope 3 associées à la chaîne de valeur des produits Eni.
EMPREINTE CARBONE NETTE	Émissions de GES de type 1+2 associées aux activités exploitées par Eni ou par des tiers, comptabilisées sur la base des capitaux propres et nettes des crédits carbone provenant de Natural Climate Solution et de l'application de solutions technologiques.
ÉMISSIONS NETTES DE GES AU COURS DU CYCLE DE VIE	Émissions de GES Scope 1+2+3 associées à la chaîne d'approvisionnement des produits énergétiques vendus par Eni, y compris la production propre et les achats à des tiers, comptabilisées sur une base d'équité et nettes des crédits de carbone provenant de Natural Climate Solutions et de l'application de solutions technologiques.
NATURAL CLIMATE SOLUTIONS (NCS)	Actions visant à promouvoir la conservation et la restauration des écosystèmes et à améliorer les activités de gestion des terres destinées au stockage du carbone et/ou à la prévention des émissions de GES (par exemple, la sylviculture est une sylviculture durable, c'est-à-dire des pratiques de gestion forestière qui reprennent les cycles biologiques naturels).
CCUS - CAPTURE, UTILISATION ET/OU STOCKAGE DU CARBONE	Processus consistant à absorber le carbone contenu dans le CO ₂ de l'atmosphère, puis à le stocker en lieu sûr (« stockage ») ou à l'utiliser dans la production d'autres substances (« utilisation »).
BIOMASSE	Partie biodégradable des produits, déchets et résidus de l'agriculture (substances végétales et animales), de la sylviculture et des industries connexes, ainsi que la partie biodégradable des déchets industriels et municipaux.
EXCELLENCE OPÉRATIONNELLE	
AUTORITÉ POUR L'ARRÊT DES TRAVAUX	Principe visant à promouvoir un comportement vertueux et consciencieux afin d'assurer la protection de tous les travailleurs, selon lequel tout collaborateur, quel que soit le site, a l'autorité d'interrompre une activité lorsqu'il détecte un comportement ou une condition dangereuse.
LIGNE DE FEU	Principe visant à promouvoir un comportement vertueux et conscient afin de garantir la protection de tous les travailleurs, ce qui implique de rester en dehors de ce que l'on appelle la ligne de feu, c'est-à-dire l'espace que l'on doit éviter pour garantir sa propre sécurité, tout en surveillant l'adéquation du comportement des autres travailleurs.
INTÉGRITÉ DES ACTIFS	Capacité d'un actif à fonctionner de manière efficace et précise, tout en préservant le bien-être du personnel et de l'équipement tout au long du cycle de vie du bien, depuis sa phase de conception jusqu'à sa mise hors service.
INDICES D'ACCIDENTS	LTIF : indice de fréquence des accidents. Numérateur : nombre d'accidents avec jours d'absence ; dénominateur : heures travaillées au cours de la même période. Résultat du ratio multiplié par 1 000 000. TRIR : index de fréquence du nombre total d'accidents enregistrables (accidents avec jours d'arrêt, traitement médical et cas de restriction de travail). Numérateur : nombre total d'accidents enregistrables ; dénominateur : heures travaillées au cours de la même période. Résultat du ratio multiplié par 1 000 000.
ÉVALUATION DE L'IMPACT SUR LA SANTÉ (EIS)	Processus structuré d'évaluation des implications potentielles sur la santé des propositions policy, des programmes ou des projets, permettant d'identifier les effets potentiellement négatifs. Il propose des moyens de les minimiser tout en maximisant les bénéfices pour la santé et peut être appliqué à un large éventail de secteurs en influençant les décisions à différents niveaux de planification.
ÉVALUATION DE L'IMPACT ENVIRONNEMENTAL, SOCIAL ET SANITAIRE (ESHIA)	Études d'impact environnemental, social et sanitaire mises en œuvre avant le lancement de tout type de projet opérationnel.
RÈGLES D'OR ENVIRONNEMENTALES	Lignes directrices visant à protéger et à préserver l'environnement en orientant le comportement des personnes et des entreprises vers des pratiques durables et respectueuses de l'environnement (par exemple, par la réduction/réutilisation et le recyclage des déchets, les économies d'énergie, la protection de la biodiversité, etc.)
MATIÈRES BIOGÈNES	Substances ou matériaux provenant d'organismes vivants ou créés par eux.
HVO	Hydrotreated Vegetable Oil (huile végétale hydrotraitée), un biocarburant diesel produit principalement à partir de déchets de matières premières, de résidus végétaux et d'une partie résiduelle d'huiles végétales.
DÉVERSEMENT DE PÉTROLE	Déversement de pétrole ou de sous-produits pétroliers issus du raffinage ou de déchets pétroliers survenant au cours d'opérations normales (accident) ou dû à des actions entravant les opérations de l'unité commerciale ou à des actes subversifs de groupes organisés (actes de sabotage et de terrorisme).
ORGANISATION INTERNATIONALE DU TRAVAIL (PÉTROLE)	Lignes directrices non contraignantes visant à influencer les policy et pratiques nationales et internationales en matière de travail, axées sur les droits du travail, la santé et la sécurité du travail, la protection sociale, l'égalité entre hommes et femmes sur le lieu de travail et d'autres aspects des conditions de travail et de l'emploi.
UNGP	Les Principes Directeurs des Nations unies, approuvés par le Conseil des Droits de l'homme des Nations Unies en 2011, constituent la référence mondiale en matière de responsabilité des entreprises dans le domaine des Droits de l'homme.
QUESTION IMPORTANTE EN MATIÈRE DE DROITS DE L'HOMME	L'ensemble des questions considérées comme les plus importantes, sur lesquelles se concentrent le modèle de gestion et les activités de protection des Droits de l'homme, est divisé en 4 catégories : (i) sur le lieu de travail ; (ii) dans les relations commerciales (avec les fournisseurs, les agents sous contrat et les autres partenaires commerciaux) ; (iii) dans les activités de security ; et (iv) dans les communautés qui accueillent les activités d'Eni.
SIGNALEMENTS	Toute communication reçue par Eni relative au Système de Contrôle Interne et de Gestion des Risques et concernant un comportement imputable au personnel d'Eni en violation du code éthique, des lois, des règlements, des dispositions des Autorités, des règles internes, du Modèle 231 ou des Modèles de Conformité.
B2C	Business to Consumer fait référence à toutes les relations commerciales entre l'entreprise et le client final qui achètent du gaz, de l'électricité ou d'autres produits et services fournis par Plenitude pour un usage personnel ou domestique, commercial ou commercial.
PROSUMER	Un individu ou une organisation qui participe à la fois en tant que producteur et en tant que consommateur de biens ou de services.
PARTENARIATS POUR LE DÉVELOPPEMENT	
APPROCHE DU CADRE LOGIQUE (ACL)	Approche méthodologique utilisée pour planifier, gérer, suivre et évaluer des initiatives ou des programmes/projets, définir des objectifs et des actions à entreprendre pour résoudre des problèmes identifiés. La principale composante de l'ACL, c'est à dire la « matrice du cadre logique », décrit la logique de l'opération, décomposée en objectifs, résultats et actions, en tenant compte des risques et conditions externes susceptibles de pénaliser l'exécution et les résultats des interventions planifiées.
RÉCLAMATIONS	Plainte ou grief soulevé par un individu – ou un groupe d'individus – découlant d'impacts réels ou perçus causés par les activités opérationnelles de l'organisation.
ÉVALUATION DU CONTENU LOCAL D'ENI (ELCE)	Le modèle d'Eni, validé par l'École Polytechnique de Milan, qui fournit une vision quantitative de l'impact de ses activités sur le pays de présence, mesure les impacts générés, en termes de bénéfices apportés à l'économie, à la société et aux communautés locales, sur toute la durée de vie d'un projet de développement ou d'un site de production.

Rapport du Cabinet d'Audit



Limited Assurance report on the Sustainability Report – Eni For 2023

To the Board of Directors of Eni SpA

We have been engaged to undertake a limited assurance engagement on the Sustainability Report – Eni For 2023 of Eni SpA and its subsidiaries (hereinafter also the “Group” or “Eni Group”) for the year ended 31 December 2023 (hereinafter also the “Report”).

Responsibilities of the Directors for the Report

The Directors of Eni SpA are responsible for the preparation of the Report in accordance with the “Global Reporting Initiative Sustainability Reporting Standards” issued in 2016 and updated to 2021 by GRI - Global Reporting Initiative (the “GRI Standards”), as illustrated in the “Reporting criteria” section of the Report.

The Directors are also responsible for such internal control as they determine is necessary to enable the preparation of a Report that is free from material misstatement, whether due to fraud or error.

The Directors are also responsible for defining the sustainability performance targets of Eni Group, as well as for identifying its stakeholders and material topics to be reported on.

Auditor's independence and quality control

We are independent in accordance with the principles of ethics and independence set out in the Code of Ethics for Professional Accountants published by the International Ethics Standards Board for Accountants, which are based on the fundamental principles of integrity, objectivity, competence and professional diligence, confidentiality and professional behaviour. In the reporting period.

Our audit firm adopted International Standard on Quality Control 1 (ISQC Italia 1) and, accordingly, maintained an overall quality control system which includes processes and procedures for compliance with ethical and professional principles and with applicable laws and regulations.

PricewaterhouseCoopers SpA

Sede legale: **Milano** 20145 Piazza Tre Torri 2 Tel. 02 77851 Fax 02 7785240 Capitale Sociale Euro 6.890.000,00 i.v. C.F. e P.IVA e Reg. Imprese Milano Monza Brianza Lodi 12979880155 Iscritta al n° 119644 del Registro dei Revisori Legali - Altri Uffici: **Ancona** 60131 Via Sandro Totti 1 Tel. 071 2132311 - **Bari** 70122 Via Abate Gimma 72 Tel. 080 5640211 - **Bergamo** 24121 Largo Belotti 5 Tel. 035 229691 - **Bologna** 40126 Via Angelo Finelli 8 Tel. 051 6186211 - **Brescia** 25121 Viale Duca d'Aosta 28 Tel. 030 3697501 - **Catania** 95129 Corso Italia 302 Tel. 095 7532311 - **Firenze** 50121 Viale Gramsci 15 Tel. 055 2482811 - **Genova** 16121 Piazza Piccapietra 9 Tel. 010 29041 - **Napoli** 80121 Via dei Mille 16 Tel. 081 26181 - **Padova** 35138 Via Vicenza 4 Tel. 049 873481 - **Palermo** 90141 Via Marchese Ugo 60 Tel. 091 349737 - **Parma** 43121 Viale Tanara 20/A Tel. 0521 275911 - **Pescara** 65127 Piazza Ettore Troilo 8 Tel. 085 4545711 - **Roma** 00154 Largo Fochetti 29 Tel. 06 570251 - **Torino** 10122 Corso Palestro 10 Tel. 011 556771 - **Trento** 38122 Viale della Costituzione 33 Tel. 0461 237004 - **Treviso** 31100 Viale Felissent 90 Tel. 0422 696911 - **Trieste** 34125 Via Cesare Battisti 18 Tel. 040 3480781 - **Udine** 33100 Via Poscolle 43 Tel. 0432 25789 - **Varese** 21100 Via Albuzzi 43 Tel. 0332 285039 - **Verona** 37135 Via Francia 21/C Tel. 045 8263001 - **Vicenza** 36100 Piazza Pontelanello 9 Tel. 0444 393311

www.pwc.com/it



Auditor's Responsibilities

Our responsibility is to express a conclusion, based on the procedures performed, on whether the Report complies with the requirements of the GRI Standards. We conducted our work in accordance with "International Standard on Assurance Engagements ISAE 3000 (Revised) - Assurance Engagements other than Audits or Reviews of Historical Information" (hereinafter also "ISAE 3000 Revised") issued by the International Auditing and Assurance Standards Board (IAASB) for limited assurance engagements. That standard requires that we plan and perform procedures to obtain limited assurance about whether the Report is free from material misstatement.

The work performed was less in scope than in a reasonable assurance engagement conducted in accordance with ISAE 3000 Revised and, consequently, we did not obtain assurance that we became aware of all significant facts and circumstances that might be identified in a reasonable assurance engagement.

The procedures performed on the Report were based on our professional judgement and included inquiries, primarily of personnel of the company responsible for the preparation of the information presented in the Report, inspection of documents, recalculations and other procedures designed to obtain evidence considered useful.

In detail, we performed the following procedures:

1. we analysed the reasons for the existence of both the Non-Financial Statement (required under articles 3, 4 and 7 of Legislative Decree No. 254/2016) and the Report, and the features distinguishing the two documents;
2. we analysed the process of definition of the material topics reported in the Report, with reference to the method of their identification and prioritization of the results of the process;
3. we compared the financial information reported in the "Governance and business ethics" section of the Report with the information included in the Group's annual consolidated financial statements for the year ended 31 December 2023;
4. we obtained an understanding of the processes underlying the generation, collection and management of significant qualitative and quantitative information included in the Report.

In detail, we inquired of and discussed with management personnel of Eni SpA and with personnel of Eni SpA -LD Distretto Meridionale- Basilicata, Val D'Agri, Eni SpA- Eni Ghana E&P Ltd, Eni SpA – Eni Congo SA, Versalis SpA – Stabilimento di Mantova, Finpower Wind Srl – Stabilimento di Melfi, Eni Rewind – Stabilimento di Gela, Eni SpA – REVT Stabilimento di Livorno and we carried out limited analyses of documentary evidence, in order to obtain information about the processes and procedures supporting the collection, aggregation, processing and submission of non-financial information to the corporate function in charge of the preparation of the Report.

Furthermore, for significant information, taking into account the activities and characteristics of the Group:

- at parent company level:
 - a) with reference to the qualitative information presented in the Report, we carried out interviews and obtained supporting documents to verify its consistency with available evidence;



- b) with reference to quantitative information, we performed both analytical procedures and limited tests to verify, on a sample basis, the accuracy of data aggregation.

- for Eni SpA - LD Distretto Meridionale - Basilicata, Val D'Agri, Eni SpA - Eni Ghana E&P Ltd, Eni SpA – Eni Congo SA, Versalis SpA – Stabilimento di Mantova, Finpower Wind Srl - Stabilimento di Melfi, Eni Rewind - Stabilimento di Gela, Eni SpA - REVT Stabilimento di Livorno, which we selected on the basis of their activities, of their contribution to performance indicators at a consolidated level and of their location, we carried out onsite visits during which we met local management and obtained documentary evidence, on a sample basis, about the correct application of the procedures and calculation methods applied for the indicators.

Conclusions

Based on the work performed, nothing has come to our attention that causes us to believe that the Sustainability Report - Eni For 2023 of Eni Group for the year ended 31 December 2023 is not prepared, in all material respects, in accordance with the requirements of the GRI Standards as illustrated in the "Reporting criteria" section of the Report.

Other Matters

With reference to the annex "Statement on GHG accounting and reporting - year 2023" of the Report - Eni For 2023, which has been prepared with principles (suitable criteria) that differ from the GRI Standards, the activities envisaged by ISAE 3000 Revised and ISAE 3410 were carried out using the limited assurance approach for the indicators GHG Lifecycle Emissions (Net GHG Lifecycle Emissions and Net Carbon Intensity), Net Zero Carbon Footprint Eni (Scope 1 e 2), Net Zero Carbon Footprint Upstream (Scope 1 and 2) on an equity basis and Scope 3 emissions, and using the reasonable assurance approach, for the indicators Scope 1 emissions and Scope 2 emissions. On the basis of these activities, a specific assurance report was prepared and attached to the document.

Milano, 15 May 2024

PricewaterhouseCoopers SpA

Signed by

Paolo Bersani
(Partner)

This report has been translated from the Italian original solely for the convenience of international readers. We have not performed any controls on the Report - Eni For 2023 translation.

Rapports d'Eni sur le développement durable

Grâce à ses rapports sur la durabilité, Eni présente son rôle dans la transition énergétique, en partageant ses valeurs, ses stratégies d'entreprise, ses objectifs et ses réalisations à ce jour. Afin de répondre de manière complète et opportune aux besoins d'information de ses parties prenantes, tant en termes de diversification des informations présentées que de niveau de détail, Eni a développé au fil du temps un système structuré d'établissement de rapports sur la durabilité, tout en reconnaissant l'importance des informations non financières.



Vos commentaires sont importants pour nous. Si vous avez des commentaires, des suggestions ou des questions, veuillez écrire à l'adresse suivante sostenibilita@eni.com



Eni SpA

Siège social

Piazzale Enrico Mattei, 1 - Rome - Italie
Capital social au 31 décembre 2023 : 4 005 358 876,00 € entièrement libérés
Registre des Entreprises de Rome, code fiscal 00484960588
Numéro de TVA 00905811006

Autres Sièges

Via Emilia, 1 - San Donato Milanese (MI) - Italie
Piazza Ezio Vanoni, 1 - San Donato Milanese (MI) - Italie

Contacts

eni.com
+39-0659821
800940924
segreteria@societaria.azionisti@eni.com

Bureau des relations avec les investisseurs

Piazza Ezio Vanoni, 1 - 20097 San Donato Milanese (MI)
Tél. +39-0252051651 - Fax +39-0252031929
e-mail : investor.relations@eni.com

Présentation, mise en page et supervision
K-Change - Roma

RAPPORTS OBLIGATOIRES



La ► **Déclaration Non Financière Consolidée 2023 (DNF)**, préparée conformément aux exigences du Décret Législatif italien n° 254/2016 (transposant la Directive Européenne 95/2014) et publié dans le Rapport Financier Annuel 2023, fournit une information synthétique et intégrée sur le modèle de gestion, les politiques, les principaux risques et les résultats liés aux différents thèmes de durabilité.

RAPPORTS VOLONTAIRES



Eni for 2023 - A Just Transition, décrit, à travers les trois leviers du modèle de business intégré, la création de valeur à long terme d'Eni, sous réserve d'une ► **assurance limitée** de la part de la société indépendante (PwC).
► **Eni for 2023 - Performance de Durabilité** fournit une vue d'ensemble des indicateurs de performance en matière de durabilité sur 5 ans et inclut ► **l'assurance raisonnable** sur les émissions de GES Scope 1 et Scope 2 opérées (pas d'équité). Le contenu essentiel et synthétique est disponible dans ► **l'Executive Summary**.

AUTRES RAPPORTS

Dans les mois à venir, Eni publiera également Eni for Human Rights, un document décrivant sa stratégie de promotion et de respect des Droits de l'homme et rendant compte de ses principales activités et de ses indicateurs de performance. En outre, chaque année, Eni publie d'autres bilans de durabilité au niveau local et au niveau des filiales, qui seront disponibles au cours de l'année 2024 sur ► eni.com.

RÉCOMPENSES REÇUES PAR ENI EN 2023



FTSE4Good

FTSE4Good :
Confirmée dans l'index FTSE4Good Developed pour la 17e année consécutive



Alliance mondiale de benchmarking :
Eni se situe dans la fourchette la plus élevée de l'évaluation de l'égalité entre les hommes et les femmes 2023



CDP :
Confirmée leadership disclosure en matière de changement climatique (A-). Évaluée avec la note B pour la sécurité de l'eau, au-dessus de la moyenne pour le Pétrole et le Gaz (B-)



Equileap :
Inclus dans le Top 100 du Gender Equality Ranking 2023 d'Equileap



Climate Action 100+ : Confirmée parmi les sociétés les plus alignées sur le Référence des Entreprises à Zéro Émission Nette en termes d'ambition et d'exhaustivité des objectifs à long terme en matière de GES et de transparence du processus d'Allocation de Capital. L'approche « Just Transition », incluse pour la première fois dans les résultats de l'évaluation comparative, a également fait l'objet d'une évaluation positive

ISS ESG :
Entrée dans la catégorie PRIME Investment Grade en septembre 2021

WBCSD :
Figurant pour la cinquième année parmi les 10 entreprises les plus performantes pour son rapport sur le développement durable

ECOVADIS :
Obtention d'une note de 77/100, se classant ainsi dans le 99e percentile des entreprises ayant obtenu la meilleure note au niveau mondial

Norme Nette Zéro de l'IIGCC pour le pétrole et le gaz :
Eni est classée deuxième sur 10 pairs pour le nombre d'indicateurs alignés

WDI :
a reçu le Value Chain Data Award 2023 pour l'exhaustivité de ses informations sur la chaîne d'approvisionnement

MSCI ESG Ratings :
Confirmée par MSCI dans sa notation ESG "A"

Sustainalytics :
confirmée dans la gamme Medium Risk

Score de qualité ISS :
scores d'excellence dans le domaine ESG confirmés

Moody's ESG Solutions :
confirmation d'« avancée », classée 1ère sur 30 sociétés européennes de Pétrole et de Gaz

MIB® ESG :
confirmé pour la troisième fois dans l'index

Initiative pour une trajectoire de transition (TPI) :
Eni est confirmée pour la septième année consécutive parmi les leaders de l'industrie en matière de divulgation d'informations sur le climat et d'alignement sur l'objectif à long terme de 1,5°C

The Oil&Gas Methane Partnership 2.0 (OGMP 2.0) :
en 2023, Eni a obtenu du PNUE le niveau « Gold Standard » de l'initiative Oil&Gas Methane Partnership 2.0

Indice de référence Climat et Énergie de la WBA :
confirmé parmi les sociétés O&G les plus alignées sur les exigences du Indice de référence Climat et Énergie de WBA en termes de cible, de stratégie de décarbonisation et d'approche de la transition juste

CHRB :
Eni s'est classée troisième dans les secteurs de l'exploitation minière et de l'habillement

Initiative de Suivi du Carbone :
confirmée première parmi les pairs dans le classement des Sociétés d'Énergie Intégrée par l'étude Absolute Impact 2023



Eni for - Rapport sur le développement durable

